

La théorie sociale contemporaine

Sous la direction de
Gérald Bronner et Razmig Keucheyan

La théorie sociale contemporaine



Quadriga/PUF

Sommaire

Présentation des auteurs, IX

Introduction

par Gérald Bronner et Razmig Keucheyan, 1

I. Cognition et société

par Gérald Bronner, 5

Introduction, 5

La rationalité cognitive, 6

À la recherche d'une théorie de la signification, 8

Chassez le naturel..., 11

Convergences, 14

2. De l'individualisme méthodologique à la sociologie analytique

par Pierre Demeulenaere, 19

L'enjeu de la sociologie analytique, 20

Description et explication, 22

Retour sur l'individualisme méthodologique, 24

L'individualisme méthodologique n'est pas un atomisme, 25

L'individualisme méthodologique n'est pas un utilitarisme, 26

Rationalité et irrationalité, habitudes et créativité, 27

Théorie de l'action, 28

Mécanismes, 29

3. Une « théorie sociale à teneur normative » : la théorie de la reconnaissance

par Estelle Ferrarese, 33

Le paradigme intersubjectif, 35

Une théorie du conflit, 39

Une théorie sociale de la connaissance et une théorie de la connaissance sociale, 42

Une théorie de l'idéologie, 44

VI *La théorie sociale contemporaine*

4. Des sciences de la vie aux sciences sociales : les visages du naturalisme

par Dominique Guillo, 49

Une définition large : le naturalisme comme objectivisme, 49

Une définition plus restreinte : s'appuyer sur la biologie pour expliquer les faits sociaux et culturels, 51

Le naturalisme analogique : des modèles en tension avec le réductionnisme biologique, 52

Le naturalisme au sens strict : intégrer des causes biologiques à l'explication des faits sociaux, 53

La sociobiologie humaine, 55

Un naturalisme néo-darwinien appuyé sur les sciences cognitives, 57

Les racines évolutionnaires de l'esprit humain et de la culture, 58

Une architecture cognitive faite de théories spontanées, 59

Une question centrale et débattue au sein de ce naturalisme : la modularité de l'esprit, 61

Un paradigme qui suscite de vives polémiques, 62

5. Comment peut-on être constructiviste ? Sur le constructivisme dans les sciences sociales

par Razmig Keucheyan, 67

Définir le constructivisme, 69

Un courant multiforme, 71

Kant, Marx, Foucault, 75

Néo-essentialismes, 77

6. Le marxisme au XXI^e siècle : formes et sens d'une résilience

par Stathis Kowélikis, 81

« Marxisme occidental » : fin de partie ?, 82

Une catégorie illusoire : le « marxisme occidental », 84

« Mille marxismes » sous bannière anglo-étatsunienne ?, 87

Un marxisme mondialisé, 90

7. De l'économie politique au tournant culturel : trajectoires indisciplinaires. Les *cultural studies* et les *postcolonial studies*

par Thierry Labica, 95

Remarques générales. Problèmes de définition ou remise en question des frontières disciplinaires ?, 96

Les *cultural studies* comme projet et ses scansions, 98

Changement social, culture, théorie, 100
Lignes de fractures et nouvelles configurations théoriques : vers les PCS, 103
Éléments d'une critique, 106

8. Sociologie néostructurale

par Emmanuel Lazega, 113

Le niveau mésosocial, 113
Inégalités sociales, organisations et accaparements d'opportunités, 116
Organisation, régulation et institutionnalisation, 119
Oppositions, interdépendances et dynamiques des structures multiniveaux, 123

9. Déconstruction des genres et transformation sociale : enjeux et défis de la théorie féministe contemporaine

par Alice Le Goff, 129

Le sujet du féminisme en question, 130
Genre, corps, subjectivité, 134
Féminisme, capitalisme, État social, 138

10. Épistémologie et ontologie en sciences sociales

par Pierre Livet et Frédéric Nef, 145

Introduction, 145
Ontologie et ontologie sociale, 146
Positions ontologiques implicites ou explicites en sciences sociales, 149
Ontologies sociales d'origine philosophique, 152
L'ontologie sociale de Searle, 153
L'ontologie de Barry Smith, 155
Interactions entre épistémologie et ontologie des processus sociaux, 158

11. La perspective de l'ordinaire

par Albert Ogien, 163

De l'arrière-plan à l'ordinaire, 165
Ordinaire et attitude naturelle, 168
De l'action à la pratique, 169
Ordinaire et normalisation, 170
L'expérience en ses cadres, 173
L'ordinaire, la coordination et la connaissance, 175

VIII *La théorie sociale contemporaine*

12. Pragmatisme et enquête sociale

par Louis Quéré, 179

Une méthode plutôt qu'une doctrine, 180

L'enquête dans le processus de l'expérience, 182

Pour une réforme de l'enquête sociale, 184

Le caractère dérivé des « self-actions », 184

Un behaviorisme social, 185

La rationalité : une affaire de relation entre moyens et conséquences, 187

13. Pratique, pouvoir et science : quelques clés pour comprendre Bourdieu

par Loïc Wacquant, 193

Science de la pratique et critique de la domination, 193

Construire l'objet sociologique, 195

Surmonter l'antinomie entre objectivisme et subjectivisme : habitus, capital, champ, 198

L'impératif de réflexivité, 202

Science, politique et la mission civique des intellectuels, 204

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Gérald Bronner est professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg et membre de l'Institut universitaire de France.

Pierre Demeulenaere est professeur de sociologie à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV).

Estelle Ferrarese est maître de conférences en sociologie à l'Université de Strasbourg.

Dominique Guillo est sociologue, directeur de recherche au CNRS (laboratoire Centre Jacques Berque, Rabat, Maroc).

Razmig Keucheyan est maître de conférences en sociologie à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV).

Stathis Kouvélakis est maître de conférences en philosophie politique au King's College de Londres.

Thierry Labica est maître de conférences au département d'anglais de l'Université de Nanterre.

Emmanuel Lazega est professeur de sociologie à l'Université de Paris-Dauphine et membre du laboratoire IRISSE-CNRS.

Alice Le Goff est maître de conférences en philosophie à l'Université Paris Descartes (Paris 5).

Pierre Livet est professeur émérite à Aix-Marseille Université.

X *La théorie sociale contemporaine*

Frédéric Nef est directeur d'études à l'EHESS et membre de l'Institut Jean Nicod.

Albert Ogien est sociologue, directeur de recherches au CNRS et enseignant à l'EHESS.

Louis Quéré est directeur de recherche au CNRS et membre de l'Institut Marcel Mauss (CNRS-EHESS).

Loïc Wacquant est professeur à l'Université de Californie (Berkeley) et chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (Paris).

Introduction

Gérald Bronner et Razmig Keucheyan

Cet ouvrage propose une introduction aux principales théories contemporaines du monde social. Les courants les plus variés – et opposés – y sont présentés, du naturalisme au marxisme, en passant par le pragmatisme et la sociologie analytique. Assumer ce pluralisme, en faisant s’entrechoquer des traditions de pensée divergentes, est l’un des objectifs de ce livre, et l’une de ses originalités. Il est rare en effet de trouver réunis dans un même volume des représentants ou spécialistes de l’ensemble des courants de la théorie sociale.

À mesure qu’elle se développe, la connaissance du monde social va vers toujours davantage de complexité, à l’image des sociétés dont elle cherche à saisir la nature et l’évolution. Les conditions d’un dialogue productif entre paradigmes deviennent de ce fait d’autant plus difficiles à établir. Parvenir à un tel dialogue suppose un effort théorique en soi, dont l’un des objectifs doit être de distinguer les véritables divergences des oppositions fallacieuses ou superficielles. Cet ouvrage se veut une contribution à l’émergence de nouvelles controverses fécondes dans la théorie sociale.

Cette démarche n’implique en aucun cas la volonté de « réconcilier » les paradigmes en présence. L’œcuménisme mou n’est pas notre fort, pas davantage que le *anything goes* relativiste jadis popularisé par Paul Feyerabend. Certains courants présentés ici sont divergents, mais sans doute compatibles entre eux. D’autres sont définitivement irréconciliables. Certains se veulent « totalisants », en ce sens qu’ils ambitionnent de saisir par une même théorie l’ensemble du monde social, et même parfois du monde naturel. D’autres se conçoivent comme des théories « régionales », dont le

2 *La théorie sociale contemporaine*

rayon d'action est limité à certains secteurs de la réalité sociale seulement. Quoi qu'il en soit, notre intention n'est pas de laisser entendre que même à long terme, une convergence de ces paradigmes est possible, ou même souhaitable. Elle est de prendre acte du pluralisme afin de le réduire, si cela paraît opportun, ou de l'approfondir dans le cas contraire. Le lecteur fera de lui-même la part de ces deux options possibles.

Aucune science sociale particulière ne dispose d'un monopole sur le discours sur la société. C'est pourquoi les contributeurs de ce volume appartiennent à diverses disciplines : sociologie, philosophie, sciences cognitives, études littéraires, ethnographie... L'unité du volume résulte de ce que chaque courant s'efforce de penser un même monde social. Un double effort a été demandé aux contributeurs : d'une part, se situer à la pointe des développements les plus récents de chaque paradigme ; de l'autre, être aussi didactiques que possible, afin que ces développements puissent être accessibles au plus grand nombre. En ce sens, cet ouvrage s'adresse aussi bien aux étudiants qu'aux chercheurs aguerris.

Cet ouvrage n'est pas une introduction aux sciences sociales, mais bien à la théorie sociale. Un mot sur cette notion, qui figure dans l'intitulé. L'expression de « théorie sociale » existe en français, mais elle est moins fréquente que son équivalent anglais *social theory*. Dans le monde anglo-saxon, celle-ci est l'objet d'innombrables introductions, cours ou congrès, au même titre que les sciences sociales empiriques. Une section de l'*American Sociological Association* porte son nom, indice parmi d'autres de sa légitimité scientifique, et de la présence des *social theorists* au cœur du champ des sciences sociales.

La notion de « théorie sociale » désigne les conceptions du monde social classiques et contemporaines – sociologiques, philosophiques, ou autres –, élaborées et présentées indépendamment de leur opérationnalisation empirique. Elle est sous-tendue par une hypothèse épistémologique substantielle. La théorie ne saurait être séparée de l'enquête empirique, mais elle constitue néanmoins une activité en soi, relativement autonome, qui suppose la mise en œuvre d'opérations intellectuelles particulières. Cette hypothèse repose, d'une part, sur l'idée que les données empiriques ne génèrent pas d'elles-mêmes des théories, contrairement à ce que pourrait supposer un pseudo-positivisme.

Elle rappelle, d'autre part, ce que soulignait le Max Weber des *Essais sur la théorie de la science* reprenant à son compte une déclaration de Goethe : « la théorie est au cœur même du fait ». Qu'il le veuille ou non, l'observateur emploie une théorie, qu'elle soit explicite ou tacite. La question n'est donc pas tant de savoir si la théorisation est légitime que de déterminer si elle se fait consciemment ou non. De ceci, on ne déduira évidemment pas qu'il faut séparer le théorique de l'empirique, mais plutôt que prendre au sérieux le travail conceptuel est le meilleur moyen de produire des connaissances empiriques solides et novatrices.

À ce titre, s'il est une ambition qui réunit tous ces programmes si différents que nous présentons ici, ce n'est pas de produire des théories purement abstraites, c'est au contraire de viser le *réel*. Chacun de ces programmes est un pari rationnel sur le développement des sciences sociales. Certains font le pari du savoir cumulatif et de la *modélisation*, que celle-ci relève des mécanismes qui lient les phénomènes microsociologiques aux phénomènes macrosociologiques ou qu'elle vise le caractère réticulaire des liens sociaux, ou encore qu'elle témoigne du développement vertigineux des sciences cognitives et des neurosciences. D'autres considèrent que la connaissance du réel a pour condition l'adoption d'une attitude critique – indissociablement épistémique et politique – envers lui, attitude critique dont les modalités sont là encore très diverses.

Certains de ces paris ont-ils plus de chances d'être gagnants que d'autres ? Ce n'est pas l'objectif de ce livre de l'établir¹.

1. Les contributions apparaissent dans l'ordre alphabétique des auteurs, le plus neutre.

I. Cognition et société

Gérald Bronner

Introduction

Dans le sillon de ce que Howard Gardner (1993) nomme la « révolution cognitive », de nombreuses disciplines ont cherché à donner un aspect « cognitif » à certaines de leurs productions : on a vu naître ainsi la *psychologie cognitive* (voir les travaux d'Amos Tversky, de Daniel Kahneman, Massimo Piattelli-Palmarini...), l'*anthropologie cognitive* (Pascal Boyer, Scott Atran...), l'*économie cognitive* (Bernard Walliser)... La question de la mise en relation des termes « cognitif » et « sociologie » s'est, de la même façon que dans ces disciplines connexes, pleinement posée. Cette mise en relation paraît même cruciale à certains commentateurs (Piet Strydom, 2007), du moins si les sciences sociales ambitionnent de s'inscrire dans un processus de connaissance cumulative (Paul DiMaggio, 1997). Mais, comme on va le voir, elle ne va pourtant pas du tout de soi.

Ce rapprochement des termes « cognitif » et « sociologie » fut tenté pour la première fois, aux États-Unis, par Aaron Cicourel, en 1974, dans son livre *Sociologie cognitive* traduit en France en 1979, et engageait la discipline dans des réflexions proches de celles de Harold Garfinkel (dont il fut un temps un proche collègue) qui ont trouvé un écho en France parmi les principaux initiateurs de cette sociologie cognitive. Mais, au-delà, il engage encore, si l'on suit les considérations de Dan Sperber (1992), deux acceptions bien distinctes du terme cognitif, l'une « forte » qui consiste en une explication naturaliste et mécaniste des phénomènes mentaux, et

6 *La théorie sociale contemporaine*

l'autre « faible » qui caractérise les sciences sociales en général lorsqu'elles se préoccupent des croyances, des idéologies, des savoirs techniques, etc., en mobilisant les notions de rationalité et de représentations mentales.

C'est incontestablement la seconde acception qui, en France, implique le plus grand nombre de chercheurs, ne serait-ce que parce qu'elle se rattache à une tradition presque fondatrice de notre discipline qui considère que l'individu, porteur d'un sens subjectivement visé, est le niveau de réflexion adéquat de l'analyse sociologique. Cette tradition, on le sait, a trouvé, sous la plume de Max Weber, une expression solide. Le sociologue allemand plaçait, au cœur même de la définition de la sociologie, le fonctionnement *idéaltypique* de la rationalité humaine. Dans un passage souvent cité, il décrit cette discipline comme

[...] une science qui se propose de comprendre par interprétation l'activité sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets. Nous entendons par « activité » un comportement humain [...], quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un *sens* subjectif. (1971, p. 28)

Cette acception de la sociologie propose de considérer le sens subjectivement visé comme un moteur fondamental de l'action individuelle et, de ce fait, des phénomènes collectifs qui intéressent les sciences sociales et elle peut, pour cette raison, revendiquer l'acception *faible du cognitivisme*.

La rationalité cognitive

L'un des représentants les plus emblématiques de ce courant, Raymond Boudon (1997, p. 21) ne cache pas que ce qu'il appelle l'étude de la cognition en sociologie est assez éloigné de la conception qu'on peut s'en faire dans les sciences cognitives orthodoxes. Répondant à une question de Yao Assogba sur ce point, il précise :

Quant à l'expression « sociologie cognitive », elle indique que le sociologue qui entend expliquer tel ou tel phénomène social a intérêt à y voir

l'effet d'actions, d'attitudes et de croyances individuelles fondées sur des raisons. (Assogba, 2004, p. 43)

L'objectif de Boudon fut, dans les années 1980, de contester l'influence dominante des modèles holistiques en sociologie qui convoquaient, pour toutes leurs explications des phénomènes sociaux, le régime efficient de la causalité. Il défendit l'idée qu'il était toujours préférable, en sciences sociales, de substituer, lorsque cela était possible, une explication fondée sur les raisons des acteurs sociaux plutôt que sur les causes censées les déterminer étant donné que leur origine supposée (structure, champ...) avait toujours un statut ontologique indéterminé. Il a cherché à dégager, à partir des années 1990, un espace intellectuel entre cette conception holistique de la discipline et une acception étriquée de la rationalité, telle qu'elle s'exprime dans le *modèle du choix rationnel*. Cette troisième voie convoque une rationalité qu'il qualifie de *cognitive*¹ (Boudon, 1995) – après l'avoir longtemps dite *subjective*. Pour signaler que ce concept, central dans sa sociologie, doit beaucoup à celle de Max Weber, il évoque un passage (1999, p. 148) où le sociologue allemand distingue la rationalité au sens de la « cohérence » logique et la rationalité au sens de la « cohérence » téléologique. La première correspond à la rationalité cognitive et la seconde à la rationalité instrumentale. Boudon précise :

La cohérence *logique* décrit la validité et la compatibilité entre elles des propositions qui composent une théorie, ou des raisons qui fondent une croyance, ainsi que leur compatibilité avec le réel. La cohérence téléologique décrit la validité d'une théorie, d'une doctrine, d'une croyance par rapport à des objectifs pratiques. (1999, p. 148-149)

Cette conception assez ample de la sociologie cognitive a inspiré de nombreux travaux en France, ceux d'Alban Bouvier (1995, 1999) sur l'argumentation, ceux de Gérard Bronner (2007) sur les conséquences sociales des erreurs de raisonnement, ceux de Nathalie Bulle (2009) sur l'école, ceux de Pierre Demeulenaere (2003) sur les normes, d'Éric Dumaitre (2008) sur la réception de certaines théories ou encore de Guillaume Erner (2005) sur l'anti-

1. D'autres conceptions sont possibles. On peut distinguer, par exemple, la notion de *rationalité cognitive informationnelle* (Feige et Pearce, 1976) ou de *rationalité cognitive computationnelle* (Kalai, 1988).

sémitisme et d'une façon plus lâche et lointaine un courant important de la sociologie contemporaine : la sociologie analytique (Hedström, 2005 ; voir dans ce volume le chapitre II de Pierre Demeulenaere).

À la recherche d'une théorie de la signification

Comme on l'a vu, le terme de « sociologie cognitive » est né aux États-Unis dans les années 1970. Il révèle une sensibilité qui est en train de s'affirmer outre-Atlantique, en réaction, entre autres, à l'importance prise par les modèles quantitatifs dans la sociologie de cette période. Un peu à la façon dont Karl Lashley, contre l'orthodoxie de son temps, avait remis en question les critères behavioristes de l'expérimentation en psychologie, lors du célèbre symposium Hixon – l'un des moments fondateurs des sciences cognitives –, ces sociologues cherchèrent à réintroduire la question de la signification portée par les individus, du sens véhiculé dans les interactions sociales. Dans ce dessein, ils convoquèrent des auteurs aussi différents que Talcott Parsons, George Herbert Mead ou Alfred Schütz. Pour Parsons, par exemple, la communication entre les hommes prend toujours pour support des symboles qui ne prennent sens que par la totalité à laquelle ils appartiennent, une totalité préexistante aux individus, matrice invariable de significations. Les figures de Harold Garfinkel et Aaron Cicourel émergent et sont déterminantes dans l'essor de la question de la cognition sociale. Le premier est considéré comme le fondateur de l'ethnométhodologie (1967). Il organisa, à l'Université de Californie, à Los Angeles, un séminaire (en collaboration avec Cicourel) qui posa les bases d'un courant qui ne cesse d'essaimer, depuis, dans les sciences sociales. L'une des idées défendue par ce programme est que l'interaction entre un acteur et une situation ne sera pas la conséquence de l'influence d'une norme au contenu fixe, mais sera le produit d'un processus *interprétatif*. Ce n'est pas une idée dissemblable que l'on retrouve dans l'interactionnisme symbolique de Herbert Blumer, proche de celui d'un Mead, qui prétend dépasser les approches déterministes, qu'elles revendiquent le « biologique »

ou le « social », et pour qui les interactions définissent le tamis fondamental de la vie sociale, réalité engendrée par un processus continu et actif d'interprétations. Pour cette raison, la vie sociale, selon ces auteurs, conservera toujours une charge d'imprévisibilité, manifestation d'adaptations réciproques (et sur ce point sans doute peut-on déceler une influence simmelienne). L'une des figures les plus importantes de la sociologie cognitive contemporaine se rattache à cette tradition de pensée : Eviatar Zerubavel. Élève de Erving Goffman, professeur à la Rutgers University, profondément influencé par Peter Berger et Thomas Luckmann, il considère (1991 ; 1997) que la pensée humaine est essentiellement discontinue et que, confronté à une réalité continue, l'acte de catégoriser est non seulement ce qui permet toute connaissance, mais aussi toute vie sociale. Dans cette optique, le langage, comme toujours dans cette tradition intellectuelle, occupe le premier plan, en donnant une objectivité interpersonnelle à cet impératif de catégorisation. Zerubavel a insisté dans ces multiples travaux sur le soubassement essentiellement social de ce travail de catégorisation, ce qui fait dire de lui qu'il a une approche culturaliste de la cognition humaine¹. Il est vrai qu'il aime insister dans ses travaux sur des notions comme « *background expectancies* » (anticipations liées aux représentations préalables de l'individu) qu'il emprunte² justement à Garfinkel chez qui ce concept est récurrent. Il n'échappera à personne que cette idée est très proche des « réserves pré-organisées de connaissances » chères à Schütz.

Cette tradition trouvera un écho en France et présidera à l'émergence des questionnements liant cognition et société. Elle est inspirée par l'ethnométhodologie – qu'on commence à connaître dans l'hexagone dans les années 1970 avec les publications de Nicolas Herpin et Éliséo Veron puis d'Alain Coulon, Bernard Conein, Georges Lapassade, Yves Lecerf, Paul Loubière et Louis Quéré (voir la contribution de Louis Quéré au présent volume, chapitre XII) –, par l'interactionnisme symbolique et par une certaine phénoménologie (Edmund Husserl, Alfred Schütz). La découverte de ces auteurs et de ces programmes engendrera une émulation qui parcourra un séminaire d'épistémologie au sein du

1. Brekhus (2007).

2. Notamment par exemple dans Zerubavel (1981).

Centre d'études des mouvements sociaux au début des années 1980 et où l'on retrouve déjà, entre autres, Conein qui s'intéresse beaucoup à Goffman tout en le lisant à travers un prisme cognitif, Patrick Pharo qui est plus proche de la phénoménologie et Quéré intéressé, quant à lui, par l'herméneutique. Les thèmes qui y sont brassés sont multiples, on y appréhende des théories qui ouvrent la voie à une sociologie cognitive française. On y réfléchit beaucoup, par exemple, aux approches qualitatives dans les sciences sociales, et notamment à l'analyse conversationnelle qui aiguisera une curiosité pour les recherches sur l'intelligence artificielle. S'enchaîne aussi l'étude de Ludwig Wittgenstein, Jürgen Habermas, les rencontres à Paris avec Garfinkel. Plus tard, c'est Pharo qui fera le lien, grâce à ses travaux sur le civisme ordinaire, entre ce groupe et Laurent Thévenot, au milieu des années 1980. Cette convergence aboutira, à l'initiative de Pharo et Quéré, à la création de la revue *Raisons Pratiques* en 1990.

Si leurs sources intellectuelles sont proches leurs parcours vont bientôt diverger. Les options théoriques de Conein et Pharo, par exemple, s'émancipent plus nettement que celles de Thévenot et Quéré de la triangulation phénoménologie / ethnométhodologie / interactionnisme symbolique. L'une des intentions théoriques de Thévenot (2006), par exemple, est de dépasser l'opposition norme/rationalité. Selon lui, il existe des « régimes pratiques » qui émergent des structures de l'interaction entre acteurs sociaux. Celles-ci dessinent un ordre qui dépasse les intentions des individus et sont produites par la façon dont ceux-ci se représentent les actions d'autrui, ces coordinations expriment les significations partagées et les savoirs communs. Plus encore que Thévenot qui prétend lui aussi s'y référer, Quéré revendiquera une certaine lecture de Durkheim en insistant sur le fait que l'action révèle une forme de cognition pré-intentionnelle, les intentions de l'acteur pouvant se révéler à lui au fur et à mesure de son action. C'est que, selon Quéré (1998, p. 161), les idées ont un substrat collectif. Pour cette raison, Quéré, et quelques tenants d'une certaine sociologie cognitive, dénieront aux approches naturalistes leur aptitude à cerner les enjeux véritables des perceptions, représentations, productions de raisons, en un mot des phénomènes cognitifs qui construisent la vie sociale.

Chassez le naturel...

Le paradoxe de la sociologie cognitive tient à ce que certains de ses représentants sont hostiles à l'orthodoxie des sciences cognitives. Cette hostilité doit être un peu décrite car elle définit l'un des aspects problématiques de la notion même de sociologie cognitive et implique quelques-uns de ses chercheurs les plus visibles (Zerubavel, Quéré, Lahire...). Leurs arguments sont multiples, mais me paraissent pouvoir (et *devoir*, compte tenu des contraintes volumétriques de cette section) globalement être ramenés à trois expressions.

La première est sans aucun doute la plus faible puisqu'elle défend l'idée qu'il n'irait pas dans les intérêts de la sociologie d'accepter la position naturaliste. Si elle le faisait, elle risquerait d'être absorbée par les sciences naturelles et perdrait son autonomie intellectuelle ; elle pourrait même devenir, à la limite, une sous-partie de la biologie. À ce titre, Bernard Lahire (2003) parle de « scier la branche sur laquelle on est assis » et Louis Quéré écrit (1998, p. 145) : « Si la sociologie adopte tout ou partie de ce cadre conceptuel, elle n'aura jamais qu'un rôle mineur dans l'étude de la cognition ». Il est vrai que certains défenseurs de la psychologie évolutionniste, par exemple Leda Cosmides et John Tooby (1992), conçoivent désormais la psychologie comme une branche de la biologie qui étudie la façon dont le traitement de l'information dans le cerveau produit les comportements humains, mais il n'en reste pas moins vrai qu'un argument ne saurait être défendu en raison des services de défense disciplinaire qu'il rend.

La deuxième conteste les approches expérimentales qui inspirent certaines propositions naturalistes. Les travaux de Russell Hardin (2002) sur la confiance, par exemple, sont discutés par Quéré avec cet argument qu'étant donné la nature fondamentalement pragmatique des objets mentaux, on ne saurait les approcher avec des protocoles dont l'intention est d'isoler des facteurs causaux : « Ce sont des dimensions que les expérimentations évoquées ne peuvent pas prendre en considération » (Quéré, 2008, p. 27). Lahire (2008) montre aussi que certaines conclusions innéistes aux-

quelles croient pouvoir aboutir certains tenants du naturalisme sur des bases expérimentales sont plutôt fragiles.

La troisième expression défend une thèse qui ressemble un peu à un argument d'autorité. Il s'agit chez Lahire (2008), par exemple, de rappeler que, pour certaines figures fondatrices de notre discipline, faire de la sociologie consistait à expliquer *le social par le social*. Dès lors, tout recours à des facteurs biologiques pour rendre compte de phénomènes sociaux paraît suspect. Ce dernier s'étonne même, et cet étonnement est comme un reproche, que certains de ces travaux revendiquent des disciplines connexes (2008, p. 74-75).

Ce dernier point révèle le caractère particulièrement problématique de la notion même de sociologie cognitive. En effet, les sciences cognitives sont, dans leur orthodoxie, *pluridisciplinaires* et *naturalistes*.

« Naturalisme » est un terme polysémique (voir la contribution de Dominique Guillo à ce volume, chapitre IV). D'une part, il a souvent désigné la résolution que certains chercheurs en sciences sociales ont prise de se conformer aux principes et méthodes des sciences de la nature ; d'autre part, – c'est la position dont il est question ici –, il qualifie la thèse selon laquelle les contenus mentaux sont la conséquence d'une activité biologique et donc naturelle. Cette activité biologique est, bien entendu, celle du cerveau et, plus spécifiquement aujourd'hui, celle des neurones.

La position naturaliste trouve peut-être son origine la plus explicite avec les propositions de la désormais désuète phrénologie qui considérait que la forme du crâne humain disait quelque chose des aptitudes intellectuelles d'un homme. Les théories de Franz Joseph Gall ont été révoquées, mais elles permirent d'imaginer que certaines zones du cerveau correspondaient à certaines activités de pensée. C'est ainsi que Pierre-Paul Broca, Carl Wernicke, Walter Campbell et Korbinian Brodmann affinent progressivement, jusqu'au début du XX^e siècle, une cartographie du support biologique des processus mentaux. La découverte, au tournant du siècle, de l'existence du neurone soutient plus encore l'idée que la pensée n'est rien d'autre que la conséquence de processus chimiques et électriques.

Ces découvertes biologiques seront bientôt congruentes avec des réflexions, au départ tout à fait indépendantes, relevant de la philosophie et des mathématiques. Cette convergence, dont le

XX^e siècle sera le témoin, constituera le terreau de ce que l'on appellera bientôt les sciences cognitives. Ces réflexions, qui visent à modéliser le raisonnement humain, c'est-à-dire à traduire ses opérations en un langage simple et universel, trouvent sans doute leur origine chez George Boole dans son *An Investigation of the Laws of Thought* (1854) dont l'ambition est de traduire toute opération logique en opération mathématique. Le logicien Gottlob Frege construira, sur cette première inspiration, un édifice théorique qui sera l'acte de naissance de la logique moderne, et qui permettra de concevoir la logique comme un langage à même de décrire exhaustivement les processus résolutives.

L'idée selon laquelle les processus inférentiels seraient modélisables selon des perspectives mécaniques est déterminante, car c'est elle qui permet la comparaison de la pensée avec le fonctionnement d'un ordinateur. À ce titre, la découverte par Turing du principe d'algorithme est fondamentale puisqu'elle permet de formaliser (théoriquement dans un premier temps, puis de façon pratique après Turing) le principe de rétroaction positive ou négative et donc de permettre à une décision mécanisée de ne pas se reproduire systématiquement de façon égale à elle-même au cours du temps. Elle sera relayée par John Von Neumann, considéré généralement comme le père de l'ordinateur, qui, prenant la parole en premier lors du symposium Hixon, suscita l'émotion en mettant explicitement en parallèle le fonctionnement de la pensée humaine avec celui d'un ordinateur, alors même que ce dernier relevait encore de la fiction.

La grande idée du programme de la cybernétique est donc lancée : la pensée humaine peut s'apparenter au fonctionnement d'une machine. Le tournant des années 1950 voit toutes sortes de rencontres s'organiser qui s'inspirent de cette idée, comme les conférences Macy ou le séminaire de Dartmouth sur l'intelligence artificielle où seront représentées plusieurs disciplines (ce qui constitue l'une des caractéristiques des sciences cognitives) et où s'illustreront de nombreux chercheurs : Norbert Wiener, Kurt Lewin, Gregory Bateson, Warren McCulloch, Paul Lazarsfeld, Herbert Simon, Claude Shannon, Marvin Minsky...

Les avis sont loin d'être unanimes, mais l'idée qui domine est celle du schème causal naturaliste.

En sciences sociales, cette orthodoxie naturaliste est relayée par quelques auteurs : Scott Atran (2009), Pascal Boyer (2001), Fabrice Clément (2006), Dan Sperber (1996), Leda Cosmides et John Tooby (1992)... Sperber considère que chaque occurrence d'un processus mental a son équivalence biologique. Selon lui, cette position matérialiste permet de renoncer à des notions au statut ontologique indéfini : par exemple la notion de représentations collectives à laquelle on peut substituer celle de « représentations mentales et publiques rendues sociales par leur distribution » (1992, p. 418). Une information se diffuse donc dans un espace social, mais ce phénomène est la conséquence d'interactions individuelles qui sont originellement biologiques. Il revendique un programme naturaliste et mécaniste à propos duquel il précise :

Une explication est mécaniste quand elle analyse un processus complexe comme une articulation de processus plus élémentaires, et elle est naturaliste dans la mesure où il y a de bonnes raisons de penser que ces processus plus élémentaires pourraient eux-mêmes être analysés de façon mécaniste jusqu'à atteindre un niveau de description où leur caractère tout à fait naturel ne serait plus du tout problématique [...] toute décomposition mécaniste des phénomènes mentaux ne convient pas : il faut une décomposition psychologique qui « parle » à la neurologie. (1997, p. 125-126)

Les auteurs qui participent à ce programme souhaitent contribuer à la naturalisation de l'esprit, ce qui leur inspire des modes d'explication reposant sur le seul régime efficient¹ de la causalité. Certaines critiques de ce programme (Bronner, 2006) soulignent, quoi qu'il s'en défende souvent, que cette option théorique savonne la pente d'un réductionnisme gnoséologiquement prématuré.

Convergences

Ces trois sources principales (rationalité cognitive, théorie de la signification et approches naturalistes) paraissent pouvoir conver-

1. Ce terme est, bien entendu, emprunté à *La Métaphysique* d'Aristote.

ger sur certains points. Les progrès des neurosciences, à la faveur de ceux de l'imagerie cérébrale, incitent à évaluer la position naturaliste avec moins de frilosité disciplinaire sans doute. Les critiques venant des sciences sociales à l'endroit des apports des sciences cognitives paraissent mieux informées. Chacun a bien compris que s'intéresser aux résultats obtenus par les sciences du cerveau et en admettre les interprétations orthodoxes constituent deux opérations distinctes. L'institutionnalisation de la sociologie cognitive constitue un nouveau chapitre des rapports anciens et houleux entre sciences de la nature et sciences sociales. Que ces rapports aient relevé par le passé de l'admiration, de la soumission, de l'indifférence ou de l'hostilité, ils ont souvent porté la marque de l'incantation. Aujourd'hui, grâce aux progrès techniques dans l'approche de la matérialité des phénomènes mentaux, il paraît possible d'imaginer qu'un dialogue plus fertile puisse s'organiser entre ces deux continents de la connaissance humaine. Ces ponts sont lancés parfois des sciences de la nature vers les sciences sociales. Ainsi, Jean-Pierre Changeux (2002) ou Antonio Damasio (1995) par exemple proposent-ils d'éclairer, selon des vues naturalistes et assez mécanistes, des phénomènes psychosociaux qui intéressent traditionnellement la sociologie, comme le sentiment du bien ou du beau. Ces ponts peuvent aussi être construits dans le sens inverse comme lors des rencontres *Sciences cognitives : vers un dépassement des frontières disciplinaires*¹ de Strasbourg (2010) qui réunirent sociologues et neuroscientifiques et qui prolongeaient le colloque *Le Naturalisme dans les sciences sociales*². Certains auteurs paraissent pouvoir dépasser, en effet, les crispations disciplinaires et ne pas considérer que la sociologie doive trancher *pour des raisons de principe* dans de vieilles querelles opposant l'inné à l'acquis. D'ailleurs, on pourrait faire remarquer que les sciences du cerveau sont beaucoup moins innéistes que ne paraissent le croire certains sociologues³.

Ces querelles sont brandies d'une façon qui peut paraître un peu réductrice sous la plume de certains auteurs. On peut s'interroger, à ce titre, sur la portée d'une déclaration telle que :

1. Dont les actes sont à paraître (2011) aux PUG.
2. Dont les actes sont à paraître (2011) aux éditions Hermann.
3. Voir pour cette clarification Bronner (2010).

Si tout le monde a la même architecture cognitive naturelle, alors l'ensemble de l'humanité a à composer avec les mêmes contraintes cognitives qui conduisent pourtant à des variations significatives des comportements et des représentations. Si ce sont ces variations qui intéressent au premier chef les chercheurs en sciences sociales, alors faire l'hypothèse qu'il existe des propriétés communes à toutes les représentations humaines n'est pas d'un grand intérêt pour eux. (Lahire, 2008, p. 80)

Sans doute, les recherches sur les rapports entre cognition et société doivent-ils se méfier de toute obnubilation pour ce que Zerubavel (1997) nomme le « *hardware* », mais il n'en demeure pas moins que l'idée que la pleine compréhension de ces variations peut être éclairée par l'existence de propriétés communes est justement défendue, quoique de façon très différente, par exemple, par Conein (2005) qui mobilise aussi bien l'éthologie cognitive et la psychologie du développement, Pharo (2007) qui offre une approche mixte (naturaliste et phénoménologique) des phénomènes de l'addiction ou encore Bronner (2011) qui propose de considérer la sociologie cognitive comme une partie de la discipline qui s'intéresse aux hybridations entre invariants mentaux et variables sociales.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOGBA Yao, *La sociologie est-elle une science ?*, Québec, Les Presses de l'Université de Laval, 2004.
- ATRAN Scott, *Au nom du seigneur. La religion au crible de l'évolution*, Paris, Odile Jacob, 2009.
- BOUDON Raymond, *Le Juste et le Vrai*, Paris, Fayard, 1995.
- , « L'explication cognitive des croyances collectives », in Raymond Boudon, Alban Bouvier et François Chazel (dir.), *Cognition et sciences sociales*, Paris, PUF, 1997.
- , *Le Sens des valeurs*, Paris, PUF, 1999.
- BOUVIER Alban, *L'Argumentation philosophique. Étude de sociologie cognitive*, Paris, PUF, 1995.
- , *Philosophie des sciences sociales. Un point de vue argumentativiste en sciences sociales*, Paris, PUF, 1999.
- BOYER Pascal, *Et l'Homme créa les dieux*, Paris, Robert Laffont, 2001.
- BREKHUS Wayne, « The Rutgers School : A Zerubavelian Culturalist Cognitive Sociology », *European Journal of Social Theory*, 2007, vol. 10, n° 3, p. 448-464.
- BRONNER Gérard, « L'acteur social est-il (déjà) soluble dans les neurosciences ? », *L'Année sociologique*, 2006, vol. 56, n° 2, p. 331-352.
- , *L'Empire de l'erreur. Éléments de sociologie cognitive*, Paris, PUF, 2007.

- , « Cerveau et socialisation : quelques éléments », *Revue française de sociologie*, 2010, vol. 51, n° 4.
- , « Invariants mentaux et variables sociales », in Fabrice Clément et Laurence Kaufmann (dir.), *La Sociologie cognitive*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme/Ophrys, 2011.
- BULLE Nathalie, *L'École et son double*, Paris, Hermann, 2009.
- CHANGEUX Jean-Pierre, *L'Homme de vérité*, Paris, Odile Jacob, 2002.
- CICOUREL Aaron, *Cognitive sociology : language and meaning in social interaction*, New York, Free Press, 1974.
- CLÉMENT Fabrice, *Les Mécanismes de la crédulité*, Genève-Paris, Droz, 2006.
- CONEIN Bernard, *Les Sens sociaux : trois essais de sociologie cognitive*, Paris, Economica, 2005.
- COSMIDES Leda et TOOBY John, « The psychological foundations of culture », in Jerome H. Barkow, Leda Cosmides et John Tooby (dir.), *The adapted mind : Evolutionary psychology and the generation of culture*, New York, Oxford University Press, 1992.
- DAMASIO Antonio R., *L'Erreur de Descartes*, Paris, Odile Jacob, 1995.
- DEMEULENAERE Pierre, *Les Normes sociales. Entre accords et désaccords*, Paris, PUF, 2003.
- DIMAGGIO Paul, « Culture and Cognition », *Annual Review of Sociology*, 1997, vol. 23, p. 263-288.
- DUMAÎTRE Éric, *Les Raisons d'un engouement*, Paris, Hermann, 2008.
- DUPUY Jean-Pierre, *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, La Découverte, 1992.
- ERNER Guillaume, *Expliquer l'antisémitisme*, Paris, PUF, 2005.
- FEIGE Edgar et PEARCE Douglas, « Economically rational expectations », *Journal of Political Economy*, 1976, vol. 84, p. 112-133.
- GARDNER Howard, *Histoire de la révolution cognitive*, Paris, Payot, 1993.
- GARFINKEL Harold, *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall, 1967.
- HARDIN Russell, *Trust and trustworthiness*, New York, Russell Sage Foundations, 2002.
- HEDSTRÖM Peter, *Dissecting the Social : On the Principles of Analytical Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- KALAI Ehud, « Bounded Rationality and Strategic Complexity in Repeated Games », in Tatsuhiro Ichiishi, Adraham Neyman et Yair Tauman (dir.), *Game Theory and Applications*, San Diego, Academic Press, 1990.
- LAHIRE Bernard, « La sociologie : une science cognitive pas comme les autres », *Colloque Normes sociales et processus cognitifs*, Poitiers, 2003.
- , « La nature du cognitif en question », in Bernard Lahire et Claude Rosental (dir.), *La Cognition au prisme des sciences sociales*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2008.
- PHARO Patrick, « Naturalisme et phénoménologie dans l'explication sociologique », *L'Année sociologique*, 2007, vol. 57, n° 1, p. 103-125.
- QUÉRÉ Louis, « La cognition comme action incarnée », in Anni Borzeix, Alban Bouvier, Patrick Pharo (dir.), *Sociologie et connaissance*, Paris, CNRS éditions, 1998.

- , « Les neurosciences fournissent-elles une explication “plus scientifique” des phénomènes socio-culturels ? Le cas de la confiance », in Bernard Lahire et Claude Rosental (dir.), *La Cognition au prisme des sciences sociales*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2008.
- SPERBER Dan, « Les sciences cognitives, les sciences sociales et le matérialisme », in Daniel Andler (dir.), *Introduction aux sciences cognitives*, Paris, Gallimard, 1992.
- , *La Contagion des idées*, Paris, Odile Jacob, 1996.
- STRYDOM Piet, « Introduction : A cartography of contemporary cognitive social theory », *European Journal of Social Theory*, 2007, vol. 10, n° 3, p. 339-356.
- THÉVENOT Laurent, *L'Action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006.
- WEBER Max, *Économie et société*, Paris, Plon, 1971.
- ZERUBAVEL Eviatar, *Hidden rhythms : schedules and calendars in social life*, Chicago, University of Chicago Press, 1981.
- , *The Fine Line : making distinctions in everyday life*, New York, Free Press, 1991.
- , *Social Mindscales : An Invitation to Cognitive sociology*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1997.

2. De l'individualisme méthodologique à la sociologie analytique

Pierre Demeulenaere

La notion de sociologie analytique s'est imposée récemment pour un certain nombre (de plus en plus important) de sociologues, dans la plupart des pays où existe une forte tradition de recherche en sociologie, qui essaient d'avoir une écriture scientifique aussi précise et pertinente que possible. Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'un nouveau paradigme, mais d'un effort de clarification épistémologique et méthodologique intégré à la démarche sociologique de description et d'explication des phénomènes sociaux, qui permet d'obtenir les résultats les plus satisfaisants possibles. Il nous semble en effet que la tâche de la sociologie aujourd'hui n'est pas de lancer de nouveaux paradigmes, mais de contribuer à unifier le discours scientifique, c'est-à-dire à rendre les travaux empiriques les plus précis possibles, à éclaircir leurs inévitables présupposés théoriques, et à tenter d'unifier ces présupposés en un ensemble cohérent et pertinent. La présentation permanente de la sociologie en courants et paradigmes divers et opposés est profondément insatisfaisante. Elle l'est d'autant plus lorsque, comme en France, elle est associée à des noms de personnes. Cela est une position superficielle qui laisse de côté la recherche de la vérité et de la pertinence, qui doit avoir vocation à une universalité, dans une communauté scientifique élargie, par-delà les accidents des rencontres, des fidélités et d'éventuels réseaux d'influence.

L'enjeu de la sociologie analytique

Ainsi, si dans ce volume sont présentées différentes approches, le but de la sociologie analytique serait non de se juxtaposer à elles, mais de les confronter pour parvenir à dégager des perspectives communes, ou au contraire à écarter des positions insatisfaisantes du point de vue de leur justification. Ainsi une approche marxiste met-elle souvent l'accent sur des mécanismes sociaux qui sont au cœur de l'approche analytique, et si un marxisme pertinent existe, il correspond à la mise en évidence d'un certain nombre de processus sociaux caractéristiques qui peuvent être acceptés par tout sociologue. De même, si une théorie pragmatiste est une théorie qui met l'accent sur l'importance de l'action et de sa caractérisation dans les processus sociaux, une telle approche est nécessairement intégrée à toute démarche sociologique. Si une sociologie cognitive existe, qui met l'accent sur la réalité et l'effectivité de processus cognitifs à l'œuvre dans la formation des représentations, alors elle est nécessairement pertinente pour toute sociologie, dans la mesure où celle-ci implique l'étude de la formation des représentations, etc.

On peut considérer qu'il y a un « mécanisme » (auquel participent des ouvrages du type de celui auquel ce chapitre contribue) de renforcement indéfini de la différenciation des paradigmes : un auteur développe une théorie ou un ensemble de principes différents de ceux d'un autre auteur ou d'un autre ensemble de principes ; la nouveauté de son apport est appuyée par un effort de critiquer certains aspects jugés précisément critiquables des apports antérieurs ; cet auteur a un certain succès en vertu de l'attrait intrinsèque de ses propositions nouvelles ; des enseignants et des étudiants vont se revendiquer alors de lui, et développer une stratégie de promotion de ces perspectives contre d'autres ; les tenants des autres paradigmes vont avoir tendance en retour à se mobiliser pour défendre les leurs auxquels ils avaient adhéré avec conviction, chacun ayant un intérêt cognitif et quelquefois pratique à faire prévaloir « ses » orientations : ceci conduit à un renforcement indéfini d'une présentation sociale de ces perspectives mettant en évidence des groupes opposés, plutôt qu'à un effort de synthèse et de cumulativité. Or, parallèlement à cela, l'honnêteté et la bonne foi

épistémologique des chercheurs les orientent vers des résultats qui peuvent susciter l'unanimité d'un point de vue empirique, et qui reposent sur des contraintes épistémologiques et théoriques qui rendent possible la validité de ces résultats et en conséquence la force de leur signification qui les conduit à être acceptés.

La sociologie analytique cherche à atteindre ce résultat : il ne s'agit donc pas de promouvoir un paradigme contre les autres, mais de parvenir à un consensus sur le long terme, basé sur la clarté et la pertinence, dans les modes de description et d'explication dans les sciences sociales. Il ne s'agit pas de présenter la sociologie comme un ensemble de croyances associées à des engagements partisans, ni comme un conflit perpétuel d'orientations, mais comme un ensemble de descriptions et d'explications qui permettent de susciter l'assentiment des personnes bien informées (et, autant que possible, débarrassées des multiples préjugés qui adviennent en permanence) des questions empiriques et théoriques traitées.

Et pourtant, apparemment en sens inverse de tout ce qui vient d'être dit, on ne pourra présenter facilement la « sociologie analytique » comme un ensemble parfaitement homogène et « fermé » de propositions sur lesquelles tous les sociologues analytiques tombent directement d'accord : s'il y a des paradigmes différents en sciences sociales c'est à cause de la complexité des objets traités, de la différence d'information des scientifiques, et des intérêts cognitifs ou pratiques qu'ils vont ensuite associer à la défense de leurs perspectives, et du développement permanent de celles-ci. Cette complexité suscite inévitablement le débat : il faut donc intégrer celui-ci à l'analyse des phénomènes sociaux, tout en essayant, autant que possible, de parvenir, à l'issue des débats, à des principes de base satisfaisants.

De ce point de vue, l'approche générale de la sociologie analytique peut se caractériser par trois directions fondamentales :

- une instance sur le caractère explicatif de la sociologie, à travers l'implication de la notion de « mécanisme » ;
- une réflexion sur la relation micro/macro en sciences sociales avec un renouvellement des thèses de l'individualisme méthodologique ;
- la définition d'une théorie de l'action qui soit le support d'explications satisfaisantes.

Mais avant de développer ces différents points, je commencerai par un petit aperçu historique de la notion de sociologie analytique. Le terme « analytique » revient fréquemment dans les sciences sociales, notamment en sociologie chez Talcott Parsons (Fararo, 2011) qui lui donne une place importante. Il est associé à des significations plus ou moins précises, et correspond à un effort de précision et de clarification dans l'analyse des faits et des concepts. Toutefois, le terme de sociologie analytique a été remis sur le devant de la scène par une série d'ouvrages qui fondent le développement du mouvement :

- *Social Mechanisms. An Analytical Approach to Social Theory* (1998) dirigé par Peter Hedström et Richard Swedberg ;
- *Dissecting the Social : On the Principles of Analytical Sociology* (2005) de Peter Hedström ;
- *The Oxford Handbook of Analytical Sociology* (2009) dirigé par Peter Hedström et Peter Bearman ;
- *Analytical Sociology and Social Mechanisms* (2011) dirigé par Pierre Demeulenaere.

Le deuxième ouvrage de cette série, celui de P. Hedström, donne des lignes générales d'analyse unifiées ; le premier, le troisième et le quatrième rassemblent des auteurs inspirés par une approche commune des phénomènes sociaux. Ces différents textes ne correspondent cependant pas à une entreprise parfaitement unifiée et homogène ; les contributions y sont néanmoins unifiées par une ambition commune.

Description et explication

L'un des premiers efforts de la sociologie analytique est de clarifier le contraste entre description et explication, ainsi que la différence qui existe entre ces deux opérations et celle d'évaluation ou de prise de position normative, ces trois dimensions étant souvent mêlées dans le discours sociologique ordinaire.

Le contraste entre description et explication peut paraître trivial, il est souvent complexe et mérite une attention spécifique.

D'emblée, pour ce qui est de la description, se pose le problème du caractère analytique des concepts utilisés, puisque la réalité ne se saisit pas telle quelle indépendamment de la formation d'outils d'analyse. Il y a deux positions contraires qui sont insoutenables : la première consisterait à considérer que les concepts sont un miroir fidèle d'une réalité parfaitement congruente avec ces concepts ; la seconde au contraire correspondrait à ruiner toute possibilité d'adéquation entre concepts et réalité : l'entre-deux correspond au difficile travail de formation de concepts pertinents, qui doivent néanmoins être précisés pour permettre une justification de leur usage. Par exemple le concept de « classe moyenne » est à la fois pertinent pour rendre compte de certaines situations (qui ne peuvent être décrites par exemple en termes de « castes »), et clairement en partie critiquable, car il ne saurait relever d'une entité sociale aux frontières étanches que le concept restituerait de manière univoque. Une perspective analytique sur la description permet d'introduire de manière réflexive une prudence épistémologique dans les outils de description du réel, et une attention précise au glissement de procédures descriptives vers des procédures explicatives, ou encore vers des positions normatives. On peut considérer alors que le lien entre description et explication se fait à partir de la mise en évidence de relations causales : si l'on parvient à une description satisfaisante de la manière dont certains phénomènes sociaux sont la « cause » d'autres phénomènes, alors on a la base d'une explication satisfaisante, même si cela n'épuise pas tous les sens associés à la notion d'explication (Kitcher, 1989 ; Salmon, 1998 ; Demeulenaere, 2011a). Ceci implique toutefois de reconnaître quels sont les éléments susceptibles d'entrer dans une relation causale qui soit la base d'une explication satisfaisante.

L'explication des phénomènes sociaux (c'est-à-dire des phénomènes qui ne concernent pas un individu singulier, même si un individu singulier peut être appréhendé sociologiquement à partir de son inscription dans une réalité sociale) introduit le problème de la nature d'une explication, et de la relation qui existe entre une explication et le mode de connexion des phénomènes. La stratégie générale de l'explication en sociologie analytique consiste à mettre l'accent sur les « mécanismes » explicatifs d'une réalité sociale. Ceci pose deux questions, l'une tenant à l'objet, l'autre à la méthode :

24 *La théorie sociale contemporaine*

- comment les phénomènes sociaux sont-ils articulés les uns aux autres, et en particulier comment peut-on repérer des connexions causales entre les éléments ?
- comment procède une explication, quel est son mode de développement ?

Ces deux questions sont liées, dans la mesure où une explication se rapporte nécessairement au mode de fonctionnement des phénomènes sociaux et à la manière dont ils sont « engendrés ». La notion de mécanismes va permettre de désigner aussi bien une modalité de fonctionnement du réel, un mécanisme social, qu'un mode d'explication.

Retour sur l'individualisme méthodologique

La réponse à la première question implique une réflexion sur l'individualisme méthodologique (IM). Celui-ci correspond à une affirmation simple, et difficilement contestable, qui est que la vie sociale est inévitablement faite d'acteurs et d'actions « individuelles » (bien que ce mot d'« individuel » soit source de confusion) qui donnent vie et mettent en mouvement les ensembles sociaux. On ne peut envisager de connexions entre les phénomènes sociaux (par exemple une catégorie socioprofessionnelle et un certain comportement électoral) sans y repérer les acteurs qui sont impliqués dans cette relation : ceci est difficilement contestable, à nouveau, et est compatible évidemment avec une perspective pragmatiste, une perspective cognitiviste, une perspective ethno-méthodologique, etc. On peut rappeler une description classique et ancienne de ce principe :

According to this principle, the ultimate constituents of the social world are individual people who act more or less appropriately in the light of their dispositions and understanding of their situation. Every complex social situation, institution or event is the result of a particular configuration of individuals, their dispositions, situations, beliefs, and physical resources and environment. There may be unfinished or half-way explanations of large-scale social phenomena (say, inflation) in terms of other large-scale phenomena (say, full employment) ; but we shall not have arri-

De l'individualisme méthodologique à la sociologie analytique 25

ved at rock-bottom explanations of large-scale phenomena until we have deduced an account of them from statements about the dispositions, beliefs, resources, and interrelations of individuals¹. (Watkins, 1957, 1959, p. 505)

Nous n'allons pas directement commenter cette citation dans sa finesse, mais insister sur le fait qu'elle contrevient à toutes sortes d'idées fausses associées à l'IM. L'introduction de la notion de sociologie analytique doit permettre de se débarrasser de ces représentations fausses (cristallisées dans des préjugés indéfiniment répétés par manque d'information pertinente) en espérant que le renouvellement des perspectives mette fin à ces malentendus. Ces représentations fausses résultent d'appréhensions partielles constituées en situation d'information limitée.

Cette citation montre la nécessité d'échapper à trois fausses représentations de l'individualisme méthodologique : l'atomisme, l'utilitarisme, et le rationalisme.

L'individualisme méthodologique n'est pas un atomisme

La première représentation fautive ferait de l'IM un atomisme, c'est-à-dire une théorie mettant en scène des acteurs détachés de leur environnement social et privés d'interaction. Une telle vue serait particulièrement navrante pour des sociologues, et il semble que jamais personne ne l'ait tenue en sociologie. Les critiques renouvelées à cet égard (Granovetter, 1985) relèvent de la dénonciation d'un tigre de papier. Il faut au contraire souligner le fait que les acteurs sociaux sont toujours pris dans une interaction avec leur environnement, que celui-ci « exerce » une influence et une contrainte sur eux (suivant des modalités à préciser), et qu'en retour ils contribuent à modifier cet environnement social.

La manière dont l'environnement social « exerce » une telle influence demande toutefois une attention précise, puisque, d'une part, l'environnement n'agit pas à proprement parler (sauf lorsqu'il

1. **Proposer la traduction française de cet extrait en note de bas de page ?**

s'agit d'individus, dans une interaction), et que d'autre part cette « influence » peut correspondre à diverses situations, comme par exemple le renforcement indéfini d'un sentier de dépendance (North, 1990) qui conduit à maintenir certaines institutions ou certaines normes, lorsque leur changement exigerait une coordination trop difficile à atteindre.

Dans le cadre de la sociologie analytique est ainsi promu un *individualisme structural* (*structural individualism*) (Wippler, 1978) qui insiste sur le fait que les acteurs sont situés dans une réalité sociale complexe et « structurée ». Souvent dans la littérature sociologique est présentée sous la forme d'une alternative définitive l'opposition entre d'une part un IM qui serait un atomisme pré-social, et d'autre part un holisme affirmant le caractère social de la situation. Mais cette alternative ne tient évidemment pas : le refus d'admettre l'existence de relations causales au niveau macrosocial (« lois de la société »), fondé sur l'idée que les connexions causales impliquent nécessairement des acteurs, ne revient pas du tout à dire que ces acteurs sont désocialisés : il n'y a donc aucune nécessité à introduire un nouveau paradigme qui affirmerait leur « socialité » (Little, 2009), puisque les individus sont évidemment toujours pris dans un environnement social, la question étant ensuite de savoir quel type de rapports ils entretiennent avec ce milieu.

L'individualisme méthodologique n'est pas un utilitarisme

La deuxième idée fautive serait de considérer que l'IM est nécessairement un utilitarisme. Certes certains auteurs, associés à la tradition de l'IM, ont défendu des positions utilitaristes, en particulier James Coleman (1990) (qui parle plutôt de *self-interest*), mais d'autres – et non des moindres dans cette tradition – refusent cette association entre utilitarisme et IM (en particulier Boudon, 1995, et Elster, 2009). En effet, si l'analyse économique se réfère classiquement à des acteurs intéressés, cherchant à maximiser leur utilité, il convient de faire deux remarques restrictives à ce sujet (Demeulenaere, 1996).

Premièrement, au sein même de la tradition économique, la notion d'utilité n'est pas claire, et peut renvoyer, dans l'ordre des préférences des acteurs, à des normes sociales : l'utilité d'un consommateur de drogues n'est pas celle d'un puritain, et du coup la notion de maximisation d'utilité n'a pas de sens général pour les différentes catégories d'individus.

Par ailleurs, si l'insistance sur le fait que les acteurs sont responsables des phénomènes sociaux peut correspondre à la mise en évidence de stratégies utilitaires (dans un sens étroit à définir en fonction des objets) qui génèrent ces phénomènes, de manière plus générale il n'y a aucune raison pour que ce soit toujours le cas. Par exemple on voit mal comment les normes relatives aux préférences alimentaires culturelles et leur variation dériveraient d'une stratégie de maximisation de l'utilité (même si la contrainte des ressources joue un grand rôle dans la formation des préférences alimentaires). En particulier, si la recherche de l'utilité est associée à la maximisation de richesse, il est évident que celle-ci entre en conflit fréquemment avec toutes sortes d'autres objectifs, qu'ils soient « égoïstes » (comme la volonté de travailler moins, ou de ne pas quitter une région où l'on habite) ou « altruiste » (comme le souci de préserver l'environnement ou les animaux) ; la plupart des motifs échappent d'ailleurs à cette alternative trop étroite entre égoïsme et altruisme. Certes, pour certains secteurs d'activité, il est très important de souligner l'importance des motifs « intéressés » dans un sens spécifié. Mais cela n'implique aucune généralité. Ce qu'il importe de comprendre est la grammaire des motifs qui adviennent dans la réalité sociale, et pourquoi certains acteurs se comportent d'une certaine façon, suivant certains motifs, tandis que d'autres se comportent de manière différente, suivant des motifs très éloignés.

Rationalité et irrationalité, habitudes et créativité

Enfin, il n'y a aucune raison de réduire l'IM à l'affirmation unilatérale de la rationalité des acteurs. Certes, il est important d'introduire, à la suite de Weber, le principe de rationalité comme

un principe explicatif fondamental de nombreux comportements sociaux tout en soulignant aussi fortement que possible que la rationalité ne saurait être assimilée au principe de la recherche de l'intérêt.

Là aussi, c'est une réduction abusive et un glissement de sens qui fait que la rationalité est réduite à la recherche de l'intérêt individuel. Il y a une inversion de la direction de l'analyse : si les acteurs recherchent leur intérêt, il peut y avoir des stratégies rationnelles pour le faire, et leur rationalité fera qu'ils choisiront de telles stratégies (Demeulenaere, 1996). Mais cela ne veut aucunement dire, ni que la rationalité prescrive de toujours chercher son intérêt, ni que la rationalité se réduise, soit à la recherche de l'intérêt, soit au choix des moyens pour réaliser ses fins. La rationalité est un concept complexe qui pose le problème (d'un point de vue analytique) de sa propre justification et définition (Demeulenaere, 2003). Toujours est-il que, s'il y a rationalité, cela signifie qu'il peut aussi y avoir irrationalité (Elster, 2010).

De manière générale, le recours à la notion d'actions individuelles permet d'intégrer le registre des émotions, mais aussi celui des habitudes (de pensée, d'action, de préférences) dont on peut étudier en partie la genèse sociale : ainsi le fait d'avoir grandi dans un cadre linguistique donné conduit à avoir, dans les langues étrangères étudiées, l'accent de son pays d'origine, quel que soit l'effort pour s'en débarrasser. De la même façon, l'innovation, la créativité, en sens inverse de ces habitudes, ne sont en rien incompatibles avec l'IM et ne requièrent pas l'introduction d'approches nouvelles comme le suggèrent certains auteurs (Gross, 2009).

Théorie de l'action

Il s'agit donc de reformuler de manière satisfaisante une sorte de « grammaire de l'action » qui serve de point de repère aux processus de description et d'explication des phénomènes sociologiques. Peter Hedström (2005) a proposé d'unifier une telle grammaire de l'action autour d'un triptyque désir/croyance/opportunité (*Desire/Belief/Opportunity : DBO theory of action*). Celle-ci

correspond à l'héritage de la théorie de l'action de David Hume, insistant sur le contraste entre motivation et croyance. Ces trois dimensions sont en interaction, les opportunités ayant une incidence sur la formation des désirs et des croyances, et les désirs et les croyances pouvant être en interaction (sous certaines conditions). Il importe à cet égard de noter que cette insistance sur une théorie de l'action comme grammaire de l'explication des phénomènes sociaux permet d'intégrer aussi bien des perspectives « naturalistes » ou « psychologiques » que des perspectives insistant sur la variabilité des cultures sociales : les deux approches sont pertinentes et doivent être associées. L'alimentation par exemple obéit à la fois à des contraintes « naturelles » sur ce qui est comestible ou non (il y a ainsi des choses qui sont clairement non comestibles pour l'espèce humaine, comme les feuilles de la plupart des arbres), tandis que la comestibilité obéit également à toutes sortes de représentations, de normes et d'habitudes culturelles variables dont la logique de variation peut être plus ou moins connue. L'insistance sur les opportunités et l'individualisme structural correspond par ailleurs à la prise en compte des normes et des institutions comme cadre des actions.

Mécanismes

La sociologie analytique va alors essayer de suivre, dans leur détail, les éléments intervenant dans la constitution d'une réalité sociale : il s'agit des *mécanismes générateurs* de cette réalité sociale (Harré, 1972). Pour prendre un exemple classique emprunté à Robert Merton, une panique bancaire va représenter ainsi un ensemble d'actions liées à des désirs, des croyances et des opportunités, qui, sous certaines conditions, vont conduire au résultat : la faillite d'une banque. De même, les mécanismes de renforcement des inégalités ou les prophéties autoréalisatrices montrent comment certains phénomènes sociaux sont la conséquence d'une chaîne causale impliquant certains éléments de la réalité sociale (Hedström et Udehn, 2009).

L'approche par les mécanismes vise donc à « expliquer » comment sont générés certains résultats sociaux. Il s'agit de dépasser de simples corrélations statistiques repérées entre des événements sociaux pour repérer les processus qui au niveau micro (c'est-à-dire au niveau des actions des acteurs, avec leurs désirs, leurs croyances, contraints par leurs opportunités) conduisent au résultat à expliquer.

Cette insistance sur la notion de mécanisme correspond donc à trois dimensions :

- mettre en évidence le mécanisme générateur, au niveau micro, d'une réalité macrosociale ;
- parvenir ainsi à une explication satisfaisante des phénomènes sociaux, à travers la mise en évidence de relations causales, que les corrélations statistiques ne révèlent pas en tant que telles ;
- permettre de fournir une explication causale tout en échappant à une référence à des « lois ».

Le recours à la notion de loi en sciences sociales est critiqué par un certain nombre de sociologues ou de philosophes pour deux raisons principales :

- d'une part, il semble qu'il n'y ait pas de lois sociales repérables au niveau de la société en général (Elster, 1989, 2007) ; les corrélations statistiques ne sauraient être unilatéralement interprétées en termes de causalité renvoyant à des lois (Little, 1991) ;
- d'autre part, l'application de certaines lois peut conduire à de fausses explications (Salmon, 1971 ; Hedström, 2005) : ainsi peut-on déduire du fait que Pierre prend des pilules abortives, et de la loi selon laquelle prendre des pilules abortives empêche d'avoir des enfants, une explication du type : Pierre n'a pas d'enfant car il prend des pilules abortives, ce qui est manifestement une explication non pertinente.

Un recours aux mécanismes permet alors d'avoir une approche explicative pertinente, car elle révèle les processus effectifs par lesquels une série d'actions donnent naissance à un phénomène.

Il convient toutefois de remarquer que la critique de la notion de loi s'applique au niveau macro : premièrement, comme il a été dit parce qu'il n'y a pas de loi évidente au niveau macro, et deuxièmement, parce qu'il est nécessaire de passer par le niveau

des actions individuelles pour qu'un phénomène social soit produit. Toutefois, il faut remarquer que, au niveau des actions individuelles, on peut être amené à faire référence à des « lois » psychologiques, fussent-elles tendancielles, pour expliquer certains comportements. Il faut aussi se référer, dans les explications causales, aux régularités institutionnelles qui permettent d'anticiper le comportement des acteurs (Demeulenaere, 2011).

L'enjeu fondamental de la sociologie analytique est ainsi de parvenir à des descriptions satisfaisantes des phénomènes sociaux dans leur « liaison », par-delà la description de faits disjoints ; il s'agit d'adopter une attitude réflexive, plutôt qu'intuitive, sur les processus qui permettent de dire que certains phénomènes sociaux en engendrent d'autres. Cette attention à la causalité permet d'avoir ainsi une visée réellement explicative, de manière satisfaisante, des phénomènes sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- BOUDON Raymond, *Le Juste et le Vrai. Études sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, Paris, Fayard, 1995.
- COLEMAN James S., *Foundations of Social Theory*, Cambridge et Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 1990.
- DEMEULENAERE Pierre, *Homo oeconomicus. Enquête sur la constitution d'un paradigme* (1996), Paris, PUF, réédition « Quadrige », 2003.
- , *Les Normes sociales. Entre accords et désaccords*. Paris, PUF, 2003.
- DEMEULENAERE Pierre (dir.), *Analytical Sociology and Social Mechanisms*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 ; auteur dans ce volume de l'« Introduction », p. 1-33 et du chapitre « Causal regularities, action and explanation », p. 173-200.
- ELSTER Jon, *Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- , *Explaining Social Behaviour. More Nuts and Bolts for the Social Sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- , *Le Désintéressement. Traité critique de l'homme économique*, vol. 1, Paris, Seuil, 2009.
- , *L'Irrationalité. Traité de l'homme économique*, vol. 2, Paris, Seuil, 2010.
- FARARO Thomas J., « Generative process model building », in Pierre Demeulenaere (dir.), *Analytical Sociology and Social Mechanisms*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 99-120.
- GRANOVETTER Mark, « Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, November 1985, vol. 91, n° 3, p. 481-510.

- GROSS Neil, « A Pragmatist Theory of Social Mechanisms », *American Sociological Review*, 2009, vol. 74, p. 358-379.
- HARRÉ Rom, *The Philosophies of Science. An Introductory Survey*, Oxford, Oxford University Press, 1972.
- HEDSTRÖM Peter, *Dissecting the Social. On the Principles of Analytical Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- HEDSTRÖM Peter et SWEDBERG Richard (dir.), *Social Mechanisms. An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- HEDSTRÖM Peter et BEARMAN Peter (dir.), *The Oxford Handbook of Analytical Sociology*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- HEDSTRÖM Peter et UDÉHN Lars, « Analytical sociology and theories of the middle range », in Peter Hedström et Peter Bearman, *The Oxford Handbook of Analytical Sociology*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 25-47.
- KITCHER Philip, « Explanatory Unification and Causal Structure », in P. Kitcher et W. Salmon (dir.), *Scientific Explanation*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989, p. 410-505.
- LITTLE Daniel, *Varieties of Social Explanation. An Introduction to the Philosophy of Social Science*, Oxford, Westview Press, 1991.
- , « The Heterogeneous Social : New Thinking About the Foundations of the Social Sciences », in C. Mantzavinos (dir.), *Philosophy of the Social Sciences. Philosophical Theory and scientific Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 154-178.
- NORTH Douglass C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- OPP Karl-Dieter, « Explanations by Mechanisms in the Social Sciences. Problems, Advantages, and Alternatives », *Mind and Society*, 2005, vol. 4, n° 2, p. 163-178.
- SALMON Wesley C., *Statistical Explanation and Statistical Relevance*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1971.
- , *Causality and Explanation*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- WATKINS J.W.N., « Historical Explanation in the Social Sciences », *British Journal for the Philosophy of Science*, 1957, vol. 8, p. 104-117 ; réédité in Patrick Gardiner (dir.), *Theories of History*, New York, The Free Press, 1959.
- WIPPLER Reinhard, « The structural-individualistic approach in Dutch sociology », *The Netherlands Journal of Sociology*, 1978, vol. 14, p. 135-155.

3. Une « théorie sociale à teneur normative » : la théorie de la reconnaissance

Estelle Ferrarese

La réflexion sur le thème de la reconnaissance, amorcée par Hegel dans son *Système de la vie éthique*, puis dans la *Phénoménologie de l'Esprit* sous la rubrique de la dialectique du maître et de l'esclave, a brusquement ressurgi au début des années 1990, avec la publication de plusieurs ouvrages marquants, par Axel Honneth, Charles Taylor, Jürgen Habermas, puis Nancy Fraser, Paul Ricœur, James Tully et Judith Butler notamment, qui ont fait de l'éthique et de la politique de la reconnaissance l'un des thèmes majeurs de la réflexion universitaire de ces vingt dernières années.

Le point de départ de ces théories est généralement une conception de l'individualité comme se constituant dans les conditions à la fois d'une reconnaissance intersubjective et d'une entente avec soi médiatisée par l'intersubjectivité. Ce raisonnement permet d'interpréter l'inégalité, la discrimination, ou encore le sort des membres des différentes minorités des sociétés multiculturelles, dans les termes d'un déni de reconnaissance et d'en éclairer les conséquences sur le rapport à soi. La capacité d'action notamment se trouve mise en péril, est-il postulé, lorsque la socialisation s'opère dans un contexte qui ne permet pas à l'individu de nourrir la conviction que ses aspirations valent la peine d'être poursuivies ou les dénuées de toute légitimité.

Ces auteurs se sont employés à répondre à des questions telles que : quelles sont les justifications morales d'une éthique, et d'une politique de la reconnaissance ? La reconnaissance est-elle affaire de justice ou d'éthique ? Si elle relève de la première catégorie,

implique-t-elle un élargissement du concept de justice, ou tient-elle dans les limites des principes d'égal traitement ou de parité de participation ? Quelles sont les conséquences théoriques et pratiques d'une politique de la reconnaissance, et notamment comment penser les effets d'une reconnaissance institutionnelle ?

En bref, la catégorie de la reconnaissance reste jusqu'à aujourd'hui d'abord une catégorie philosophique. Pourtant, elle s'adosse à une théorie de la société, ou à tout le moins, elle projette une conception du monde social bien précise.

Nous développerons principalement dans ce chapitre le modèle né au sein de l'École de Francfort, parce que c'est là que cette théorie sociale a acquis le plus de consistance. Pourtant, on la trouve ailleurs, informant souvent les raisonnements sur la justice. Nancy Fraser et Charles Taylor, notamment, fondent leur argumentation normative sur des considérations tenant à un changement de la forme paradigmatique du conflit politique à la fin du XX^e siècle, devenue selon eux la revendication de reconnaissance. Nancy Fraser tient en outre à souligner que le dualisme perspectiviste qu'elle défend, assis sur l'irréductibilité des inégalités statutaires à des inégalités économiques, « est le complément au sein de la théorie sociale de la parité de participation en théorie morale »¹ : les arrangements politiques qu'elle propose ne sont pas simplement déduits de principes moraux. Plus généralement, la réflexion sur la reconnaissance est le lieu, dans l'ensemble de la constellation à laquelle elle a donné naissance, d'une querelle sur la définition des institutions, sur leur rôle dans la socialisation des individus, sur la forme de la différenciation sociale dans la modernité, sur la manière dont les contenus moraux inhérents à la reconnaissance influent sur la vie sociale par l'intermédiaire de leurs motivations et justifications pratiques, etc.

Nous montrerons que la théorie de la reconnaissance est une théorie du social au fondement duquel se place l'intersubjectivité, laquelle est décrite sociologiquement et dotée d'un surplus normatif (1). Elle est également une thèse sur la nature du conflit (2), une théorie de la connaissance (3) et une conception de l'idéologie (4). Soulignons que tous ces champs se trouvent injectés d'enjeux

1. Fraser (2005, p. 69).

moraux : adopter le paradigme de la reconnaissance signifie placer au cœur de sa réflexion l'expérience morale des acteurs¹. Elle est en ce sens d'abord l'antonyme du fonctionnalisme, et plus largement des théories de la société qui expliquent le maintien de l'ordre social sans faire référence aux significations que les individus attachent à leurs actions et à leurs expériences.

Le paradigme intersubjectif

Telle qu'elle est développée par Axel Honneth – aujourd'hui son principal représentant – la théorie de la reconnaissance s'inscrit dans le paradigme communicationnel construit par Jürgen Habermas ; celui-ci y avait déjà disposé le motif de la reconnaissance (et pas qu'à ses marges), ce qui est peu fréquemment relevé.

Habermas s'est ainsi employé à montrer qu'« une forme originelle de *praxis* discursive parmi les êtres humains constitue une condition nécessaire de la reproduction de la société »². À cette *praxis* discursive est assignée une teneur normative, en ceci qu'elle représente une direction du développement du potentiel rationnel humain. Habermas inscrit la normativité au sein même des règles de l'interaction en montrant qu'en elles sont présents à la fois un élément socialement institué et un élément transcendant les contextes sociaux, un potentiel émancipatoire, qui réside dans la nécessaire supposition d'une situation idéale de parole.

Ce qu'il nomme la pragmatique universelle, qui se présente comme une logique des actes de langage, de leurs conditions normatives de possibilité et de réussite, embrasse le fait qu'un acte de langage lie un locuteur à un allocutaire, la responsabilité que le locuteur assume vis-à-vis de l'énoncé et la position que l'allocutaire peut prendre par rapport à celui-ci. Les interlocuteurs élèvent dans le discours des prétentions à la validité, et assument nécessairement

1. Cela est vrai pour tous les auteurs cités à l'exception de Nancy Fraser, qui tente de bâtir une approche plus nettement politique des enjeux de la reconnaissance.

2. Honneth (2006, p. 99).

l'obligation de les acquitter. C'est là que se fonde l'intersubjectivité. L'intersubjectivité est la conséquence de la nature du langage.

Les structures transsubjectives du langage s'offrent donc à nous pour répondre, du point de vue d'une théorie sociologique de l'action, à la question classique de savoir comment l'ordre social est possible¹.

C'est l'agir communicationnel, c'est-à-dire un agir qui se laisse conformer entièrement, ou dans une large mesure, par la logique portée par le langage ordinaire, qui rend possible le social. La théorie de la société a alors pour tâche première l'élucidation des obstacles sociaux que rencontrent les relations et l'agir communicationnels, l'explicitation de la manière dont les échecs et les ratés de la communication sont produits socialement et pèsent sur l'agir communicationnel sous ses différentes modalités. D'une part, l'organisation sociale et politique peut imposer des limites conventionnelles très fortes à la communication et proscrire par là la liberté interprétative. D'autre part, l'agir instrumental, défini, par opposition à l'agir communicationnel, comme permettant une intégration sociale et une coordination de l'action non médiatisées par le langage ordinaire, mais par des médias systémiques, tend dans les sociétés capitalistes complexes à coloniser le monde vécu normalement tendu de communication.

Ce raisonnement est tissé avec le motif de la reconnaissance, laquelle se donne mécaniquement, selon Habermas, dans la communication. Il développe, dès *Connaissance et intérêt*, un modèle de compréhension fondé sur le modèle de la *participation* à un mode de communication acquis dans les interactions, qui lie intrinsèquement la posture de compréhension au rôle de *partenaire* dans un dialogue :

Dans une interaction qui lie au moins deux sujets dans le cadre de l'intersubjectivité de la compréhension entre individus, établie dans le langage ordinaire par des significations constantes, l'interprète est un participant au même titre que ce qu'il s'agit d'interpréter. La relation entre un sujet et un objet est ici remplacée par la relation entre un sujet qui participe et un partenaire. L'expérience est médiatisée par l'interaction des deux²

et instaure une symétrie fondamentale.

1. Habermas (1993, p. 83).
2. Habermas (1976, p. 214).

Plus tard, et notamment dans *Théorie de l'agir communicationnel*, Habermas abandonne cette formulation herméneutique pour fonder son intuition dans les termes exclusifs des règles de langage. Dans le jeu argumentatif, les participants ne peuvent éviter de se placer dans une posture de reconnaissance. Au cours de la discussion s'opère une constitution réciproque en sujets autonomes et responsables, par le simple fait d'élever et de défendre des prétentions à la validité, de les soumettre au jugement d'autrui et d'interpeller celui-ci comme quelqu'un qui peut répondre, approuver ou critiquer¹.

Il faut cependant relever que la reconnaissance dans son œuvre ne se laisse pas circonscrire à cette seule forme véhiculée par le langage et advenant entre des êtres discursifs. Habermas décrit un processus d'individualisation s'effectuant dans la socialisation qui implique que ce qui se stabilise dans des rapports de reconnaissance réciproque n'est rien moins que l'identité personnelle. Le processus ne requiert évidemment pas l'approbation de chacun de mes jugements et mes actions, mais qu'autrui reconnaisse ma prétention à être unique et irremplaçable². La prétention à la reconnaissance pensée ici par Habermas porte sur la reconnaissance d'un moi au travers de la reconnaissance d'une conduite de vie consciente. Sans cette forme de reconnaissance, « le choix radical de soi-même ne serait pas entériné »³, écrit-il dans *La Pensée postmétaphysique*. Toutefois, le lien entre ces deux dimensions de reconnaissance n'est pas élucidé par Habermas.

Reste que le principe d'une normativité située dans l'interaction est repris et déplacé par Axel Honneth : celle-ci n'est plus située dans le langage et son usage, mais dans une demande de reconnaissance émise comme préalable à toute participation à la discussion. La théorie sociale de Honneth se veut une correction de celle de Habermas également en ceci qu'elle est guidée par le projet de réhabiliter le corps, et l'expérience, c'est-à-dire un moment intersubjectif, qui précède, sous-tend ou remplace, l'intersubjectivité langagière des pronoms « Je » et « Tu ».

1. Habermas (1987, p. 119).

2. Habermas (1993, p. 226).

3. Habermas (1993, p. 205).

Habermas s'est trompé en identifiant trop étroitement la structure fondamentale de l'intersubjectivité avec le discours. Il est hors de doute, d'un point de vue ontologique, que l'acquisition de la capacité à identifier son corps comme le sien propre précède clairement l'acquisition pratique de la compréhension du système des pronoms personnels¹ [écrit Honneth avec Hans Joas dans *Soziales Handeln und menschliche Natur*].

S'y ajoute le souci de réparer l'effacement de l'expérience, par exemple de nature affective, opéré par la théorie habermassienne : la thèse de Honneth est que la manière dont les groupes opprimés évaluent un ordre social sur le plan moral prend typiquement la forme de sentiments d'injustice, par opposition à des principes formulables et formulés positivement².

Honneth forge alors une théorie de l'action qui se donne pour objet principal une *intersubjectivité pratique*, empruntant largement à la psychologie sociale de George Herbert Mead.

Selon Honneth, l'individu s'attend implicitement à être pris en compte de manière positive dans les projets d'autrui³, et la négation de cette présomption par le cours des événements est instituée en motif de l'action, tout particulièrement de l'action conflictuelle. Les attentes normatives ayant trait à la reconnaissance constituent, en d'autres termes, des *structures* de l'interaction. À ce titre, ce qui fait de la théorie de la reconnaissance défendue par Honneth une théorie du monde social, c'est le concept d'*attentes* de reconnaissance, par opposition à l'idée de *besoin* de reconnaissance, également présente dans ses textes, et qui illustre son oscillation entre une anthropologie et un raisonnement plus sociologique.

L'attente normative, concept déjà présent dans la réflexion de Habermas, suppose une présomption de constance ; elle se profile sur un arrière-plan de croyances en la stabilité de phénomènes, ces croyances prenant la forme de systèmes de références collectifs tenus pour vrais. Néanmoins, et c'est important, les attentes normatives ne reposent pas sur le calcul ou l'anticipation du comportement de l'autre afin de déterminer le mien. Elles ne sont pas des suppositions cognitives relatives au comportement de l'autre. Et elles ne sont pas davantage des attentes de succès d'ordre instru-

1. Honneth et Joas (1980, p. 85).

2. Honneth (2006).

3. Honneth (2000, p. 58).

mental. Elles s'appuient sur une certitude quant à leur caractère fondé¹.

[Selon Mead, c'est] en apprenant à généraliser en lui-même les attentes normatives d'un nombre toujours plus grand de partenaires, au point de les ériger en normes sociales d'action, [que] le sujet acquiert la capacité abstraite de participer aux rapports d'interaction de son environnement conformément aux règles qui les régissent².

Inversement, il peut se comprendre comme porteur d'exigences auxquelles son vis-à-vis se voit obligé de satisfaire. Le jeu des attentes permet, en d'autres termes, d'expliquer chez Mead autant le phénomène de la socialisation que celui de l'individuation.

À partir d'une idée d'attente normative définie comme quelque chose qui se situerait entre l'espoir et la supposition implicite que l'on recevra une forme de *considération* dans les projets des autres, Honneth place, dans ses pas, la reconnaissance au cœur de la constitution, et du maintien tant de l'intersubjectivité que de la subjectivité.

La tâche d'une théorie sociale consiste alors à mettre au jour ce qui prévient de manière systématique d'une part l'expression et le développement d'attentes normatives, d'autre part la perception des attentes d'autrui. Elle implique notamment la recherche des conflits normatifs dissimulés par l'impossibilité de l'accès aux pratiques et aux contraintes argumentatives, l'identification des pathologies sociales ayant trait à la réalisation de soi, ou encore l'analyse des phénomènes de réification, sur lesquels nous allons revenir.

Une théorie du conflit

Honneth apporte une autre correction à la théorie sociale de Habermas ; il s'attelle à la besogne d'y introduire le conflit, oublié

1. « L'adhésion qu'elles suscitent paraît reposer sur une appréciation axiologique et relever de l'engagement moral : elles sont appréhendées comme des descriptions de la réalité auxquelles il faut souscrire parce qu'elles sont légitimes. » (Quéré, 1993, p. 37)

2. Mead (1963, p. 95).

selon lui, dans la théorie de l'agir communicationnel. Il ne sort néanmoins pas de l'horizon posé par celle-ci, répétons-le, dans la mesure où pour lui le phénomène de l'antagonisme social est « l'autre facette de [l']orientation vers l'entente »¹.

La théorie de la reconnaissance telle qu'il la développe offre alors autant une théorie du conflit social et de sa motivation qu'elle ne définit le social à partir du conflit, un conflit dans l'entente.

Relevons que par-delà les clivages, de manière frappante, toutes les théories de la reconnaissance ont recours au motif de la lutte. Il était bien sûr déjà présent chez Hegel, pour qui, dans la *Phénoménologie de l'Esprit*, la lutte pour la reconnaissance est une lutte à mort, tout particulièrement mise en exergue par Kojève, selon qui la rupture avec le désir animal de conservation est précisément le propre de la lutte pour la reconnaissance, le fait de devenir humain étant conditionné par un désir de reconnaissance plus fort que le désir de conservation².

Axel Honneth l'extrait de l'anthropologie pour en faire le ressort de sa théorie de la société. Dans *Kritik der Macht* (1988), il déplore que chez Michel Foucault le cadre de référence dans lequel est pensé le concept de pouvoir est celui d'une analyse de l'institution, dont la condition de possibilité est l'interruption ou l'absence de luttes continuelles entre les acteurs sociaux, et cherche à démontrer que le paradigme fondamental de Foucault ne peut être que celui d'une lutte de tous les instants et à tous les niveaux. Il le reprend à son compte dans *La Lutte pour la reconnaissance* (1992), où il bâtit une théorie de la conflictualité non-utilitariste. Suivant celle-ci, la résistance et la révolte procèdent d'expériences morales naissant du non-respect d'attentes de reconnaissance. L'expérience du mépris ouvre dans la personnalité une sorte de brèche psychique, par laquelle s'introduisent des émotions négatives comme la honte ou la colère, tandis que le déni de reconnaissance est interprété comme un tort ou une injustice. Dès lors que cette expérience devient pensable comme commune à un groupe, la possibilité d'une lutte sociale s'ouvre. Honneth affirme vouloir rendre compte de la « grammaire morale des conflits sociaux. »³

1. Honneth (2006, p. 159).

2. Kojève (1947, p. 12-15).

3. Il s'agit du sous-titre de *La Lutte pour la reconnaissance* dans son édition allemande.

Chez les autres théoriciens de la reconnaissance, de manière générale, les rapports d'estime sociale sont présentés comme étant l'enjeu de luttes dans les sociétés modernes, par lesquelles les différents groupes s'efforcent d'une part sur le plan symbolique de valoriser les capacités et les qualités liées à leur mode de vie particulier et de démontrer leur importance pour les fins communes, d'autre part d'obtenir un ordonnancement politique et juridique de ces sociétés qui fasse justice à leurs attentes. D'où le rapprochement possible de la théorie de la reconnaissance avec la réflexion de Pierre Bourdieu, chez qui Honneth a d'ailleurs salué, dans *Die zerissene Welt des Sozialen* (1990), la place conférée au conflit pour expliquer l'ordre social. Néanmoins, le conflit d'après Honneth ne se laisse pas dériver d'un modèle d'affrontement qui serait celui de la concurrence entre des agents cherchant à maximiser leur accès à un bien rare. L'intégration sociale assurée par l'antagonisme, selon la théorie de la reconnaissance, est d'ordre normatif, et non matériel. L'analyse cherche à rendre compte non seulement des normativités opérant déjà dans les formes de vie et structurant donc l'affrontement, mais aussi d'une lutte pour l'instauration des *conditions intersubjectives* de l'intégrité personnelle. Motivé par des attentes morales, le conflit ne fait pas que produire du commun dans le dos des parties, il est porteur d'orientation vers l'entente.

Alors que la lutte économique pour la distribution est une lutte entre des combattants uniquement préoccupés de leurs propres utilités, dans la lutte pratique-morale, chacun des groupes en opposition combat pour obtenir l'approbation des autres¹.

Introduit dans une théorie sociale à teneur normative telle que nous l'avons définie plus haut, le conflit devient ce qui déplie le surplus normatif qui gît dans les formes existantes de reconnaissance. « Chaque principe de reconnaissance a un surplus propre de validité dans la signification normative ■■■■■■ s'exprime dans la lutte constante sur son interprétation et son application adéquate. »² Le conflit devient, en d'autres termes, l'outil d'un processus d'apprentissage collectif, tandis que l'ordre institutionnel et

1. Honneth (1999, p. 189).

2. Honneth (2003, p. 186).

légal est décrit comme mû par une série de conflits. La lutte pour la reconnaissance est dès lors permanente.

En d'autres termes, pour emprunter l'expression de Philippe Chaniel¹, la reconnaissance « fait » société, qu'elle soit donnée problématiquement ou non.

Une théorie sociale de la connaissance et une théorie de la connaissance sociale

Dans le dernier Honneth, la relation épistémologique sujet-objet est doublée d'une relation sujet-sujet qui fait de la théorie de la connaissance un simple pan de la théorie du monde social et de sa reproduction intersubjective.

Dans *La Réification* (2005), Honneth nomme « reconnaissance » une forme originaire de rapport au monde : « nos actions ne possèdent pas primordialement le caractère de la posture cognitive, affectivement neutre, par rapport au monde, mais plutôt celui d'une attitude affirmative, colorée existentiellement. Toujours, nous attribuons aux éléments qui nous environnent une valeur propre qui fait que nous nous soucions de notre relation à eux. »² Avec ce raisonnement, Honneth pose que la reconnaissance précède la connaissance.

Il fonde ce premier niveau dans l'idée de « faire l'expérience » de l'autre, et a recours, pour caractériser ce moment de reconnaissance originaire, aux expressions de « participation affective », « d'identification préalable », d'interaction qui a les traits d'une sorte de « préoccupation existentielle ». Ce qui donne à cette posture son caractère particulier, c'est que nous prenons une attitude vis-à-vis de l'autre qui relève de la sphère affective, une attitude par laquelle nous reconnaissons dans l'autre personne notre semblable, un être humain. Cette reconnaissance primordiale doit avoir lieu, et nous devons ressentir une sympathie existentielle pour l'autre, avant que nous puissions développer des dispositions

1. Chaniel (2007).

2. Honneth (2008, p. 47).

morales et apprendre à nous orienter vers des normes ; l'adoption rationnelle de la perspective d'autrui est seconde.

Néanmoins, le dessein de Honneth est de rendre compte de la connaissance comme relevant d'une participation « affective », « engagée » *au monde*, dont autrui n'est qu'une modalité. C'est toute forme de connaissance qui est précédée d'une reconnaissance ainsi conçue, même si le raisonnement est légèrement déplacé dans le cas du monde non-humain, saisi en tant qu'il est le lieu de significations qui y ont été déposées par d'autres êtres humains. Les raisons sont d'ordre ontogénétique : l'enfant apprendrait à se rapporter à un monde objectif composé d'objets stables dans la mesure où il adopte la perspective d'une seconde personne. Faute d'être attentifs aux significations supplémentaires dont les autres êtres humains dotent les objets, nous sommes victimes d'une forme d'aveuglement.

Corrélativement, Honneth cherche à mettre au jour les processus sociaux de réification qui brident la capacité à nous orienter vers les attentes des autres, tels que des pratiques sociales dans lesquelles l'observation d'autrui devient une fin en soi, ou des systèmes de valeurs qui contraignent à « oublier » ce moment de participation affective pour se murer dans un rapport de saisie objectivante aux choses et aux autres êtres humains.

Un ensemble de thèses lie par ailleurs théorie de la reconnaissance et théorie de la connaissance sous la rubrique de la visibilité sociale, dans un mouvement qui tient ensemble enjeux cognitifs et enjeux moraux.

Axel Honneth y participe, mais c'est Judith Butler qui en développe la version la plus aboutie, en défendant l'idée, dans *Vie précaire*, que la rencontre avec, et la reconnaissance d'une vie dans sa précarité n'est pas quelque chose qui advient, mais qui est socialement construit. Dans *Ce qui fait une vie*, elle affine son raisonnement en articulant à son concept de reconnaissance celui d'appréhension ; elle soutient qu'une vie n'est perceptible que pour autant que les « cadres d'appréhension » le permettent : « appréhension est moins précis [que reconnaissance], pouvant impliquer le fait de marquer, d'enregistrer, de prendre acte sans pleine conscience

(*without full cognition*) »¹ Si elle constitue bien une forme de connaissance, elle est associée au sens et à la perception, mais pas – pas encore –, à des formes conceptuelles. Les cadres d’appréhension vont jusqu’à organiser l’expérience visuelle ; le concept de visibilité est mobilisé d’une manière qui n’est pas métaphorique.

Précisément parce qu’elle agence la perception, l’appréhension effectue une distinction entre ce qui est reconnaissable et ce qui ne l’est pas. Elle devient ici une sorte d’institution, un cadre épistémologique enfoui dans les interactions ; et la reconnaissabilité n’est plus une qualité des individus, mais l’objet d’une distinction, laquelle s’opère en l’absence de toute intention, voire de tout sujet.

La réflexion sur les cadres épistémologiques qui rendent possible la reconnaissance constitue qui plus est un nouvel avatar du constructivisme radical de Judith Butler : ces cadres ne structurent pas seulement la manière dont nous identifions la vie, ils constituent des conditions d’existence pour ces vies elles-mêmes (et pour ce qui n’a pas été saisi comme tel) :

Une vie déterminée ne peut être appréhendée comme étant blessée ou perdue, si elle n’a pas été appréhendée au préalable comme vivante. Si certaines vies ne sont pas qualifiées comme étant des vies, ou si elles ne sont pas d’emblée concevables en tant que telles dans certains cadres épistémologiques, il en résulte qu’elles ne sont jamais vécues ou perdues au sens plein².

C’est donc, finalement, un processus de *production sociale* des corps et des vies qu’elle décrit, en même temps qu’un mécanisme de connaissance-reconnaissance de ceux-ci.

Une théorie de l’idéologie

Les interrogations se sont récemment multipliées quant à la possible fonction idéologique de la reconnaissance, au sens où les formes de reconnaissance présentes au sein d’une société, ou cer-

1. Butler (2010, p. 10).

2. Butler (2010, p. 7).

taines d'entre elles, fourniraient des dispositions motivationnelles à se soumettre à un certain ordre. Les individus seraient poussés à adopter, afin que leurs attentes de reconnaissance soient satisfaites, un rapport à soi spécifique qui les incite à assumer de leur plein gré des tâches et des devoirs servant la société ou certains de ses groupes.

De nombreuses recherches¹ ont ainsi illustré le fait que les attentes de reconnaissance qui structurent les relations du travail peuvent faire l'objet d'un véritable management qui a profondément transformé l'organisation et le droit du travail à partir des années 1980.

Dans une perspective semblable, Eva Ilouz a montré comment le capitalisme, loin de s'être nourri uniquement d'une exigence de rationalité instrumentale telle que dépeinte par Weber, a fait appel aux affects, les classes moyennes étant invitées à accorder une grande importance à leurs émotions, tant dans la sphère familiale que sur le lieu de travail. Un récit public de la réalisation de soi et de la souffrance psychique, récit visant à *la reconnaissance*, est progressivement devenu dominant ; or il est « lié aux intérêts des divers groupes sociaux actifs dans le cadre du marché, de la société civile, ainsi qu'à l'intérieur des frontières institutionnelles de l'État »². La compétence professionnelle quant à elle, tout autant définie en termes émotionnels, dépend de la capacité à se placer à l'écoute des autres, à manifester de l'empathie et à reconnaître les autres, dans un domaine, la sphère économique, saturé d'impératifs de coopération.

Certains auteurs, comme Lois McNay ou Patchen Markell³ notamment, ont alors interprété ce type de phénomène comme intrinsèque à la logique de reconnaissance, auquel cas la théorie de la reconnaissance se rapproche d'une théorie de la servitude volontaire. La réflexion sur l'affinité de la sujétion et la reconnaissance précède d'ailleurs le questionnement actuel, posé par exemple d'emblée par Louis Althusser, dans sa célèbre saynète d'« Idéologies et appareils idéologiques d'État », où le passant n'acquiert d'identité que pour autant qu'il se retourne sur l'inter-

1. Cf. par exemple Voswinkel (2007), et Kocyba (2009).

2. Ilouz (2006, p. 18).

3. McNay (2007) ; Markell (2003).

pellation du policier, s'assignant dans ce même geste à la culpabilité¹. Pour Honneth, il est possible de distinguer entre forme pleine et forme idéologique, c'est-à-dire normativement fausse, de reconnaissance.

Chez lui, l'idée d'idéologie, entendue comme un agencement d'énoncés évaluatifs et d'institutions sociales tel que la réalisation de certaines promesses normatives produit des motifs et des dispositions à participer de manière acritique au maintien et aux mécanismes d'une certaine organisation sociale, est articulée à celle de paradoxe. Celui-ci renvoie à ce « fait étrange que bien des progrès normatifs des décennies passées se sont transformés en leur contraire »² ; l'assujettissement qui va de pair avec la reconnaissance n'a rien de nécessaire.

Une forme vraie de reconnaissance se perçoit à partir du fait que

[...] quelque chose *dans le monde physique* des faits institutionnels ou des manières de se comporter doit changer pour que le destinataire puisse être effectivement convaincu d'être reconnu d'une nouvelle manière³.

Réponse vague et insatisfaisante sans doute, mais qui convoque la sociologie empirique ; car il importe alors qu'il soit fait usage des outils et d'enquêtes propres à cette discipline pour indiquer les évolutions de la société, et restituer les contextes d'utilisation effective des normes morales. En effet, comme le formule Olivier Voirol, il est indispensable, pour une théorie sociale qui entend s'articuler de manière normative à des pratiques immanentes, de s'associer à un projet d'interrogation des contextes de mobilisation ordinaire des normes morales :

Sans cette mise à l'enquête, la posture critique ne saurait se déprendre du doute quant à savoir si les idéaux sur lesquels elle s'appuie possèdent encore la portée émancipatoire qu'elle leur présuppose⁴.

De ce point de vue, il convient de conclure en soulignant que la théorie de la reconnaissance telle que nous l'avons traitée ici⁵

1. Althusser (1976).

2. Honneth (2006, p. 287).

3. Honneth (2006, p. 273). C'est nous qui soulignons.

4. Voirol (2007, p. 264).

5. À l'exception, évidemment, du passage consacré à Judith Butler.

est aussi une ultime incarnation de la théorie critique, avec les contraintes qu'elle se donne en termes de théorie sociale. Elle s'est en effet dotée d'une posture épistémique consistant à se constituer une position normative à partir de l'horizon de raisonnements moraux des individus, de raisons données, acceptées, demandées, d'expériences morales ordinaires, pour dans un deuxième temps isoler la manière dont la structure sociale génère des injustices et des relations de subordination, ses contradictions – ou ses paradoxes –, ses tensions. Il s'agit, pour le dire autrement, de tenir ensemble philosophie, théorie sociale et rationalités/discours/expériences des sujets concernés.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHUSSER Louis, « Idéologies et appareils idéologiques d'État », in *Positions*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 67-126.
- BUTLER Judith, *Ce qui fait une vie*, Paris, Zones, 2010.
- CHANIAL Philippe, « La reconnaissance fait-elle société ? Pour un contre-Hobbes sociologique », in Alain Caillé (dir.), *La Quête de reconnaissance. Un nouveau phénomène social total*, Paris, La Découverte, 2007, p. 209-242.
- FRASER Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2005.
- HABERMAS Jürgen, *Connaissance et intérêt*, Paris, Gallimard, 1976.
- , *Théorie de l'agir communicationnel*, vol. I, Paris, Fayard, 1987.
- , *La Pensée postmétaphysique*, Paris, Armand Colin, 1993.
- HONNETH Axel et JOAS Hans, *Soziales Handeln und menschliche Natur : anthropologische Grundlagen der Sozialwissenschaften*, Frankfurt/M, Campus, 1980.
- HONNETH Axel, *Die zerrissene Welt des Sozialen*, Frankfurt/M, Suhrkamp, 1999.
- , *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.
- , « Redistribution and Recognition. A Response to Nancy Fraser », in Nancy Fraser et Axel Honneth, *Redistribution or Recognition : A Political-Philosophical Exchange*, Londres, New York, Verso, 2003.
- , *La Société du mépris*, Paris, La Découverte, 2006.
- , *La Réification*, Paris, Gallimard, 2008.
- ILOUZ Eva, *Les Sentiments du capitalisme*, Paris, Seuil, 2006.
- KOCYBA Hermann, « Les paradoxes de la manifestation de reconnaissance », in Christian Lazzeri et Soraya Nour (dir.), *Reconnaissance, identité, intégration sociale*, Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest, 2009, p. 277-295.
- KOJÈVE Alexandre, *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris, Gallimard, 1947.
- MARKELL Patchen, *Bound by Recognition*, Princeton, Princeton University Press, 2003.
- MCNAY Lois, *Against Recognition*, New York, Polity Press, 2007.
- MEAD George Herbert, *L'Esprit, le soi, la société*, Paris, PUF, 1963.

48 *La théorie sociale contemporaine*

QUÉRÉ Louis, « A-t-on besoin de la notion de convention ? », in *Réseaux*, 1993, n° 62.

VOIROL Olivier, « Axel Honneth et la sociologie. Reconnaissance et théorie critique », in Alain Caillé (dir.), *La Quête de reconnaissance. Un nouveau phénomène social total*, Paris, La Découverte, 2007.

VOSWINKEL Stefan, « L'admiration sans appréciation. Les paradoxes de la double reconnaissance du travail subjectivisé », in *Travailler*, 2007, vol. 18, p. 59-88.

4. Des sciences de la vie aux sciences sociales : les visages du naturalisme

Dominique Guillo

Depuis leur naissance, les sciences sociales entretiennent avec les sciences de la nature des relations mouvementées, faites de tentatives d'annexion, de rapprochements plus ou moins forcés, de conflits ouverts ou encore d'une indifférence teintée de guerre froide. Pour démêler l'écheveau complexe que tissent ces relations, on peut distinguer en première approximation deux partis pris antagonistes, qui dessinent les contours d'un premier sens du mot « naturalisme » en sciences sociales. Une partie des chercheurs considère, tout d'abord, que les sciences de la nature fournissent un modèle d'intelligibilité du réel dont il faut s'inspirer très directement pour bâtir un discours sur l'homme et la société susceptible d'échapper aux errements du sens commun. À l'opposé, d'autres chercheurs soutiennent que les phénomènes qui se rapportent d'une manière ou d'une autre à l'esprit humain ont de telles différences avec les phénomènes usuellement qualifiés de « naturels », qu'ils exigent, pour être compris, un tout autre modèle épistémologique que celui des sciences de la nature.

Une définition large : le naturalisme comme objectivisme

Les chercheurs du premier groupe peuvent être qualifiés de « naturalistes », au sens le plus large que l'on peut donner à ce

mot. L'unité du naturalisme ainsi défini est d'un ordre très général. Elle repose principalement sur l'adhésion à un principe épistémologique, le principe suivant lequel les phénomènes sociaux ont une *objectivité* : ils sont inscrits dans des relations de dépendance objective avec d'autres faits, qui les expliquent – c'est-à-dire des relations de causalité, au sens le plus large du mot – ; tout comme il existe des relations de dépendance objective entre les phénomènes naturels (physiques, chimiques ou biologiques). Pour ces chercheurs, ce principe d'intelligibilité est donc consubstantiel à toute entreprise scientifique, quel que soit le domaine abordé, matière comme esprit, non-humain comme humain.

L'ensemble ainsi formé est très vaste. Il comprend tout d'abord les penseurs qui, à l'image d'Émile Durkheim, considèrent que les faits sociaux ont une forme d'autonomie à l'égard des phénomènes psychologiques, et qu'ils entretiennent entre eux des relations de dépendance causale, tout comme les phénomènes organiques (Durkheim, 1893). Cet ensemble comprend, plus largement, les chercheurs qui recourent à la statistique ou à la modélisation pour mettre au jour les corrélations objectives entre variables sociologiques résultant de l'agrégation de valeurs individuelles. Il renferme également les modèles, différents –, sans être toutefois contradictoires avec les précédents – qui appliquent le principe de causalité ou de dépendance objective à un autre niveau d'analyse : non pas entre un fait social et un autre, mais entre les croyances, ou les conduites, d'une part, et les mobiles que l'on peut leur assigner, d'autre part. Pour les penseurs qui soutiennent ce point de vue, des causes agissent sur l'esprit de l'être humain, et expliquent ainsi ses manifestations observables, notamment les actions et les normes sociales. Ces penseurs s'opposent à ceux qui, depuis le XIX^e siècle, font valoir la nécessité de recourir à des principes d'intelligibilité différents de ceux des sciences de la nature pour expliquer les phénomènes sociaux et, plus largement, les phénomènes de l'esprit : compréhension, dans une partie de la tradition weberienne, interprétation, au sens de l'herméneutique, ou encore raisons, au sens, non causal, de Ludwig Wittgenstein (voir Ogien, 1995).

Une définition plus restreinte : s'appuyer sur la biologie pour expliquer les faits sociaux et culturels

Toutefois, le naturalisme ainsi caractérisé dessine un ensemble dépourvu d'une unité épistémologique suffisamment forte et précise pour constituer un véritable paradigme, encore moins une théorie. Aussi le mot « naturalisme » est-il fréquemment utilisé en un sens plus restreint, qui dessine un sous-ensemble dans le vaste groupe évoqué précédemment. Dans les débats actuels en sciences sociales, il sert ainsi volontiers à désigner les modèles qui recourent d'une manière ou d'une autre aux sciences de la vie pour expliquer les phénomènes sociaux.

Pour décrire adéquatement ce groupe de modèles, il est capital de commencer par le subdiviser lui-même en deux sous-ensembles, qui rassemblent des théories très différentes, parfois même frontalement opposées les unes autres. Le premier regroupe les penseurs qui, depuis le XIX^e siècle, font un usage *analogique* de la biologie. Ainsi Auguste Comte, Herbert Spencer, Émile Durkheim, ou encore les penseurs organicistes de la fin du XIX^e siècle proposent-ils de bâtir une théorie de la société en s'appuyant sur une comparaison avec l'organisme, tel qu'il est décrit et expliqué par la biologie de leur temps. Selon ces penseurs, l'organisme et la société sont des réalités ontologiquement semblables. Par conséquent, la sociologie, pour se constituer comme science, doit importer les méthodes et les concepts qui ont permis à la biologie d'accomplir d'immenses progrès dans la connaissance du vivant (voir, par exemple, Guillo, 2003).

On retrouve aujourd'hui un naturalisme de type analogique, mais d'une facture très différente. Il s'appuie, cette fois, sur une analogie entre la diffusion des gènes dans les populations biologiques au fil des générations, telle qu'elle a été décrite par la biologie néo-darwinienne de l'évolution, d'une part, et la diffusion des idées au sein des sociétés, d'autre part. Selon les tenants de ces modèles, fréquemment regroupés sous le nom de « mémétique », ces deux processus de propagation obéissent à des mécanismes identiques, du point de vue de la description formalisée qui peut en être donnée, en particulier le mécanisme de sélection naturelle

(voir Dawkins, 1976 ; Cavalli-Sforza et Feldman, 1981 ; Durham, 1991 ; Dennett, 1995 ; Auger, 2000 ; Boyd et Richerson, 2005). Tout comme les nouveaux gènes, font valoir ces chercheurs, les nouvelles idées apparaissent dans les sociétés par mutation – l'invention, par exemple, d'une nouvelle manière de chasser, de se marier, un nouveau vêtement, ou un nouveau juron. Certaines de ces idées parviennent à se répliquer davantage que leurs concurrentes – par exemple, la chasse au harpon, inventée par un individu, fait de plus en plus d'adeptes dans une société au fil du temps ; de plus en plus d'individus disent « flûte ! », plutôt que « zut ! » dans un groupe social, etc. Ainsi les idées seraient-elles, tout comme les gènes, l'objet d'un processus de reproduction différentielle, autrement dit de sélection au sens néo-darwinien, qui expliquerait l'évolution culturelle, aussi bien que l'évolution génétique.

Le naturalisme analogique : des modèles en tension avec le réductionnisme biologique

Bien qu'ils s'appuient tous deux sur une analogie avec la biologie, l'organicisme du XIX^e siècle et la mémétique ouvrent sur des modèles théoriques fort différents, le second se rapprochant davantage de modèles diffusionnistes, le premier de modèles systémiques. Toutefois, ces deux modèles ont en commun de dessiner, chacun à leur manière, des options théoriques qui entrent en tension avec la thèse réductionniste selon laquelle les faits sociaux s'expliqueraient par des dispositions ancrées dans notre cerveau, et dont les fondements seraient biologiques en dernière instance.

L'analogie organiciste, tout d'abord, invite à souligner l'autonomie relative du tout social à l'égard des propriétés de ses composants élémentaires, autrement dit l'autonomie de la sociologie à l'égard de la psychologie, et donc de la biologie. Comme le souligne Durkheim, on ne peut expliquer directement les phénomènes sociaux – par exemple le taux de suicide ou de criminalité dans une société – par des dispositions individuelles psychologiques ou organiques, pour des raisons identiques à celles qui font que l'on

ne peut expliquer directement les phénomènes organiques à partir des lois de la chimie : en se combinant les uns avec les autres, les unités élémentaires d'un tout produisent une réalité *sui generis*, qui dessine un champ de recherche autonome (Durkheim, 1988, p. 197). L'organicisme est donc fréquemment en tension théorique avec le réductionnisme biologisant, tel qu'il se donne à voir au XIX^e siècle, par exemple, chez les criminologistes italiens comme Cesare Lombroso.

La mémétique, quant à elle, décrit la dynamique culturelle comme une diffusion d'idées apparaissant par mutation et se transmettant par contact social entre deux individus – le plus souvent par imitation, selon ces chercheurs. Or considérer que les idées consistent en innovations susceptibles de passer d'un esprit à un autre, c'est nécessairement faire l'hypothèse qu'elles ne sont pas présentes initialement dans les cerveaux humains, sous forme de disposition native ancrée dans la biologie des individus. En conséquence, la mémétique, elle aussi, dessine un modèle qui entre en tension avec un naturalisme réductionniste.

Le naturalisme au sens strict : intégrer des causes biologiques à l'explication des faits sociaux

Le naturalisme analogique dessine donc un courant bien distinct d'un second sous-ensemble, formé par les modèles qui utilisent la biologie non pas indirectement, à travers des comparaisons ou des importations conceptuelles, mais très directement, en intégrant les mécanismes biologiques à l'explication des phénomènes sociaux. Un tel parti pris ne conduit pas nécessairement à réduire le social au biologique. Il invite, plus largement, à mobiliser les faits biologiques, en quelque manière, dans les chaînes causales (Sperber, 1996) que l'on entend mettre au jour pour rendre raison de tel ou tel fait social ou culturel.

Si l'on s'en tient à cette caractérisation très générale, et si l'on accepte de laisser de côté pour l'instant les différences de contenu théorique et de valeur scientifique entre les modèles susceptibles d'être regroupés dans cet ensemble, on peut considérer que l'on

retrouve ce type de naturalisme dès le XIX^e siècle, dans les courants qui proposent d'expliquer des phénomènes comme le crime, le suicide, le génie, ou encore les différences entre les cultures, les classes ou « races » humaines, en invoquant directement les caractéristiques anatomiques des individus. La phrénologie – doctrine selon laquelle le développement des différentes dispositions humaines se laisserait lire dans la forme du crâne d'un individu, ses bosses et ses méplats – l'anthropologie physique de l'histoire naturelle, ou encore la médecine des pathologies sociales, constituent autant de modèles de ce genre. L'humanité y est divisée en types d'individus qui se distinguent par leurs profils psychologiques, lesquels sont décrits à partir d'une palette de penchants considérés comme étant ancrés dans le corps et héréditaires. Ces types humains sont généralement rangés en une série linéaire et ascendante, censée marquer des degrés de développement. Ils sont signalés au regard expert, ajoute-t-on alors, par certains traits observables à la surface des corps, comme par exemple l'angle facial, ou la forme et la taille du crâne (Tort, 1992 ; Guillo, 2003).

Au risque de simplifier singulièrement une histoire complexe, on peut dire que ces modèles propres au XIX^e siècle ont perdu leur empire dans le champ des sciences sociales à partir du début du XX^e siècle, la sociologie et l'anthropologie se construisant largement contre l'idée d'un déterminisme biologique. Certes, l'idée selon laquelle des mécanismes biologiques sont impliqués dans les faits sociaux reste bien présente dans le monde académique, considéré dans son ensemble, tout au long du XX^e siècle. Mais elle ne resurgit véritablement dans l'espace des sciences sociales proprement dites qu'à partir des années 1970, avec l'émergence d'un nouveau paradigme qui se décline en plusieurs modèles inégalement réductionnistes. C'est généralement de ce paradigme dont il est question lorsque l'on évoque aujourd'hui le naturalisme, au sens strict, en sciences sociales. Au moins deux grands types de modèles, qui se succèdent chronologiquement, peuvent être distingués dans ce nouveau sous-ensemble.

La sociobiologie humaine

La sociobiologie humaine est née au début des années 1970, sous l'impulsion de biologistes et d'éthologues, comme Edward Wilson, Robert Trivers ou David Barash, qui considéraient que les développements théoriques et empiriques récents de la biologie néo-darwinienne de l'évolution permettaient d'expliquer le comportement social non seulement chez les animaux, mais aussi chez l'homme (Trivers, 1971 ; Wilson, 1975). Car longtemps, l'explication de la coopération ou du sacrifice de soi au profit des autres dans le monde animal – l'altruisme, au sens large – était demeurée une sorte d'énigme, de défi lancé aux tenants du modèle de la sélection naturelle. Comment expliquer, en effet, que des caractères comme la disposition à se sacrifier pour la ruche chez certaines abeilles, à être stérile et à consacrer toute son énergie à assurer le développement des œufs de la reine, aient pu être sélectionnés, au sens darwinien du terme ? Certes, l'idée d'une sélection de groupe, d'un « bénéfique pour l'espèce », était volontiers invoquée dans ces cas de figure. Mais elle ne satisfaisait guère une bonne partie des biologistes, en particulier les plus darwiniens. Car comme Darwin lui-même l'avait souligné, aussi bénéfiques soient-ils pour l'espèce, la ruche, ou la reine, de tels caractères auraient dû disparaître aussitôt qu'ils étaient apparus par mutation au cours de l'évolution. En effet, un individu porteur d'un trait qui le dispose à aider autrui à se reproduire, plutôt qu'à consacrer cette énergie à sa propre descendance a, par définition, moins de chances de se reproduire que ses concurrents. Les gènes qui commandent ce trait sont donc condamnés à disparaître avec celui qui les porte, faute de descendants. Comment, dès lors, rendre compte en termes darwiniens, au moyen de la sélection naturelle, de la sociabilité dans le monde animal ?

Une première réponse à cette énigme est fournie par le biologiste William Hamilton au début des années 1960, avec le *modèle de la « sélection de parentèle »* (Hamilton, 1964). Les gènes qui commandent les caractères ou les comportements « altruistes », au sens large, fait remarquer Hamilton, peuvent se répandre dans les populations au fil des générations lorsque les bénéficiaires sont des

parents proches de l'altruiste. Car dans ce cas de figure – comme, par exemple, lorsque les ouvrières consacrent toute leur énergie à aider la reine à se reproduire – l'aide ainsi apportée par un individu altruiste – l'ouvrière – augmente la probabilité de survie et de reproduction d'un individu qui est proche génétiquement – la reine – et donc qui possède avec une forte probabilité les gènes impliqués dans les caractères et les comportements altruistes. Ce faisant, les gènes impliqués dans cet altruisme « de parentèle », une fois apparus, ont pu se diffuser et se maintenir dans ces populations au fil des générations. Non pas, comme dans le cas général, en se transmettant directement à la progéniture de ceux qui les portent, mais indirectement, en augmentant les chances de survie et de reproduction d'individus proches génétiquement, dont une bonne partie de la descendance sera en conséquence porteuse de ces gènes.

D'autres modèles ont été proposés ensuite pour expliquer la coopération entre individus, non apparentés cette fois, comme le *modèle de l'« altruisme réciproque »* de Robert Trivers (Trivers, 1971). Ainsi s'est constituée peu à peu une sociobiologie animale, que certains chercheurs, au premier rang desquels l'entomologiste Edward Wilson, ont proposé d'étendre très directement à l'homme (Wilson, 1975 ; 1978). Cette sociobiologie humaine propose donc d'expliquer les phénomènes culturels – notamment la division du travail, les modalités de la coopération, l'échange, le don, les différences entre les genres, la famille, le mariage, les règles de parenté, la prohibition de l'inceste ou encore les valeurs morales – en s'appuyant sur le néo-darwinisme. Les sociobiologistes considèrent le plus souvent que l'on peut repérer un noyau universel dans ces normes culturelles, par-delà les variations qui les affectent d'un groupe social à l'autre. L'explication fournie est alors généralement la suivante. Ces normes prescrivent des conduites dont les effets sont avantageux en termes reproductifs à la génération suivante pour les gènes qui les commandent. Du moins étaient-ils avantageux dans l'environnement propre à nos ancêtres chasseurs-cueilleurs du pléistocène, période durant laquelle l'essentiel de l'évolution qui a mené à l'homme se serait accompli. En somme, les normes culturelles seraient l'expression de dispositions inscrites dans nos gènes, lesquels auraient été sélectionnés, au sens darwinien du terme, au cours de notre passé évolutif. Comme le résume

Wilson, selon les sociobiologistes, « les gènes tiennent la culture en laisse ».

Un naturalisme néo-darwinien appuyé sur les sciences cognitives

Dès le milieu des années 1970, la sociobiologie humaine suscite de très vives polémiques dans le monde des lettres et des sciences (Sahlins, 1980 ; Gould, 1994). Sous le feu des critiques, elle recule peu à peu dans les années 1980. Un nouveau courant naturaliste néo-darwinien émerge alors, sur les décombres de cette sociobiologie. Ce courant est aujourd'hui très influent, notamment en psychologie cognitive, en psychologie du développement, en biologie de l'évolution et dans une partie de l'anthropologie. Il renferme plusieurs variantes, qui s'affichent sous des labels différents, en particulier la psychologie évolutionniste (Barkow *et alii*, 1992), l'anthropologie cognitive ou encore l'épidémiologie des représentations (Sperber, 1996). La spécificité de ce nouveau courant naturaliste néo-darwinien est d'accorder une importance capitale aux phénomènes psychologiques, lesquels étaient largement négligés par les sociobiologistes, qui rattachaient volontiers directement les normes culturelles à de supposés gènes correspondants. La ligne qui va du gène à la culture est donc singulièrement réfractée et complexifiée dans ce nouvel ensemble de théories néo-darwiniennes de la culture.

L'émergence de ce courant est concomitante du développement considérable, à partir des années 1980, des sciences cognitives, qui ont révolutionné le regard porté sur l'esprit et sur le cerveau humain, son évolution phylogénétique, son développement ontogénétique, son fonctionnement et ses particularités au regard des cerveaux des autres espèces vivantes (voir dans ce volume la contribution de Gérard Bronner, chapitre 1). Ce courant s'inscrit ainsi dans un vaste champ de recherche qui s'est développé depuis une trentaine d'années et qui mobilise à la fois des neuroscientifiques, des biologistes de l'évolution, des psychologues, des étho-

logues, des anthropologues et des philosophes de l'esprit (voir Kaufmann et Clément, 2003).

La question centrale qui agite ce courant est la suivante : comment expliquer les phénomènes culturels en tenant compte des connaissances accumulées sur la psychologie humaine dans les sciences cognitives et dans la biologie néo-darwinienne ? Les chercheurs qui s'inscrivent dans ce paradigme répondent à cette question en faisant valoir, tout d'abord, les découvertes récentes qui invitent à abandonner l'hypothèse selon laquelle l'esprit humain serait semblable à une cire vierge intégralement façonnée par la culture et coupée de la nature.

Les racines évolutives de l'esprit humain et de la culture

En premier lieu, font-ils remarquer, l'éthologie a démontré la complexité des relations et des compétences sociales dans d'autres espèces vivantes. Les primates, notamment, ont un sens aigu des hiérarchies. Lorsqu'ils ont été victimes d'une agression, les singes se retournent volontiers contre un proche de l'agresseur. Ils épouillent également plus minutieusement ceux qui les ont épouillés par le passé (de Waal, 1996). Le sens des hiérarchies sociales, et la négociation permanente pour éprouver les statuts sont également très forts chez les canidés. Les loups disposent ainsi d'un répertoire fin, complexe, et subtilement gradué, pour mesurer les forces en présence lors des conflits de domination qui les opposent les uns aux autres (Coppinger et Coppinger, 2001). Autre compétence, protolinguistique cette fois, que l'on croyait réservée à l'homme, les chiens comprennent le pointage du doigt effectué par un humain. À la différence des autres animaux, ils ne regardent pas le doigt, mais dans la direction désignée par le doigt (Miklósi, 2007). Par ailleurs, il est aujourd'hui démontré que nombre de conduites répandues dans les populations animales ont non seulement un fondement acquis, et non inné, mais se diffusent à travers des mécanismes de transmission sociale. En ce sens, il existerait des cultures, du moins des protocultures, animales (Galef, 1992 ; Whiten *et alii*, 1999 ; Claidière et Sperber, 2009). Au total, ces

découvertes suggèrent que si la vie sociale et culturelle humaine a des spécificités extrêmement fortes, sa phylogenèse s'inscrit dans une évolution qui plonge ses racines dans le monde animal. À ce titre, il serait fort étonnant que rien ne subsiste de cet héritage, même s'il est certain qu'il a été très largement reconfiguré.

Une architecture cognitive faite de théories spontanées

Les recherches en neurosciences et en psychologie humaines ont également apporté leur lot de découvertes. Ainsi a-t-on constaté, par exemple, que les êtres humains sont généralement dotés d'une compétence innée à reconnaître les visages. Par ailleurs, les lésions cérébrales localisées conduisent à la perte de capacités bien délimitées et souvent très spécialisées (Damasio, 1995). Les psychologues du développement ont montré, quant à eux, que dès l'âge de trois mois, les bébés développent des attentes en matière de mouvement des objets physiques. Ils manifestent ainsi de la surprise lorsqu'un objet qui est lâché devant eux reste suspendu en l'air. Certaines compétences semblent donc survenir à peu près au même âge chez la plupart des enfants, assez brusquement, ce qui suggère que des mécanismes innés sont impliqués dans leur apparition, et que celle-ci n'est pas sous le contrôle intégral de l'environnement culturel. Ceci est vrai, en particulier, pour la conception que les enfants se font d'autrui. Lorsqu'on leur montre un enfant A qui prend dans un coffre appartenant à un enfant B, à son insu, un ballon, pour le cacher dans un sac, la plupart des enfants de trois ans, ou moins, pensent que l'enfant B, s'il cherche le ballon, ira le chercher dans le sac. À partir de quatre ans, l'avis de la grande majorité des enfants a changé : ils considèrent que l'enfant A ira chercher le ballon dans le coffre. Pour réussir cette « épreuve de la croyance fausse », il faut prendre en considération ce qu'autrui va croire. Il faut donc prêter des états mentaux à autrui. En somme, les humains paraissent acquérir une « théorie de l'esprit », si importante dans le développement de la vie sociale humaine, à un âge bien déterminé (Wellman, 1990).

Plus largement, les recherches en psychologie du développement ont suggéré à une partie des tenants de ce naturalisme néo-darwinien que les phénomènes culturels sont sous la dépendance de « théories naïves » (*folk theories*), qui seraient autant de systèmes d'inférence et de traitement de l'information automatiques, relativement séparés les uns des autres, et spécialisés dans les domaines essentiels de l'existence humaine d'un point de vue évolutif. Nous aurions ainsi une « physique naïve », une « biologie naïve » (Medin et Atran, 1999), une « psychologie naïve » et une « sociologie naïve » (Hirschfeld, 2007 ; Clément *et alii*, sous presse), qui seraient activées lorsque l'environnement les solliciterait. Les cultures se développeraient à partir de ce terreau cognitif globalement commun aux humains.

Ces recherches nourrissent de vifs débats au sein même de ce vaste courant naturaliste néo-darwinien. Tout d'abord, le contenu et le degré de précision de ces « théories naïves » sont âprement discutés. Par exemple, certains psychologues du développement doutent qu'il existe une réelle biologie naïve. D'autres considèrent qu'elle ne vaut que pour des niveaux de classification très grossiers. Autrement dit, pour ces chercheurs, la culture, au sens large, joue un rôle capital dans la formation des dispositions à classer les êtres vivants (sur ces débats, voir Medin et Atran, 1999). Par ailleurs, l'ordre de prééminence des différents registres de théories naïves dans le développement humain et, partant, dans l'organisation de l'architecture cognitive humaine, suscite un débat qui a de très importantes implications pour les sciences sociales. Jusqu'à un passé récent, l'on considérait généralement dans ce courant que les compétences sociales de l'homme dériveraient de sa « psychologie naïve », en particulier de la théorie de l'esprit. Or, des recherches récentes suggèrent qu'une « sociologie naïve » précède l'acquisition de la théorie de l'esprit. Ces recherches démontrent donc que les compétences sociales de l'homme sont loin d'être intégralement subordonnées à la capacité à prêter des états mentaux à autrui, autrement dit à la psychologie mentaliste (Clément *et alii*, sous presse).

**Une question centrale et débattue au sein de ce naturalisme :
la modularité de l'esprit**

Enfin, il est essentiel de mentionner une thématique qui occupe une place centrale dans les débats internes à ce courant : l'existence, massive, ou non, de modules cérébraux spécialisés dans le traitement des diverses catégories d'information issues de l'environnement (Fodor, 1983) – modules qui seraient commandés en dernière instance par des gènes, et auraient été sélectionnés en vertu des avantages adaptatifs qu'ils procurent. Les questionnements internes au naturalisme sur ce thème opposent ceux qui considèrent que l'esprit est massivement modulaire (Sperber, 1996), chaque module ayant été sélectionné dans notre passé évolutif pour les services qu'il rend dans le domaine d'information qui lui est propre – la reconnaissance des visages, la théorie de l'esprit, la classification des êtres vivants, la reconnaissance des tricheurs, etc. –, à ceux qui soutiennent que les fondements génétiques de la culture humaine se ramènent à des dispositions nettement moins nombreuses. Pour Michael Tomasello, par exemple, il est fort peu probable que la sélection naturelle ait pu, dans un temps aussi court que celui de l'évolution humaine récente, sélectionner autant de gènes directement spécialisés dans des tâches aussi diverses et précises (Tomasello, 1999). Ainsi Tomasello tente-t-il de montrer que l'on peut expliquer la formation des compétences multiples que manifestent les humains adultes en partant d'un nombre limité de dispositions biologiquement adaptatives ancrées dans les gènes – notamment la capacité à s'identifier à autrui – pour peu que l'on se donne la peine de retracer le processus de développement de l'esprit individuel, à travers les interactions qu'il noue progressivement avec son environnement social et culturel. Dans ce type de modèle, et plus encore dans ceux qui insistent sur la prééminence de la sociologie naïve sur la psychologie naïve dans le développement individuel (Clément *et alii*, sous presse), le social et le culturel redeviennent déterminants dans la compréhension des phénomènes collectifs humains, phylogénétiquement comme ontogénétiquement (voir également Dunbar, 2001).

Un paradigme qui suscite de vives polémiques

Le naturalisme est fréquemment l'objet de vives critiques en sciences sociales. L'une des critiques majeures et récurrentes consiste à soutenir que les discours naturalistes sont un paravent d'apparence scientifique pour les idéologies inégalitaires secrétées par les sociétés capitalistes. La référence à la biologie, fait-on valoir, sert depuis le XIX^e siècle à justifier les discriminations sociales, sexuelles et raciales en les présentant comme fondées en nature (Sahlins, 1980 ; Tort, 1992 ; voir aussi la contribution de Razmig Keucheyan à ce volume, chapitre V). Certes, il est incontestable que les sciences de la vie – en particulier les thèmes de l'hérédité et des gènes – ont été abondamment invoquées par des idéologies discriminatoires, qui ont conduit à des génocides et à des politiques eugénistes, à l'exemple du nazisme. Aussi doit-on assurément aborder les discours sur l'homme qui mobilisent la biologie avec la prudence la plus extrême.

Toutefois, on ne saurait tirer argument de l'existence de ces idéologies pour rejeter systématiquement et sans plus d'examen les paradigmes scientifiques qui évoquent d'une manière ou d'une autre la biologie à propos de l'esprit, de la société ou de la culture, et esquiver les questionnements suscités par le développement considérable des connaissances sur le vivant.

À cet égard, il est important de souligner, tout d'abord, que les modèles naturalistes sont très divers, tant par leur contenu que par leur solidité scientifique. Il serait assurément injustifié de mettre sur le même plan, par exemple, les vues développées aujourd'hui dans le sillage de la psychologie du développement, d'une part, et les explications souvent sommaires qui furent proposées dans le cadre de la sociobiologie humaine, d'autre part.

Ensuite, le naturalisme d'aujourd'hui présente une différence capitale avec celui du XIX^e siècle : la biologie sur laquelle l'un et l'autre s'appuient respectivement n'est pas la même, bien que tous deux se réclament volontiers de Darwin. Le principe d'une inégale dignité des êtres, d'une hiérarchie, et d'un progrès ascendant vers des formes jugées supérieures, est constitutif de la théorie biologique à laquelle se réfère le naturalisme du XIX^e siècle. En

revanche, le naturalisme d'aujourd'hui s'appuie sur la théorie néodarwinienne, laquelle déploie une conception de l'évolution débarrassée, en principe, des schèmes hiérarchiques, essentialistes et téléologiques (Mayr, 2001). Ceci ne signifie pas, bien entendu, que des glissements idéologiques très proches de ceux du XIX^e siècle ne s'opèrent plus aujourd'hui. De fait, ils sont encore très fréquents, y compris à l'intérieur du monde savant. Simplement, de tels glissements vers des discours inégalitaires ne sont plus aujourd'hui une fatalité, dans la mesure où les schèmes qui les fondent ne sont plus inscrits dans le modèle biologique de référence.

Troisièmement, enfin, il convient de distinguer le naturalisme, d'une part, qui est un paradigme, et le problème de l'articulation des données accumulées, chacune de leur côté, respectivement, par les sciences sociales et par les sciences de la vie. Ce problème délimite un champ de recherche dans lequel les sciences sociales peuvent intervenir de plein droit, quelle que soit la position qui est la leur vis-à-vis du naturalisme. À cet égard, il est important de souligner que tenir compte des sciences de la vie n'implique pas nécessairement de bouleverser l'ensemble des sciences sociales, encore moins d'adhérer au naturalisme ou au réductionnisme. En effet, une partie des paradigmes sociologiques et anthropologiques n'est pas fondamentalement dépendante au plan théorique, en principe, des développements de la biologie, des questions qu'elle pose et des réponses qu'elle peut donner. C'est le cas, par exemple, de l'ethnométhodologie, des recherches praxéologiques, de la théorie du choix rationnel, des modèles holistes qui ne formulent pas d'hypothèses sur le niveau psychologique et, plus largement, des recherches théoriques ou empiriques sur tel ou tel champ des sciences sociales, qui s'appuient sur une psychologie minimale et faisant consensus.

BIBLIOGRAPHIE

- AUNGER Robert (dir.), *Darwinizing culture. The status of memetics as a science*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- BARKOW Jerome H., COSMIDES Leda et TOOBY John, *The adapted mind : evolutionary psychology and the generation of culture*, Oxford, Oxford University Press, 1992.
- BOYD Robert et RICHERSON Peter J., *Not by genes alone. How culture transformed human evolution*, Chicago, The University of Chicago Press, 2005.

- CAVALLI-SFORZA Luigi Luca et FELDMAN Marcus W., *Cultural Transmission and Evolution. A quantitative approach*, Princeton, Princeton University Press, 1981.
- CLAIDIÈRE Nicolas et SPERBER Dan, « Imitation explains the propagation, not the stability of animal culture », *Proceedings of the Royal Society B*, 2009.
- CLÉMENT Fabrice, BERNARD Stéphane et KAUFMANN Laurence, « Social cognition is not reductible to theory of mind. When children use deontic rules to predict others' behaviors », *British Journal of Developmental Psychology* (sous presse).
- COPPINGER Raymond et COPPINGER Lorna, *Dogs. A new understanding of canine origin, behavior and evolution*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001.
- DAMASIO Antonio, *L'Erreur de Descartes. La raison des sentiments* (1994), Paris, Odile Jacob, 1995.
- DARWIN Charles, *De l'origine des espèces* (1859), Paris, Garnier Flammarion, 1992.
- DE WAAL F., *Chimpanzee politics. Power and sex among apes*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996.
- DAWKINS Richard, *The Selfish Gene*, Oxford, Oxford University Press, 1976.
- DENNETT Daniel, *Darwin's dangerous idea*, Londres, Penguin, 1995.
- DUNBAR Robin, « Brains on two legs. Group size and the evolution of intelligence », in Frans de Waal (dir.), *Tree of origin. What primate behavior can tell us about human social evolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 173-191.
- DURHAM William, *Coevolution. Genes, culture, and human diversity*, Stanford, Stanford University Press, 1991.
- DURKHEIM Émile, *De la division du travail social*, Paris, Félix Alcan, 1893.
- , *Les Règles de la méthode sociologique* (1895), Paris, Flammarion, 1988.
- FODOR Jerry, *The modularity of mind*, Cambridge, MIT Press, 1983.
- GALEF Bennett G., « The question of animal culture », *Human Nature*, 1992, n° 3, p. 157-178.
- GOULD Stephen Jay, *La Mal-mesure de l'homme* (1984), Paris, Ramsey, 1994.
- GUILLO Dominique, *Les Figures de l'organisation. Sciences de la vie et sciences sociales au XIX^e siècle*, Paris, PUF, 2003.
- HAMILTON William, « The genetical evolution of social behavior », *Journal of Theoretical Biology*, 1964, n° 7, p. 1-62.
- HIRSCHFELD Lawrence, « Folksociology and the cognitive foundations of culture », in Fabrice Clément et Laurence Kaufmann (dir.), *Culture and society. Some viewpoints of cognitive scientists*, *Intellectica*, 2007, n° 46-47, p. 191-206.
- KAUFMANN Laurence et CLÉMENT Fabrice, « La sociologie est-elle un savoir infus ? De la nature sociale de l'architecture cognitive », *Intellectica*, 2003, p. 1-37.
- MAYR Ernst, *What Evolution Is*, New York, Basic Books, 2001.
- MEDIN Douglas et ATRAN Scott (dir.), *Folkbiology*, Cambridge, MIT Press, 1999.
- MIKLÓSI Ádám, *Dog. Behaviour, evolution and cognition*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- OGIEN Ruwen, *Les Causes et les raisons. Philosophie analytique et sciences humaines*, Nîmes, Jacqueline Chambon, 1995.

Des sciences de la vie aux sciences sociales : les visages du naturalisme 65

- SAHLINS Marshall, *Critique de la sociobiologie. Aspects anthropologiques* (1976), Paris, Gallimard, 1980.
- SPERBER Dan, *La Contagion des idées*, Paris, Odile Jacob, 1996.
- TOMASELLO Michael, *Aux origines de la cognition humaine* (1999), Paris, Retz, 2004.
- TORT Patrick (dir.), *Darwinisme et société*, Paris, PUF, 1992.
- TRIVERS Robert L., « The evolution of reciprocal altruism », *Quarterly Review of Biology*, 1971, n° 46, p. 35-47.
- WELLMAN Henry, *The child's theory of mind*, Cambridge, MIT Press, 1990.
- WHITEN A., GOODALL J., MCGREW W.C., NISHIDA T., REYNOLDS V., SUGIYAMA Y., TUTIN C., WRANGHAM R.W. et BOESCH C., « Cultures in chimpanzees », *Nature*, 1999, n° 399, p. 682-685.
- WILSON Edward O., *Sociobiology. The New Synthesis*, Harvard, Harvard University Press, 1975.
- , *On human nature*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1978.

5. Comment peut-on être constructiviste ? Sur le constructivisme dans les sciences sociales

Razmig Keucheyan

Dès la fin des années 1940, les sociologues acquièrent progressivement aux États-Unis le statut d'experts dans des procès pour ségrégation raciale (Clark, 1953). L'une des associations qui se trouve à la pointe du combat contre le racisme, la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP), créée en 1909 par W.E.B. Du Bois – l'auteur de *Les Âmes du peuple noir* (Du Bois, 2007) – fait alors appel à des *social scientists* pour mettre en lumière les préjudices subis par les victimes de discriminations. L'un des premiers procès au cours duquel un praticien des sciences sociales fut sollicité est *Sweatt vs University of Texas*, qui se déroula en 1946. L'étudiant noir Heman Marion Sweatt s'était vu refuser l'entrée dans la faculté de droit de cette université en raison de sa couleur de peau, et de la doctrine dite « *separate but equal* » (« séparés mais égaux »), remontant à la fin du XIX^e siècle. L'expert appelé à la barre était Robert Redfield, un anthropologue de l'université de Chicago. Contre l'idée selon laquelle les Noirs sont incapables de suivre des études supérieures, Redfield affirma que :

[...] en situation d'apprentissage similaire, un étudiant noir tend à réagir de la même manière que n'importe quel autre étudiant, les caractéristiques raciales n'ayant aucune influence dans le domaine de l'éducation publique. (Cité par Clark, 1953, p. 6)

À l'époque, tous les experts ne se trouvent pas du bon côté de la lutte contre le racisme. Sous l'influence de l'évolutionnisme du XIX^e siècle, certains considèrent encore les différences « ethniques » comme biologiquement ou culturellement fondées. L'avis émis par

Robert Redfield semble toutefois représentatif de la majorité d'entre eux. Les témoignages de sociologues lors de procès pour discrimination contiennent le plus souvent trois éléments.

Le premier est que les données empiriques disponibles, portant par exemple sur les taux de réussite scolaire comparés entre Noirs et Blancs (abstraction faite d'autres paramètres, comme l'appartenance de classe), infirment l'idée de différences raciales innées. La ségrégation ne repose sur rien d'empiriquement attesté, elle est donc illégitime. À propos du caractère infondé des discriminations, un expert emploie par exemple l'expression de « classifications arbitraires et déraisonnables d'êtres humains » (Clark, 1953, p. 7).

Un deuxième élément mis en avant par les experts est que ces « classifications arbitraires » ont une influence néfaste sur les rapports entre les communautés qui composent les États-Unis. À la manière des « prophéties autoréalisatrices » théorisées à peu près à la même époque par W.I. Thomas, puis par Robert Merton, elles tendent à créer de toutes pièces les divisions raciales censées se trouver à leur fondement. Ces classifications arbitraires sont donc la cause, et non la conséquence d'inégalités qui leur pré-existent.

Le troisième élément avancé par ces experts est que la classification d'une personne dans une catégorie dévalorisée, raciale ou autre, pèse sur sa psychologie, et sur les rapports sociaux dans lesquels elle est impliquée. En découlent des « stigmates », qui provoquent des troubles mentaux, comme par exemple un complexe d'infériorité.

Ces témoignages de *social scientists* lors de procès pour discrimination contiennent en germes la plupart des éléments nécessaires à la compréhension de l'émergence et de la diffusion du constructivisme dans les sciences sociales. Le contenu de leur expertise, ainsi que la fonction politique et morale qu'ils exercent à l'occasion de leurs témoignages, sont typiques de ce paradigme. La question raciale est d'ailleurs, avec celle du genre, l'un des domaines qui ont propulsé le constructivisme sur le devant de la scène au cours du demi-siècle passé, contribuant à faire de lui l'un des principaux paradigmes sociologiques (Abbott, 2001, chap. 3).

Définir le constructivisme

Est constructiviste un raisonnement qui commence par contester la réalité de l'entité « construite ». Les races ne sont pas un phénomène objectif, les discriminations raciales ne reposent par conséquent sur rien de tangible. Ensuite, l'entité en question est présentée comme le produit de pratiques qui supposent à tort son existence, ici les discriminations elles-mêmes. Les inégalités raciales n'ont rien d'objectif, mais le fait qu'elles soient considérées comme telles dans une société (raciste) leur confère une forme d'objectivité *a posteriori*. Autrement dit, les « races » – les guillemets sont importants –, bien qu'elles ne soient pas réelles, ont des effets réels, car elles conduisent à la discrimination et même parfois au massacre de millions de personnes. Enfin, le constructivisme part le plus souvent du principe que l'entité construite est néfaste. En ceci, les tenants de ce paradigme sont mus par des considérations normatives, c'est-à-dire politiques et morales. C'est bien entendu le cas des *social scientists* lors des procès évoqués ci-dessus.

Ces trois aspects sont présents dans la définition du constructivisme la plus débattue à l'heure actuelle, celle de Ian Hacking (2001)¹. Selon Hacking, dire d'un objet qu'il est « construit » revient à insister sur son caractère contingent. Les constructivistes prennent le contre-pied de courants considérés par eux comme « déterministes » – le marxisme et le structuralisme notamment – et soutiennent que les faits sociaux ne sont sous-tendus par aucune « essence » ou « substance », qu'ils sont des « processus » plutôt que des « choses ».

Dans sa définition, Hacking met en évidence deux éléments importants. D'abord, pour que l'affirmation de la contingence de l'objet présenté comme « construit » fasse sens, il faut que celui-ci soit communément considéré comme n'étant pas contingent. En d'autres termes, il faut que la conception courante de cet objet soit d'une manière ou d'une autre « essentialiste ». Dans les années 1950, des secteurs majoritaires de la population étatsunienne sous-

1. Pour d'autres définitions générales du constructivisme, voir Abbott (2001), Haslanger (2003), Kukla (2000), et Sismondo (1993).

crivent à une forme de racisme (Garth, Sheatsley et Greeley, 1978). L'intervention des sociologues-experts lors des procès pour discrimination ne se comprend pas hors de ce contexte. Ceux-ci se livrent à une opération indissociablement cognitive et politique de *dé-construction* de la race, en pointant son caractère historiquement et politiquement « construit ». Si des pans importants de la population n'adhéraient pas au racisme, les témoignages des sociologues-experts n'auraient pas lieu d'être, car il n'y aurait rien à dé-construire. Il est clair par exemple que les propos de Robert Redfield rapportés ci-dessus paraissent banals aujourd'hui, à une époque où l'antiracisme a fait son chemin, et la ségrégation éteinte abolie depuis près d'un demi-siècle. Tout le monde sait aujourd'hui qu'un étudiant – ou un président – noir a les mêmes capacités qu'un étudiant blanc (abstraction faite d'autres paramètres), nul besoin de faire appel à un anthropologue pour certifier ce fait.

Hacking établit par ailleurs une distinction pénétrante entre les « espèces interactives » et les « espèces indifférentes » (Hacking, 2002). Comme tous les êtres humains, les Noirs américains sont une espèce interactive. Cela signifie que la manière dont ils sont catégorisés socialement influe sur la façon dont ils se perçoivent eux-mêmes, et donc sur leurs comportements. Il n'est naturellement pas anodin pour un individu d'être catégorisé comme « Noir » dans les États-Unis du XX^e siècle, ou comme « Juif » dans l'Allemagne des années 1930¹. Ces catégories suscitent de la conformation ou de la résistance aux normes qu'elles prescrivent de la part des personnes qu'elles désignent, mais dans tous les cas, elles ont une influence sur ces dernières (l'indifférence pure et simple à de telles catégories est rarement possible). C'est pourquoi dire de la « race » qu'elle est une « construction sociale » a un sens. La catégorie – la « race » – construit socialement l'objet – la race – par les comportements et les institutions résultant de sa mise en circulation dans une société.

Ce raisonnement ne vaut cependant pas pour toutes les entités dont les constructivistes soutiennent qu'elles sont « socialement construites ». Si la catégorie de race a contribué à l'émergence d'individus « racialisés », c'est parce qu'elle concerne des entités

1. Hacking reconnaît l'influence des *Réflexions sur la question juive* de Jean-Paul Sartre (paru en 1946) sur la distinction qu'il énonce.

qui réagissent à la manière dont elles sont catégorisées, à savoir des êtres humains. Examinons cependant le cas des quarks, ces particules élémentaires qui ont également fait l'objet d'une analyse en termes de « construction sociale » (Pickering, 1984). Le concept de « quarks » a de toute évidence une histoire, son apparition étant tributaire de théories scientifiques et de protocoles expérimentaux récents. Les quarks eux-mêmes – l'objet – sont-ils pour autant « socialement construits » ? Certainement pas, car les quarks n'ont pas conscience d'être catégorisés de telle ou telle manière. Une catégorie est susceptible d'influer sur le mode d'existence des entités qu'elle désigne lorsque celles-ci sont à même de prendre connaissance de la façon dont elles sont catégorisées. C'est loin d'être le cas des quarks, qui ne sont pas doués de conscience. Le caractère « socialement construit » du concept de « quark » ne peut donc pas être transféré aux objets qu'il dénote.

Les quarks constituent une espèce « indifférente ». Ce qualificatif désigne les entités pour lesquelles le concept et l'objet sont ontologiquement indépendants l'un de l'autre. Les races renvoient quant à elles à une « espèce interactive » : la manière dont elles sont catégorisées influe sur leur comportement lorsqu'elles en prennent conscience. Cette caractéristique des espèces interactives rend les théories qui leur sont appliquées rapidement obsolètes. Une catégorie ou une théorie ne peut pas prévoir à l'avance sa propre influence sur les entités qu'elle désigne. Ce constat conduit Hacking à formuler l'hypothèse d'un *effet en boucle* des espèces interactives : la catégorisation modifie le comportement des individus, ce qui implique en retour une réévaluation de la catégorie (Hacking, 2001, p. 55)¹.

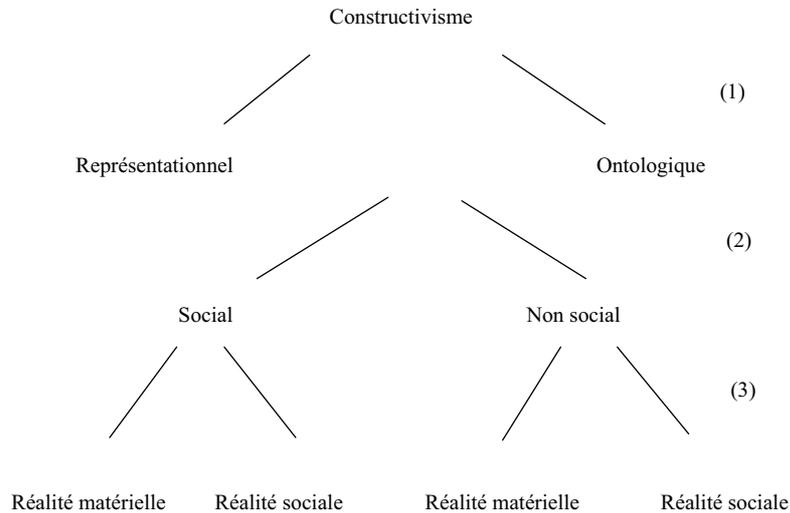
Un courant multiforme

On trouve dans les sciences humaines contemporaines de nombreuses variantes de constructivisme, qui n'ont souvent que peu de rapports les unes avec les autres. John Rawls qualifie par exemple

1. Pour une critique de cette distinction, voir Haslanger (2003).

de « constructiviste » sa méthode procédurale, d'inspiration kantienne, de définition de la justice sociale (Rawls, 1999). Friedrich von Hayek dénonce comme « constructiviste » l'interventionnisme étatique préconisé par certains courants de pensée de son temps, notamment le marxisme et le keynésianisme (Hayek, 1973). Jean Piaget nomme « constructiviste » le type de psychologie du développement cognitif qu'il élabore (Piaget, 1971). On trouve par ailleurs des théories se réclamant du constructivisme en philosophie du droit (Arnaud, 1993), et en relations internationales (Wendt, 1999). Il existe aussi un *Constructivist manifesto* dans le domaine des neurosciences (Quartz et Sejnowski, 1997).

Quel rapport y a-t-il entre ces différents usages de cette notion ? En apparence aucun. Certains de ces constructivismes sont descriptifs ou explicatifs, d'autres sont normatifs. Certains considèrent le constructivisme comme une méthode, d'autres que la « construction sociale » désigne des processus réels. En limitant le propos aux sciences sociales, il est possible de réduire un tant soit peu cette complexité, en proposant une typologie des constructivismes. En première approximation, on peut se figurer les rapports entre les différentes sortes de constructivisme au moyen du schéma ci-dessous :



Le deuxième embranchement de ce schéma – noté (2) – concerne le sujet de la construction, c'est-à-dire *ce qui construit*. Le constructivisme « social » soutient que le sujet de la construction est le monde social, le constructivisme « non social » que des entités matérielles ou « non humaines » sont susceptibles d'intervenir dans le processus de construction.

Le troisième embranchement – noté (3) – concerne quant à lui *ce qui est construit*, c'est-à-dire l'objet de la construction. Deux cas de figure sont possibles : soit l'entité construite est matérielle, soit elle est sociale. Comme on le voit, cette alternative subdivise aussi bien le constructivisme social que le constructivisme non social.

La distinction qui inaugure ce schéma – notée (1) – oppose le constructivisme représentationnel au constructivisme ontologique. Elle partage les variantes de ce courant qui considèrent que c'est notre représentation du monde qui est construite, de celles qui affirment que c'est le monde lui-même. Bien entendu, il s'agit de types idéaux, une théorie constructiviste particulière se situe le plus souvent à cheval sur plusieurs de ces catégories.

Quelques exemples. Dans *Les Cadres*, Luc Boltanski (1982) élabore un constructivisme social limité à la réalité sociale. Ce qui est construit dans ce cas – les cadres – est une entité sociale, et le sujet de la construction relève lui aussi du monde social, puisqu'il s'agit de la catégorie de « cadre » et de l'ensemble des institutions (statistiques de l'INSEE, syndicats de cadres, presse spécialisée, etc.) qui contribuent à sa circulation et consolidation dans la société française de la première moitié du XX^e siècle. La plupart des approches constructivistes dans la sociologie contemporaine relèvent de cette forme de constructivisme.

Andrew Pickering, l'auteur de l'ouvrage sur les quarks dont il a été question précédemment, propose quant à lui un constructivisme social qui porte sur la réalité dans son ensemble, y inclus la réalité matérielle, puisque les quarks relèvent de cette dernière¹. Il en va de même de Bruno Latour, qui soutient dans *La Vie de laboratoire* (1986, coécrit avec Steve Woolgar), que les faits scientifiques sont « socialement produits ». À noter cependant que par la suite, Latour a évolué vers une forme renouvelée de constructivisme,

1. Pickering est un représentant du « programme fort » en sociologie des sciences (Dubois, 2001).

énoncée par exemple dans *Nous n'avons jamais été modernes* (1991), ou dans *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie ?* (2004). Latour conteste désormais le « grand partage » entre la nature et la culture, dont il soutient qu'il est une invention de la modernité occidentale, et élabore une ontologie « processuelle » – inspirée notamment d'Alfred North Whitehead (1995) – selon laquelle tout objet est un « hybride » de nature et de culture. À ses yeux, la sociologie s'est jusqu'à présent limitée à étudier le comportement des « actants » humains, elle doit dorénavant prendre davantage en compte le rôle des « non-humains » dans la construction de la réalité.

Il existe un constructivisme non social appliqué à la réalité sociale. Dans *Le Léviathan et la pompe à air*, Steven Shapin et Simon Schaeffer (1993) montrent que la différenciation des champs politique et scientifique à l'époque moderne s'est effectuée à l'occasion d'une fameuse controverse entre Robert Boyle et Thomas Hobbes au XVII^e siècle. L'élément crucial dans l'émergence de cette démarcation est la pompe à air de Boyle, c'est-à-dire plus généralement l'ensemble du dispositif expérimental par l'entremise duquel ce dernier est parvenu à emporter l'adhésion lors de ce débat. L'entité matérielle que constitue cette pompe a donc contribué à construire l'une des caractéristiques centrales des sociétés modernes, à savoir la démarcation entre la science et la politique.

Dans une perspective différente, relevant de la philosophie analytique, John Searle affirme que la réalité sociale a pour condition de possibilité l'existence de la réalité matérielle, qui lui impose des contraintes ontologiques relativement rigides (Searle, 1995, voir la contribution de Pierre Livet et Frédéric Nef à ce volume, chapitre X). Pour Searle, le défi majeur auquel est confrontée notre métaphysique du monde social est d'être compatible avec les deux théories scientifiques contemporaines les plus solidement établies : la théorie atomique de la matière – qui inclut la mécanique quantique et la théorie de la relativité – et la théorie darwinienne de l'évolution. Toute conception de la société qui s'écarte de cette exigence est par définition erronée. Ceci implique que la « construction de la réalité sociale », pour reprendre le titre de l'un de ses ouvrages célèbres, est en dernière instance sous-tendue par des phénomènes matériels.

Kant, Marx, Foucault

Les origines intellectuelles du constructivisme sont anciennes. Dans sa « Préface à la seconde édition » (1787) de la *Critique de la raison pure*, Emmanuel Kant se livre à une analyse de la structure des révolutions scientifiques du passé (Kant, 1980). Le cas paradigmatique de révolution scientifique qu'il évoque est celui de Copernic. Ne pouvant expliquer le mouvement des astres « en admettant que toute l'armée des étoiles évoluait autour du spectateur », Copernic entreprend de faire évoluer le spectateur autour des étoiles. D'où l'idée de « révolution copernicienne », que Kant résume dans un passage célèbre, et qu'il généralise à l'ensemble des processus cognitifs :

Jusqu'ici on admettait que toute notre connaissance devait se régler sur les objets, mais dans cette hypothèse, tous les efforts tentés pour établir sur eux quelque jugement *a priori* par concepts, ce qui aurait accru notre connaissance, n'aboutissaient à rien. Que l'on essaie donc enfin de voir si nous ne serons pas plus heureux dans les problèmes de la métaphysique en supposant que les objets doivent se régler sur notre connaissance [...]. (Kant, 1980, p. 18-19)

Jusqu'à Kant, la métaphysique a tenté de « régler » la connaissance sur son objet. Elle a supposé que ce dernier existe indépendamment de l'esprit, et s'est interrogée sur les conditions de sa représentation mentale. Pour reprendre un concept d'Élisabeth Anscombe (2002), avant Kant, la *direction d'ajustement* de la connaissance allait de l'esprit au monde, en ce sens que c'est l'esprit qui devait s'ajuster au monde. Or, la révolution copernicienne consiste à renverser le sens de la direction d'ajustement. Au lieu d'adapter l'esprit à l'objet, c'est désormais l'objet qui s'adapte à l'esprit, c'est-à-dire aux règles de synthèse universelles et nécessaires que renferme ce dernier.

Le constructivisme n'est concevable que dans un univers intellectuel profondément influencé par le criticisme kantien. Non que les constructivistes soient des kantiens de stricte obédience, et moins encore qu'ils aient la plupart du temps conscience de l'origine kantienne de leurs idées. Le constructivisme est un rejeton

tardif – et approximatif – de Kant, en ceci qu'il a pour condition de possibilité la distinction entre les « choses en soi » (noumènes) et les « choses pour soi » (phénomènes), les « essences » et les « apparences », les « représentations » et la « réalité », dont la forme moderne a été fixée par Kant.

L'ascendance kantienne du constructivisme est d'ailleurs attestée sur le plan de l'histoire des idées. Les fondateurs du constructivisme sociologique sont Peter Berger et Thomas Luckmann, qui emploient l'expression de « construction sociale » pour la première fois dans *La Construction sociale de la réalité* en 1966. Berger et Luckmann sont à l'origine des élèves d'Alfred Schütz. Or, Schütz lui-même est un disciple d'Edmund Husserl, dont la phénoménologie « constitutive » constitue une radicalisation du kantisme (Keucheyan, 2007).

Une deuxième influence décisive sur le constructivisme est celle de Marx, bien que les constructivistes aient souvent le sentiment de prendre le contre-pied du marxisme. La théorie marxiste du fétichisme de la marchandise et de la réification, en particulier, est un modèle d'analyse constructiviste :

Le caractère mystérieux de la forme marchande consiste donc simplement en ce qu'elle renvoie aux hommes les caractères sociaux de leur propre travail, en les présentant comme les caractères objectifs des produits mêmes du travail, comme des propriétés sociales naturelles de ces choses [...]. Ce n'est que le rapport social déterminé des hommes eux-mêmes qui revêt ici pour eux la forme fantasmagorique d'un rapport de choses. (Marx, 1993, p. 82)

Ce que Marx appelle le fétichisme de la marchandise, c'est la substitution de l'apparence de la marchandise à son essence, c'est-à-dire de sa forme « phénoménale » à sa forme « nouménale » (cette terminologie kantienne est employée explicitement par Marx dans *Le Capital*). La théorie du fétichisme de la marchandise et de la réification permet à Marx de mettre en question les prétendues « nécessités naturelles » de l'économie, auxquelles adhèrent les économistes politiques classiques. Elle témoigne de la volonté de l'auteur du *Capital* de « dé-naturaliser » le fonctionnement de l'économie. Un fétiche, comme une « construction sociale », est donc une entité qui n'a pas de réalité « en soi », mais qui en acquiert une *post hoc*, par l'entremise des représentations et des

pratiques des individus, ainsi que des institutions sociales auxquelles elles donnent lieu.

La filiation historique entre le marxisme et le constructivisme est elle aussi attestée. Le principal théoricien marxiste de la réification après Marx est Georg Lukács, qui accorde à ce concept une place centrale dans son ouvrage de 1923, *Histoire et conscience de classe* (Lukács, 1960). Or, cet ouvrage est fréquemment cité dans *La Construction sociale de la réalité* de Berger et Luckmann, son influence sur la « sociologie de la connaissance » des années 1960 et 1970 ayant été déterminante.

Une troisième influence majeure sur le constructivisme, plus récente, est celle de Michel Foucault. L'un des biais par lesquels cette influence multiforme s'est opérée est la notion d'« *a priori* historique », que Foucault élabore notamment dans *L'Archéologie du savoir* (Foucault, 2008). Celle-ci consiste en une historicisation de l'« *a priori* synthétique » kantien. Alors que pour Kant, les règles qui sous-tendent la pensée sont formelles ou *a priori*, pour Foucault, elles sont historico-sociales. Ceci suppose, entre autres choses, qu'elles évoluent avec le temps, autrement dit que les *épistèmes* dont le philosophe français retrace la succession au cours de l'histoire rendent « pensables » ou non certains faits à certains moments du développement historique. Ce que nous avons appelé ci-dessus le « constructivisme représentationnel » trouve son origine – l'une d'entre elles en tout cas – dans cette idée. Les références à l'œuvre de Foucault sont fréquentes chez les constructivistes, au Foucault « structuraliste » aussi bien qu'à celui, plus tardif, de l'*Histoire de la sexualité*.

Néo-essentialismes

Le constructivisme, on l'a dit, est souvent synonyme d'anti-essentialisme. Pour qu'un raisonnement constructiviste fasse sens, il doit prendre place dans un contexte où domine une forme d'essentialisme concernant l'entité présentée comme « construite ». Déclarer comme Simone de Beauvoir – l'une des pionnières du constructivisme – qu'« On ne naît pas femme, on le devient » peut

faire scandale à la fin des années 1940 (de Beauvoir, 1986). C'est moins le cas au début du XXI^e siècle, alors que l'égalité entre les sexes a progressé, et qu'une proportion croissante de la population reconnaît sans doute le caractère culturellement construit des différences de genre. Un monde dont tout essentialisme aurait disparu serait en ce sens un monde qui rendrait le constructivisme sans objet.

Or, des variantes nouvelles d'essentialisme sont apparues depuis le dernier tiers du XX^e siècle. Elles ont peu à voir avec celles qui avaient cours au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, et surtout elles n'ont pas les implications politiques – racistes, sexistes – des essentialismes du passé. Ces néo-essentialismes sont notamment issus de la « révolution cognitive » qui a vu les sciences cognitives accomplir des progrès immenses dans la connaissance du cerveau humain, et mettre sérieusement en question la thèse constructiviste selon laquelle la plupart de nos facultés sont culturellement construites (voir la contribution de Dominique Guillo à ce volume, chapitre IV). Pour ces néo-essentialismes, nombre d'entre elles sont innées, et de surcroît sujettes à la sélection naturelle. La position d'un Noam Chomsky – peu suspect d'avoir déduit des conclusions politiques conservatrices de son innéisme – concernant le langage et la pensée est un exemple intéressant de néo-essentialisme de ce type (Chomsky, 1969). La théorie darwinienne de l'évolution, bien entendu, est à bien des égards un *anti*-essentialisme, comme le rappelle notamment Daniel Lord Smail (2008, p. 124), car ce paradigme montre justement que les espèces sont sujettes à la variabilité temporelle, et ne sont donc pas sous-tendues par des « essences » immuables. C'est pourquoi sa (re)montée en puissance dans le champ des sciences humaines depuis quelques décennies implique de repenser de fond en comble la problématique classique de l'essentialisme.

L'alternative auquel est confronté le constructivisme aujourd'hui est de répondre au défi lancé par les sciences cognitives et les nouveaux naturalismes, en apportant des solutions originales aux questions qu'elles soulèvent, ou de continuer à polémiquer avec des formes d'essentialisme d'un autre âge, que plus personne ne défend sérieusement. Jusqu'ici, c'est dans cette seconde voie qu'ont persévéré la plupart de ses représentants, ce qui a conduit à une certaine « routinisation » de leurs idées.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSCOMBE Élisabeth, *L'Intention*, Paris, Gallimard, 2002.
- ARNAUD André-Jean, « Épistémologie », in André-Jean Arnaud (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, LGDJ, 1993.
- ABBOTT Andrew, *Chaos of Disciplines*, Chicago, Chicago University Press, 2001.
- BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986.
- BEAUVOIR Simone de, *Le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 1986.
- BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1982.
- CHOMSKY Noam, *Le Langage et la Pensée*, Paris, Payot, 1969.
- CLARK Kenneth, « The Social Scientist as an Expert Witness in Civil Rights Litigation », in *Social Problems*, 1953, vol. 1, p. 5-10.
- DUBOIS Michel, *La Nouvelle Sociologie des sciences*, Paris, PUF, 2001.
- DU BOIS W.E.B., *Les Âmes du peuple noir*, Paris, La Découverte, 2007.
- FOUCAULT Michel, *Histoire de la sexualité*, 3 tomes, Paris, Gallimard, 1994.
- , *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 2008.
- GARTH Taylor, SHEATSLEY Paul et GREELEY Andrew, « Attitudes Toward Racial Integration », *Scientific American*, 1978, vol. 238, n° 6, p. 42-49.
- HACKING Ian, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, La Découverte, 2001.
- , *Historical Ontology*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2002.
- HASLANGER Sally, « Social Construction : The "Debunking" Project », in Frederick Schmitt (dir.), *Socializing Metaphysics. The Nature of Social Reality*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2003, p. 301-325.
- HAYEK Friedrich von, *Law, Legislation and Liberty*, tome 1, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1973.
- KANT Emmanuel, *Critique de la raison pure*, Paris, PUF, 1980.
- KEUCHEYAN Razmig, *Le Constructivisme. Des origines à nos jours*, Paris, Hermann, 2007.
- KUKLA Andre, *Social Constructivism and the Philosophy of Science*, Londres, Routledge, 2000.
- LATOUR Bruno et WOOLGAR Steve, *La Vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 1986.
- LATOUR Bruno, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 1991.
- , *Politique de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie ?*, Paris, La Découverte, 2004.
- LUKÁCS Georg, *Histoire et conscience de classe*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1960.
- MARX Karl, *Le Capital*, Livre I, Paris, PUF, 1993.
- PIAGET Jean, *La Construction du réel chez l'enfant*, Neuchâtel, Delachaux et Niestlé, 1971.
- PICKERING Andrew, *Constructing Quarks. A Sociological History of Particle Physics*, Chicago, University of Chicago Press, 1984.

- QUARTZ Steven et SEJNOWSKI Terrence, « The Neural Basis of Cognitive Development : A Constructivist Manifesto », in *Behavioral and Brain Sciences*, 1997, vol. 20, n° 4, p. 781-792.
- RAWLS John, « Kantian Constructivism in Moral Theory », in John Rawls, *Collected Papers*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1999, p. 305-358.
- SCHAEFFER Simon et SHAPIN Steven, *Léviathan et la pompe à air. Hobbes et Boyle entre science et politique*, Paris, La Découverte, 1993.
- SEARLE John, *The Construction of Social Reality*, New York, The Free Press, 1995.
- SISMONDO Sergio, « Some Social Constructions », in *Social Studies of Science*, 1993, vol. 23, p. 515-553.
- SMAL Daniel Lord, *On Deep History and the Brain*, Berkeley, University of California Press, 2008.
- WENDT Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- WHITEHEAD Alfred North, *Procès et réalité*, Paris, Gallimard, 1995.

6. Le marxisme au XXI^e siècle : formes et sens d'une résilience

Stathis Kowélakis

Où en est-on avec le marxisme aujourd'hui, plus de trois décennies désormais après le tournant capitaliste de la Chine populaire et la fin de l'URSS ? Répondre de façon claire et succincte à cette question est moins simple que de la poser. La difficulté tient, d'une part, au fait que toute tentative de cet ordre suppose un regard planétaire et, de l'autre, à ce que, contrairement à d'autres traditions intellectuelles, le marxisme ne relève justement pas de la seule théorie mais d'une combinaison de « théorie » et de « pratique », combinaison elle-même fort variable dans sa configuration concrète, *i. e.* étroitement dépendante de la période historique et de chaque situation. En d'autres termes, en matière de théorie marxiste le rapport à la pratique politique est explicite, revendiqué, constitutif de la spécificité de son statut théorique même. Pour paraphraser la célèbre dernière thèse de Karl Marx sur Feuerbach, l'enjeu n'est plus simplement d'interpréter le monde mais de le changer. Ce qui, précisons-le, ne signifie aucunement cesser de l'interpréter, au sens de l'analyser et le rendre intelligible, mais mener ce travail sous condition, à partir du point de vue de la transformation radicale de ce monde.

On peut dire bien entendu que la persistance de ces difficultés témoigne de la persistance de l'objet. Plus exactement, compte tenu de l'échec des expériences révolutionnaires du siècle précédent, de la résilience d'une « pensée devenue monde » (H. Lefebvre), même si ce monde-là renvoie à une tout autre réalité que celle de la période historique antérieure à cet échec. La question

n'est toutefois pas tranchée : s'agit-il d'une véritable résilience, capable de donner de nouveaux résultats théoriquement et pratiquement significatifs, ou d'une survie résiduelle, derniers feux avant extinction ?

« **Marxisme occidental** » : fin de partie ?

En matière de cartographie du marxisme, à en juger par le succès du terme et la reprise des hypothèses qui l'accompagnent dans les synthèses les plus récentes¹, la référence à la problématique du « marxisme occidental », formulée vers la fin des années 1970 par l'historien britannique Perry Anderson, semble fournir une sorte de point de départ obligé². Selon Anderson, le « marxisme occidental » succède au « marxisme classique » de la II^e Internationale et des premières années de la III^e, celle qui précède la période stalinienne. Son acte de naissance est *Histoire et conscience de classe* de Georg Lukács (1923) et son acte final la crise du marxisme de la fin des années 1970. Ses figures les plus marquantes, outre son fondateur hongrois, sont Antonio Gramsci, Karl Korsch, Marc Bloch, Henri Lefebvre, Lucien Goldmann, Jean-Paul Sartre, Louis Althusser, les penseurs de l'École de Francfort, Volpe Della Volpe et Lucio Colletti. Après la Seconde Guerre mondiale, ses foyers principaux se déplacent d'Allemagne et d'Europe centrale vers la France et l'Italie, deux pays où les partis communistes dominent le mouvement ouvrier et occupent une place centrale sur la scène politique nationale.

Cette nouvelle configuration du marxisme se distingue de celle qui l'a devancée par les caractéristiques suivantes :

- 1) Le marxisme occidental est le produit de la défaite de la révolution en Europe occidentale. Cette défaite est sa « marque cachée », et ses principaux travaux ont été « sans exception produits [...] dans des situations d'isolement et de désespoir politique »³.

1. Kouvélakis (2001) ; Therborn (2008) ; Keucheyan (2010) ; Thomas (2010).

2. Anderson (1976). Nous citons d'après la traduction française.

3. Anderson (1976, p. 63).

- 2) Son émergence témoigne de la rupture du lien entre la théorie et la pratique, conséquence de la montée du stalinisme et de la domination de la vulgate « marxiste-léniniste » en tant que doctrine officielle des partis communistes. Ses figures de proue sont des universitaires et non plus des dirigeants politiques à l'instar de celles du « marxisme classique ».
- 3) Les domaines de prédilection du « marxisme occidental » sont également très différents de ceux de son prédécesseur « classique » : s'y affirme un tournant vers la philosophie, la théorie de la culture et l'esthétique, concomitant au caractère universitaire des travaux en question, au détriment de l'économie politique et de la réflexion sur la politique, l'État et la stratégie qui étaient la marque des classiques, et le terrain propre du marxisme en tant que tel.
- 4) Au rapport original, et originel, entre théorie et pratique du mouvement ouvrier se substitue, « de façon subtile mais constante », un rapport nouveau, orienté vers l'éclectisme, entre marxisme et « théorie bourgeoise », avant tout celle des « types successifs d'idéalisme européen »¹.
- 5) Des deux traits précédents découle également le caractère obscur et le langage ésotérique du marxisme occidental, le public visé étant davantage celui des universitaires que des militants.

Au début des années 1980, Anderson reprend ces hypothèses à la lumière de la crise du marxisme de la fin de la décennie qui s'est achevée et qui a mis fin à ses espoirs de dépassement du « marxisme occidental » par une nouvelle unité de la théorie de la pratique². Suite à l'échec des partis communistes français et italien, le centre de gravité de la théorie marxiste se déplace vers le monde anglophone, qui affirme de plus en plus son hégémonie culturelle au niveau mondial. Là, détaché de ses attaches à tout mouvement politique, le marxisme réussit à se développer en se cantonnant strictement dans le milieu universitaire. Ce marxisme-là, théoriquement productif mais politiquement impuissant, de plus en plus sur la défensive au sein même du paysage intellectuel, est une sorte de « marxisme occidental » au carré, dans un contexte

1. Anderson (1976, p. 79-80).
2. Anderson (1984).

marqué par l'effondrement de l'URSS et la domination mondiale désormais incontestée du néolibéralisme : « pour la première fois depuis la Réforme protestante, il n'y a plus d'oppositions significatives, à savoir des visions d'ensemble rivales, au sein de l'univers de pensée de l'Occident »¹.

Une catégorie illusoire : le « marxisme occidental »

Avant d'aborder la question de la place du marxisme au sein du paysage théorique actuel, essayons de clarifier certains éléments qui servent de base au diagnostic précédent, sans doute largement dominant parmi ceux que de telles questions préoccupent actuellement.

Tout d'abord, le rapport du marxisme à la défaite, et à la victoire, avant, pendant et après son moment « classique » ou « occidental » est bien plus ambivalent que ne le suggère Anderson. Le marxisme des fondateurs, Marx et Engels, qui n'ont du reste jamais été des dirigeants de partis ouvriers, n'est-il pas le résultat de la grande défaite de la vague révolutionnaire de 1848 ? N'a-t-on pas écrit², à juste titre, que le *Capital*, œuvre par ailleurs extrêmement abstraite et ardue, certainement hors de la portée des militants ouvriers ordinaires de l'époque (et pas seulement...), est une profonde méditation sur les raisons de cet échec ?

Par ailleurs, à l'époque de la II^e Internationale, si le marxisme s'affirme en effet comme une référence doctrinale centrale pour le mouvement ouvrier³, ses principales figures ne sont pas exclusivement constituées de dirigeants (Marx et Engels ne cessaient par ailleurs d'ironiser sur le faible niveau théorique des dirigeants de la social-démocratie allemande) mais comportaient dans leurs rangs nombre d'intellectuels traditionnels, tels que le philosophe Antonio

1. Anderson (2000, p. 17).

2. Cf. Balibar (1993, p. 8-9).

3. Mais jamais unique : il pénètre peu les puissants partis travailliste britannique ou sociaux-démocrates d'Europe du Nord. Quant à l'Europe du sud, l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire, parfois imprégnés de marxisme il est vrai, sont des concurrents redoutables (Italie ou Espagne).

Labriola, le spécialiste d'histoire intellectuelle et culturelle Frantz Mehring, des économistes comme Conrad Schmidt, ou des penseurs atypiques, à l'écart de tout engagement organisationnel, comme Georges Sorel. Quant à Karl Kautsky, l'incontestable « pape du marxisme » de cette époque, s'il intervenait dans les débats stratégiques, il était plutôt un « fonctionnaire de l'idéologie » auprès de la direction du parti, et un pourvoyeur de légitimité « orthodoxe » aux choix du SPD, qu'un véritable leader politique. La revue théorique qu'il dirigeait, la prestigieuse *Neue Zeit*, faisait certes autorité dans le mouvement socialiste, mais son tirage n'a jamais dépassé les dix mille exemplaires, plutôt en deçà de celui des grandes revues marxistes de l'après-guerre en France ou en Italie.

Du côté des « marxistes occidentaux », Antonio Gramsci (une figure fondatrice au moins comparable à Georg Lukács et dont l'influence s'est révélée bien plus durable), même emprisonné, ne cesse d'être le dirigeant du parti communiste de son pays, ce qui en a déterminé la réception et la traduction politique posthume, certes non exempte de diverses torsions, par la médiation de Togliatti, du projet défendu par le communisme italien de l'après-guerre. Au-delà de Gramsci, ou même de Lukács, qui joue un rôle politique de premier plan lors des deux révolutions que son pays connût de son vivant (1919 et 1956), la plupart des marxistes occidentaux mentionnés par Anderson furent des militants des principales organisations se référant au marxisme de leur pays (en règle générale les partis communistes)¹. À l'écart de postes de responsabilité certes, considérés avec suspicion et surveillés par les directions de leurs partis, mais, comme le suggère justement ce dernier fait, non dépourvus d'une certaine influence.

Qu'en est-il toutefois de la forme et des thèmes censés constituer la marque de fabrique du « marxisme occidental » ? Il est vrai, et les remarques d'Anderson touchent juste sur ce point, que c'est en matière d'économie et de théorie politique que le corset de la vulgate marxiste officielle s'est révélé le plus étouffant. Ainsi, au

1. L'exception la plus importante est sans doute le courant opéraïste italien, mais elle va dans le sens d'un rapport bien plus étroit de la théorie à la pratique. Issue des courants radicaux du parti socialiste italien, cette mouvance politico-intellectuelle a expérimenté, tout particulièrement à l'époque de la revue *Quaderni Rossi* et de l'organisation *Potere Operaio*, des formes de liaison directe avec des militants ouvriers dans les usines et les autres secteurs sociaux.

début des années 1960, au moment le plus fort de la croissance de l'après-guerre et de l'entrée dans la « société de consommation », le secrétaire du PCF Maurice Thorez en est encore à défendre la thèse d'une « paupérisation absolue » de la classe ouvrière ! Même les dirigeants du parti communiste italien, incomparablement plus sophistiqués pourtant en matière de théorie, soutiennent, au même moment, la vision d'une Italie encore sous-développée et d'un capitalisme impuissant. Si l'on élargit pourtant quelque peu la focale, les choses apparaissent sous un jour différent du fait notamment des travaux sur la planification et les fondements historiques du capitalisme de Maurice Dobb, d'Oskar Lange, de Claudio Napoleoni, de Charles Bettelheim, entièrement absents de son analyse, qui ne retient qu'Ernest Mandel considéré comme un rescapé du « marxisme classique ». Quant à la très importante école étatsunienne de la *Monthly Review* (Paul Sweezy, Paul Baran et Harry Magdoff), dont les travaux pionniers sur l'histoire du capitalisme, des crises et de l'impérialisme, continuent d'inspirer quantité de travaux, elle est tout simplement écartée du tableau pour un supposé manque d'orthodoxie marxiste¹. Par ailleurs, au moment où l'ouvrage d'Anderson est publié, la discussion marxiste sur les questions de l'économie, de la division capitaliste du travail, mais aussi de l'État et de la stratégie, connaît une véritable explosion, grâce, entre autres, aux travaux français sur le capitalisme keynésien de Michel Aglietta, d'Alain Lipietz ou de Suzanne de Brunoff, à la discussion sur l'État relancée par les ouvrages de Nicos Poulantzas et de Ralph Miliband, au grand débat sur le procès de travail initié par Harry Braverman, sans oublier les apports du courant opéariste italien (Raniero Panzieri, Mario Tronti, Romano Alquati, Antonio Negri) et de l'école allemande de la « dérivation de l'État » (Joachim Hirsch, Christel Neusüss, Wolfgang Müller). Si le climat politique créé par la radicalisation consécutive aux mouvements de 1968 a certainement contribué à ces développements, il semble tout à fait exagéré de les interpréter, à l'instar d'Anderson², comme une quelconque rupture avec le « marxisme occidental »,

1. Cf. la note en bas de page où Anderson reproche à Sweezy son prétendu rejet du concept de plus-value, Anderson (1976, p. 68).

2. Anderson (1976, p. 141-142).

auquel de multiples fils rattachent la quasi-totalité de ses penseurs et travaux mentionnés auparavant.

D'autres éléments de continuité entre le marxisme d'avant et d'après les années 1920, absent de l'analyse andersonienne, pourraient être mentionnés, à commencer par la formation de très importantes écoles d'historiens marxistes, tout particulièrement en Grande-Bretagne, avec le célèbre groupe d'historiens communistes qui regroupa, avant le départ de certains de ses membres en 1956, à peu près tout ce que le pays compta d'historiens radicaux et novateurs (Christopher Hill, Eric Hobsbawm, E.P. Thompson, John Saville, George Rudé), mais aussi en France, autour de l'histoire de la Révolution française (Albert Soboul, Michel Vovelle).

« Mille marxismes » sous bannière anglo-étatsunienne ?

Qu'en est-il de la seconde partie de l'analyse d'Anderson, qui se propose de retracer la configuration de la théorie marxiste à partir des années 1980 en termes de déplacement du centre de gravité des foyers franco-italiens vers le monde anglophone, à l'instar de ce qui s'était passé après la dernière guerre entre, d'un côté, l'Allemagne et la Mittel-Europa et, de l'autre, la France et l'Italie ? Là encore, on ne peut nier une certaine pertinence descriptive au constat. Incontestablement, l'échec des partis communistes français et italien à la fin des années 1970, suivi de la montée du néolibéralisme et d'un antimarxisme particulièrement virulent, conduisit à un profond reflux du marxisme dans ces pays. Un reflux qui s'est du reste accompagné du recul de leur place culturelle au niveau mondial, particulièrement sensible dans le cas de la France. Le monde qui émerge de la fin de l'URSS, et de l'échec des projets de transformation sociale dans les pays européens développés, est un monde où l'hégémonie des États-Unis ne rencontre plus de rival sérieux, y compris dans le domaine théorique. La domination de l'anglais signifie également que ce sont également les universités étatsuniennes, et non plus la rive gauche parisienne, qui donnent aujourd'hui le ton dans les débats intellectuels, y compris dans la partie gauche du spectre.

D'autant, et c'est sans doute l'autre phénomène majeur de la période, qu'à partir des années 1960, le marxisme, jusqu'alors assez marginal dans la culture intellectuelle britannique ou étatsunienne, connaît une diffusion importante, tant dans la réception de la littérature d'Europe « continentale » que dans l'apparition de courants de pensée ou de théoriciens majeurs se réclamant du marxisme. Quatre domaines semblent tout particulièrement concernés :

- les « études culturelles » et la critique littéraire, avec des figures comme Fredric Jameson, Terry Eagleton et Stuart Hall ;
- l'économie politique, avec les travaux d'Anwar Shaikh, Fred Moseley et des économistes basés à l'université de Londres-SOAS (Ben Fine, Alfredo Saad-Filho, Costas Lapavistas) ;
- les relations internationales avec l'école néo-gramscienne initiée par Robert Cox et Justin Rosenberg, l'école d'Amsterdam de Kees van der Pijl et les travaux sur l'impérialisme et l'« économie politique internationale » d'Ellen Meiksins-Wood, Giovanni Arrighi, Peter Gowan, Leo Panitch et Alex Callinicos ;
- et la géographie, tout particulièrement celle de l'espace urbain, avec les travaux de David Harvey, Mike Davis, Edward Soja et leurs nombreux continuateurs (Neil Smith, Noel Castree, Neil Brenner).

Le paysage est en réalité bien plus complexe, puisqu'il inclut des courants à caractère interdisciplinaire, avant tout le « marxisme analytique », initié par la lecture de Marx du philosophe Gerry Cohen. Son moment le plus productif coïncide avec les années 1980, mais, de façon plus éclatée, certains de ses animateurs restent fort actifs, notamment le sociologue Erik Olin Wright et l'historien Robert Brenner. Mentionnons également le courant de la « Nouvelle Dialectique », davantage centré sur une lecture hégélienne de l'œuvre de Marx, animé à la fois par des économistes et des philosophes (Chris Arthur, Tony Smith, Patrick Murray) et celui, plus éclaté que par le passé, d'historiens comme Peter Linebaugh, Chris Wickham et John Haldon. Le champ d'une analyse historico-matérialiste des questions de l'environnement et de l'écologie a également été marqué par les contributions majeures de James O'Connor, John Bellamy-Foster et Paul Burkett.

Il y a là une incontestable vitalité intellectuelle, qui ne semble pas donner de signes de ralentissement, les reflux de certains courants (notamment du « marxisme analytique », dont les principaux initiateurs ont graduellement abandonné le cadre de référence marxiste) étant compensé par l'apparition d'autres et la multiplication des terrains d'intervention. Il faut mentionner sur ce point l'importance de revues marxistes généralistes, qui aident à structurer les débats (principalement *Rethinking Marxism* et *Historical Materialism*), notamment à travers l'organisation de grands colloques internationaux.

Si la majeure partie de cette production se situe dans le champ des sciences sociales, point fort traditionnel de la culture intellectuelle du monde anglophone, et, de ce fait, contredit le caractère philosophique et hautement abstrait du « marxisme occidental » (avec des exceptions de taille toutefois : Fredric Jameson, Moishe Postone, ou, à l'autre bout du spectre théorique, Gerry Cohen), elle semble toutefois confirmer ses deux autres caractéristiques principales : une séparation d'avec la pratique politique autrement plus radicale que celle de leurs homologues d'Europe continentale d'avant les années 1980, accompagné d'un caractère universitaire bien plus accentué. Là encore, le trait marquant est que le marxisme a en effet maintenu, dans le monde anglophone, une légitimité au sein de l'institution universitaire qu'il a presque entièrement perdu dans la plupart des pays d'Europe continentale, avant tout en France.

Ce phénomène est amplifié par le fait que, dans le contexte de la domination accentuée de l'anglais, l'université étatsunienne et, dans une moindre mesure, britannique servent à la fois de lieu d'accueil et de caisse de résonance aux penseurs et aux théories dont l'origine, ou le foyer, se trouvent ailleurs. Le succès international de penseurs marxistes ou « para-marxistes » ces deux dernières décennies tels que Slavoj Žižek, Alain Badiou, Jacques Rancière et Antonio Negri ne peut s'expliquer autrement. À noter toutefois, que, dans la quasi-totalité des cas, ces penseurs (tout comme un certain nombre de leurs homologues du monde anglophone, notamment Fredric Jameson et David Harvey) sont plutôt les derniers représentants (non repentis) du radicalisme intellectuel des années 1970 que les initiateurs de « pensées nouvelles », postérieures à la césure historique de 1990. C'est le caractère tardif de

leur reconnaissance dans le monde universitaire anglophone qui leur donne les apparences de nouveauté. Même Zizek, d'une génération plus récente, peut être considéré comme un prolongement ultime de cette tendance, tant les fils qui le relient de façon directe au structuralo-marxisme français¹ de cette période sont évidents. Plutôt que d'un recul du marxisme au sein d'une constellation de « nouvelles pensées critiques », c'est plutôt du caractère problématique du renouvellement de ces dernières, notamment en termes générationnels, qu'il conviendrait de parler.

Un marxisme mondialisé

Devrait-on de ce fait conclure que la thèse andersonienne du « marxisme occidental » a enfin trouvé sa confirmation, après-coup d'une certaine façon, ou qu'elle avait en fin de compte valeur d'anticipation ? Cette défaite-là, qui débouche sur une post-modernité américanisée, pour l'essentiel réconciliée avec l'idée du capitalisme comme horizon indépassable de l'époque, était-elle en quelque sorte « la bonne » ?

Trois raisons nous incitent à penser qu'une telle conclusion est, pour le moins, fort discutable.

Tout d'abord, bien plus qu'une confirmation de la thèse andersonienne sur le rapport entre défaite et développement théorique et la rupture « épocale » du lien de la théorie à la pratique, la vitalité du marxisme dans les pays anglophones au cours de ces dernières décennies indique plutôt que, dans cette partie du monde, la question du rapport de la pratique politique à la théorie marxiste, plus largement à celle qui se veut porteuse d'une remise en cause radicale du capitalisme, se pose, aujourd'hui comme hier, autrement qu'en Europe continentale. L'absence historique d'organisation de masse se réclamant du marxisme, et surtout,

1. Car plutôt qu'un courant homogène se posant comme alternative au marxisme, comme le suggère R. Keucheyan, le « structuralisme » désigne plutôt une thématique diffuse, fonctionnant souvent en étroite osmose avec le marxisme. Le rôle d'Althusser et de son école est à cet égard d'une importance décisive.

l'absence, dans le cas des États-Unis, de parti issu du mouvement ouvrier tout court, ont toujours agi dans le sens d'un déplacement des mouvements sociaux anticapitalistes vers la sphère culturelle, tout particulièrement outre-Atlantique. Ce phénomène, déjà perceptible aux États-Unis dans les années 1930¹, a profondément marqué les mouvements de la jeunesse des années 1960-1970, qui, dépourvus de cadres militants à caractère de masse, se sont massivement orientés vers la sphère de la culture ou de la recherche intellectuelle, où, en l'absence d'enjeu politique immédiat, ils ont, en règle générale, mieux résisté au tournant conservateur des années 1980 que leurs équivalents d'Europe continentale. On peut dire en un sens que le maintien d'un certain radicalisme dans le monde de l'université anglophone sert à la fois de substitut à, et de médiation vers la pratique politique dans une conjoncture particulière.

En deuxième lieu, cette analyse laisse dans l'ombre le maintien au cours de cette période d'une production théorique marxiste dans ses anciennes places fortes d'Europe occidentale. Le trait distinctif de ce marxisme maintenu est sa prédominance philosophique et le brouillage en son sein des lignes de démarcation héritées des courants antérieurs. C'est le paysage des « mille marxismes » dont André Tosel, lui-même l'un de ses principaux représentants, a proposé la synthèse de référence². En France, il reste marqué par l'évolution de penseurs formés dans le courant althusérien (André Tosel, Jean Robelin, Georges Labica et, de façon plus distendue quant au cadre de référence marxiste, Étienne Balibar et Jacques Bidet), et par le maintien d'une orientation dialectique, parfois teintée d'esprit messianique, par des théoriciens issus de la mouvance trotskiste (Daniel Bensaïd, Michael Löwy) ou communiste orthodoxe (Lucien Sève, Michel Vadée). Une tradition d'étude des textes marxistes s'est également maintenue, avec les travaux de Miguel Abensour, Jacques Texier, Antoine Artous, Solange Mercier-Josa, plutôt orientée désormais vers des questions de théorie politique que vers les problèmes épistémologiques qui occupèrent le devant de la scène.

1. Cf. l'important ouvrage de Denning (1998).

2. Tosel (2009).

On observe une vitalité comparable du marxisme philosophique en Italie, d'où est venu le principal défi lancé au libéralisme triomphant de l'époque, avec l'œuvre massive de Domenico Losurdo, largement consacrée à une contre-histoire de la pensée libérale, mettant en lumière ses aspects obscurs, son universalisme tronqué et ses liens profonds avec certaines des formes les plus dégradantes de domination moderne (en premier lieu l'esclavage et la colonisation). L'œuvre de Losurdo s'inscrit elle-même dans une tradition italienne d'histoire de la pensée particulièrement riche, qui compte parmi ses représentants marxistes Guido Oldrini, Alberto Burgio, Luciano Canfora et, plus récemment, Massimiliano Tomba. Elle coexiste avec une multiplicité de courants philosophiques d'inspiration historico-matérialiste, ou de penseurs en marge : le post-opéraïsme (Antonio Negri, Paolo Virno, Christian Marazzi), les gramsciens (Guido Liguori, Fabio Frosini, Giorgio Baratta) et des figures plus difficilement classables comme Costanzo Preve, Roberto Finelli, Giuseppe Prestipino et Roberto Fineschi. On pourrait relever une tendance similaire en Allemagne, avec les relectures de l'œuvre marxienne de critique de l'économie politique proposée par Michael Heinrich et Helmut Reichelt et le pôle essentiellement philosophique autour de la revue berlinoise *Das Argument*, sous la houlette de Wolfgang Haug, et qui dirige le monumental *Dictionnaire historico-critique du marxisme* (quinze volumes prévus, sept parus, plus de 1 500 entrées), une somme inégalée, fruit d'un travail qui mobilise depuis une vingtaine d'années bon nombre de chercheurs marxistes du monde entier.

Certes ce marxisme d'Europe continentale d'après le déluge n'est pas que philosophique. Il convient de mentionner plus particulièrement l'économie, avec, en France, les travaux sur le capitalisme contemporain de Gérard Duménil, Michel Husson, ou Isaac Johsua, en Italie ceux de Ricardo Bellofiore et Gianfranco LaGrassa et, en Allemagne, ceux de Elmar Altvater ou de Joachim Bischoff. Il n'en reste pas moins que cette persistance d'un filon philosophique permet également de déceler une deuxième continuité avec l'époque antérieure, celle d'un lien médié, certes distendu mais non rompu, entre cette recherche philosophique et les courants politiques de la gauche anticapitaliste, issus, dans ces trois pays, à la fois de la matrice communiste, des ailes radicales de la social-démocratie et de l'extrême gauche. Dans une situation de

reflux politique, l'intervention en philosophie, désormais marginalisée, voire exclue de l'université, s'est, une fois de plus, pour reprendre l'expression d'André Tosel, efforcée de « maintenir ouverte la question de la possibilité réelle ».

Le dernier élément qui vient contredire l'idée d'une confirmation décalée du « marxisme occidental » est peut-être le plus crucial. Car aussi bien au siècle passé qu'à celui-ci, avant comme après la chute de l'URSS, le marxisme a cessé d'être un phénomène propre à l'Occident. Il s'est profondément « nationalisé » et « régionalisé », prenant racine, de façon certes inégale, dans la plupart des aires culturelles et linguistiques de la planète. Pour la période des révolutions anti-coloniales et anti-impérialistes, les noms de Mao, de José-Carlos Mariategui ou d'Amilcar Cabral suffisent à indiquer une forme d'unité de la théorie et de la pratique politique dans la droite ligne de la génération des révolutionnaires des deux premières décennies du XX^e siècle. Pour autant, le marxisme et, plus généralement, le radicalisme intellectuel du monde non-européen ne s'est pas développée dans un rapport d'extériorité avec le « marxisme de l'Occident ». L'univers intellectuel d'un Mariategui par exemple, nourri de Croce, de Gentile et de Sorel, est fort proche de celui de Gramsci. Plus proche de nous, la théologie de la libération latino-américaine, directement en prise avec la réalité des luttes ouvrières et populaires, tout particulièrement au Brésil, est inconcevable sans les penseurs du « marxisme occidental » qui la nourrissent de part en part. Il en est de même pour des penseurs contemporains comme le Bolivien Alvaro Garcia-Linera, le Mexicain Bolivar Echevarria, l'Argentin Enrique Dussel, la Chilienne Marta Harnecker ou le Péruvien Anibal Quijano. Il faut en effet rappeler que, à l'exception, une fois de plus, de l'École de Francfort, et malgré l'eurocentrisme évident de leur univers intellectuel, les figures de proue du marxisme de l'Occident appartiennent à ces générations d'Octobre 1917, qu'il est parfaitement possible de comprendre comme le début de la vague de révolutions anti-coloniales du XX^e siècle. À l'heure de la mondialisation sous domination néo-impérialiste étatsunienne, gageons qu'il s'agit là d'un aspect de l'héritage qui n'a rien perdu de son actualité.

Il se pourrait donc bien que le sens profond de cette résilience marxiste au cours d'une période de recul politique revienne à ceci :

ce à quoi nous avons affaire n'est que l'indice, sans doute encore non pleinement lisible, d'un antagonisme qui sous-tend la réalité du système dans lequel nous vivons, le capitalisme mondialisé, et qui se traduit par l'existence, en partie souterraine et inchoative mais irréductible, de forces sociales qui se lèvent contre lui et rendent pensable la perspective de son renversement. Quant à l'exercice prospectif relatif à son avenir, il paraît difficile d'éviter l'adage de Chou En-Lai à propos de la Révolution française : « il est trop tôt pour le dire ».

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON Perry, *Considerations on Western Marxism*, Londres, NLB, 1976 ; traduction française *Sur le marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1976.
- , *In the Tracks of Historical Materialism*, Londres, Verso, 1984.
- , « Renewals », *New Left Review*, 2000, vol. II, n° 1.
- BALIBAR Étienne, *La Philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, 1993.
- DENNING Michael, *The Cultural Front*, Londres, Verso, 1998.
- KEUCHEYAN Razmig, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte, 2010.
- KOUVÉLAKIS Stathis, « Crises du marxisme, transformation du capitalisme », in Jacques Bidet et Stathis Kouvélakis, *Dictionnaire Marx Contemporain*, Paris, PUF, 2001, p. 41-56.
- THERBORN Göran, *From Marxism to Post-Marxism*, Londres, Verso, 2008.
- THOMAS Peter, « Contours of Contemporary Western Marxism », Communication au séminaire *Contemporary Marxist Theory* du King's College de Londres, 15 décembre 2010.
- TOSEL André, « Devenir du marxisme : de la fin du marxisme-léninisme aux mille marxismes ; France Italie 1975-2005 », in *Le Marxisme du XX^e siècle*, Paris, Syllepse, 2009.

7. De l'économie politique au tournant culturel : trajectoires interdisciplinaires. *Les cultural studies et les postcolonial studies*

Thierry Labica

Si les domaines d'intérêts et de pratiques que recouvrent les *cultural studies* (CS) et les *postcolonial studies* (PCS) présentent des différences significatives, il y a quelques raisons de commencer par souligner les enjeux et les conditions d'émergence qu'ils partagent. Sans être la plus importante de ces raisons, leur actualité plus visible aujourd'hui en traduction française donne un signal en partie fiable de la relative communauté de discours que forment ces deux ensembles. Un autre indice de cette unité relative s'observe dans les polémiques qu'ils suscitent, entre soupçons d'imposture infra-scientifique des uns et de conservatisme académique national des autres. De manière sans doute inévitable, le mouvement de traduction-réception produit des effets d'aplatissement chronologique tendant à rassembler sous des rubriques homogènes des œuvres fort distantes les unes des autres dans le temps comme dans le contenu et les visées. En cela d'ailleurs, pourraient être en train de se réitérer en France les processus éditoriaux et institutionnels à l'origine, dans le monde anglophone, d'une pensée française canonique¹, voire, dans certains cas, dogmatisée, adoptable ou rejetable en bloc. On tentera alors ici de faire apparaître les principales tensions qui traversent ces appellations et forment leurs sous-ensembles, parfois contradictoires entre eux. Ces quelques clarifications historiques, institutionnelles et théo-

1. Cusset (2003).

riques, nécessairement partielles et elles-mêmes « stylisées », devraient permettre d'y voir un peu plus clair, espère-t-on, dans ce dont on fait la réception aujourd'hui et de circonscrire les enjeux polémiques au-delà des lignes de démarcation nationale et des effets d'optique qu'elles induisent.

**Remarques générales. Problèmes de définition
ou remise en question des frontières disciplinaires ?**

Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes confrontés d'emblée à un même problème de définition que la description doit tenter d'aborder en tant que tel. Compte tenu de l'immense littérature produite sous ces rubriques depuis des années, on coupera d'abord à travers champs pour proposer une première caractérisation synthétique. On en viendra ensuite aux divers reliefs et frontières (historiques, théoriques) qui sillonnent ce vaste territoire.

Il n'est pas inexact de dire que les CS relèvent d'une anthropologie culturelle et les PCS d'une branche des études littéraires. On peut également ajouter à cette première caractérisation générique que les CS, comme les PCS, sont nettement d'origine littéraire. Il y aura lieu d'y revenir, mais indiquons toujours que trois des quatre grandes figures fondatrices des CS (Richard Hoggart, Raymond Williams et Stuart Hall) viennent elles-mêmes directement des études littéraires et s'inscrivent dans la filiation à la fois directe et critique de F.R. Leavis qui en fut le maître. Sur ce même versant des CS et des PCS comme ensemble de pratiques académiques, on peut encore faire valoir le fait que ces « études » ont leurs collections, revues, départements, leurs programmes, leurs spécialistes, leurs colloques. Ceci ne doit cependant pas faire perdre de vue ce qu'il faut bien décrire comme la puissance d'envahissement de ces « spécialités » bien au-delà des limites que l'on pourrait être encore tenté de leur prêter sur la seule base d'une présomption de méthodes et/ou d'objets propres. On va y revenir mais notons dès maintenant que les unes comme les autres semblent s'attribuer des territoires d'investigation sans bord, en empruntant sans hiérarchie apparente à toutes les disciplines des sciences sociales et des

sciences humaines, de la philosophie à l'histoire en passant par la sociologie, l'anthropologie, l'ethnologie, sans jamais vraiment « en être ». Tout dans l'espace et dans le temps semble pouvoir relever de ces domaines dans un risque d'écrasement général de l'histoire et de la géographie, et l'ensemble des productions théoriques propres à chaque champ disciplinaire peut être mobilisé sans médiation particulière. À quoi tient cette tension entre structuration académique et éditoriale reconnaissable d'une part et sur-extension amorphe d'autre part ?

On tient un début de réponse si l'on tient compte du fait que, dans le monde anglophone, les CS et, dans une **large** mesure, les PCS sont étroitement associées aux diverses grandes mouvances théoriques **largement** inclusives du « postmodernisme », du « poststructuralisme » et du « post-marxisme ». À cet étage de généralité déjà élevé, il est couramment admis d'ajouter celui du « tournant linguistique » ou du « tournant culturel » (*linguistic turn* et *cultural turn*) dans une recherche à la fois difficile et indispensable de périodisation historiques (elles-mêmes interagissant avec d'autres *post-*, *fordiste*, ou *industriel*, par exemple). Or, en indiquant ainsi l'appartenance des CS et des PCS à cette famille de termes clé (qui n'ont jamais atteint le même degré de conventionalité en français que dans le monde anglophone), on commence à apercevoir leur fonctionnalité élargie, au-delà de leur disciplinarité présumée, en tant qu'elles contribuent à déterminer rien moins qu'une période : ces « études », de par leur sur-extension même, sont autant de sites de réalisation de la dominante théorique générale qui fait primer les questions du discours, de la communication, du langage comme prisme fondamental pour la compréhension du monde. Pour le dire autrement : les CS et PCS sont des lieux privilégiés d'une ontologie textuelle et textualiste concurrente et « victorieuse » d'une autre, celle-là, de type historico-sociale, étroitement liée à un marxisme aujourd'hui largement marginalisé (voir la contribution de Stathis Kouvélakis à ce volume, chapitre VI).

Il va falloir revenir sur les trajectoires historiques de ces substitutions et quelques-unes, au moins, de leurs sens et leurs implications. Faisons simplement remarquer, à ce stade, l'inversion qui a lieu à partir de la première caractérisation « disciplinaire » des CS et des PCS comme champs de spécialités au moins apparents : plutôt qu'une anthropologie de la culture ou plutôt qu'une branche

des études littéraires, les CS et les PCS sont les points de passage disciplinairement indéterminés des réinterprétations culturisantes et textualistes du monde. Pour reprendre une formulation de Stuart Hall lui-même, les CS, en l'occurrence, « sont une formation discursive, au sens de Michel Foucault »¹ et l'on verra qu'en ce qui concerne les PCS, il y a bien un projet de déploiement d'une nouvelle *épistémè* (terme choisi là encore par Stuart Hall pour circonscrire les PCS²).

On dégage de ces premières observations générales trois caractéristiques communes :

- 1) les CS comme les PCS sont aujourd'hui des domaines de pratiques discursives d'où s'élaborent des positions, des énoncés, des concepts et des objets eux-mêmes privilégiant un paradigme langagier ;
- 2) ces « études », loin de proposer une simple cohabitation « interdisciplinaire », ressemblent plutôt à des *anti-disciplines* dans leurs circulations et emprunts intempestifs ;
- 3) et à ce titre, elles sont polémiques par nature plutôt que par accident ou dérivation, notamment pour la manière dont elles s'exposent à l'accusation de superficialité théorique et d'ubiquité « frivole ».

Les *cultural studies* comme projet et ses scansions

Les CS ont un moment, un lieu et des œuvres à caractère fondateur. Le moment correspond à la fin des années 1960, le lieu est le CCCS (*Centre for Contemporary Cultural Studies*) installé dans une annexe de l'université de Birmingham, et les ouvrages considérés comme fondateurs sont : *The Uses of Literacy* (1957) de Richard Hoggart³, *Culture and Society, 1780-1950* (1958), et *The Long Revolution* (1961) de Raymond Williams, et *The Making of the English Wor-*

1. Hall (2008, p. 18).

2. Hall (2008, p. 367).

3. Hoggart (1976).

king Class (1963) d'Edward Palmer Thompson¹, représentant phare de la nouvelle histoire sociale « par en bas » (*from below*). À ces trois paramètres, ajoutons l'orientation générale du projet qui était d'intervenir dans le débat sur la nature du changement social et culturel dans la Grande-Bretagne de l'après-guerre.

Outre sa marginalité infra- ou a-disciplinaire, ce moment initial se caractérise aussi par une marginalité institutionnelle : les figures fondatrices viennent de cette lointaine périphérie de l'université qu'est la formation continue pour adultes généralement issus de milieux ouvriers. La création du CCCS en 1964 par Hoggart, alors devenu enseignant en anglais à l'université de Birmingham, n'était qu'un hébergement assez précaire, sans financement. Et c'est à distance de l'université que trois d'entre eux nouèrent une étroite collaboration programmatique mais cette fois sur le terrain directement et explicitement politique : en 1967, Williams, Thompson et Hall dirigèrent ensemble le *May Day Manifesto* (principalement rédigé par Williams avant d'être repris et augmenté un an plus tard). Ce manifeste émanant de trois grandes figures intellectuelles de la gauche britannique dressait un tableau très critique du bilan du travaillisme d'après-guerre et tentait de réaffirmer et renouveler une perspective socialiste à même de prolonger et d'étendre la dynamique qui avait été celle de la Nouvelle gauche (*New Left*) quelques années plus tôt (en réaction à la répression contre l'insurrection hongroise de 1956)².

Ces situations ont leur importance dès lors qu'elles documentent la circulation qui s'opère entre l'institution universitaire (peu accueillante), une activité pédagogique para-universitaire et un engagement politique poussé et de niveau national. Aussi, plutôt que de localiser l'émergence des *cultural studies* dans le CCCS de Birmingham, autrement dit, dans un cadre académique en dernière instance, il semble plus éclairant de partir de cette configuration en ce qu'elle pose de manière bien concrète le problème de l'articulation entre les deux ordres non identiques de la culture et de la politique. Or, dans les décennies d'après-guerre, l'un et l'autre doivent encore être théorisés et/ou repensés de manière

1. Thompson (1988).

2. Cette histoire est largement détaillée et analysée par l'un de ces principaux acteurs, à savoir Raymond Williams (1981).

radicale. Trois problèmes se posent alors : celui du changement social, du rôle qu'y occupe la culture et celui de la théorie. Ou, pour préciser un peu : comment penser le changement social notamment lorsque le marxisme est encore prisonnier d'un ouvriérisme, d'un économisme, d'un déterminisme du rapport base/superstructure incapable de penser le culturel autrement que comme reflet des conditions matérielles ou comme activité propagandiste au service des partis communistes et de leur ligne dogmatique ? Quelle théorie de la culture dont l'idée est demeurée jusque-là prise dans l'orbite d'une *Kulturkritik* arnoldienne¹ pour en faire l'enclave défensive d'une élite du jugement moral et esthétique ? Le troisième problème sous-tend les deux précédents : comment produire une pensée théorique qui soit à la fois affranchie des dogmatismes existants et recevable dans un environnement national traditionnellement hostile à l'idée même de théorie ?

Changement social, culture, théorie

Sur cette question de la nature du changement social d'après-guerre en Grande-Bretagne, Stuart Hall apporte les premiers éléments de réponse avec la transformation « des cultures de classe traditionnelles » propres à la société britannique et « l'impact de la société de consommation »². Complétons en ajoutant deux autres développements majeurs : l'accroissement des migrations depuis l'empire vers la Grande-Bretagne dans l'immédiat après-guerre – immigration afro-caribéenne activement encouragée pour les besoins de la reconstruction –, et le déclin général de l'empire entre l'indépendance de l'Inde en 1947 et les indépendances africaines des années 1960. À partir du milieu des années 1960, ce bouleversement du rapport du centre impérial à sa périphérie coloniale se

1. En référence à Matthew Arnold, auteur du canonique *Culture and Anarchy* (1869), et pour qui la culture est un ordre de la perfection extérieur au social, situé au-delà des classes, devant être préservé par une élite morale contre les assauts de la médiocrité de la société de masse, industrielle et utilitariste.

2. Projet, poursuit Hall, qui identifiait les CS à la Nouvelle gauche, formée depuis les années 1950 (Hall, 2008, p. 106).

combine en outre avec une importante montée de l'agitation ouvrière. Entre l'affaiblissement de l'élitisme patricien lié à l'empire, la complexification nouvelle de la question de classe (ouvrière) traversée par l'expérience du racisme post-impérial, et l'apparition de nouveaux fronts de revendications venant du féminisme, des mouvements de la jeunesse, des minorités, ou de la résurgence de la question nord-irlandaise (à partir de 1969), on comprend que les cadres de compréhension sociale existants ne peuvent plus suffire. Pour la gauche intellectuelle, cette conjoncture s'exacerbe dans le décentrement profond du marxisme avec, d'une part, l'involution impérialiste de l'URSS face à l'expérience hongroise et, d'autre part, les avancées considérables d'un socialisme du tiers-monde sous-développé, porté par des masses agraires. Avec le prestige de la révolution chinoise, la théorisation que proposaient ses dirigeants du nouveau sujet révolutionnaire, le démenti qu'elle apportait aux visions étapistes classiques du changement historique mais également à l'économisme d'un modèle soviétique « occidentalisé », le « Culturel » devenait un enjeu pour le moins crucial¹. La classe ouvrière industrielle et l'Europe occidentale n'étaient donc respectivement ni le sujet ni le théâtre révolutionnaires escomptés.

Alors quelle critique et quel renouveau théorique dans ces circonstances ? Quelle famille de concepts ? La première préface que rédige E.P. Thompson à *La Formation de la classe ouvrière anglaise* fournit un bon repère pour bien des développements ultérieurs. Le grand historien marxiste y enregistre ce décentrement avec une clarté programmatique qui s'avérera particulièrement marquante. Pour Thompson, il s'agit de reprendre le concept de classe en avançant une critique de deux élitismes et, au bout du compte, de deux dépossessions. Il faut certes continuer de s'affronter au vieux patriciannisme historiographique encore mal affranchi de son imaginaire paternaliste des « bas ordres », des « multitudes » infantiles condamnées à une passivité quasi-atavique et globalement requises de se satisfaire de leur rang et de s'y tenir. Mais la priorité va à la lutte contre les versions « théoriciens » et « scientifiques »² du

1. Sur l'ensemble de cette conjoncture, voir Lucio Colletti (1984).

2. Cette prise à partie de l'althussérisme devait bientôt donner lieu à une longue diatribe dans Thompson (1978).

concept de classe qui réduisent l'action historique collective à un ensemble de déterminations et de positions formelles désubjectivées. Il y a là aussi négation de la capacité des dominés à faire l'histoire, à y intervenir selon des croyances, des valeurs, de conventions et normes, certaines idées du droit et de la justice, toute une « économie morale » dans laquelle se construit la légitimation de l'agir. Ce grand projet de reconstruction de l'« *agency* » populaire impliquait une attention spécifique, voire une réhabilitation de formes culturelles infra-politiques et pré-rationnelles, voire mystiques, et dans tous les cas, susceptibles d'être congédiées comme autant d'archaïsmes primitifs au regard de la nécessaire marche du progrès, de la rationalité scientifique et industrielle.

Convergent donc chez Thompson plusieurs priorités critiques :

- rompre avec les conceptions élitistes encore dominantes de la Culture, canonique et officielle ;
- remettre en cause le grand récit de l'industrie, de la science, du progrès, des lois de l'histoire, reléguant tout un « reste » historique au rang de débris du processus nécessaire (grand récit qu'ont en commun les visions « *Whig* » et certaines visions marxistes de l'histoire) ;
- et, corollairement, affranchir le problème de la détermination du déterminisme, l'économie politique de l'économisme et l'analyse de classe des réductions ouvriéristes comme des abstractions théoriciennes.

Autrement dit, et sur cette dernière série, il s'agit de renouveler la conception « classique » du rapport entre base et superstructure en renonçant à faire de la culture l'« après » d'une production elle-même entendue dans un sens réduit de « production industrielle ». Doit alors s'opérer un double déplacement : déplacement de l'idée de production qu'il faut alors élargir, au-delà du seul rapport d'exploitation conçu en termes plus strictement économiques et, dans le même temps, déplacement de l'idée de culture à entendre *elle-même comme production* et, pourrait-on dire, comme matérialité pensante et agissante plutôt qu'inerte et *agie*.

Un concept vient alors occuper une place centrale : l'« *agency* » des dominés comme disposition à l'action, capacité d'emprise sur le cours des événements. À travers cette « *agency* » se profile toute une réhabilitation du subjectif. On voit en outre chez Thompson

que l'analyse culturelle ouvrant à la compréhension de l'« *agency* » invite au recouvrement partiel des questions de classe et de communauté sans toutefois les rendre coextensives : la communauté est ici bien le produit collectif d'un processus concret, vécu, partagé et le lieu de cristallisation d'un « sens commun ».

Lignes de fractures et nouvelles configurations théoriques : vers les PCS

Plusieurs corollaires sont à tirer de ce qui précède. Le premier concerne le problème de la recevabilité de la question même de la théorie dans un contexte britannique où un certain héritage romantique constitue un mode privilégié d'acclimatation.

Deuxièmement, en abordant la culture en termes de production matérielle, l'approche de Thompson contribue à ouvrir la voie à un courant théorique que Raymond Williams développera sous le nom de « matérialisme culturel » (« *cultural materialism* ») dans divers ouvrages¹. Williams continuera de théoriser la culture et le langage², écrira sur la télévision, la publicité et, en cela, il restera une référence et une source d'inspiration centrale pour tout le sous-champ des « *media studies* » par exemple, ou pour certains post-marxismes. Mais il continuera de faire tout ceci en marxiste, sans renoncer ni à l'analyse de classe, ni à l'économie politique, ni à la perspective socialiste. Le matérialisme culturel williamsien – avec la limite qui reste la sienne quant aux questions de genre – représente l'héritage et la poursuite à la fois la plus riche et la plus en phase avec les enjeux critiques avec lesquels apparaissent les CS.

Troisièmement, la reconfiguration de la culture comme problème à part entière, non réductible à l'effet d'une « base », introduit une articulation nouvelle entre la nature économique de l'exploitation et la question plus spécifiquement politique de la domination et du pouvoir « (terme plus facile à utiliser dans les discours sur la culture que l'exploitation) », note Stuart Hall en

1. Dont le très remarquable Williams (1978).

2. Cf. Lecercle (2004 ; 2009).

passant¹. Autrement dit, la relativisation anti-économiste de la base matérielle aménage une autonomie beaucoup plus grande du superstructurel comme puissance de formation ou de *construction* du social.

Ces quelques orientations, plus ou moins latentes dans ce moment critique, concentrent une série d'ambivalences devant bientôt conduire à ce point de bifurcation nommé Antonio Gramsci, auteur que l'on voit alors apparaître chez Williams, Thompson, mais aussi Hobsbawm². C'est en bonne partie autour du théoricien italien que se jouera la continuation d'un matérialisme marxiste des superstructures pour les uns et, pour les autres, un « tournant linguistique » post-marxiste, à plus ou moins grande distance du référent social et des classes. On trouvera en effet chez Gramsci une pensée de la subalternité et de l'hégémonie comme domination culturelle et idéologique. Celle-ci pourra être mise au service d'une subsomption, voire d'une dissolution des classes et de leurs luttes sous le primat du discours, de la culture, de la politique et du pouvoir comme puissances de configuration.

Romantisme et/ou marxisme ? « *Agency* »-tactiques-résistances et/ou luttes des classes ? Néo-marxisme du superstructurel et/ou paradigme discursif ? Les tensions du moment inaugural des CS tracent la ligne de démarcation et d'affrontement ultérieur à l'intérieur d'une gauche intellectuelle dont le champ « d'intervention » politique se contracte au point de se replier principalement vers le domaine académique anglo-saxon. C'est le long de cette même ligne que se développent les PCS et leur versant historiographique des *subaltern studies*. Ces courants des études et de l'historiographie postcoloniales de langue anglaise se partagent plusieurs textes ou ensembles de textes fondateurs remontant à la fin des années 1970 et aux années 1980. Les ouvrages d'Edward Saïd (*Orientalism*, 1978 et *Culture and Imperialism*, 1993) restent des références canoniques. De son côté, les onze numéros de la revue *Subaltern Studies : Writings on South Asian History and Society*, parus entre 1982 et 2000 et lancés par l'historien Ranajit Guha, rencontrèrent un grand écho dans le

1. Hall (2008, p. 20).

2. Sur la réception britannique de Gramsci, voir Anderson (1978). Pour l'importance de Gramsci dans le cadre du CCCS, voir Stuart Hall (2008, p. 113).

monde anglophone¹, notamment avec la participation de Gayatri Spivak en 1983 puis en 1988, Spivak étant alors déjà connue pour sa traduction du livre de Jacques Derrida, *De la Grammatologie*, et pour son essai devenu célèbre « Can the Subaltern Speak »². Une autre contribution marquante, *The Empire Writes Back : Theory and Practice in Postcolonial Literature*, est venue d'universitaires australiens en 1989. La liste des textes significatifs pour ce champ risque toutefois de rapidement atteindre des proportions peu maniables. Peut-être vaut-il alors mieux se contenter des quelques observations suivantes.

Tout d'abord le *post-* de postcolonial peut renvoyer, pour une part seulement, à un *après* des colonisations effectives. Mais, plus fondamentalement, ce *post-* indique un au-delà du colonial et de l'ensemble du type de subjectivation – du colonisateur comme du colonisé – que produisent les rapports de domination coloniale politique, administrative, économique et épistémique. Sans avoir recours au terme de postcolonial, Edward Saïd, dans son introduction à *Culture and Imperialism*, condense le projet critique en une phrase lapidaire : « *Gone are the binary oppositions dear to the nationalist and imperialist enterprise* »³. Le *post-* nous situe donc au-delà des catégories binaires-identitaires issues d'une expérience coloniale prise dans sa globalité historique (soit, pour Saïd, depuis un demi-millénaire). Les auteurs de *The Empire Writes Back* disent « utiliser le terme "post-colonial" [...] pour couvrir l'ensemble de la culture affectée par le processus impérial du moment de la colonisation jusqu'à nos jours »⁴. Le postcolonial est donc en outre très largement inclusif dans le temps comme dans l'espace (les États-Unis d'Amérique faisant eux-mêmes partie du postcolonial pour ces mêmes auteurs). Le postcolonial peut alors être décrit comme une pratique de lecture faisant apparaître les déplacements, les renégociations ou les hybridations – l'autoparasitage déconstructeur – toujours déjà en cours dans les mises en œuvres des binarités opposant l'Europe et son « autre ».

1. Cf. Pouchepadass (2004).

2. Spivak (2009).

3. Saïd (1993, p. xxiv).

4. Ashcroft, Griffith, Tiffin (1989, p. 3).

Le postcolonial est donc une modalité de retour critique sur toute la manière de connaître le monde produite dans le cadre des rapports coloniaux et, à ce titre, on peut le décrire comme une concentration et une radicalisation sur le terrain épistémique de la démarche qui était déjà celle des CS inaugurales. On a vu comment E.P. Thompson organisait – avec l'« *agency* » – le retour des congédiés de l'évolutionnisme historiciste, dominés socialement, économiquement mais aussi symboliquement parce que jugés incapables d'autoconnaissance, de puissance d'agir, telle une matière inerte devant recevoir sa forme et sa norme de l'extérieur. Or ce retour opère comme retour d'un refoulé de la rationalité historique et scientifique au fondement d'une certaine idée du progrès que le marxisme est lui-même censé enregistrer. Entre l'involution soviétique (« social-impérialiste », économiciste et industrialiste) d'une part et le décentrement du scénario révolutionnaire vers le tiers-monde agraire d'autre part, se forge une critique d'un modèle « occidentaliste » qui avait vocation à se déployer dans le registre du postcolonial. Aussi, des orientations apparemment aussi contradictoires que l'authenticisme romantique ou le primat « poststructuraliste » du signifiant flottant ont-elles l'une et l'autre vocation à déjouer l'emprise épistémique d'une Europe-paradigme, soit par la tentative nativiste d'exhumer un monde de l'originel précolonial, soit en déconstruisant toutes les catégories de la « modernité européenne » et sa prétention diffusionniste, qu'il s'agisse de l'historicisme, des Lumières, de l'universalisme, de la Raison, de la nation, du marxisme comme eurocentrisme ou de la dialectique hégélienne.

Éléments d'une critique

Par bien des aspects, les PCS et les *subaltern studies* se situent dans la continuité directe de la configuration problématique apparue dans les années 1960 avec les CS. Cette continuité est aussi une transformation répondant à de profonds changements de conjoncture sur tous les terrains, à l'inclusion du champ universitaire. Par exemple, le décentrement géographique et théorique du marxisme,

l'inspiration thompsonnienne (des premières *subaltern studies* en particulier) et l'appropriation décisive de Gramsci (puis de Foucault) comme penseur du pouvoir, de l'hégémonie, du sens commun, indiquent généralement un rapport maintenu et en même temps largement reformulé au marxisme alors devenu lui-même un autre *post-* (la matérialisation du signe ou de la culture comme production rejoue Marx au-delà de Marx). Dans ses partitions internes, le postcolonial radicalise, sépare et polarise la combinaison de critique romantique et de nouvelle attention au langage au cœur de la théorie culturelle en émergence dans la gauche intellectuelle britannique d'après-guerre (on est alors peu surpris que cette polarisation, bien au-delà de Marx, trouve sa résolution aujourd'hui dans une référence récurrente à Heidegger chez certains subalternistes indiens).

Ces études sont donc héritières de ce tournant théorique à partir duquel se repense tout un ensemble de questions politiques et, plus fondamentalement, les conditions mêmes de l'intervention politique en général à partir de la problématisation de la détermination et de la médiation (entre social et culturel, entre social et politique, entre production matérielle et langage).

Troisième aspect corollaire : les CS, avec le CCCS, venaient parasiter l'université et ses disciplines dont il fallait prendre le risque polémique de la désorganisation pour tenter d'y brancher et d'y penser le changement social même. Aujourd'hui, le parasitage est en quelque sorte devenu la musique d'ambiance des sciences humaines et sociales où s'illustre une aisance théorique qui, déjà au début des années 1990, laissait Stuart Hall « pantois ».

Pour ces trois ordres de raisons au moins, cette trajectoire théorique, politique et académique présente des intérêts considérables. La culture, le langage, la philosophie – dans une lointaine réminiscence marxiste – ne sont plus « l'après » des choses sérieuses, de l'économie notamment, mais sont au contraire directement impliqués et lourdement investis d'enjeux politiques. Leur problématisation nouvelle et obsessionnelle induit une démultiplication des formes de la domination et des terrains sur lesquels il devient, semble-t-il, possible et urgent de la combattre, et ce, jusqu'à l'intérieur même des discours et des orientations politiques à visées émancipatrices (au piège de leur inconscient colonial, ou eurocentrique-orientaliste, et intégralement traversé des questions de genre).

Mais pour ces mêmes raisons, les PCS et les *subaltern studies*, comme sous-champs du vaste territoire des CS postmodernisées, s'exposent à trois types de critiques, souvent vigoureuses. Une première sur le terrain théorique et ses conséquences historiques. Pour tenter de le dire de manière synthétique, en privilégiant le présupposé d'un substrat textuel ou discursif général, elles s'apparentent à un mode de production discursif ubiquitaire et totalisant : dans une totalisation qui ne s'avoue pas, le postcolonial est exprimé partout, en tout temps (et il faut en effet considérer la possibilité paradoxale d'une humeur théorique-théoriciste attentive à la « différence », au fragmentaire, à l'hybride qui en même temps globalise son espace et son temps de manière étonnamment homogénéisante et réductionniste). Il s'ensuit que les unes et les autres en viennent à faire disparaître tout à fait de l'analyse toute dimension d'économie politique à laquelle se substitue donc la radicalisation critique sur le terrain épistémique. Ce qui veut dire, comme divers auteurs l'ont relevé, que la critique des Lumières ou de la dialectique chez Hegel prend les accents d'une urgence politique plus grande que les plans d'ajustements structurels du FMI.

Autre conséquence, ce terrain postcolonial, qui est un terrain de lecture, s'expose au reproche d'abolir les séquences historiques qui scandent la « modernité européenne » et y marquent des différences profondes. Mais des distinctions majeures sont effectivement susceptibles de s'estomper dès lors que prime un critère d'unité *d'origine* sur les processus de formation des catégories et leur fonction : les Lumières et le sécularisme contre le pouvoir et le dogme de l'Église, la nation contre le royaume, l'universalisme contre les privilèges de la naissance¹.

Cette version de la « modernité européenne » renvoie donc à une domination épistémique et une somme de traits plutôt qu'à un ensemble de rapports de forces, de temporalités et d'espaces hétérogènes. En tant que telle, elle court le risque de réitérer en sens inverse un rapport d'altérité radicale ressemblant à s'y méprendre à celle construite par l'imaginaire colonial orientaliste de « l'autre » oriental, radicalement autre². Tant le « romantisme » que la « nation », maîtres mots de la « modernité euro-

1. Ces arguments sont développés chez Ahmad (2007, p. 48-51).

2. Sur cet orientalisme à l'envers, voir Kaiwar et Mazumdar (2009).

péenne », pourraient alors ressortir intacts, voire renforcés, d'une contestation toujours aussi binaire des catégories du diffusionnisme eurocentriste. Et dans cette même perspective,

[...] la simple opposition binaire entre soumission à « l'Occident » et résistance indigène éprouve inévitablement les plus grandes difficultés à faire de la place à l'étude détaillée des mouvements pour le droit des femmes ou de la contestation portée par les castes inférieures, dès lors que de telles initiatives tentèrent bel et bien de faire jouer certains aspects de l'administration et des idées coloniales¹.

En cela, ce rapport à la « modernité européenne » induit une reconduction, dans les *subaltern studies* plus tardives notamment, des catégories d'un nativisme lui-même plus tout à fait étranger aux romantismes réactionnaires européens et propre à légitimer, dans le contexte indien, les visions communautaires organicistes de la nation promues par les organisations d'extrêmes droites les plus violemment antimusulmanes notamment².

L'extinction de l'économie politique et de toute analyse de classe induit à un déplacement déjà signalé vers le culturel et le discursif comme terrain de l'intervention politique. Un problème supplémentaire traverse alors l'ensemble des domaines considérés ici, celui de l'abolition de la distance séparant le social du culturel et la dissolution du premier comme enjeu de luttes dans le second, faisant ainsi disparaître la question de leur articulation telle que s'efforçaient de la penser les initiateurs du courant des CS. Toute « pratique » peut donc devenir immédiatement politique dans un mouvement de politisation cependant décollé de – voire hostile à – une compréhension du capitalisme comme ordre systémique (il est significatif, en l'occurrence, que les PCS n'aient guère fait apparaître dans leur canon un critique de « l'eurocentrisme » tel que l'économiste marxiste franco-égyptien, Samir Amin³). D'où la combinaison récurrente de maximalisme critique et théorique d'une part et de minimalisme politique des « résistances » d'autre part dont les proliférations sont à la mesure de la perte de visée politico-stratégique. Aussi, dans un contexte de marchandisation avancée de la culture populaire et de la vie quotidienne, les études

1. Sarkar (2007).

2. Cf. Ahmad (2007).

3. Cf. Amin (1988).

culturelles peuvent-elles se muer en simple réitération « conformiste » des mises en scène publicitaires¹.

Reste la critique, adressée aux intellectuels postcoloniaux au regard de leur position de reconnaissance et de pouvoir dans des institutions universitaires de prestige nord-américaine. Autrement dit, et sans détailler, reste le soupçon d'une intégration à un vaste et puissant dispositif de reproduction d'élites transnationales en quête de patrimoines identitaires. Si une telle orientation critique court le risque sociologiste de réduire tout discours-contenu à la position-lieu de celui qui les énonce, elle contribue cependant à poser la question de ce qu'il reste de l'université dans son articulation au social et à la politique, loin de ce moment où Edward Saïd (dans sa préface à *Culture and Imperialism*) pouvait encore voir dans l'université un espace « utopique ».

Les diverses *studies* forment un champ polémique où la critique des dominations méconnues, la politisation des discours académiques et la problématisation des champs disciplinaires sont à la fois porteuses d'inventivité et de provocation salutaires tout en s'exposant aux risques de la dilution des rapports entre politique et culture, de la surestimation du « texte » et de la compensation par la surenchère théorique-académique d'un terrain d'intervention sociale et politique des intellectuels largement absent. Reste alors à retrouver la voie d'une pensée critique de l'ordre systémique du capital, capable de tenir ensemble critique radicale des catégories de la connaissance, des micropouvoirs et économie politique. À l'heure où la culture est elle-même devenue un enjeu économique central et où l'université est elle-même orientée vers des logiques concurrentielles globalisées, de telles reconsidérations pourraient maintenant relever d'exigences critiques minimales.

BIBLIOGRAPHIE

- AHMAD Aijaz, *On Communalism and Globalization : Offensives of the Far Right*, New Delhi, Three Essays, 2007.
AMIN Samir, *L'Eurocentrisme : critique d'une idéologie*, Paris, Anthropos, 1988.
ANDERSON Perry, *Sur Gramsci (1976)*, trad. Dominique Lettelier et Serge Niemetz, Paris, Maspero, 1978.

1. Cf. Mulhern (2006, p. 45-6).

- ASHCROFT Bill, GRIFFITHS Gareth et TIFFIN Helen, *The Empire Writes Back. Theory and Practice in Post-Colonial Literature*, Londres, Routledge, 1989.
- COLLETTI Lucio, « Les idéologies de 1968 à aujourd'hui », dans *Le Déclin du marxisme* (1980), trad. Hughes Portelli, Paris, PUF, 1984, p. 5-79.
- CUSSET François, *French Theory*, Paris, La Découverte, 2003.
- HALL Stuart, *Identités et cultures : politiques des culturelles studies*, trad. C. Jaquet, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.
- HOGGART Richard, *La Culture du pauvre*, trad. Françoise Garcias, Jean-Claude Garcias et Jean-Claude Passeron, Paris, Les Éditions de Minuit, 1976.
- KAIWAR Vasant et MAZUMDAR Sucheta, « The Coordinates of Orientalism », in S. Mazumdar, V. Kaiwar et T. Labica (dir.), *From Orientalism to Postcolonialism : Asia, Europe and the Lineages of Difference*, Londres, New York, Routledge, 2009, p. 19-42.
- LECERCLE Jean-Jacques, *Une philosophie marxiste du langage*, Paris, PUF, 2004.
- , « Préface », in Raymond Williams, *Culture et matérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2009, p. 5-24.
- MULHERN Francis, « The Politics of Cultural Studies », in E. Meiksins Wood et J. Bellamy Foster (dir.), *In Defense of History : Marxism and the Postmodern Agenda*, Delhi, Aakar Books, 2006, p. 43-50.
- POUCHEPADASS Jacques, « Que reste-t-il des *Subaltern Studies* ? », *Critique internationale*, Juillet 2004, n° 24. Disponible à <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci24p67-79.pdf>.
- SAÏD Edward, *Culture and Imperialism*, New York, Vintage books, 1993.
- SARKAR Sumit, « Le déclin du subalterne dans *Subaltern Studies* », *Contretemps*, septembre 2007, n° 20, p. 37-49.
- SPIVAK Gayatri C., *Les subalternes peuvent-elles parler ?* (1988), trad. J. Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.
- THOMPSON Edward Palmer, *The Poverty of Theory and other Essays*, Londres, Merlin Press, 1978.
- , *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski et Marie-Noëlle Thibault, Paris, Gallimard/Seuil, 1988.
- WILLIAMS Raymond, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1978.
- , *Politics and Letters. Interviews with New Left Review* (1979), Londres, Verso, 1981.

8. Sociologie néostructurale

*Emmanuel Lazega*¹

Le niveau mésosocial

Un double courant d'individualisation (produite par la mise en concurrence de plus en plus ouverte à mesure que l'on descend dans la stratification socio-économique) et de rationalisation webérienne (faite de recherche de contrôle et d'efficacité caractéristiques de la bureaucratisation) a construit une société que Charles Perrow (1991) appelle « organisationnelle et marchande » et Ronald Breiger (1974) « duale ». La rationalisation à son tour impose de fortes interdépendances et exige simultanément une quantité inédite de coordination entre acteurs. Les interdépendances (fonctionnelles, épistémiques, normatives, émotionnelles, etc.) d'une complexité exceptionnelle y font l'objet d'une gestion formelle omniprésente, de plus en plus sophistiquée et efficace à plusieurs niveaux à la fois (Stinchcombe, 2001). Dans cette société organisationnelle, ces pratiques de gestion peuvent marginaliser ou exclure, faire ou défaire des carrières, déterminer en partie la distribution du pouvoir et du statut, influencer sur des processus sociaux qui orientent le changement.

La société organisationnelle est caractérisée par les formes complexes et rapides que prend l'action collective organisée au niveau mésosocial. Par niveau mésosocial, on entend toutes les formes

1. L'auteur remercie Julien Brailly, Maria-Giuseppina Bruna, Josiane Chatellet, Guillaume Favre, Fabien Eloire, Jaime Montes, Mohamed Oubenal, Élise Penalva-Icher et Alvaro Pina-Stranger pour leur lecture critique et suggestions.

organisationnelles d'affirmation collective au niveau « intermédiaire » entre l'État et la société civile, des grandes entreprises aux associations, professions et autres intérêts collectifs constitutifs du monde social réel (P. Rosanvallon, 2004). Ce sont donc les problèmes et dilemmes d'action collective organisée qui définissent la complexité du niveau méso et de ses mécanismes, même si la part de l'ordre social construite par les organisations formelles atteint un sommet lorsque l'individu lui-même peut être assimilé juridiquement à une organisation et à une personne morale à lui tout seul (comme dans le cas de la « société unipersonnelle »). Cette société, où le pouvoir est distribué de manière extrêmement asymétrique, où les niveaux méso et macro se co-constituent de manière moins mécanique que par le passé, s'est dotée de différenciations sociales spécifiques et de formes propres de production et d'entretien des inégalités. La question se pose donc de savoir comment construire une sociologie qui tient compte de l'importance nouvelle prise par ce niveau mésosocial et son rôle dans cette co-constitution.

La sociologie que nous proposons d'appeler néostructurale part du principe que les comportements sont largement déterminés par les appartenances catégorielles plus ou moins conflictuelles, d'une part, et par les systèmes d'interdépendances économiques et symboliques entre acteurs en opposition, d'autre part. Les acteurs individuels ou organisationnels ont à la fois des intérêts divergents et des relations d'interdépendance multiples et multilatérales. Le terme « structural » se réfère ici à des régularités observées dans les relations d'échanges socio-économiques multiples, formelles et informelles, entre membres¹. Les interactions et relations d'échange stables et durables représentent des interdépendances multilatérales en matière d'engagement et d'accès aux ressources. Elles s'agrègent et se combinent en une trame de liens réguliers, en une structure relationnelle synonyme d'opportunités et de contraintes spécifiques à chaque contexte organisé de niveau méso. Les processus sociaux fondamentaux de la vie sociale à cette échelle (apprentissage et socialisation, solidarités particularistes et

1. Le néostructuralisme contemporain est différent du structuralisme des années 1960 parce qu'il s'appuie sur une théorie de l'action individuelle et collective.

discriminations, contrôle social et résolution des conflits, régulation et institutionnalisation, etc.) sont, en partie, le produit de ces régularités construites dans la gestion des interdépendances entre acteurs en conflit ou en concurrence. L'accent mis sur les processus qui interagissent entre eux est ici fondamental. En effet, sans une telle approche dynamique des interdépendances de ressources et des engagements (qui définissent les relations sociales), il est difficile de comprendre les mécanismes sociaux génériques à l'œuvre dans toute forme d'action collective fondée sur une structure d'opportunités et de contraintes.

Ainsi, un fait social doit être observé à plusieurs niveaux d'action analytiquement différents, ce qui rend inséparables l'analyse des relations individuelles de celle de relations organisationnelles. Pour rendre compte de cette complexité verticale du monde social contenu dans la cohabitation de plusieurs niveaux, il faut articuler ces niveaux et leurs dynamiques. La sociologie peine encore à analyser de manière généralisable les modalités contemporaines de construction du niveau macro par ces acteurs et processus de niveau méso. La perspective ouverte par la sociologie néostructurale est celle d'une connaissance de la société organisationnelle et marchande au travers d'une étude de la dynamique des systèmes d'interdépendances superposés, multiniveaux et partiellement emboîtés, interorganisationnels et interindividuels. Cette approche des interactions entre le global et le local n'en est qu'à ses débuts¹.

La productivité sociale des organisations, qui sont structurées par leur environnement mais qui structurent aussi leur environnement, compte dans la construction ou la reproduction d'un niveau macrosocial. Elles affectent la distribution des ressources, la structuration des systèmes d'interdépendances de ressources, la hiérarchisation des allégeances et la constitution de dispositions. La réaffirmation du rôle des organisations dans la construction du niveau macro n'a pas seulement un intérêt théorique ; elle est d'autant plus importante aujourd'hui que nous connaissons une

1. Nous avons proposé (Lazega *et al.*, 2007) un mode structural d'articulation de ces niveaux qui consiste à examiner séparément des systèmes d'oppositions et d'interdépendances de niveaux différents, puis à les articuler grâce à des informations systématiques sur l'appartenance de chaque individu du premier niveau (interindividuel) à l'une des organisations du second niveau (interorganisationnel).

période de changements institutionnels importants, de restructurations économiques, politiques et sociales. Ce sont les organisations au niveau local qui à la fois participent à ces changements et qui les reflètent : les institutions publiques, les entreprises, les associations à but non lucratif changent et affectent des changements institutionnels plus vastes.

Inégalités sociales, organisations et accaparements d'opportunités

Dans ce contexte, la définition des classes sociales est à complexifier du fait de l'importance prise par les niveaux intra- et inter-organisationnels. Dans *Durable inequality*, Charles Tilly (1999) propose une perspective organisationnelle sur les mécanismes générateurs d'inégalités (*organizational view of inequality-generating mechanisms*). Ce sont les structures organisationnelles qui permettent l'exploitation, qui la naturalisent et la stabilisent. Dans cette perspective, la stratification sociale contemporaine articule aussi exploitation (par les élites propriétaires d'une grande partie des ressources et du pouvoir dans la société) et « accaparement d'opportunités » (*opportunity hoarding*) par des classes intermédiaires comme deux mécanismes complémentaires de création d'inégalités stabilisées. Quelles opportunités ? Celles d'accéder à un emploi, à un financement, à un appartement, à une place en crèche, à un lycée coté, à des flux d'affaires à faire dans tous les domaines. En s'organisant juridiquement mais surtout socialement et de manière peu visible, moins visible que dans la distinction entre bourgeois et prolétaires, les accapareurs d'opportunité construisent des milieux bien organisés et cette organisation est la base de leur capacité à accaparer ces opportunités. Il n'est pas facile de voir si quelqu'un a des opportunités que d'autres n'ont pas. Ces opportunités peuvent être comparées à des droits implicites ou informels, souvent auto-accordés en groupe organisé, liés à des positions dans des structures relationnelles peu visibles, quoique traçables, mais néanmoins très efficaces (Whiste, 1970). Les organisations permettent, par exemple, d'aligner les clivages sociaux pour créer un

système d'inégalités qui se renforcent mutuellement pour aboutir aux exclusions sociales et à l'exploitation. Tilly voit dans l'accaparement des opportunités le mécanisme clé de la reproduction des inégalités sociales articulant le niveau mésosocial au niveau macrosocial. Organisations et stratification se renforcent mutuellement, même si la connaissance des structures d'opportunités pour l'acteur individuel n'est pas évidente, si les modalités et rendements des accaparements ne sont pas mécaniques ; ils dépendent de l'articulation de processus de long terme et de niveau macro et d'organisations locales avec leurs disciplines sociales stabilisées et spécifiques.

Le point de départ proposé par Tilly est un processus socio-économique complexe qui se trouve au cœur de l'approche néostructurale des relations entre niveaux méso et macrosocial. La sociologie néostructurale mesure et modélise ces accaparements avec l'analyse dite des « réseaux sociaux et organisationnels » – une méthode qui se développe pour mettre au jour des formes variables d'interdépendances entre acteurs et entre catégories d'acteurs en opposition, concurrence ou conflit. En contribuant à l'observation simultanée des interdépendances et oppositions sociales et à la modélisation des processus sociaux qui caractérisent ce niveau méso, la sociologie néostructurale propose une approche spécifique de la construction du niveau macro par ces processus de niveau méso. Elle montre que la connaissance des structures d'opportunité n'est en rien évidente, ce qui suggère que les modalités et résultats des accaparements des opportunités ne sont pas mécaniques.

Les accaparements, qui permettent par exemple de concentrer les ressources entre les mains de quelques-uns au niveau interorganisationnel mais aussi au niveau intra-organisationnel, se pratiquent de manière formelle. En effet, accaparer des opportunités, c'est d'abord « organiser » au sens formel du terme : créer une plateforme juridique et technique, diviser le travail et coordonner les activités. Mais ils se pratiquent aussi de manière informelle : ils dépendent aussi de multiples formes de discipline sociale complexe que ces organisations parviennent à créer entre accapareurs pour qu'ils puissent gérer leurs conflits et interdépendances. L'analyse structurale modélise les processus constitutifs de cette discipline.

Créer une discipline sociale repose sur la stimulation d'une rationalité sociale¹ sans laquelle les processus sociaux² fondamentaux rendant possible l'action collective et la résolution de ses dilemmes n'ont pas de sens pour les acteurs et ne peuvent pas se déployer. Au sens où nous l'entendons, la discipline sociale qui permet d'accaparer des opportunités caractérise ainsi à la fois l'individu et le collectif. Du point de vue de l'individu, nous entendons par discipline sociale la capacité de l'acteur de s'autorestrindre, au cours de ses négociations avec autrui, dans la définition de ses propres intérêts individuels et de l'étendue du champ de ses revendications, ainsi que dans l'exercice de son pouvoir individuel – notamment de son pouvoir d'exploitation. Cette autorestriction découle de la politisation des échanges, de la mise en œuvre des engagements constitutifs des relations sociales elles-mêmes, mais aussi de la structuration des contextes de l'échange social. Cette structuration par les individus consiste minimalement en la création ou en l'entretien de différenciations horizontales et verticales qui produisent ce que l'on peut appeler un système de « niches sociales » et de formes hétérogènes et plus ou moins congruentes de statut social³. Niches sociales et formes endogènes

1. Voir Lazega (2003 ; 2011) au sujet de la spécificité de cette rationalité sociale, *i. e.* la capacité des jugements de pertinence des acteurs à endogénéiser la structure sociale (procéder à des comparaisons sociales et hiérarchiser les allégeances à des groupes de référence multiples ; hiérarchiser les normes dans des contextes d'ambiguïté normative ou de polynormativité ; se choisir des représentants aux formes de statut social plus ou moins congruentes) pour se construire de véritables rapports à l'institution, voire devenir des entrepreneurs institutionnels expérimentant des solutions nouvelles aux dilemmes de l'action collective. Cette rationalité sociale est aussi au cœur des processus relationnels dans la société managériale et marchande contemporaine car celle-ci impose aux acteurs des mobilités et des socialisations secondaires de plus en plus fréquentes. L'articulation entre rationalité sociale et discipline sociale est complexe, car dynamique, faite de co-constitution, d'alignements et de décalages.

2. Pour une approche du capital social comme ensemble des processus relationnels constituant une capacité d'action collective, voir Lazega (2006).

3. Pour la définition analytique et l'identification technique de ces formes dans un cas d'espèce, voir Lazega (2001). Les relations entre niches et statut sont complexes. Les niches produisent une fragmentation qui n'est pas sans risque pour le collectif organisé. D'où l'intérêt de la compétition statutaire pour le collectif. Les acteurs sont engagés dans cette concurrence, parce que le statut leur permet d'être en position de force dans les négociations (internes ou externes à leur niche). Mais le statut est une notion deux fois réflexive : c'est l'autorité (ou le mandat) que

de statut sont des formes structurales qui contribuent directement à la structuration des interdépendances, à l'accaparement des opportunités et à la durabilité des inégalités. Du point de vue du collectif, il s'agit des processus sociaux évoqués plus haut (solidarité, contrôle, régulation, apprentissage, etc.) qui s'appuient sur cette mise en œuvre pour rendre possible l'action collective. Toute forme d'action collective organisée, même stabilisée et routinière, repose sur ces processus sociaux. Leur spécification et leur modélisation aussi bien à l'échelle interorganisationnelle qu'intra-organisationnelle passe par la mise au jour de leurs rouages relationnels.

En résumé, l'accaparement des opportunités et la concentration des contraintes sont rendus possibles (ou facilités) dans des structures organisationnelles chaque fois spécifiques, par des processus sociaux qui permettent à des acteurs en opposition, voire en conflit, de jouer – temporairement ou au long cours – sur leurs interdépendances pour explorer, concevoir et faciliter des formes nouvelles de coordination et d'action commune. En d'autres termes, les inégalités sociales reposent aussi sur des formes de discipline sociale (à la fois individuelle et collective) sans lesquelles l'organisation n'est qu'appareil formel incapable d'action collective¹, mais aussi d'accaparements d'opportunités.

Organisation, régulation et institutionnalisation

L'analyse mésosociologique des comportements institutionnalisés localement, mais non encore institutionnalisés globalement, cherche à identifier les concepts et variables clés permettant de

confère la reconnaissance collective de l'importance de la contribution individuelle au collectif. Cette compétition recrée paradoxalement de la cohésion lorsque le système de niches a un effet centrifuge. À l'échelle interorganisationnelle, par exemple, de grandes entreprises concurrentes s'entendent pour s'imposer à toutes le standard technologique de l'une d'entre elles, sans lequel les marchés de tout leur secteur s'effondreraient.

1. Pour illustrer cette théorie au moyen d'une approche néostructurale de la coopération entre concurrents dans le monde des affaires, à l'échelle intra-organisationnelle et interorganisationnelle, voir Lazega (2009).

suivre cette construction du niveau macro. La production des phénomènes macro par les processus de niveau méso peut être pensée au travers de l'étude de processus sociaux fondamentaux qui contribuent à l'accaparement des opportunités dans les organisations insérées dans des systèmes interorganisationnels eux-mêmes hiérarchisés. Ainsi les grandes organisations publiques et privées constituent des institutions clés de la société organisationnelle contemporaine. Elles imposent des systèmes de règles et des politiques qui normalisent fortement les comportements des citoyens, gérant de manière formelle, omniprésente et sophistiquée, leurs interdépendances.

Par exemple, les règles qu'imposent les compagnies d'assurances privées structurent directement ou indirectement les pratiques de santé et de travail de populations entières de ménages et d'entreprises. Le poids social de chacun de ces systèmes hiérarchisés dans la structuration de la société à l'échelle macrosociale se mesure à sa capacité à défendre ses intérêts réglementaires, à participer au processus d'institutionnalisation davantage que d'autres. Ce privilège provient de ce qu'il est doté (ou se dote) de formes particulières de statut articulant pouvoir et légitimité dans la discipline sociale que l'on vient d'évoquer. Ainsi, dans la liste indéfinie de processus sociaux, la régulation et l'institutionnalisation tiennent une place particulièrement importante pour la sociologie contemporaine du fait des enjeux liés aux changements institutionnels actuels dans la concurrence institutionnelle mondiale (Bernard et Boucher, 2007).

Le processus réglementaire, processus politique par excellence, peut être pensé comme la définition d'une norme prioritaire qui vaut pour le collectif dans son ensemble mais par laquelle les acteurs organisationnels cherchent à défendre leurs propres intérêts particuliers. À tous les niveaux de la réalité sociale, les acteurs sociaux gèrent leurs interdépendances de manière stratégique pour travailler à la formulation et à la mise en œuvre de choix normatifs qu'ils cherchent ensuite à faire partager à une majorité ou à imposer au collectif dans son ensemble. Ce processus constitue l'une des origines micro et mésosociales de ce que l'on observe au niveau macro, au niveau sociétal. Les choix normatifs ont un caractère itéré, systémique, souvent très conflictuel dans la société organisationnelle qui impose la plupart du temps des comportements forte-

ment ambigus et polynormés, même si, à des moments spécifiques, des décisions collectives fortes créent des contraintes peu contestables (la promulgation certaines lois nationales régaliennes, par exemple) par rapport auxquelles les autres choix normatifs se positionnent de manière plus ou moins systématique. Cependant, même en démocratie, les choix normatifs individuels produits au niveau micro et méso ne s'agrègent pas mécaniquement pour offrir un ordre normatif « optimal », consensuel et stable, au niveau macro. Ces choix font l'objet de compétitions régulatrices en boucle, de délibérations successives stratégiquement organisées qui montent en généralité de manières complexes et multiples. Dans ces luttes, les acteurs privés ont parfois la puissance et la capacité (sinon la légitimité) pour déplacer les frontières entre le privé et le public et capturer des institutions définissant l'intérêt général.

Le modèle néostructural du processus régulateur, *i. e.* de la formation des choix normatifs collectifs (Lazega, 2001, chap. 8), repose sur l'idée que tout acteur est capable d'endogénéiser la structure, de percevoir les institutions et de construire un rapport avec elles (Lazega, 2003a ; 2011). Tout acteur est un entrepreneur institutionnel en puissance. Le pouvoir, dans la société organisationnelle, est aussi concentré dans des collèges régulateurs nombreux et partiellement hiérarchisés. Du fait de cette concentration, la construction de formes structurales comme le statut social contribuent directement et indirectement à la construction de la stratification sociale par l'accaparement des opportunités. Le statut social donne une importance centrale à la concurrence de statut, à une dynamique particulière qui caractérise la régulation, sous la forme d'une négociation oligarchique de normes ou de valeurs précaires. Même dans un système égalitaire et démocratique, tous ne défendent pas leurs intérêts régulateurs avec la même efficacité (Selznick, 1957). Il ne s'agit pas d'affirmer simplement que le plus fort impose ses règles : l'analyse néostructurale montre plutôt que ce sont souvent des acteurs multipositionnés mais improbables (occupant des formes hétérogènes et non congruentes de statut qui caractérisent leur milieu social, cumulant des mandats, cherchant les conflits d'intérêts et les avantages associés) qui sont les plus influents dans cette définition des règles prioritaires lorsqu'ils peuvent associer à leur pouvoir (contrôle de ressources dont les autres ont besoin, finance, expertise technique, temps, droit, etc.)

une forme de légitimité – une capacité de parler de manière considérée comme crédible au nom du collectif. Cette capacité est souvent acquise au prix de sacrifices partiels ou relatifs – voire « faux » – car même si ces sacrifices coûtent en termes de ressources, la non-congruence des formes de leur statut social leur permet de perdre sur certains plans ce qu'ils regagnent sur d'autres et de rester ainsi protégé de la perte du statut et du pouvoir.

Ce sont donc la politique et les processus très variés et complexes de régulation et d'institutionnalisation qui créent le lien entre les niveaux d'analyse de la société. Les ressources que les acteurs peuvent concentrer et allouer à l'institutionnalisation et à la stabilisation de nouvelles règles et comportements constituent une variable clé de cette construction du niveau macro qui peut être particulièrement désavantageuse pour les collectifs les moins organisés et disciplinés dans l'accaparement des opportunités.

Par exemple, le cadre institutionnel du fonctionnement des économies capitalistes contemporaines a été fortement marqué par les politiques de libéralisation engagées dès la fin des années 1970 (déréglementation, privatisations, désengagements de l'État, « dénationalisation » du droit). Cette libéralisation est elle-même un moment spécifique dans un processus de « régulation conjointe » de l'économie de marché (Lazega et Mounier, 2002), c'est-à-dire la réunion des efforts coordonnés de l'État et du monde des affaires, combinant – de manière plus ou moins conflictuelle ou concurrentielle – une régulation exogène et une autorégulation endogène, *top down* et *bottom up*. En effet, le monde des affaires a toujours fait ce qui était en son pouvoir pour participer aux décisions politiques et administratives qui touchent à ses entreprises et à ses marchés. Plus généralement, les entrepreneurs essaient de façonner leur structure d'opportunité, d'organiser leur propre milieu et de soutenir les processus sociaux qui leur permettent de coopérer, même entre concurrents réels et potentiels. Ce travail de régulation endogène de l'économie les transforme en entrepreneurs institutionnels et engage nécessairement leur relation, non seulement avec l'État, mais aussi avec les institutions supra-étatiques caractéristiques de la mondialisation contemporaine. L'accaparement des opportunités aboutit ici à des formes plus ou moins visibles de capture institutionnelle (Lazega, 2010 ; voir aussi à ce sujet Frydman, 2004 ; Frydman *et al.*, 2007) par des acteurs privés

qui parviennent à s'imposer de multiples formes de discipline sociale en réaction aux risques créés par la discipline de marché, qui sont capables de régulation conjointe plus ou moins discrète¹ car l'hétérogénéité et la non-congruence des formes du statut ne sont pas nécessairement très visibles. Cette discrétion soulève, par exemple, des questions récurrentes de transparence et de légitimité car elle a permis au monde des affaires de construire une société où les risques (les coûts) sont systématiquement pour le public et les profits systématiquement pour le privé.

Oppositions, interdépendances et dynamiques des structures multiniveaux

La société organisationnelle est une société de classes dans laquelle les acteurs individuels et collectifs, gagnants, perdants et accapareurs d'opportunités, maîtrisent de manières très variables la propriété et le contrôle des appareils organisationnels et les formes de discipline sociale sous-jacents aux processus sociaux. Les individus et organisations qui sont les acteurs des processus sociaux opèrent nécessairement dans une société multiniveaux qui se restructure en permanence au niveau mésosocial. C'est à travers cette dynamique des structures de contraintes et d'opportunités multiniveaux que l'approche néostructurale permet de modéliser conjointement oppositions et interdépendances² pour éclairer la

1. Pour une analyse théorique et empirique des modalités de capture institutionnelle par des « troupes de choc » du capitalisme (cabinets d'avocats d'affaires, banquiers-juristes au Tribunal de commerce de Paris) au travers de leurs stratégies paradoxales et discrètes de recherche et d'occultation de positions de conflits d'intérêt – des formes particulières d'accaparements d'opportunités –, voir Lazega (1994 ; 2001 ; 2009) et Lazega et Mounier (à paraître).

2. Particulièrement bien adaptés à l'étude du niveau mésosocial et des effets de contextes dans les milieux formellement organisés, les modèles statistiques multiniveaux classiques (Bryk et Raudenbush, 1992 ; Snijders et Bosker, 1999) ont connu un fort développement au cours des trente dernières années. Ces modèles ont beaucoup aidé à intégrer les individus, les groupes et organisations auxquels ils appartiennent comme unités d'analyse. Pour leur part, les modèles d'analyse de réseaux sociaux et organisationnels ont également connu un développement rapide, permettant de modéliser des systèmes relationnels et leur évolution. Mais la réalité sociale que nous observons est le plus souvent à la fois multiniveaux, dynamique et relationnelle. Dans la mesure où chaque niveau constitue un sys-

coévolution des comportements et des structures d'opportunité complexes de niveaux différents.

À l'échelle méso, les structures d'opportunité et de contrainte ne sont pas des contextes multiniveaux statiques, définitivement stabilisés. Par exemple, dans l'examen de cette concurrence régulatoire, la connaissance de la dynamique des systèmes d'interdépendances multiniveaux, des coûts et des bénéfices de la synchronisation entre ces dynamiques, est une connaissance des plus complexes et difficiles à construire¹. Elle est cependant indispensable pour comprendre comment les acteurs sociaux construisent aujourd'hui le niveau macrosocial. Les modèles néostructuraux, inspirés de ceux proposés par Harrison White *et al.* (1976 ; voir aussi Breiger, 1990), sont proches des acteurs, de leurs relations d'interdépendances, de leurs positions et des relations d'interdépendances entre ces positions. Ils sont donc particulièrement adaptés pour l'exploration du niveau mésosocial et de sa dimension intrinsèquement multiniveaux (Lazega *et al.*, 2011). La construction des relations entre organisations contribue à reconfigurer l'architecture institutionnelle des sociétés. Cela signifie, par exemple, que cette reconfiguration ne peut se centrer exclusivement sur l'étude des élites individuelles et de leurs réseaux personnels. Il s'agit plutôt de situer ces individus et ces élites dans des structures mésosociales. Les méthodes d'analyse organisationnelle et structurale sont très utiles pour examiner les relations entre organisations et leur environnement comme clé de l'institutionnalisation, pour apporter un éclairage pertinent sur les systèmes d'action qu'elles constituent « ensemble »².

Empiriquement, développer la connaissance contemporaine du niveau mésosocial s'appuie sur un programme de recherche centré

tème d'action, d'interactions et d'échange de ressources différentes, il est aussi nécessaire aujourd'hui de développer une approche statistique pouvant les examiner conjointement. Sur le plan méthodologique, la constitution de corpus multiniveaux et longitudinaux et leur analyse sont au cœur des recherches empiriques néostructurales. Voir à ce sujet Snijders (1995 et travaux ultérieurs) ou les travaux de Pattison *et al.*, 2004 ; Robbins *et al.*, 2005.

1. Qui paiera les coûts de cette synchronisation des dynamiques multiniveaux ? Les exclus désorganisés, les classes moyennes accapareuses d'opportunités dans les marchés du travail flexibilisés, les élites au pouvoir ?

2. Voir à ce sujet la notion d'« *organizational field* » de DiMaggio (1986).

sur la coévolution des systèmes d'interdépendances des individus et des organisations, à des « étages » différents de la réalité sociale. Cette coévolution est peu connue : quels sont les effets de l'évolution d'un niveau sur l'évolution d'un autre ? Quelles contraintes de synchronisation de ces évolutions existent dans la réalité économique et sociale ? Si différentes formes de synchronisation existent, qui en paie le coût ? La synchronisation des évolutions propres à chaque niveau de réalité sociale se fait par exemple dans les ajustements relationnels requis par les mobilités et les parcours professionnels. On peut alors faire l'hypothèse que cette synchronisation se fait en partie par le fonctionnement contemporain des marchés du travail flexibilisés où les coûts et bénéfices d'adaptation des entreprises aux individus, le plus souvent des individus aux entreprises, sont plus facilement transférables aux plus faibles. Ces adaptations et leurs coûts invisibles, presque toujours à la charge des individus, rarement à celle de l'organisation, sont encore mal mesurés.

Pour mettre au jour ces dynamiques des structures multiniveaux, l'utilisation de méthodes d'analyse organisationnelle qualitative et quantitative sont primordiales pour la sociologie. Ces méthodes ne privilégient pas les approches micro et macro et ne se centrent pas sur le passage direct de l'un à l'autre par agrégation mécanique. Elles permettent la conceptualisation, les mesures et les modélisations du niveau mésosocial pour mieux comprendre la forme que prennent les processus.

En conclusion, la connaissance de la dimension mésosociale est très développée en sociologie. Ce qui l'est encore beaucoup moins, c'est la connaissance de la relation de cette dimension avec la macrosociologie, sa capacité à suivre – avec des méthodes adaptées – les efforts – réussis ou non – de construction et de stabilisation du niveau macro sans présupposer un système politique rigide qui réussit toujours cette construction en intégrant parfaitement tous ses sous-systèmes (comme le faisait le structuro-fonctionnalisme). En partant du constat que la manière dont les acteurs s'inscrivent dans les contextes organisationnels leur permet d'agir ou les en empêche, la sociologie peut améliorer sa connaissance des effets macrosociologiques des processus mésosociaux. Les organisations ne sont pas des coquilles vides et purement formelles. Elles sont le

lieu où les processus sociaux prennent des formes adaptées aux enjeux contemporains : elles concentrent le pouvoir et influent sur l'évolution des institutions contemporaines. Elles sont elles-mêmes le produit de systèmes d'interdépendances interorganisationnels. C'est pourquoi il est nécessaire de décrire, d'expliquer et de comprendre les changements sociaux avec une approche organisationnelle et structurale capable d'enrichir le regard macrosocial.

Pour mieux approcher les manières dont le niveau méso construit le niveau macro, il est ainsi nécessaire d'articuler aux institutionnalismes politiques et culturels – qui dominent la sociologie contemporaine – un institutionnalisme néostructural qui exploite le potentiel critique des analyses des systèmes d'interdépendances dynamiques et multiniveaux. Sans une meilleure connaissance du niveau mésosocial et de ses relations avec le niveau macro, la sociologie risque de se retrouver incapable de proposer un regard et des analyses pertinentes pour la compréhension des capacités – mais aussi des impuissances – à promouvoir des changements institutionnels, et plus généralement des changements de civilisation, qui semblent requis par beaucoup de défis contemporains.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD Paul et BOUCHER Guillaume, « Institutional competitiveness, social investment, and welfare regimes », *Regulation & Governance*, 2007, vol. 1, p. 213-229.
- BREIGER Ronald L., « The duality of persons and groups », *Social Forces*, 1974, vol. 53, p. 181-190.
- BREIGER Ronald L. (dir.) (1990), *Social Mobility and Social Structure*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- BRYK Anthony S., RAUDENBUSH, Stephen W., *Hierarchical Linear Models*, Londres, Sage, 1992.
- DIMAGGIO Paul, « Structural analysis of organizational fields », in B. Staw et L.L. Cummings (dir.), *Research in Organizational Behavior*, Greenwich, CT, JAI Press, 1986, vol. 8, p. 335-370.
- FRYDMAN Benoît (dir.), *La Société civile et ses droits*, Bruxelles, Bruylant, 2004.
- FRYDMAN Benoît, BERNS Thomas, DOCQUIR Pierre-François, HENNEBEL Ludovic et LEWKOWICZ Gregory, *Responsabilité des entreprises et corégulation*, Bruxelles, Bruylant, 2007.

- HSUNG Ray-May, LIN Nan et BREIGER Ronald L. (dir.), *Contexts of Social Capital : Social Networks in Markets, Communities, and Families*, New York et Londres, Routledge, 2009.
- LAZEGA Emmanuel, « Arrangements contractuels et structures relationnelles », *Revue française de sociologie*, 1996, vol. 37, p. 439-456.
- , *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF, « Que sais-je ? » n° 3399, 1998.
- , *The Collegial Phenomenon : The Social Mechanisms of Cooperation Among Peers in a Corporate Law Partnership*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- , « Rationalité, discipline sociale et structure », *Revue française de sociologie*, 2003a, vol. 44, p. 305-330.
- , « Networks in legal organizations : On the protection of public interest in joint regulation of markets », *Oratie* for Wiarda Chair, Wiarda Institute Publications, Faculty of Law, Utrecht University, 2003b.
- , « Capital social, processus sociaux et capacité d'action collective », in Antoine Bevort et Michel Lallement (dir.), *Capital social : échanges, réciprocité, équité*, Paris, La Découverte, 2006, p. 213-225.
- , « Théorie de la coopération entre concurrents : organisations, marché et analyse de réseaux », in Philippe Steiner et François Vatin (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, « Quadriga », 2009.
- , « Quatre siècles et demi de New (New) Law & Economics : du pragmatisme juridique dans le régime consulaire de contrôle social des marchés », *Revue française de socio-économie*, 2010, vol. 3, p. 97-120.
- , « Pertinence et structure », *Revue suisse de sociologie*, 2011, vol. 37, n° 1, p. 127-149.
- , « Réseaux sociaux », in Antoine Bevort, Annette Jobert, Michel Lallement, Arnaud Mias, *Dictionnaire du travail*, Paris, PUF, 2012 (à paraître en janvier).
- LAZEGA Emmanuel et MOUNIER Lise, « Interdependent entrepreneurs and the social discipline of their cooperation : a research program for structural economic sociology in a society of organizations », in O. Favereau et E. Lazega (dir.), *Conventions and Structures in Economic Organization : Markets, Networks and Hierarchies*, Cheltenham, Edward Elgar, 2002, p. 147-199.
- LAZEGA Emmanuel, JOURDA Marie-Thérèse, MOUNIER Lise et STOFER Rafaël, « Des poissons et des mares : l'analyse de réseaux multi-niveaux », *Revue française de sociologie*, 2007, vol. 48, p. 93-131.
- LAZEGA Emmanuel, MOUNIER Lise et SNIJDERS Tom et TUBARO Paola, « Réseaux et controverses : De l'effet des normes sur la dynamique des structures », *Revue française de sociologie*, 2008, vol. 49, p. 467-498.
- LAZEGA Emmanuel et MOUNIER Lise, « Networks of institutional capture », in Balazs Vedres and Mario Scotti (dir.), *Social Networks and Public Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, à paraître.
- LAZEGA Emmanuel, avec JOURDA Marie, MOUNIER Lise, BRAILLY Julien, BRUNA Maria-Giuseppina, CHATELLET Josiane, FAVRE Guillaume, PENALVA Élise, PINA-STRANGER Álvaro, « Dynamics of multilevel networks with two levels of agency », Communication présentée à la conférence de l'Observatoire des

- réseaux intra- et inter-organisationnels *Research on the Organizational Society : Advances in Multilevel and Dynamic Network Analysis*, Dauphine, 16 juin 2011.
- LIN Nan, *Social Capital : A Theory Of Social Structure And Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- PATTISON Philippa et ROBINS Garry (2004), « Building models for social space : Neighbourhood based models for social networks and affiliation structures », *Mathématiques et sciences humaines*, 2004, vol. 4, p. 11-29.
- PERROW Charles, « A society of organizations », *Theory and Society*, 1991, vol. 20, p. 725-762.
- REYNAUD Jean-Daniel, *Les Règles du jeu*, Paris, Armand Colin, 1989.
- ROBINS Garry, WOOLCOCK Jodie et PATTISON Philippa, « Small and other worlds : Global network structures from local processes », *American Journal of Sociology*, 2005, vol. 110, p. 894-936.
- ROSANVALLON Pierre, *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme*, Paris, Seuil, 2004.
- SCOTT Richard W., *Institutions and Organizations*, Thousand Oak, CA, Sage, 2001.
- SELZNICK Philip, *Leadership in Administration*, Evanston, Ill., Row, Peterson & Co, 1957.
- SNIJEDERS Tom A.B. et BOSKER Roel, *Multilevel Analysis*, Londres, Sage, 1999.
- SNIJEDERS Tom A.B., « Models for longitudinal network data », in P. Carrington, J. Scott et S. Wasserman (dir.), *Models and Methods in Social Network Analysis*, chapitre 11, New York, Cambridge University Press, 2005.
- STINCHCOMBE Arthur L., *Organization and stratification ? When formality works : Authority and abstraction in law and organizations*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.
- TILLY Charles, *Durable Inequality*, Berkeley, University of California Press, 1998.
- WHITE Harrison C., *Chains of Opportunity : System Models of Mobility in Organizations*, Harvard, Harvard University Press, 1970.
- WHITE Harrison C., BOORMAN Scott C. et BREIGER Ronald L. (1976), « Social Structure From Multiple Networks I. Blockmodels of Roles and Positions », *American Journal of Sociology*, 1976, vol. 81, p. 730-780.

9. Déconstruction des genres et transformation sociale : enjeux et défis de la théorie féministe contemporaine

Alice Le Goff

Le féminisme s'est construit autour du constat d'une oppression subie par les femmes en raison de leur sexe. Si la théorie féministe a une longue histoire, c'est au XX^e siècle qu'elle s'est développée, dans le sillage de Simone de Beauvoir et des débats qu'a suscités la parution du *Deuxième sexe*¹. Insistant sur la différence entre le fait de naître *femelle* et le fait de devenir *femme*, Beauvoir a participé de la critique d'un déterminisme qui prétendait attribuer aux femmes une nature dont il aurait été possible de dériver la justification de certaines inégalités entre hommes et femmes. En cela, elle a aussi contribué à la formulation de la distinction entre la dimension biologique du sexe et la dimension sociale du genre. Cette distinction a joué un rôle clé dans la théorie féministe, contribuant à structurer des débats marqués par l'opposition entre essentialisme et constructivisme. Il est devenu usuel d'attribuer ces tensions à la dimension paradoxale qui a d'emblée caractérisé les revendications féministes, oscillant entre la démarche qui consiste à revendiquer l'inclusion *via* l'assimilation à un modèle du citoyen défini par des qualités communément associées à l'individu mâle, au risque de nier une partie de l'expérience de femmes, et une démarche de demande d'inclusion qui s'opère à l'inverse au nom même des qualités « féminines » qui ont été vecteur d'exclusion de l'espace public². Ce dilemme de l'égalité et de la différence est parfois

1. Beauvoir (1949).
2. Scott (1996).

considéré comme une grille de lecture de l'histoire des mobilisations féministes et des « vagues » qui l'ont jalonnée : à une première « vague » des luttes féministes concentrées sur la neutralisation des obstacles formels à l'égalité politique a succédé une deuxième vague axée sur la réduction des inégalités propres à la division sexuée du travail et sur des questions comme celle du contrôle des droits reproductifs. Au motif égalitaire de la première, on oppose le motif plus identitaire de la deuxième. Si un élément unit les approches contemporaines diverses que l'on associe désormais à une « troisième vague » du féminisme, c'est la volonté d'évacuer ce motif identitaire, en déconstruisant la notion d'identité de genre et avec elle l'idée d'un « sujet » du féminisme. Nous reviendrons sur les modalités de cette déconstruction et les apports des approches déconstructionnistes, avant d'indiquer quelles questions ont pu leur être adressées, de manière à proposer une cartographie des courants et débats féministes actuels.

Le sujet du féminisme en question

Quoi de commun entre le courant du féminisme de la différence porté notamment par Luce Irigaray et le féminisme matérialiste ? D'un côté, la différence sexuelle constitue « la » différence primordiale, prime sur les autres différences, ethniques, culturelles, et tend à unir les femmes sous une même identité. Le féminin se caractérise ici par une résistance à l'appropriation de l'universel par le masculin, à la prédominance d'une symbolique phallique et corrélativement à une conception de l'organisation sociale où domine le registre de la maîtrise ; il a aussi parfois pu être associé à des valeurs spécifiques, fondées sur le fait de pouvoir donner la vie. De l'autre côté, la différence des sexes est traitée comme produit d'une hiérarchie sociale, dans le cadre d'une vision constructiviste du genre, associée à la division inégalitaire du travail et à une injonction à l'hétérosexualité. L'un des objectifs majeurs des féministes matérialistes est de corriger les biais d'un marxisme traditionnel inapte à cerner la spécificité de l'oppression des femmes en raison de son aveuglement aux effets de la division sexuelle du

travail. Pour Christine Delphy¹, l'enjeu est de conceptualiser le « patriarcat » comme une « oppression spécifique » ancrée dans l'exploitation du travail domestique et comme un système de subordination construisant femmes et hommes comme deux classes antagoniques. Colette Guillaumin² évoque une appropriation totale des premières par les seconds qu'elle nomme « sexage » par analogie avec l'esclavage. La différence est alors conçue comme vecteur de légitimation des hiérarchies sociales, contrainte dont l'imposition ne serait plus possible si les femmes rétablissaient un rapport d'égalité avec ceux qui les dominent. Dans ce cadre, toute revendication d'une identité de genre semble problématique car elle réaffirme ce qui n'est que l'effet d'une relation inégalitaire. On saisit néanmoins ce qui peut paradoxalement constituer un point de rencontre entre les différentialistes et les féministes matérialistes pour qui la notion de patriarcat contribue à établir l'existence des femmes comme groupe homogène : par-delà leurs divergences radicales, ces courants se retrouvent dans le souci d'asseoir le féminisme sur une définition de la catégorie « femmes » et semblent partager certains « impensés »³.

La multiplicité des rapports de pouvoir traversant le sujet « femmes » constitue l'un d'entre eux. Sa mise en exergue est au cœur des contributions du *Black Feminism* et des études postcoloniales. La contribution du *Black Feminism* s'est construite autour de la dénonciation d'un féminisme dominant qui a identifié « les femmes » à l'une de ses catégories privilégiées, les femmes de la classe moyenne blanche. Ce biais occulte les formes multiples d'oppression subies par les lesbiennes, les femmes de couleur ou les femmes des classes populaires, lesquelles ne se laissent pas réduire à l'oppression patriarcale. La notion d'intersectionnalité est élaborée par Kimberlé Crenshaw⁴ pour cerner la façon dont la position spécifique de certaines femmes, à l'intersection de dominations sexistes et racistes, les rend sujettes à un risque d'invisibilisation. La formulation de l'intersectionnalisme s'est en particulier inspirée de la situation des femmes africaines-américaines victimes de vio-

1. Delphy (1998).
2. Guillaumin (1992).
3. Lépinard (2005).
4. Crenshaw (2005).

lences intrafamiliales. Si cette situation tend à être occultée, c'est qu'elle ne semble pouvoir être prise en charge par les mouvements sociaux tant le risque est grand pour les féministes qui voudraient dénoncer ces violences sexistes de reconduire certains stéréotypes racistes alors que les anti-racistes, soucieux d'éviter cette reconduction, risquent de minorer l'importance du phénomène de la violence domestique. Ces approches mettent ainsi en garde contre l'isolement du sexisme par rapport aux autres rapports de pouvoir. Est ainsi manifeste chez les féministes africaines-américaines comme bell hooks le souci de dissocier le féminisme de toute représentation des femmes comme « victimes » et de faire imploser la fiction de la « sororité » comme ciment du féminisme : comment maintenir la fiction d'une solidarité entre toutes les femmes dès lors que l'on tient compte de la part qu'ont pu prendre certaines femmes dans les politiques coloniales et ségrégationnistes¹ ?

Ce type de questionnement croise les réflexions développées dans le cadre de la théorie du point de vue (*standpoint*) : initialement élaborée dans une veine marxiste par Dorothy Smith et Nancy Hartsock, cette optique souligne que, pour saisir les relations de domination, le point de vue des dominés doit se voir accorder un privilège épistémique. Le point de vue n'a rien d'essentialisé, il renvoie à des conditions matérielles d'existence et à une expérience de domination subie. Les théories du point de vue ont eu l'intérêt d'enclencher une réflexion critique sur les biais du discours scientifique dominant et sur la façon dont ce discours a pu exclure, sous couvert d'un idéal de connaissance désincarné, certaines formes d'expériences dont celles des femmes². D'où un effort de conceptualisation de la notion d'« objectivité forte » – impliquant l'objectivation nécessaire des modes de positionnement des scientifiques – qui est aussi au cœur des travaux de certaines féministes africaines-américaines. Si l'on a parfois reproché aux théories du point de vue d'occulter – là encore – la diversité des expériences féminines, les déclinaisons récentes qui en ont été proposées dans le cadre du *Black Feminism* répondent à ce type d'objection en évacuant toute conception homogénéisante du point de vue³. De façon connexe,

1. Dorlin (2008).

2. Harding (2003).

3. Hill Collins (2006).

on trouve du côté des études postcoloniales une critique de la façon dont le féminisme dominant a eu tendance à opposer aux femmes occidentales émancipées des « non occidentales » perçues comme les victimes par excellence du patriarcat. On peut parler ici de « culturalisation » de la valeur d'égalité des sexes étiquetée comme « occidentale » ou d'une « altérisation » du sexisme qui occulte la permanence de ce dernier dans les sociétés occidentales. D'où la revendication par des auteurs comme Gavatri Spivak d'une décolonisation du féminisme et d'un nouveau regard sur les mouvements féministes dits « subalternes »¹ (voir la contribution à ce volume de Thierry Labica, chapitre VII).

C'est au prisme des rapports entre genre et sexe que la théorie *queer* a, elle, déconstruit la catégorie « femmes ». Le terme *queer* (« étrange ») a été utilisé comme une insulte visant notamment les homosexuels. En une démarche de retournement du stigmate, il a été revendiqué et a servi à désigner aussi bien des réflexions théoriques qu'un mouvement politique, centrés sur la subversion des normes de genre. On doit à Judith Butler l'une des contributions majeures à la théorie *queer*. Elle s'est concentrée sur la dichotomie sexe/genre qui a été formalisée dans le cadre des recherches médicales sur l'intersexualité – *i. e.* sur le traitement de personnes possédant des caractéristiques de sexe si indéterminées qu'il est impossible de les classer dans la rubrique « mâles » ou « femelles ». Or c'est précisément cette naturalité du sexe que Butler conteste en un geste qui consonne avec la mise en évidence du caractère tardif et construit du modèle anatomique de la différence des sexes par l'historien Thomas Laqueur². C'est dans une lignée foucauldienne que Butler s'inscrit de son côté afin de mettre en relief la façon dont le corps sexué, loin de s'inscrire dans un ordre naturel, est l'effet de rapports de pouvoir et est constitué par le genre au sein d'une matrice de l'hétérosexualité obligatoire. Butler parle ici de « performativité du genre » pour traduire la façon dont le genre recouvre un ensemble d'énoncés et de pratiques qui produisent ce qu'ils désignent. Elle insiste sur le caractère répétitif des pratiques et rituels qui produisent le genre associé à une « stylisation répétée

1. Dorlin (2008) ; Mohanty (2006) ; Spivak (2006).

2. Laqueur (1992).

des corps »¹. Le genre n'est donc pas un donné et n'existe que parce qu'il est mis en acte. À cette réflexion s'articule le refus de la politique féministe comme politique identitaire. Là où Spivak admettait, la possibilité d'un « essentialisme stratégique » – soutenant l'utilité qu'il peut y avoir à se référer temporairement à une catégorie identitaire dès lors qu'il s'agit de favoriser une mobilisation collective –, Butler va loin dans le rejet d'une telle conception de la politique féministe, l'identité d'un sujet ne pouvant être au fondement de la politique féministe dès lors que « la formation du sujet relève d'un champ de pouvoir qu'on occulte au nom de ce fondement »². La critique de la catégorie « femmes » – qui s'accompagne d'une critique similaire des identités « lesbiennes et gays » – va dès lors de pair avec la valorisation d'une politique axée sur des pratiques de parodie du genre. D'où l'importance accordée aux performances *drag* qui, en parodiant le genre, en révèlent « la structure imitative »³.

Genre, corps, subjectivité

La contribution de la théorie *queer* tient aussi à la façon dont elle revient sur l'articulation entre genre et sexualité sans s'enfermer dans l'alternative réductrice d'un féminisme de la domination et d'un féminisme « pro-sexe ». À un féminisme concentré sur la revendication d'un accès égalitaire à l'espace public a succédé dans les années 1970 un féminisme axé sur la politisation des questions « privées » ; la sexualité devient ainsi l'un des enjeux centraux du projet féministe. Si elle est apparue à la fois comme un vecteur de domination et d'émancipation dans le cadre de la « libération » sexuelle, la réflexion critique sur cette dernière va polariser les débats, opposant à un féminisme de la domination, concentré sur le lien entre sexualité et violences faites aux femmes, un féminisme « pro-sexe » valorisant l'expérimentation sexuelle, qu'elle passe par

1. Butler (2005, p. 109).

2. Butler (2005, p. 67).

3. Butler (2005, p. 261).

le sadomasochisme, la pornographie, etc. Catharine MacKinnon¹ est une figure représentative d'un féminisme faisant de la sexualité un instrument d'oppression des femmes, *i. e.* la dynamique par laquelle la domination masculine induit une définition des normes et identités de genre. D'où notamment la défense d'une optique prohibitionniste sur la pornographie. Dans ce cadre, la libéralisation sexuelle est perçue comme n'ayant en rien entamé la domination masculine mais ayant contribué à la reconduire. À l'inverse, les féministes « pro-sexe », telle Gayle Rubin², insistent sur l'opposition genre/sexualité, les expériences lesbiennes manifestant la possible autonomisation de la sexualité par rapport aux normes de genre. D'où une réflexion sur la façon dont la « libération » sexuelle pourrait profiter aussi bien aux femmes qu'aux hommes et sur la façon dont la sexualité féminine peut s'affranchir du cadre patriarcal, cette optique allant de pair avec un déplacement du regard sur la pornographie : à l'optique prohibitionniste se substitue une réflexion sur la façon dont une pornographie non sexiste est possible ; les « pro-sexe » opèrent un déplacement similaire en ce qui concerne la prostitution en s'interrogeant sur la façon dont les conditions de travail du sexe peuvent être améliorées et sur la manière dont ce dernier peut être déstigmatisé, là où les féministes de la domination n'y voient qu'une forme d'exploitation.

S'il y a continuité entre féminisme pro-sexe et activisme *queer*, la démarche de Butler refuse à la fois l'identification et l'autonomisation de la sexualité et du genre : la sexualité est traversée par les normes de genre qu'elle peut en retour interroger. En cela, la réflexion de Butler participe d'un élargissement du débat au même titre que les réflexions féministes sur la technologie notamment impulsées par le *Manifeste Cyborg* de Donna Haraway (2007). Celle-ci y appelle les féministes à investir la question des techniques en récusant définitivement le mythe d'une nature originelle, d'où la consécration du cyborg, à la fois homme et machine, comme figure exemplaire de notre modernité : les êtres humains sont tous des cyborgs, leurs organismes étant des hybrides de nature et d'artifice, et leur rapport à l'environnement passant également par tout un ensemble d'objets techniques. Centrée sur l'effacement des fron-

1. MacKinnon (1989).

2. Rubin (1992).

tières entre nature et artifice, homme et animal, Haraway nourrit la critique d'un sujet collectif du féminisme. Mais elle participe aussi du développement d'un écoféminisme – tendance forte du féminisme contemporain qui part d'une analogie entre domination des femmes et domination de la nature par les hommes pour aboutir à une critique de leur source commune, le capitalisme – qu'elle entend affranchir de la technophobie. Haraway a ainsi nourri le développement de réflexions sur la façon dont les technologies peuvent constituer des espaces de résistance aux dispositifs disciplinaires de normalisation des corps¹. Des stratégies proches traversent donc les approches *queer* et les travaux sur les technologies du sexe qu'Elsa Dorlin a bien résumées par le vocable « corps contre nature »².

Cependant le mode d'approche du corps sexué propre à ces courants se réclamant sur certains points d'un « postféminisme » peut être questionné. On a notamment opposé à l'optique butlerienne les travaux de certaines féministes qui, s'inscrivant dans une veine foucauldienne, ont entrepris de mettre en relief la façon dont le corps féminin est le produit de techniques et pratiques disciplinaires tout en insistant fortement sur sa matérialité, en un geste polémique qui vise les approches postmodernes soupçonnées de réduire le corps à une réalité discursive³. Butler⁴ a répondu à ce type d'objections, soulignant que ce n'est pas parce que le corps est un effet de rapports de pouvoir qu'il n'a pas de réalité matérielle.

Sans contredire de tels arguments, Toril Moi⁵ a insisté sur la dimension abstraite de la conception de la subjectivité et de la sexualité sur laquelle débouchent de telles approches. Si Butler a remis en question la dichotomie sexe/genre, T. Moi lui reproche de n'être pas allée au bout de sa logique en rompant avec la catégorie de « genre » en elle-même pour se tourner vers des concepts permettant de mieux intégrer la façon dont les gens comprennent et décrivent leurs propres expériences. À la recherche d'une alternative aux catégories de sexe et de genre, T. Moi a effectué un retour à la phénoménologie existentialiste de S. de Beauvoir, s'inté-

1. Preciado (2000).
2. Dorlin (2004).
3. Bordo (1993).
4. Butler (2009).
5. Moi (2003).

ressant à la façon dont la catégorie de « corps vécu » y est au service d'une démarche de description de l'expérience corporelle et sociale des femmes *du point de vue des femmes*. Moi souligne, dans sa relecture, l'influence de M. Merleau-Ponty, de sa conception d'un sujet incarné et situé dont le rapport au monde est médiatisé par un corps vécu, défini par sa capacité de coordination, son ouverture au monde, son intentionnalité, sa capacité à l'expression. Dans ce cadre, le corps n'est pas pure matière mais toujours investi et traversé par des significations et pratiques culturelles, sociales et historiques. La catégorie de corps vécu aurait ainsi l'avantage de permettre de saisir de façon concrète les expériences corporelles et les modes de subjectivation dans leur diversité sans retomber dans la dichotomie nature/culture ou dans la distinction binaire du masculin et du féminin. Le corps n'est pas ici conçu prioritairement comme objet ou produit d'un discours mais désigne aussi le lieu et le vecteur d'une expérience singulière de constitution de soi et du monde.

T. Moi n'est pas isolée dans sa défense d'une approche phénoménologique. Sa réflexion croise celle d'Iris Marion Young¹ qui s'est également interrogée sur la possibilité de cerner les expériences plurielles des femmes. À quelles expériences renvoie le fait d'avoir des règles, ou des seins ? Qu'impliquent ces expériences pour la façon dont un sujet habite le monde qui l'entoure ? Telles sont, entre autres, les questions abordées par Young dans le cadre de sa phénoménologie de l'expérience corporelle des femmes. Néanmoins Young refuse d'abandonner la question des causes sociales qui déterminent cette expérience vécue. C'est pourquoi elle dénonce comme un piège l'alternative « corps vécu *versus* genre », posée par Moi. Une approche phénoménologique centrée sur le concept de corps vécu peut certes constituer le point de départ d'une théorie adéquate de la subjectivité et permettre de rendre compte de la multiplicité des expériences vécues en fonction des situations, mais n'aide guère quand il s'agit de thématiser les injustices sociales dont les femmes sont victimes. D'où le souci d'articuler corps vécu et genre, compris comme un attribut des structures sociales qui comprennent la division sexuelle du travail, les normes hétérosexistes et les hiérarchies genrées de pouvoir : le

1. Young (2005).

corps et l'expérience corporelle des femmes sont pris dans des jeux de pouvoir et façonnés par des dispositifs de domination ; ceux-ci ne peuvent être entièrement appréhendés si, à leur analyse, ne répond pas la description vivante qu'en font les sujets.

Féminisme, capitalisme, État social

Cette démarche conduite Young à reconceptualiser le sujet politique du féminisme sur une base non essentialiste, à l'aune du concept de série : emprunté à Jean-Paul Sartre, ce dernier renvoie à une collection d'individus étrangers les uns aux autres ne partageant ni projet ni identité commune mais relié extérieurement par une position sociale semblable qui contraint et rend possible leur action de manière similaire. Les frontières de la série étant mouvantes, penser la catégorie « femmes » *via* cette catégorie permet de tenir compte de la multiplicité des situations des individus qui lui appartiennent, de n'en exclure *a priori* personne et d'y inclure des individus qui ne se pensent pas réflexivement comme membres de la série. Le souci de repenser le référent empirique de la catégorie « femmes » à l'aune du concept de série est motivé par l'idée que le gain d'intelligibilité apporté par les perspectives poststructuralistes à l'analyse des modes de la domination se paie sur le terrain de l'efficacité politique : si elle entend susciter des formes de résistance et de solidarité, la théorie féministe ne peut se permettre de mettre entre parenthèses les usages qui sont faits de la catégorie « femmes » dans les mouvements militants¹.

Young participe ainsi du questionnement de l'apport des approches déconstructionnistes sur le plan politique, initié par les féministes socialistes comme Nancy Fraser. On retrouve, chez cette dernière, le souci de critiquer l'association entre genre et identité. Mais il s'inscrit dans une critique plus large du tournant « culturel » de la théorie féministe contemporaine qui s'est focalisée sur les questions d'identité au point de subordonner les luttes sociales aux luttes culturelles. Cette critique renvoie dos à dos aussi bien les

1. Young (1994).

différentialistes que les approches poststructuralistes et postmodernes centrées sur la déconstruction des normes de genre. Ces dernières ont l'intérêt de dépasser un economicisme réducteur qui ne pouvait saisir les problèmes liés non pas à la division du travail mais à des schémas de nature culturelle. Mais Fraser souligne l'ambivalence de telles avancées qui, dans un contexte de progression du néolibéralisme, ont tendance à marginaliser les questions de répartition. Cette critique d'un « culturalisme tronqué » englobe notamment l'optique butlerienne à laquelle Fraser reproche d'avoir couplé de façon excessive genre et sexualité et d'avoir versé dans une dérive fonctionnaliste, en développant une conception monolithique, totalisante et indifférenciée du système capitaliste (présenté comme impliquant nécessairement l'hétérosexisme)¹. Fraser souligne aussi l'insuffisance d'une approche qui appréhende l'émancipation trop exclusivement au prisme de la contestation des normes de genre.

Fraser oppose donc à Butler et aux approches poststructuralistes une approche bidimensionnelle du genre différenciant et articulant les aspects du genre liés à la classe (dimension sexuelle de l'économie politique) et ses affinités avec le statut (androcentrisme de l'ordre culturel). Les dimensions de répartition et de hiérarchie statutaire interagissent, mais sans se réduire les unes aux autres. D'où la nécessité de les distinguer analytiquement, afin de mieux ressaisir la nécessité pour une politique féministe d'articuler répartition et reconnaissance (Fraser a depuis insisté sur une troisième dimension qui est celle de la représentation), ces dimensions de la justice sociale étant théorisées en référence à une norme commune de parité de participation sociale. La reconnaissance ne vise pas ici une identité féminine mais le statut des femmes comme partenaires à part entière de l'interaction sociale. Les luttes de reconnaissance ne visent donc pas à valoriser la féminité mais à « désinstitutionnaliser les modèles androcentriques d'appréciation culturelle qui font obstacle à la parité entre les sexes »². Sur la base d'une telle reconceptualisation de la politique de reconnaissance, on peut envisager une politique féministe qui prenne en compte la multiplicité des axes de subordination (sexe, race, sexualité...), et pense de façon intégrée l'enjeu redistributif et la modification des modèles

1. Fraser (1998).

2. Fraser (2010, p. 135).

d'appréciation culturelle reflétant les hiérarchies des sexes, évitant ainsi de tronquer le programme féministe et de renforcer le néolibéralisme.

L'optique fraserienne est représentative du féminisme socialiste contemporain en ce qu'on y retrouve à la fois une démarche de reconceptualisation de l'espace public et une réflexion critique sur l'État social contemporain. D'un côté, Fraser critique toute dichotomie rigide du public et du privé tout en maintenant la pertinence normative du concept d'espace public qu'elle propose de repenser en opposant au modèle libéral-républicain, unitaire et homogène, une conception plurielle reconnaissant l'importance des « contre-publics subalternes » : intégrant l'apport du *Black Feminism* et de l'optique postcoloniale, la notion désigne les arènes discursives dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent des contre-discours développant leurs propres interprétations de leurs identités, intérêts ou besoins. De l'autre côté, ce travail sur la question de la publicité est indissociable du développement d'une certaine conception de l'État social, structurée autour de l'idée d'une interprétation des besoins impliquant une participation active au débat public des bénéficiaires des prestations. D'où une réflexion critique sur l'État social contemporain, enracinée dans un travail de généalogie des représentations – américaines – de la dépendance à l'aide sociale, dont l'enjeu est de montrer comment cette dépendance a été à la fois moralisée, féminisée et racialisée, en opposition à la prétendue autosuffisance du travailleur salarié¹. Sur ce point, le féminisme socialiste croise la réflexion développée dans le cadre des approches critiques dites du *care* qui mettent en relief la centralité des activités liées au travail de la dépendance et leur nécessaire revalorisation, et soulignent l'existence d'une corrélation entre la dévaluation de la dépendance, la relégation de sa prise en charge dans la sphère privée et son assignation à des catégories de population socialement dominées, selon des axes de genre, de classe, de race². Féminisme socialiste et approches du *care* convergent ici dans un souci de dépassement des ambivalences du féminisme contemporain *via* une critique de la société capitaliste qui articule à une critique des formes de domi-

1. Fraser et Gordon (1997).

2. Tronto (2009) ; Garrau et Le Goff (2010).

nation, aussi bien sociales qu'économiques, une défense de l'État social. En soulignant que l'un des grands défis de la théorie féministe est désormais de réarticuler les pôles des combats féministes que sont l'émancipation et la protection, Fraser insiste sur la nécessaire revitalisation de l'alliance entre féminisme et défense de la protection sociale¹. Cet axe de réflexion témoigne de la richesse de démarches qui tentent ainsi de conserver l'apport du marxisme tout en les articulant à certains acquis du « tournant culturel » du féminisme.

Cette esquisse de cartographie témoigne de la permanence des tensions qui traversent les luttes et la théorie féministes. La tension essentialisme/constructivisme tend certes à s'estomper, les courants féministes actuels endossant massivement un regard critique sur la catégorie « femmes ». Mais des tensions demeurent entre des approches centrées sur la déconstruction et la contestation des normes de genre et des approches qui maintiennent une interrogation sur les formes d'expériences pouvant constituer le référent empirique d'un sujet politique du féminisme (des approches du *care* aux approches phénoménologiques, en passant également par la théorie du point de vue). Ces tensions ne doivent cependant pas être lues comme des oppositions tranchées : l'un des enjeux majeurs pour la théorie féministe est de viser un point d'équilibre entre ces deux types d'approches, et corrélativement de chercher des modes d'articulation entre l'héritage matérialiste du féminisme socialiste et les acquis des approches poststructuralistes, démarche qu'esquissent précisément certaines réflexions (celles de Fraser ou Young) sur lesquelles nous nous sommes attardés.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUVOIR Simone de, *Le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 1949.
BORDO Susan, *Unbearable Weight : Feminism, Western Culture, and the Body*, Berkeley, University of California Press, 1993.
BUTLER Judith, *Trouble dans le genre*, trad. C. Kraus, Paris, La Découverte, 2005.
—, *Ces Corps qui comptent ; de la matérialité et des limites discursives du « sexe »*, trad. Charlotte Nordmann, Paris, Éditions Amsterdam, 2009.

1. Fraser (2009).

- CRENSHAW Kimberlé, « Cartographie des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, 2005, n° 39, p. 51-82.
- DELPHY Christine, *L'Ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998.
- DORLIN Elsa, « Corps contre nature. Stratégies actuelles de la critique féministe », in *L'Homme et la Société*, 2004, n° 150-151, p. 47-69.
- , *Sexe, genre et sexualités*, Paris, PUF, 2008.
- DORLIN Elsa (dir.), *Black Feminism. Une anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- FRASER Nancy et GORDON Linda, « A genealogy of dependency. Tracing a keyword of US Welfare », in *Justice Interruptus. Critical Reflections on the Post-Socialist Condition*, New York, Routledge, 1997, p. 121-149.
- FRASER Nancy, « Heterosexisme, Misrecognition and Capitalism : A Rejoinder to J. Butler », *Social Text*, Hiver/Printemps 1998, vol. 53/54.
- , « Feminism, capitalism and the cunning of history », *New Left Review*, 2009, vol. 56, p. 97-117.
- , « Pour une politique féministe à l'âge de la reconnaissance : approche bi-dimensionnelle et justice entre les sexes », trad. Brigitte Marrec, in A. Bidet-Mordrel (dir.), *Les Rapports sociaux de sexe*, Paris, PUF, 2010.
- GARRAU Marie et LE GOFF Alice, *Care, justice et dépendance. Introduction aux théories du care*, Paris, PUF, 2010.
- GUILLAUMIN Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-Femmes, 1992.
- HARAWAY Donna, *Manifeste cyborg et autres essais*, anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan, Paris, Exils, 2007.
- HARDING Sandra (dir.), *The Feminist Standpoint Theory Reader : Intellectual and Political Controversies*, New York, Routledge, 2003.
- HILL COLLINS Patricia, *From Black Power to Hip Hop : Racism, Nationalism and Feminism*, Philadelphie, Temple University Press, 2006.
- LAQUEUR Thomas, *La Fabrique du sexe. Essai sur le corps et le genre en Occident*, Paris, Gallimard, 1992.
- LÉPINARD Éléonore, « Malaise dans le concept. Différence, identité et théorie féministe », *Cahiers du genre*, 2005, n° 39, p. 107-135.
- MACKINNON Catharine, *Towards a Feminist Theory of the State*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1989.
- MOHANTY Chandra Talpade, *Feminism without Borders. Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Durham/Londres, Duke University Press, 2006.
- MOI Toril, *What is a woman and other essays*, Oxford, Oxford University Press, 2003.
- PRECIADO Beatriz, *Manifeste contra-sexuel*, trad. Marie-Hélène Bourcier, Paris, Baland, 2000.
- RUBIN Gayle, « Thinking sex : notes for a radical theory of the politics of sexuality », in Carole Vance (dir.), *Pleasure and Danger : Exploring Female Sexuality*, New York, Pandora, 1992, p. 267-319.
- SCOTT Joan Wallach, *La Citoyenne paradoxale*, Paris, Albin Michel, 1996.

Déconstruction des genres et transformation sociale 143

- SPIVAK Gayatri, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, trad. J. Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.
- TRONTO Joan, *Un monde vulnérable. Pour une éthique du « care »*, trad. Hervé Maury, Paris, La Découverte, 2009.
- YOUNG Iris Marion, « Gender as seriality : thinking women as a social collective », *Signs*, 1994, vol. 19, n° 3, p. 713-738.
- , *On Female Body Experience : Throwing like a girl and other essays*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

10. Épistémologie et ontologie en sciences sociales

Pierre Livet et Frédéric Nef

Introduction

Les rapports entre épistémologie et ontologie en sciences sociales ne se vivent pas sur ce mode simple qui permettrait, une fois un domaine des sciences sociales un peu stabilisées, de définir des êtres et des objets sociaux et de déterminer en parallèle – ou dans un va-et-vient – quels sont les modes de connaissance qui leur sont appropriés. Les sciences sociales se posent souvent davantage des questions de méthode – comment déterminer et connaître les faits sociaux – plutôt que des questions de référents – de quelles entités existantes parlent les sciences sociales. C’est souvent pour appuyer des positions épistémologiques que des sociologues se risquent à des déclarations qui peuvent avoir des implications ontologiques (« traiter les faits sociaux comme des choses »). Ou encore, l’ontologie peut rester implicite et non déclarée comme telle, plutôt utilisée comme marqueur de la spécificité des sciences sociales (quand Georg Simmel montre que les relations les plus spécifiquement sociales impliquent une triade, des partenaires et des tiers). Les sociologues ou économistes peuvent aussi rester agnostiques en évitant de faire des déclarations ontologiques – le fonctionnalisme de Talcott Parsons est ambigu à cet égard. Ils peuvent même récuser toute ontologie réaliste, et renvoyer toute réalité sociale à des constructions. Plus récemment, des philosophes ont tenté d’élucider quel type d’être ont les êtres sociaux, et des sociologues se sont aussi demandés si les divisions ontologiques classiques (personnes et objets) ne devaient pas être renouvelées (Bruno Latour). Une

donnée est incontournable : les faits sociaux dépendent en partie de représentations, d'attentes épistémiques, si bien qu'ils comprennent des composantes d'*épistémè* dans leurs modes d'être. La thèse défendue en conclusion de ce chapitre est que ces composantes épistémiques ont leurs modes d'existence et leurs contraintes ontologiques, et qu'un être qui n'aurait pas de composante épistémique (éventuellement déléguée, quand il s'agit par exemple d'objets techniques et domestiques), comme une activité épistémique qui ne donnerait pas lieu à l'existence d'effets d'interaction, n'auraient pas leur place en sciences sociales.

Mais il nous faut d'abord rendre compte de ce que les spécialistes en ontologie appellent « ontologie sociale », car ce que nous souhaitons proposer, c'est bien une rencontre entre sciences sociales et ontologie.

Ontologie et ontologie sociale

L'expression « ontologie sociale » recouvre des choses extrêmement différentes et renvoie à une double origine, phénoménologique (à partir par exemple de l'œuvre d'Adolf Reinach, mais aussi d'Edith Stein¹, ou en partie Roman Ingarden²) et analytique (à partir de Rudolf Carnap³). On peut noter qu'un marxiste original

1. En effet, la première partie de *De l'État*, publié en 1925 dans le *Jahrbuch für Philosophie und phänomenologische Forschung*, s'intitule « La structure ontologique de l'État ». Edith Stein développe dans ce livre certaines des vues développées quatre ans plus tôt par Adolf Reinach sur les origines du droit civil. L'ontologie d'Edith Stein est une ontologie de la personne, distinguée d'une ontologie de la chose.

2. Son *Ontologie de l'œuvre d'art littéraire* est à strictement parler un travail qui appartient non à l'ontologie sociale mais à l'ontologie de l'œuvre d'art, toutefois cette dernière étant dans une certaine mesure un objet social, l'élaboration complexe et subtile de Roman Ingarden sur la base d'une ontologie des états de choses présente un vif intérêt pour l'ontologie sociale.

3. Voir le fameux § 151 de l'*Aufbau* (*La Construction logique du monde*) concernant les « objets culturels d'ordre supérieur ». On peut remarquer que la tonalité de ce texte est celle d'un constructionnisme modéré. Il existe un (excellent) article sur ce paragraphe : Yann Nicolas, « Les objets culturels », *La Critique de la raison en Europe centrale, Philosophiques*, vol. 26, n° 2, 1999, p. 301-314. Yann Nicolas situe clairement Carnap entre le réalisme (thomiste) d'Edith Stein et l'anti-réalisme de

comme Georg Lukács a repris cette dénomination dans un livre¹ écrit entre 1969 et 1971 et qui entend proposer une alternative marxiste à l'ontologie heideggérienne de *Sein und Zeit*. Les expressions du type « ontologie + adjectif » renvoient à des ontologies que l'on appelle spéciales, pour les distinguer de l'ontologie générale. On pourrait avoir à la place « ontologie de la société » ou « ontologie des objets sociaux », expression suffisamment générale pour remplacer « ontologie sociale » (en revanche « ontologie des institutions » par exemple ne serait pas assez général : les institutions sont une partie du social). L'ontologie générale est définie de deux manières différentes : science de l'être en tant qu'être (définition continentale), ou théorie des structures profondes de toute réalité possible (définition analytique). La définition continentale de l'ontologie sociale en découle : ontologie de l'être social. La définition analytique serait, elle : théorie des structures profondes de la réalité sociale. Il ne s'agit pas de donner à l'adjectif « profond » un sens erroné : il ne s'agit pas de la profondeur d'un sens plus lourd et plus riche, comme dans l'herméneutique, mais plutôt d'un sens technique, formel. Les structures profondes d'une réalité donnée sont les structures réduites aux relations fondamentales et aux entités élémentaires ; elles permettent par variation des relations et des entités d'engendrer des structures différentes qui peuvent correspondre à de simples possibilités. La métaphysique s'occupe des structures profondes de la réalité actuelle, de celle de notre monde, ou de notre univers, tandis que l'ontologie se consacre à toutes les possibilités de structures profondes (c'est un peu la différence entre l'astrophysique et la cosmologie théorique). Par exemple si nous aboutissons, pour des raisons à la fois formelles et descriptives, à des structures profondes dyadiques (posant que toute réalité sociale se fonde sur des interactions élémentaires engageant l'existence de deux entités), l'ontologie sociale nous suggérerait alors de poser comme réalité profonde des relations à n arguments, de manière à supposer qu'il puisse exister des réalités sociales, où à la différence de celles que nous observons, il existe des relations ternaires, et

Hayek. Ce travail permet par ailleurs de saisir le lien qui existe entre le concept de document chez Carnap et son usage par Maurizio Ferraris dans son ontologie de la documentalité.

1. Voir Lukács (2009).

donc que la réalité sociale ne serait pas fondée sur des dyades, mais sur des triades. En ce sens, l'ontologie sociale n'est pas un double de la sociologie générale, une étude par exemple des universaux substantiels ou formels des sociétés humaines, mais une théorie de toutes les formes possibles de socialité.

On peut risquer trois analogies avec des sciences existantes pour éclairer la nature de l'ontologie sociale.

- 1) D'abord avec *la linguistique théorique* : tout comme cette discipline sous sa forme générative, l'ontologie sociale distingue des structures superficielles (par exemple les codes juridiques, les régularités de comportement collectif, etc.) des structures profondes (les lois formelles de substitution dans les échanges, telles que nous les avons dégagées dans Livet & Nef 2009).
- 2) Ensuite avec *la cosmologie*. La cosmologie descriptive dégage les caractéristiques générales de notre univers, et notamment ses constantes (gravitation, vitesse de la lumière, etc.) tandis que la cosmologie théorique s'intéresse à la possibilité de faire varier ces caractéristiques, notamment les grandeurs des constantes, de façon à faire apparaître soit des univers impossibles physiquement, soit des univers possibles physiquement, faisant partie de l'hypothétique ensemble des multivers. Bien sûr c'est à la cosmologie théorique que l'ontologie sociale est analogue. En ce sens, on comprend la raison profonde de la proximité entre l'utopie, la critique sociale et l'ontologie sociale. En effet l'analyse de l'espace de possibilité des formes et des structures de socialité conduit à une prise de recul à l'égard de la contingence de tel ou tel type empirique d'organisation sociale. On ne peut donc opposer de manière schématique l'approche critique et l'approche ontologique ; ce serait superficiel et unilatéral.
- 3) Enfin, on peut développer une analogie entre l'ontologie sociale et *la méta-éthique*. Cette dernière établit une topique comparative des différentes éthiques afin d'établir la liste de toutes les éthiques possibles. L'ontologie sociale est dans une certaine mesure une métasociologie, ou une métaphilosophie sociale, selon que l'on se situe sur le versant plutôt sociologique, ou plutôt philosophique.

Poursuivons notre va-et-vient entre ontologie et sciences sociales en tentant d'explicitier les positions ontologiques de quelques grandes œuvres en sciences sociales.

Positions ontologiques implicites ou explicites en sciences sociales

Assez paradoxalement, la science sociale dont on peut le plus facilement expliciter l'ontologie, la théorie de la décision en économie, est l'une des sciences sociales qui apparemment se soucie le moins d'ontologie (dans la mesure où elle peut se satisfaire d'une épistémologie du « comme si », où il lui suffit que les phénomènes se comportent comme si la théorie était vraie). Les agents économiques y sont réduits à une liste de préférences entre des actions possibles : chaque agent n'est qu'un indice d'identification d'une telle liste. Il faut aussi supposer des états possibles du monde, et des probabilités sur ces états. Les actions sont des fonctions qui envoient les différents états du monde possibles dans des conséquences, ce qui permet à l'agent d'avoir entre les actions des préférences, en pondérant les conséquences par les probabilités. Cette ontologie est audacieuse : il s'agit de relations entre des relations, sans véritables substrats, et on n'y trouve pas de propriétés qui ne comportent pas un aspect relationnel – les individus agents sont des indices, les probabilités des relations entre états, les conséquences des relations avec les besoins des agents, etc. L'individualisme méthodologique de la théorie de la décision ne renvoie donc pas à une ontologie dont les éléments premiers seraient des individus, c'est une ontologie relationnelle de part en part.

L'individualisme en sciences sociales ne pose pas non plus les individus comme atomes (voir la contribution de Pierre Demeulenaere à ce volume, chapitre II). Il les voit plutôt comme des nœuds obligés des relations qui constituent une société. Sa thèse est surtout que, si l'on peut constater des corrélations directes entre un phénomène macroscopique et un autre phénomène macroscopique, on doit pour les expliquer redescendre au niveau des motivations des individus, de leurs représentations, en déduire leurs

actions et interactions, puis conjuguer ces effets pour remonter au niveau macroscopique, selon la figure du « bateau » de James Coleman. Il s'agit d'ailleurs d'allers et retours entre les deux niveaux, puisque pour définir par exemple le « contrôle » que veulent s'assurer les acteurs individuels, il faut tenir compte des capacités qu'ils ont à influencer un réseau qui les influence en retour. Ou encore, dans la version de Boudon, il faut pour comprendre les motivations et les « bonnes raisons » des individus, tenir compte de leur contexte de raisonnement, qui peut impliquer des rapports entre niveau micro et niveau macro. L'ontologie implicite est donc plutôt celle de deux niveaux (ou plus) de relations en réseau, avec des processus de décomposition pour descendre d'un niveau, mais aussi des processus d'émergence pour remonter.

Cette ontologie implicite, on le voit, est très liée à la conception épistémologique des processus d'explications. Il en était d'ailleurs de même aux débuts de la sociologie, chez Durkheim. Son ontologie, dans les passages où nous pouvons penser qu'il l'explique (*Les Règles de la méthode sociologique, Sociologie et philosophie*), repose sur deux thèses : la causalité et le holisme. On peut traiter les faits sociaux comme des choses, ce qui implique de pouvoir établir, à partir des combinaisons de corrélations et de dé-corrélations (les variations concomitantes de John Stuart Mill), des relations de causalité ; l'émergence toujours déjà accomplie du tout social développe des influences qui sont irréductibles aux seules relations du niveau individuel. Là encore, il s'agit d'une ontologie de relations (et non pas de choses au sens de substances). On part de la remontée émergente vers le niveau du tout social, on établit des relations *sui generis* à ce niveau (où l'on découvrira les corrélations et dé-corrélations) et on redescend au niveau individuel en tenant compte des conséquences des relations de haut niveau. L'ontologie des processus d'émergence n'est pas explicitée, même si Durkheim s'appuie sur les représentations que les individus se font de la puissance sociale.

On retrouve en fait une ontologie essentiellement relationnelle chez Simmel. Ce qui est pour lui la cellule paradigmatique du social est une triade

[...] où chaque élément apparaît comme une instance de médiation entre les deux autres et présente donc une double fonction : lier et séparer. Lorsque trois éléments A, B, et C forment une communauté, à la relation

immédiate entre par exemple A et B vient s'ajouter la relation médiante qui leur vient de leur rapport commun à C. (1999, p. 123)

Ce sont les interactions entre les éléments qui sont la base du social, et son émergence tient au rapport de chaque interaction duelle à un ou des tiers (éventuellement anonymes) qui servent de médiation de cette interaction, médiation qui elle-même peut renvoyer à d'autres. Ce qui fait société, ce sont donc les relations médiates d'ordre supérieur auxquelles renvoient pour s'expliquer les relations de base.

L'ontologie de Bourdieu apparaît d'abord dispositionnelle : l'habitus est une disposition (un potentiel actualisable dans certaines circonstances). Mais l'actualisation de cette disposition dépend du contexte. C'est d'ailleurs le fait que le contexte d'acquisition de la disposition puisse avoir été différent de ceux où elle structurera d'autres réponses aux situations nouvelles qui ne permet pas à l'habitus d'apparaître en tant que tel à la conscience des acteurs (cf. *Le Sens pratique*, 1980, p. 88-109). C'est là encore une modalité relationnelle.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser (puisqu'ils refusent toute référence à des entités préétablies avant le cours d'action), les ethnométhodologues à la suite de Harold Garfinkel ont une ontologie, qui est d'abord celle des processus du cours d'action (voir la contribution d'Albert Ogien à ce volume, chapitre XI). L'activité de compréhension qui leur est immanente peut permettre de tirer des faits sociaux publics de ces processus, à condition que chacun fasse fond sur des conditions de poursuite des coordinations (qui sont des relations), conditions présumées et qui constituent le savoir social ordinaire (et que peuvent révéler les *breaching experiments*). Ces conditions semblent normatives et donc modales, mais les contraintes des coordinations peuvent aussi être des propriétés des relations de coordinations, si bien que cette ontologie est en fait assez riche.

Terminons cette revue très partielle d'ontologies plus ou moins implicites par la perspective d'Harrison White. Il voit une société comme un système de réseaux, donc de relations qui finissent par se boucler. Ces relations présentent des types différents, et les concepts de White sont ceux qui analysent les possibles processus relationnels d'ordre supérieur entre ces ensembles de relations de

type différent : rester dans un domaine, passer diachroniquement d'un domaine à un autre – ce qui définit une identité et donne lieu à récits –, diffuser un mode d'interaction d'un domaine à un autre, ce qui donne naissance à un style, articuler dans un système institutionnel différents styles et récits, contrôler les transitions en renforçant les contrastes entre réseaux, briser ces contrôles par des prises d'actions sociales. Ce sont là des processus dont les relations donnent lieu à d'autres possibilités de processus et de relations.

Cette enquête inductive donne lieu à une conclusion qui ne peut avoir de prétention à l'universalité : les ontologies (souvent implicites) des sociologues et des économistes ont un noyau relationnel. On pourrait ajouter que cela transcende l'opposition entre individualisme et holisme, et que les formes de relations choisies par les auteurs sont à chaque fois aussi celles qui permettent un accès épistémique aux êtres et faits sociaux.

Pour poursuivre notre examen transversal entre ontologie et sciences sociales, il nous faut maintenant revenir sur quelques ontologies construites spécifiquement pour rendre compte des êtres et faits sociaux.

Ontologies sociales d'origine philosophique

Nous nous limiterons à l'exposition de deux ontologies sociales, celle de John Searle et celle de Barry Smith, nous réservant de renvoyer aux travaux de Maurizio Ferraris, Margaret Gilbert et de Pierre Livet et Frédéric Nef. En effet, l'ontologie sociale de Searle occupe actuellement une position dominante et le principal outsider est Barry Smith, qui a adressé des critiques pertinentes à l'ontologie searlienne. Maurizio Ferraris (2006 ; 2009) développe un programme ontologique rival de celui de Searle en montrant la complexité de la règle « X vaut pour Y » (ce bout de papier vaut pour de l'argent, cette suite de sons vaut pour une promesse) : ce qui vaut pour Y a la forme d'un document, et cette documentalité du social conduit à une déconstruction, qui utilise la critique de l'ontologie de l'écriture conduite par Jacques Derrida. Margaret Gilbert (1989 ; 2003) développe une alternative à la théorie de

l'intentionnalité de Searle, qui dépasse aussi sa théorie de la convention. On en profite pour prendre parti ici : selon nous, les théories de l'intentionnalité collective, comme celles de Michael Bratman ou de Tuomelo ne sont pas *ipso facto* ontologiques, comme une acception trop large de l'ontologie sociale le laisse entendre. Nous avons dans *Les Êtres sociaux* (2009) développé des règles de construction dans une optique proche de celle de Searle (en ne surestimant pas le langage), tout en optant pour une ontologie radicalement réaliste au sens de B. Smith. En ce sens, nous avons risqué une synthèse du constructivisme modéré de Searle et du réalisme radical de B. Smith : notre thèse est que des règles convenables de construction qui ne sont que des règles de substitution ne portent pas atteinte au réalisme.

L'ontologie sociale de Searle

L'ontologie sociale de John Searle est exposée principalement dans deux livres : *The Construction of Social Reality* (traduction : *La Construction sociale de la réalité*, 1995, CSR dans ce qui suit) et le récent *Making the Social World*, 2010, non traduit, MSW dans ce qui suit). CSR peut-être considéré comme une tentative d'intégrer des éléments constructionnistes dans une ontologie sociale réaliste. Le constructionnisme est un courant de la philosophie sociale qui, d'un point de vue critique, rejette le réalisme à propos des objets et des faits sociaux (il existe une forme radicale de constructionnisme, comme celle défendue par Bruno Latour, qui étend ce rejet au réalisme des objets non sociaux, mais on n'en tiendra pas compte ici, puisque notre objet est le constructionnisme en tant qu'il concerne les entités sociales). L'ouvrage de Searle reprend même de manière polémique (ou ironique) le titre de l'ouvrage de Peter Berger et Thomas Luckmann : *The Social Construction of Reality* (1967), et cette reprise indique clairement que Searle limite au social sa thèse constructionniste. Cette thèse est modérée même pour le social, car la question que se pose Searle est celle de l'existence objective du social dans un monde matériel :

[...] comment peut-il y avoir un monde objectif d'argent, de propriétés foncières, de mariages, de gouvernements, d'élections, de matches de football, de soirées mondaines et de cours de justice dans un monde entièrement constitué de particules physiques dans des champs de force, et dans lequel certaines de ses particules s'organisent en des systèmes qui sont des animaux biologiques tels que nous ? (1995, trad. fr. p. 10)

Pour Searle, il n'y a aucun problème avec le réalisme social : le monde social ne se surajoute pas au monde physique, il en fait partie :

[...] il y a des portions du monde réel, des faits objectifs dans le monde [nous soulignons] qui ne sont des faits que par l'accord des hommes. En un sens il y a des choses qui n'existent que parce que nous y croyons [...] j'ai donné à certains faits qui dépendent de l'accord des hommes le nom de « faits institutionnels », par contraste avec les faits non institutionnels ou bruts. [...] comment peut-il y avoir une réalité objective qui existe, pour une part, en vertu de l'accord des hommes ? Par exemple, comment cela peut-il être un fait complètement objectif que les bouts de papier qui se trouvent dans ma poche soient de l'argent que parce que nous le croyons ? Et quel est le rôle du langage dans la constitution de tels faits ? (*Ibid.*, p. 15)

Searle consacre deux chapitres à la défense du réalisme, deux chapitres que les commentateurs apparemment ne lisent pas vraiment. Il commence son livre par une « métaphysique des relations sociales ordinaires » en décrivant une scène, familière aux chercheurs en intelligence artificielle¹, celle du restaurant. L'argument de Searle est qu'il n'existe pas de description physico-chimique de « "argent" ou même de "chaise", alors même que argent et chaise sont des "phénomènes physiques" » (*ibid.*, p. 15). On ne peut donc donner une description correcte de ces phénomènes physiques en termes strictement physiques, parce que ces phénomènes physiques soit valent pour quelque chose d'autre, comme l'argent (phénomène de la conventionalité), soit n'ont de sens que relativement à une fonction, comme la chaise, relative à l'observateur ou à l'utilisateur (phénomène des fonctions ; voir *ibid.*, p. 22 *sq.*). On peut remarquer que c'est l'intentionnalité qui joue ici le rôle de faire de

1. En IA ce genre de scène servait d'exemple pour l'étude des scénarii : ce n'est que grâce à l'internalisation du scénario de la commande, que l'on peut comprendre ce que veut dire le client quand il dit au garçon « un steak à point ».

quelque chose de physique quelque chose qui joue un rôle dans un dispositif social qui comprend du sens, de l'échange, de l'utilité, tous phénomènes irréductibles à des phénomènes physico-chimiques. Bref l'argent ou la chaise ne sont pas des « objets intentionnels » (si cette expression a un sens), mais ne sont pas pour autant de purs objets physiques. Searle se propose donc de décrire et d'explicitier, en termes de conventions, d'intentionnalité la « vaste ontologie invisible » derrière ce genre de scénario social (on pourrait faire la même démonstration avec un mariage, un procès d'assises, etc.). Searle soutient donc qu'il existe une « ontologie invisible » à la base du social et que cette ontologie est suffisamment simple et légère pour ne pas, d'une part, faire obstacle à l'appréhension de la réalité et d'autre part ne pas dresser d'obstacle insurmontable pour son apprentissage. On peut cependant remarquer que Kafka, dans *Le Procès*, semble mettre en doute cet optimisme en soulignant au contraire la complexité indéchiffrable de cette ontologie invisible¹. L'ontologie sociale de Searle est une « ontologie élargie » par rapport à une ontologie de départ qui est une ontologie physicaliste (c'est-à-dire formée de particules matérielles en dernier ressort), qui comprend l'intentionnalité comme phénomène biologique réductible et naturalisable en droit.

L'ontologie de Barry Smith

Barry Smith a critiqué l'ontologie de Searle sur un certain nombre de points (B. Smith, 1999). L'essentiel ici n'est pas le conflit théorique entre ces deux auteurs les plus importants pour l'ontologie sociale actuelle, mais de bien dégager les grandes lignes de l'ontologie de Barry Smith, éventuellement en la comparant à celle de Searle. L'ontologie sociale de Barry Smith n'est pas une ontologie physicaliste avec une seule catégorie, ■■■■■■ finalement des points d'espace-temps de manière ultime, comme celle de Searle, pour qui les entités sociales surviennent sur les particules

1. B. Smith a rappelé que Kafka avait fait partie des cercles brentaniens (B. Smith, 1999b [?]).

qui sont des instanciations de propriétés physiques sur des points d'espace-temps, certes naturaliste. Il s'agit d'une ontologie bicatégorielle comportant une dimension temporelle, une ontologie de continnants et d'occurents. « Les continnants [...] demeurent identiques à eux-mêmes à travers le temps. [...] Les occurents surviennent ou se déroulent dans le temps. » (B. Smith, 1999a [?], p. 323). Dans une ontologie aristotélicienne, les continnants sont des substances et les occurents sont des accidents. Deux exemples de continnant : ce que les Anglais appellent « Ulster », ou « moi » ; un exemple d'occurent : mon actuelle migraine. Les continnants et les occurents sont liés par un lien de dépendance spécifique (les occurents dépendent spécifiquement des continnants : mon actuelle migraine dépend de moi, de ma substance). Si l'on prend un objet social comme la monarchie britannique, il comprend à la fois des continnants et des occurents. Les tous sociaux sont donc « transcatégoriels ». Une ontologie beaucoup plus riche que celle de Searle peut alors se développer. Il y a des continnants et des occurents complexes. Il y a des objets créés par décrets (voir les frontières créées par *fiat* distinguées des frontières naturelles). Cette ontologie est une ontologie du monde du sens commun et on peut qualifier cette ontologie sociale de naïve, si on entend par là que cette ontologie se distingue de l'ontologie des sciences. Pour Searle, l'ontologie sociale survient sur l'ontologie scientifique, ce qui à première vue est plus simple, puisque l'ontologie de départ n'est constituée que de points d'espace-temps. Mais si on peut à la rigueur accepter l'idée d'une naturalisation de l'intentionnalité, il est beaucoup plus difficile d'intégrer toute une ontologie intermédiaire des *Gestalten*, des niches ou plus généralement des espaces qualitatifs, qui joue un rôle central dans l'ontologie sociale : cette dernière n'est pas qu'une somme de faits institutionnels réglés par des conventions et survenant sur des faits matériels. Cette ontologie intermédiaire pour B. Smith est celle des « unités physico-comportementales » : au lieu de faire survenir du comportement (intentionnel) directement sur du physique, il admet des unités mixtes, hybrides, qui permettent d'éviter ce qu'il nomme « la tentation du monisme ontologique » (*ibid.*, p. 331), monisme matérialiste qui est bien celui de Searle. L'intérêt d'une ontologie de ce type d'unités est de dégager des propriétés, notamment topologiques, spéci-

fiques. Par exemple, les frontières – internes et externes – jouent un rôle crucial dans ces unités (cf. B. Smith, 1995, 1996, 1997).

À côté de ces unités et de la dépendance spécifique, B. Smith introduit, pour aborder l'ontologie des personnes (à peu près absente de l'ontologie de Searle) des *qua* objets et la notion de dépendance générique. Le *qua* objet est le pendant ontologique du rôle en théorie sociologique et l'héritier dans l'ontologie du mécanisme sémantique de réduplication (le fameux « en tant que », *quatenus* ou *qua* des médiévaux) : si en tant que père je suis patient, cela signifie que le *qua* objet père qui est une partie de ma personne est patient (je puis en tant qu'enseignant être irascible). La dépendance générique est relative à des *qua* objets : un procès doit être mené par un juge, qui est un *qua* objet. Le réalisme qui est produit par cette ontologie est extrêmement différent du réalisme de Searle. Ce dernier a raison de critiquer la conception du réalisme de Hilary Putnam comme point de vue de nulle part, mais sa propre position sur le réalisme est minimale. Comme on a l'a affirmé plus haut, il s'agit d'un réalisme mâtiné de constructivisme : sur une ontologie matérialiste du monde physique s'édifie à coup de règles et de conventions une réalité institutionnelle. Le réalisme de B. Smith est, lui, un réalisme écologique, d'inspiration aristotélicienne, dans la lignée brentanienne, la tradition autrichienne de philosophie aristotélicienne des sciences sociales.

S'il est difficile de se satisfaire dans le domaine social d'un réalisme matérialiste minimal, et s'il est nécessaire de donner un statut ontologique à des objets que la société re-qualifie à nouveaux frais comme *qua* objets, la relation épistémique aux objets sociaux, étant elle-même une forme de qualification supplémentaire, doit donc être intégrée dans l'ontologie sociale. Nous avons par ailleurs noté qu'en sciences sociales les ontologies sont intrinsèquement liées aux épistémologies. Nous pouvons nous demander s'il est possible d'indiquer quelques spécificités de l'ontologie des êtres sociaux qui tiendraient compte de cette sorte de résonance entre les deux approches. Ce souci de prise en compte des processus épistémiques et de qualification dans l'ontologie sociale vaut aussi bien pour les acteurs sociaux qui sont les sujets des sciences sociales que pour les considérations méthodologiques des chercheurs en sciences sociales.

Interactions entre épistémologie et ontologie des processus sociaux

Les opérations épistémiques des chercheurs en sciences sociales ont pour effet soit de modifier directement les interactions avec les acteurs sociaux (enquête participative), soit de constituer de nouveaux objets sociaux (statistiques, thèses sur la reproduction, etc.), souvent réutilisés par les acteurs comme repères ou guides dans leur compréhension de leur société, comme y amène l'interprétation des statistiques et de leurs corrélations. Mais ces acteurs ne les prennent pas pour de simples outils intellectuels, ils en font des représentations des traits de leur société. Inversement, les acteurs sociaux se simplifient leur tâche d'interprétation de l'environnement social en se reposant sur des êtres artificiels (outils ménagers, etc.) ou domestiqués – voire des êtres naturels intégrés comme écologiques – qui peuvent être réduits à un potentiel d'interactions sociales relativement typé (Bruno Latour a montré comment le multivers social se multipliait et, faut-il ajouter, nous donnait des repères).

Ces êtres sont des nœuds de multiplication d'interactions tout comme des garanties de reprise des coordinations sociales – ceci sur un plan en quelque sorte horizontal – et ce qu'on pourrait appeler des projecteurs de socialité – dans un plan en quelque sorte vertical.

Lancer des interactions nouvelles implique qu'on ne puisse garantir à l'avance qu'elles pourront assurer des coordinations, si bien que ces interactions ne deviendront sociales que lorsqu'elles pourront donner lieu à reprise. Mais cela aura lieu dans un autre temps et pourra avoir lieu avec d'autres personnes. On lance des possibles, et seuls ceux qui reprendront terre – pour relancer d'autres possibles – seront retenus comme sociaux. Nous avons donc besoin, pour tenir compte de ce qu'une société vit dans un constant porte-à-faux temporel, d'une ontologie de processus. Un processus à son démarrage présente son aspect actuel, mais ce qu'il donnera reste virtuel et, une fois terminé, il prend sens par la relation entre son résultat actuel et ses conditions de démarrage, qui sont devenues virtuelles. Par virtuel, nous désignons ces possibles

qui ont au moins deux ancrages dans l'actuel, l'un au démarrage, l'autre à leurs achèvements – ou à leurs étapes. C'est le cas des promesses tenues, comme aussi des promesses non tenues qui ruinent alors une réputation.

Quand un processus social d'interaction démarre, les chemins qu'il devra suivre pour en arriver aux conditions de test de l'interaction peuvent être divers, et donner lieu à bien des étapes intermédiaires, chacun des processus qui incarne ces étapes pouvant être substitué à d'autres pourvu que l'on revienne de temps en temps à satisfaire ces conditions tests. Chaque acteur a ses modes de test, selon ses besoins et ressources propres, ou sa place dans la division du travail social. Un ensemble de processus substituables entre eux peut être commun à toutes les perspectives propres à chacun de ces acteurs et de leurs modes de tests. La convergence de toutes ces perspectives sur cet ensemble de substituables constitue pour tous ces acteurs ce que nous avons nommé un projecteur de socialité, et le liant global de leurs interactions locales.

Ces processus substituables seront déclenchés selon les circonstances et les variations de l'environnement (exemple de base : chasser s'il y a du gibier, cueillir s'il y a des fruits et des racines). L'ensemble de ces substituables, dans une société complexe, ne peut pas être strictement déterminé. Plus il est riche, plus les acteurs qu'ils impliquent sont anonymes les uns pour les autres. Par rapport aux interactions locales que chacun peut directement contrôler, un ensemble d'interactions substituables comporte plus de virtualités, plus d'anonymat, et il est donc moins bien distingué. Si d'ailleurs les acteurs sociaux exigeaient qu'il soit mieux distingué, la projection sociale serait moins efficace. Le social est donc constitué d'interactions qui, par rapport aux interactions locales, sont rechargées en indiscernabilité et en virtualité. C'est parce que les individus renoncent partiellement à ce que les éléments des interactions dont ils dépendent soient uns et parfaitement identifiables qu'ils peuvent bénéficier d'une société dont les réseaux sont plus riches. Les êtres sociaux sont des êtres qui ont une part virtuelle de plus en plus importante, part qui se recharge à la fois en substituabilité et en indiscernabilité.

En un sens, les sciences sociales ont été construites pour réduire cette part d'indiscernabilité, soit en obtenant des informations à des niveaux collectifs jusque-là non investigués, soit en proposant

des mécanismes qui produisent les résultats collectifs à partir des interactions locales. Elles sont aujourd'hui amenées à reconnaître que la complexité de ces interactions n'est guère abordable que par des simulations non prédictives, et elles doivent donc accepter de fonctionner elles-mêmes comme des virtualités substituables – aux interactions sociales non académiques – qui apportent quelques nouvelles conditions de test pour les coordinations sociales. Elles doivent alors admettre qu'elles partagent les conditions ontologiques des êtres sociaux, et donc que leurs interventions donnent plus de repères et donnent plus de richesse aux êtres sociaux mais que leur réappropriation par d'autres acteurs sociaux déclenche aussi une relance d'indiscernabilité.

Nous avons vu que bien des sociologues partageaient une conception relationnelle de l'ontologie, et que c'était lié à leurs problèmes épistémologiques. Notre étude de John Searle et Barry Smith nous a montré que l'ontologie sociale exigeait une intrication entre plusieurs types d'êtres, et la possibilité de re-qualifier des êtres. Les activités épistémiques des chercheurs participent de cette re-qualification. Elles exploitent le social et les acteurs sociaux les exploitent. Cette sorte de double jeu exige un jeu ontologique des processus entre actuel et virtuel. Dans leur part virtuelle, le social se recharge sans cesse en indiscernabilité, mais aussi en possibilités de substituabilité de processus complexes à des processus plus simples.

BIBLIOGRAPHIE

- BRATMAN Michael, *Faces of Intention*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- BOURDIEU Pierre, *Le Sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.
- , *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Paris, Droz, 1972.
- CARNAP Rudolf, *La Construction logique du monde*, trad T. Rivain revue par E. Schwartz, Paris, Vrin, 2002.
- COLEMAN James, *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1990.
- DURKHEIM Émile, *Les Règles de la méthode sociologique* (1937), Paris, PUF, 2007.
- , *Sociologie et philosophie* (1924), Paris, PUF, 2010.
- GARFINKEL Harold, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 2007.
- GILBERT Margaret, *On Social Facts*, Londres, Routledge 1989.
- , *Marcher ensemble. Essais sur les fondements des phénomènes collectifs*, Paris, PUF, 2003.

- FERRARIS Maurizio, *T'es où ? Ontologie du téléphone mobile*, trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Albin Michel, 2006.
- , *Documentalità. Perché è necessario lasciar tracce*, Roma-Bari, Laterza, 2009.
- INGARDEN Roman, *The Ontology of the Work of Art*, Athens Ohio, Ohio University Press, 1989.
- LATOURE Bruno, *Cogitamus*, Paris, La Découverte, 2010.
- , *Changer de Société, refaire de la sociologie*, nouvelle édition augmentée, Paris, La Découverte, 2009.
- LIVET Pierre et NEF Frédéric, *Les Êtres sociaux*, Paris, Hermann, 2009.
- LUKÁCS Georg, *Prolegomènes à l'ontologie de l'être social*, Paris, Éditions Delga, 2009.
- PARSONS Talcott, SHILS Edward, *Toward a General Theory of Action*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2001.
- REINACH Adolf, *Les Fondements a priori du droit civil*, trad. Ronan de Calan, Paris, Vrin 2004.
- SEARLE John, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Gallimard, 1995.
- , *Making the Social World*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- SIMMEL Georg, *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, trad. Sibylle Muller et Lilyane Deroche-Gurcel, Paris, PUF, 1999.
- SMITH Barry, « The Structures of the Commonsense World », *Acta Philosophica Fennica*, 1995, vol. 58, p. 290-317.
- , « Mereotopology : A Theory of Parts and Boundaries », *Data and Knowledge Engineering*, 1996, vol. 20, p. 287-303.
- , « On Substances, Accidents and Universals : In Defence of a Constituent Ontology », *Philosophical Papers*, 1997, vol. 26, p. 105-127.
- , « Les objets sociaux », *Philosophiques*, 1999, vol. 26, n° 2, p. 315-347.
- STEIN Edith, *De l'État*, Paris, Éd. du Cerf, 1989.
- TUOMELA Raimo, *The Importance of Us*, Stanford, Stanford University Press, 1995.
- WHITE Harrison C., *Identity and Control : how social formations emerge*, 2nd édition, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2008 ; traduction et révision par Michel Grossetti, *Identité et contrôle. Une théorie de l'émergence des formations sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2011.

11. La perspective de l'ordinaire

Albert Ogien

L'invocation de l'ordinaire sert, en sciences humaines et sociales, à remettre en cause la validité de ces partages conceptuels qui fondent le travail de ces sciences sur une séparation première entre le noble et le vulgaire, le réfléchi et l'irréfléchi, la vérité et l'illusion, le général et le particulier, le savant et le populaire, l'universel et le singulier, la signification et l'usage, le structurel et le singulier, le déterminé et le vague¹. Et ceux qui défendent le principe de cette remise en cause poursuivent généralement un objectif : reconsidérer la visée de ces sciences en se plaçant du point de vue du versant déprécié de ces antinomies. Le premier effet de ce retour à l'ordinaire a donc été le développement de démarches critiques qui contestent l'opposition radicale entre savoir scientifique et savoir de sens commun, récusent la distinction entre fait et valeur, ou rejettent l'intellectualisme qui caractérise toujours un peu la théorisation.

En sociologie, ce retour a produit d'autres effets. Il a contribué à donner une certaine légitimité à l'intérêt porté à la vie quotidienne et à l'existence concrète des personnes observées tout en réhabilitant le « point de vue de l'acteur » (Paperman, 2006), que ce soit par le recours à la méthode des récits de vie (Bertaux, 1997), aux entretiens biographiques (Demazière et Dubar, 1997) ou à l'évocation des « gens de peu » (Sansot, 1992). Or, ce qui caractérise la plupart des travaux sociologiques qui restituent la parole des acteurs ordinaires est le fait qu'ils concèdent un crédit limité aux

1. Voir Grignon et Passeron (1989), Laugier (1999), Marie, Dujardin et Balme (2002), Corcuff (2002), Gautier & Laugier, (2006).

descriptions « indigènes » qu'ils recueillent, et, en tout cas, n'admettent pas qu'elles puissent exprimer une vérité¹. Et pour cause : ces discours bruts sont des « interprétations » ; et l'interprétation pose problème à l'esprit scientifique : dans la mesure où elle est une expression singulière, il convient de lui adjoindre ce complément de sens dont elle serait dénuée et sans lequel le rapport qu'elle entretient à la réalité et à l'action serait tout bonnement incompréhensible. Cette idée autorise donc le sociologue à appliquer le correctif de l'objectivation pour élever à la généralité les propos qu'il glane (en les rapportant au système normatif d'une société, à des régimes de justification, à des principes de rationalité, à des habitus, à des règles de logique narrative, à des grandeurs, etc.) (Berthelot, 1994).

Une tout autre démarche analytique s'est cependant développée lorsque des sociologues ont choisi d'admettre que les données empiriques prélevées dans l'enquête contiennent, en elles-mêmes, la signification qu'elles prennent *pour* la circonstance au cours de laquelle elles ont été consignées. Ce choix, qui conduit à prendre l'ordinaire au sérieux, oblige le chercheur à **changer de pied [?]** : au lieu de se croire investi de la tâche de substituer sa version d'une réalité à celle qu'en donnent ceux qui la pratiquent, il s'engage à saisir la manière dont ceux-ci font usage des significations qu'ils attribuent aux choses et aux événements dans et pour l'action en commun (Cefaï, 2010). Vue sous ce jour, la question de l'interprétation cesse d'être celle du « savoir de sens commun » que les individus mobilisent pour donner un contenu de vérité aux propositions qu'ils formulent, pour devenir celle des procédés qu'ils utilisent pour organiser et exprimer ce savoir, dans la production de leurs énoncés comme dans l'orientation de leur action (Wilson., 1970).

Analyser l'ordinaire est donc une démarche qui ne devrait pas se contenter d'exhumer et de mettre en lumière des faits couramment tenus pour sans importance (la banalité du quotidien) ou négligeables (le savoir profane), mais viser à rendre compte d'un autre ordre de phénomènes : tout ce sur quoi les individus font régulièrement fond pour agir en commun de façon acceptable sans même s'en apercevoir. L'ordinaire renvoie donc à une question :

1. À l'exception notable des démarches de Pollak (2000) et de Pharo (1997).

de quoi est constitué l'arrière-plan non questionné¹ sur lequel s'engage et se développe l'action en commun ?

De l'arrière-plan à l'ordinaire

La notion d'arrière-plan se présente sous de multiples figures : représentations collectives, système normatif, habitus, sens commun, savoir pratique, perception directe, etc. Si toutes ces figures admettent que la régularité des conduites individuelles résulte de l'application d'un ensemble de prescriptions (qu'elles émanent d'un mécanisme, de schèmes cognitifs, de normes ou de règles), chacune contient une certaine manière de concevoir la relation entre intention et action. Or, deux grandes façons de penser cette relation divisent les sciences humaines et sociales : internaliste et externaliste.

Une bonne illustration de la première est celle qu'expose John Searle, pour qui le terme intention doit exclusivement servir à nommer un état mental d'un individu. Posant que « le cerveau est tout ce dont nous disposons pour nous représenter le monde ; donc tout ce dont nous pouvons nous servir pour le faire doit être contenu dans le cerveau », il en conclut que « l'intentionnalité est un phénomène biologique et fait partie du monde naturel à l'instar de tout autre phénomène biologique » (Searle, 1985, p. 200). Mais, à la différence de l'internalisme moniste et matérialiste que défend le cognitivisme, Searle soutient une « conception dualiste » des états mentaux qui combine, d'une part, un « arrière-plan » (une sorte d'entrepôt dans lequel sont stockés tous les contenus qu'une intention peut prendre à un moment donné et dans une société donnée) lié à un « réseau » (un ensemble de désirs et de croyances donné et pré-ordonné qui fixe les conditions de satisfaction d'une intention particulière) ; et, d'autre part, des « intentions-en-action », c'est-à-dire l'actualisation dans une interaction spécifique de l'intention appropriée à la circonstance et qui est directement prélevée dans l'arrière-plan.

1. Ou ce que Simmel, Luhman ou Giddens nomment la confiance. Sur cette notion, voir Ogien et Quéré (2006).

Ce dualisme a son pendant en sociologie. Selon Stephen Turner (1994), les formes d'explication de l'action qui y sont en vigueur adoptent une « solution dualiste » dans la mesure où elles reposent toutes sur l'invocation d'une de ces entités obscures et inobservables qu'il nomme « objets collectifs non-publics », parmi lesquels il compte les représentations collectives, l'habitus, les dispositions, le savoir de sens commun, les communautés, les paradigmes, la tradition, les conventions, le savoir tacite et les routines. Pour Turner, dès lors qu'une explication repose sur un de ces objets, elle reconduit une séparation entre ce qui est tenu pour relever du général (une forme de régulation) et ce qui ressort du particulier (les univers singuliers dans lesquels cette forme trouve à s'appliquer), tout en affirmant que ce particulier reflète ce général mais sans expliquer comment il se peut qu'il le fasse. Ce qui revient à dresser un constat : la sociologie ne dispose pas d'une théorie de la socialisation qui parviendrait vraiment à convaincre de l'existence d'un mécanisme (qu'il soit d'intériorisation ou d'incorporation) qui déterminerait l'appariement systématique d'une intention et de l'acte qui la concrétise.

La conception externaliste de l'intention entérine, en quelque sorte, ce constat. Elle défend une proposition : les raisons de l'action ne naissent pas dans le for intérieur de l'individu, mais sont entièrement distribuées dans le contexte et dans la réalisation d'une activité pratique. Cette proposition, qui est celle de Ludwig Wittgenstein, écarte la question du rapport entre intention et action. Elle postule qu'identifier une action, c'est saisir directement l'intention qui l'informe ; et admet, à la suite d'Élisabeth Anscombe (2002), que cette saisie, qui se fait « sous une description » acceptable, dépend des circonstances dans lesquelles une conduite est « comprise » en tant qu'action d'un certain type. La conception externaliste admet donc la socialité de l'intention et concède un rôle actif à l'individu dans son attribution. Mais comment reconnaître ce rôle sans endosser une position mentaliste ou intellectualiste ? C'est ce que Wittgenstein cherche à faire dans *De la certitude* (2006), où, au lieu de traiter la question de l'arrière-plan en termes de schèmes régulateurs ou de contenus normatifs rapportant à la réalité, il l'aborde sous cet angle inusité : quel sens y aurait-il à douter d'un élément familier d'un monde connu ? Pour répondre à cette question, il se livre à une analyse grammaticale du verbe

« savoir », dont il distingue deux modalités d'usage. La première est la *certitude*, qui qualifie l'ensemble de ces choses dont personne ne penserait à contester la réalité (je sais que j'ai dix doigts ; qu'il fait jour ; que l'autoroute sur laquelle je roule ne va pas subitement s'affaisser ou s'arrêter net) ; la seconde est la *conviction*, qui s'applique à toute proposition qu'on peut justifier en apportant des preuves « objectives » à son appui lorsqu'elle est contestée (je sais que la Lune est en moyenne à 384 400 km de la Terre ; que l'eau est composée d'hydrogène et d'oxygène ; que Marcel Proust a écrit *À la Recherche du temps perdu*).

Prolongeant cette distinction, Wittgenstein différencie les « propositions empiriques » des « propositions pivots ». Alors que les premières peuvent être mises à doute, la réfutation des secondes *n'a aucun sens* puisqu'elles renvoient à des « croyances » de premier niveau sur la base desquelles des « croyances » de second niveau peuvent être formulées. Pour Wittgenstein, les propositions pivots renvoient donc à cet « arrière-plan dont j'ai hérité sur le fond duquel je distingue entre vrai et faux » (§ 94). Cet arrière-plan n'a rien d'un stock d'intentions, d'une mémoire, d'un habitus ou d'un système normatif transmis et intériorisé. Il rapporte simplement à ces propositions qui sont « soustraites au doute, comme des gonds sur lesquels tournent ces questions et ces doutes » (§ 341) et qui se définissent par la fonction logique qu'elles remplissent, car « si je veux que la porte tourne, il faut que les gonds soient fixes » (§ 343).

L'idée qui se dégage de l'analyse de Wittgenstein est que le monde ne se présente jamais à nous comme un chaos indéchiffrable : les innombrables « certitudes » qui habitent les individus au sujet de la régularité des choses permettent de prêter une intelligibilité immédiate (même si elle est provisoire, incomplète et révisable) à ce qui se passe et anticiper ce qui devrait arriver. Ce sont également ces certitudes qui les guident, sans qu'ils aient à y penser, pour déjouer ou « réparer » les troubles qui viennent soudain menacer l'apparence d'un ordre courant (et cela alors même que rien n'indique que la signification puisse jamais cesser d'être opaque). Wittgenstein ajoute que le fait de tableur sur la certitude est « naturelle », au sens où elle se constitue dans le processus qui conduit tout un chacun à posséder la maîtrise d'une langue vernaculaire et des usages qu'il est possible d'en faire dans les multiples circonstances de la vie quotidienne (Ogien, 2007). Voilà donc ce

sur quoi repose la perspective de l'ordinaire : les individus acquièrent, par dressage, familiarisation ou apprentissage, une vision approximativement identique du monde et des formes d'activité pratique qu'ils ont coutume de pratiquer, et ce qu'ils envisagent comme allant de soi se confond avec une sorte d'accord préalable et suffisamment commun sur une multitude de manières d'entrer en relation avec le monde et avec autrui.

Ordinaire et attitude naturelle

Si Erving Goffman et Harold Garfinkel partagent cette conception externaliste et l'idée de l'ordinaire qui s'en déduit, ils ont justifié leur position en s'inspirant des propositions de la phénoménologie. Ce qui leur a valu les critiques de Pierre Bourdieu, pour qui la « sociologie phénoménologique » relève d'un mode de connaissance qui

[...] ne peut aller au-delà de cette description de ce qui caractérise en propre de l'expérience « vécue » du monde social, c'est-à-dire l'appréhension de ce monde comme évident, comme allant de soi (*taken for granted*) : s'il en est ainsi, c'est qu'il exclut la question des conditions de possibilité de cette expérience, à savoir la coïncidence des structures objectives et des structures incorporées qui procure l'illusion de la compréhension immédiate caractéristique de l'expérience pratique de l'univers familier et exclut du même coup de cette expérience toute interrogation sur ses propres conditions de possibilité. (Bourdieu, 1980, p. 44 ; voir aussi la contribution de Loïc Wacquant à ce volume, chapitre XIII)

Pour Bourdieu, l'appréhension du monde ne peut être conçue, à la mode phénoménologique, comme le fait d'une conscience qui constitue, de façon libre et autonome, l'objectivité des choses et des événements dont il fait l'expérience. Elle est, tout au contraire, le reflet d'une manière d'envisager ces choses et ces événements propre à un milieu social et qui s'impose aux individus appartenant à ce milieu. De ce point de vue, l'allant de soi n'existe pas : ce qu'un individu tient pour évident signale uniquement l'incorporation d'une vision du monde entièrement déterminée par sa position

sociale originelle. Et l'attitude naturelle n'a rien de bien naturel : elle est la forme sous laquelle se présente la contrainte sociale fixée par les rapports de domination. Pour Bourdieu, ce sont les conditions objectives d'existence du groupe social dont l'individu est membre qu'il faut analyser pour comprendre les raisons de son action plutôt que les significations qu'il est disposé à lui accorder (de Fornel et Ogien, 2011). Et c'est ce que l'interactionnisme et l'ethnométhodologie oublie.

Mais ce reproche est plutôt mal fondé. C'est que la reprise partielle que Goffman et Garfinkel ont faite de la phénoménologie trahit complètement son esprit ; et, en tout cas, récuse ces notions cruciales que sont l'« ego », la « conscience », l'« intentionnalité » ou l'« expérience » (Heap et Roth, 1973 ; Rogers, 1983). Ainsi, au lieu de penser, avec Bourdieu, que Goffman et Garfinkel ont oublié la sociologie, il semble plus exact de dire que tous deux ont cherché à ancrer les analyses de la discipline dans la perspective de l'ordinaire, en s'attachant à découvrir les conditions élémentaires de l'action en commun, dans les « cadres » de l'expérience pour l'un (Goffman, 1974), dans les « structures formelles des activités pratiques » pour l'autre (Garfinkel, 2007). Chacune de ces deux options définit un des pôles qui délimitent ce qu'on pourrait appeler l'espace de l'enquête sur l'ordinaire en sociologie. Ce sont ces deux pôles, entre lesquels se sont distribuées des positions intermédiaires¹, que je voudrais décrire dans ce texte.

De l'action à la pratique

Goffman et Garfinkel font partie d'une même génération de sociologues qui, durant ses années de formation, ont contesté les courants dominants la discipline à son époque. Le premier récuse l'orientation culturaliste et structuro-fonctionnaliste des ethnographies de terrain auxquelles il participe dans les années 1940. Le second rejette la théorie de l'action de Talcott Parsons et l'idée

1. Les plus connues étant celles de Becker (1985), Glaser et Strauss (2010) ou Cicourel (1974).

selon laquelle les comportements des membres d'une société seraient le produit de l'intériorisation d'un système normatif qui instille en eux une motivation à en respecter les prescriptions. Pour lui, cette réduction objectiviste fait « perdre » le phénomène que l'explication cherche à saisir : la manière dont les individus pris dans la réalisation d'une action en commun parviennent, de façon séquentielle, à l'engager et à la conduire à son terme dans les circonstances et dans la durée mêmes où elle s'accomplit (Quéré, 2004).

Pour tous deux, rendre compte de l'action revient à analyser la pratique, c'est-à-dire le processus temporel au cours duquel les incertitudes qui naissent de l'incomplétude des échanges se dépassent dans le flux même de l'interaction (Livet, 2005). Ce qui les conduit à examiner en détail la manière dont l'enchaînement effectif des séquences d'action se réalise. Mais chacun conçoit différemment l'objet de cet examen. Pour Garfinkel, les données pertinentes qu'il s'agit d'accumuler doivent être recueillies dans l'observation *in situ* de la manière dont les gens ordinaires (« ethno ») font et disent ce qu'ils font et disent lorsqu'ils agissent en commun, dans l'intention de découvrir les « méthodes » qu'ils utilisent pour accomplir, au moment même où ils le font, l'activité pratique dans laquelle ils sont pris. Pour Goffman, celui de *Frame Analysis* en tout cas, le travail sociologique consiste à préciser les modalités sous lesquelles opère cette logique propre à l'ordre de l'interaction qui, tout en assurant la continuité de l'action, intègre les contraintes de la situation et en transforme les contours au gré des circonstances (Rawls, 1987). En d'autres termes, alors que le premier cherche à expliquer la manière dont la facticité vient au monde social, le second s'intéresse à la manière dont la vulnérabilité de la réalité sociale est momentanément suspendue. Tels sont les deux pôles qui balisent l'espace de l'enquête sur l'ordinaire.

Ordinaire et normalisation

La sociologie se construit sur un constat empirique : dans la très grande généralité des cas, les activités quotidiennes s'engagent,

se déroulent et s'achèvent sans heurt notable. Garfinkel tire une conséquence radicale de ce constat : il pose que la « compétence ordinaire » que les individus manifestent à agir de concert de façon adéquate procède de leur maîtrise des « faits naturels de la vie en société » qu'ils ont l'habitude de prendre pour base d'inférence et d'action dans le déroulement d'une activité pratique. C'est sur cette base qu'il substitue à la séquence socialisation-intériorisation-motivation, introduite en sociologie par Parsons pour expliquer la normativité des conduites individuelles, l'idée selon laquelle tout un chacun possède, du seul fait d'être membre d'une société, un « savoir de sens commun des structures sociales » dont l'usage approprié lui permet d'établir, avec autrui, une entente « à toutes fins pratiques » (c'est-à-dire ni une « définition de situation », ni un accord rationnellement négocié) qui est, comme le dit Goffman, « bien suffisante » pour que l'action en commun soit menée à son terme. Pour démontrer la validité empirique de cette proposition, Garfinkel procède à une série d'expériences de « rupture de routine » (*breaching experiments*) qu'il fait vivre à ses étudiants afin de mettre au jour, en le brisant délibérément, un genre de contrainte sur lequel s'échafaudent les échanges sociaux réguliers. Ces exercices expérimentaux¹ attestent que les individus ne cessent de combler, instantanément, les lacunes de la « communication » en ajustant leur action à la signification la plus plausible qu'ils accordent aux événements dont ils observent l'apparition dans le contexte d'activité dans lequel ils sont engagés.

La conclusion que Garfinkel tire de ces expérimentations est la suivante : pour agir de façon adéquate, les individus font usage de ce qu'il nomme des « structures formelles des activités pratiques », c'est-à-dire une série de six catégories générales qui organisent la possibilité de donner une intelligibilité à tout ce qui arrive dans un environnement d'action :

- 1) *typicalité*, c'est-à-dire le fait qu'un événement puisse être rangé dans une classe d'événements de même nature ;
- 2) *probabilité*, c'est-à-dire la chance que cet événement a de se produire dans une situation donnée ;

1. Qui sont relatés dans les chapitres 2 et 3 des *Recherches en ethnométhodologie* (2007).

- 3) *comparabilité*, c'est-à-dire la relation qu'il entretient avec d'autres événements passés ou futurs ;
- 4) *texture causale*, c'est-à-dire les raisons qui expliquent habituellement qu'il advient à tel ou tel moment ;
- 5) *efficacité instrumentale*, c'est-à-dire la place qu'un événement occupe dans une suite de relations entre fins et moyens ;
- 6) et *nécessité morale*, c'est-à-dire le fait qu'il ne peut pas ne pas advenir dès lors qu'on admet l'existence d'un certain ordre moral ou naturel.

Garfinkel envisage ces six catégories comme des « critères de normalité » qui permettent d'assurer, à chacune des séquences de l'interaction, la continuité de l'action en commun ; et l'usage de ces critères se réalise sans discontinuer, puisque l'incomplétude endémique des échanges oblige chacun des partenaires d'interaction à procéder, en permanence, à ce que Garfinkel nomme des « normalisations ».

Lorsque des écarts naissent entre ce que l'on attend qu'il advienne et ce qui advient effectivement, les individus s'engagent dans un travail de jugement et d'ajustement interprétatif au moyen duquel ces écarts sont « normalisés ». Par normalisation, j'entends que les valeurs de typicalité, comparabilité, probabilité, texture causale, efficacité instrumentale et nécessité morale qui sont tenues pour normales en une certaine circonstance sont rétablies. (Garfinkel, 1963, p. 188)

Ce « travail de jugement et d'ajustement interprétatif » – qui peut être conçu comme la forme élémentaire de l'ordinaire – est irrémédiablement public, ce qui revient à dire que la première condition qu'il doit remplir est de ne pas varier au-delà des limites d'acceptabilité qui confèrent leur intelligibilité à ses manifestations. Or, ces limites ne sont pas clairement définies : elles se découvrent elles aussi dans le déroulement de l'action en commun. Ce qui conduit Garfinkel à cette conclusion : le phénomène dont l'analyse sociologique doit rendre compte est l'incessante production mutuelle d'un ordre, toujours transitoire et constamment révisé, dans le déroulement séquentiel d'une action en train de s'accomplir et afin que cette action puisse s'accomplir¹. Tel est donc le premier pôle de l'espace de l'ordinaire. Passons au second.

1. Cette conception de la notion d'ordre se distingue de celle que propose la sociologie traditionnelle. Pour marquer la différence, Garfinkel y accole un astérisque et parle de « phénomènes d'ordre* ». Voir Garfinkel, 2001.

L'expérience en ses cadres

L'interactionnisme réaliste de Goffman cherche à combiner deux composantes apparemment contradictoires des conduites sociales : le fait qu'elles sont à la fois *totalelement prédictibles* (les attentes et les situations dans lesquelles elles s'actualisent sont connues de ceux qui les pratiquent) et *absolument imprévisibles* (nul ne sait ce qui peut arriver dans le cours d'une rencontre). Et au lieu de s'évertuer à résoudre la contradiction entre détermination *a priori* (le prédictible) et contingence (l'imprévisible), Goffman pose qu'elle se dépasse invariablement dans le flux de l'action en commun. Bref, qu'elle n'est ni un frein ni une nuisance au bon déroulement de l'interaction, mais son principe même. Pour Garfinkel, admettre, comme le fait Goffman, la pré-existence de formes sociales instituées revient à commettre une triple erreur : déterministe (la stabilité fixe les usages) ; théoricien (ce qui peut arriver dans l'action en commun est limité par des *a priori* difficiles à justifier) ; intellectua- liste (la stabilité ne peut être qu'un point de vue d'observateur désengagé de l'action). Goffman a réfuté, dans *Frame Analysis*, chacun de ces travers.

Dans ce livre, qui discute la nature de la réalité sociale et la thèse de la pluralité des mondes, Goffman entend démontrer que, loin d'être le « vécu » d'un individu délié de toute contrainte extérieure, l'« expérience » est sociale de part en part. Pour lui, cette socialité s'incarne dans deux types de « cadres » : les primaires, qui expriment ce « sens de la réalité sociale » qui guide la saisie immédiate des choses et des événements présents dans un contexte d'action ; et les secondaires, qui ordonnent les incessantes reconfigurations de « ce qui se passe » qui adviennent dans le déroulement de l'action en commun. Ces deux types de cadres sont dynamiquement associés : pour Goffman, s'engager dans un type d'activité pratique consiste à appliquer un cadre primaire, c'est-à-dire identifier le genre de situation dans lequel on se trouve, tout en sachant que cette identification initiale va se modifier dans la suite des échanges qui lui feront subir des « transformations » et des « modalisations » qui, à chaque séquence de l'interaction, conféreront une intelligibilité provisoire et amendable à des circon-

stances inattendues, parfois au point d'entraîner un changement de cadre primaire.

La position de Goffman est réaliste : il admet qu'il est impossible de dire et de faire tout et n'importe quoi en n'importe quelle circonstance, de signifier une chose et son contraire à la fois. Bref, que les cadres primaires (les situations) et secondaires (les opérations de transformation et de modalisation) posent des limites à l'acceptable. Ce qui lui permet d'affirmer que l'expérience de la vie sociale, toute individuelle qu'elle soit, ne siège ni dans l'intériorité ni dans la subjectivité, mais qu'elle est entièrement organisée par des formes de jugement qui guident les procédés de reconnaissance (des choses et des événements) et de reconfiguration (la modification des significations d'usage attribuées à ces choses et événements au fil de l'action) dont la pertinence s'impose à l'ensemble des participants à une activité pratique. Pour Goffman, l'expérience est donc « le jeu dont nous disposons, qui résulte de la donne que la situation nous met entre les mains et de notre propre mise » (Goffman, 1974, p. 370). En somme, elle est socialement organisée au sens où elle requiert des opérations de mise en relation qui garantissent l'intelligibilité de « ce qui se passe » et permettent de stabiliser momentanément la vulnérabilité de la réalité sociale. Et si cela se réalise sans grand problème, c'est que « la vie sociale est organisée de telle sorte que nous pouvons généralement comprendre ce qui nous arrive et y prendre part » (*Ibid.*, p. 35).

La décomposition de la dynamique de l'interaction en séquences identifiables est purement analytique : elle suspend la temporalité de l'action dans laquelle les choses se déroulent de façon si rapide et si fluide que ce qui les rend possible passe inaperçu. Cette suspension permet à Goffman de décrire les opérations (application d'un cadre primaire, transformations et modalités) qui réalisent l'ajustement aux variations de l'interaction et en assurent la continuité. Et cette nécessité de stabiliser continuellement la vulnérabilité de la réalité sociale définit le second pôle de l'ordinaire.

L'ordinaire, la coordination et la connaissance

Les travaux de Goffman et Garfinkel convergent sur un point : la coordination de l'action s'accomplit dans une suite ininterrompue et contingente d'opérations de mise en relation (pour Goffman) ou de mise en ordre (pour Garfinkel). Ces opérations, dont on peut dire qu'elles sont épistémiques plutôt que cognitives, sont au fondement de cette manifestation première de l'ordinaire qu'est, aussi tautologique que cela puisse paraître, la continuité même de l'action en commun. Le spectre de ces opérations couvre *analytiquement* un espace défini par deux pôles : celui de la production d'un ordre (par le truchement d'un « travail » d'ajustement qui se réalise dans la séquentialité des échanges et se configure de l'intérieur de lui-même) ; et celui de la suspension de la vulnérabilité de la réalité sociale (par le jeu des transformations continues et aléatoires que les individus font subir aux attentes et aux situations qui pré-existent à leur engagement dans une activité collective).

Pour l'interactionnisme réaliste et l'ethnométhodologie, l'enquête sur l'ordinaire oblige à produire une analyse du raisonnement pratique, tel qu'il s'exprime dans ces procédures d'objectivation (identifier les objets et les événements prélevés dans une situation d'action) et de contextualisation (identifier les éléments d'une circonstance d'action) dont les individus font *directement* usage dans l'action en commun afin de guider leurs rapports à autrui et les descriptions qu'ils formulent.

Se placer du point de vue de l'ordinaire conduit donc la sociologie à s'engager dans l'exploration de domaines qu'elle a longtemps ignorés : le corporel, le contextuel, l'infra-langagier et le pré-réflexif. Cet engagement repose sur une hypothèse : une grande partie de la normativité des conduites sociales est contenue dans la masse de ces faits (qu'ils appartiennent à la structure des situations, à l'ordre de l'interaction, à l'environnement physique et matériel, au fonctionnement de la langue, aux modalités de l'inférence pratique ou à la logique des relations) qui constituent cette organisation sociale de l'expérience (selon Goffman) ou de l'activité pratique (selon Garfinkel) à laquelle l'individu peut difficilement se soustraire (Ogien, 2009). Voilà pourquoi l'analyse de l'ordinaire

contient une invitation à faire de l'exercice de la connaissance un objet d'investigation sociologique.

BIBLIOGRAPHIE

- ANSCOMBE Élisabeth, *L'Intention*, Paris, Gallimard, 2002, p. 225-237.
- BECKER Howard, *Outsiders*, Paris, A. M. Métailié, 1985.
- BERTAUX Daniel, *Les Récits de vie*, Paris, Nathan, 1997.
- BERTHELOT Jean-Michel, « Sociologie analytique et paradigmes de l'action », *Sociologie du travail*, 1994, vol. 36, n° 2, p. 225-237.
- CEFAI Daniel (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.
- BOURDIEU Pierre, *Le Sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980.
- CICOUREL Aaron, *La Sociologie cognitive*, Paris, PUF, 1974.
- CORCUFF Philippe, « Le fil Merleau-Ponty : l'ordinaire, de la phénoménologie à la sociologie de l'action », in Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin et Richard Balme (dir.), *L'Ordinaire : modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 119-136.
- DE FORNEL Michel et OGIEN Albert, *Bourdieu, théoricien de la pratique*, Paris, Éditions de l'EHESS, « Raisons pratiques », 2011.
- DEMAZIÈRE Didier et DUBAR Claude, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan, 1997.
- GARFINKEL Harold, « A Conception of, and Experiments with, "Trust" as a Condition of Stable Coordinated Actions », in O. J. Harvey (dir.), *Motivation and Social Interaction*, New York, The Ronald Press, 1963, p. 187-238.
- , *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 2007.
- , « Le programme de l'ethnométhodologie », in Michel de Fornel, Albert Ogien et Louis Quéré, *L'Ethnométhodologie, une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, 2001.
- GAUTIER Claude et LAUGIER Sandra (dir.), *L'Ordinaire et le Politique*, Paris, PUF, 2006.
- GLASER Barney et STRAUSS Anselm, *La Découverte de la théorie ancrée*, Paris, Armand Colin, 2010.
- GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, *Le Savant et le Populaire*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989.
- GOFFMAN Erving, *Frame Analysis*, New York, Harper & Row, 1974 ; trad. fr. : *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1991.
- HEAP James et ROTH Phillip, « On Phenomenological Sociology », *American Sociological Review*, 1973, vol. 38, n° 3, p. 354-367.
- LAUGIER Sandra, *Du réel à l'ordinaire. Quelle philosophie du langage aujourd'hui ?*, Paris, Vrin, 1999.
- LIVET Pierre, « Cognition et sciences sociales : le paradigme de l'incomplétude », in Nicole Ramognino et Pierre Vergès (dir.), *Sociologie et cognition sociale*, Aix-en-Provence, PUF, 2005, p. 179-194.
- MARIE Jean-Louis, DUJARDIN Philippe et BALME Richard (dir.), *L'Ordinaire : modes d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, 2002.

- OGIEN Albert et QUÉRÉ Louis (dir.), *Les Moments de la confiance*, Paris, Economica, 2006.
- OGIEN Albert, *Les Formes sociales de la pensée. La sociologie après Wittgenstein*, Paris, Armand Colin, 2007.
- , « Rules and Details », *The Journal of Classical Sociology*, 2009, vol. 9, n° 4, p. 449-473.
- PAPERMAN Patricia, « Les versions sociologiques de l'ordinaire », in Claude Gautier et Sandra Laugier, *L'Ordinaire et le Politique*, Paris, PUF, 2006.
- PHARO Patrick, *Sociologie de l'esprit*, Paris, PUF, 1997, p. 219-231.
- POLLAK Michael, *L'Expérience concentrationnaire*, Paris, A. M. Métailié, 2000.
- QUÉRÉ Louis, « Pour une sociologie qui "sauve les phénomènes" », *Revue du MAUSS*, 2004, vol. 24, p. 125-145.
- RAWLS Anne Warfield, « The Interaction Order Sui Generis : Goffman's Contribution to Social Theory », *Sociological Theory*, 1987, vol. 5, n° 3, p. 136-149.
- ROGERS Mary, *Sociology, Ethnomethodology and Experience*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- SANSOT Pierre, *Les Gens de peu* (1992), Paris, PUF, 2009.
- SEARLE John, *L'Intentionnalité*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1985.
- TURNER Stephen, *The Social Theory of Practices*, Londres, Polity Press, 1994.
- WILSON Thomas P., « Conceptions of Interaction and Forms of Sociological Explanation », *American Sociological Review*, 1970, vol. 35, p. 697-710.
- WITTGENSTEIN Ludwig, *De la certitude*, Paris, Gallimard, 2006.

12. Pragmatisme et enquête sociale

Louis Quéré

Émile Durkheim introduit le cours qu'il consacre au pragmatisme américain en 1913-1914 en relevant ce qu'il a de commun avec la sociologie : « un sens de la vie et de l'action » (Durkheim, 1955, p. 27). Mais il ajoute aussitôt : « Et, pourtant, pour les conclusions du Pragmatisme, je n'ai qu'éloignement » (*idem*). En effet, Durkheim voyait dans le pragmatisme une forme d'irrationnalisme, subordonnant la connaissance à l'action, ainsi qu'un « utilitarisme logique », incapable de rapporter l'autorité de la vérité à sa nature sociale. Il ne pouvait évidemment pas anticiper le mariage qui allait avoir lieu, dans les années 1930-1940, sous l'étiquette d'« interactionnisme symbolique », entre le pragmatisme et la sociologie, à partir de l'interprétation de l'œuvre de George Herbert Mead par Herbert Blumer, et encore moins le regain d'intérêt actuel pour ce courant philosophique né à la fin du XIX^e siècle, qui avait quasiment disparu de la scène intellectuelle dans l'immédiat après-guerre après y avoir régné pendant plusieurs décennies, du moins aux États-Unis.

L'appropriation sociologique du pragmatisme par l'interactionnisme symbolique a cependant été très sélective, et elle a souvent été contestée pour ses contresens, notamment pour son interprétation « subjectiviste » d'une approche qui a tout fait pour soustraire la philosophie à sa « phase subjectiviste » moderne. C'est pourquoi il apparaît préférable de relire les auteurs pragmatistes sans passer par le prisme de l'interactionnisme. Quant au regain d'intérêt actuel, la philosophie sociale allemande contemporaine y a beaucoup contribué, parallèlement à la philosophie post-analytique américaine (Hilary Putnam, Richard Rorty, Robert Brandom, par

exemple). Jürgen Habermas a toujours été un lecteur assidu de Charles Sanders Peirce, et il a trouvé dans l'œuvre de G.H. Mead une première esquisse de son concept de « raison communicationnelle ». Axel Honneth s'est appuyé sur la psychologie sociale de ce dernier pour opérer une transformation naturaliste de l'idée hégélienne de « lutte pour la reconnaissance » (voir la contribution d'Estelle Ferrarese à ce volume, chapitre III), tandis que Hans Joas a pu la lire comme une théorie de l'« intersubjectivité pratique » (Joas, **1980/2007 [?]**).

La redécouverte française du pragmatisme s'avère bien différente de l'allemande. Les philosophes qui s'y intéressent n'y cherchent pas des idées pour établir le socle normatif d'une théorie critique. Quant aux sociologues, ils sont moins en quête d'une théorie sociale que d'une explicitation des tenants et aboutissants de l'« empirisme radical » (une expression de W. James) vers lequel les ont orientés les sociologies de l'ordinaire proposées par E. Goffman, d'un côté, par l'ethnométhodologie, de l'autre.

Une méthode plutôt qu'une doctrine

Le pragmatisme est moins une doctrine qu'un outillage épistémologique et conceptuel de l'enquête. C'est pourquoi il en appelle, entre autres, à une réforme de la théorie sociale. John Dewey considérait celle qu'il connaissait comme « un luxe inutile » : elle s'épuise à raffiner des concepts généraux, et à élaborer des principes tout prêts pour les imposer aux conduites singulières de façon à déterminer leur nature. Elle n'a recours aux faits qu'à des fins d'illustration d'idées générales. Une théorie sociale réformée fournirait des recommandations méthodologiques pour guider l'enquête sur des situations toujours spécifiques, ainsi que des conceptions théoriques pouvant servir d'hypothèses (à mettre à l'épreuve) et provoquer/diriger l'observation des phénomènes concrets.

Le pragmatisme est cependant loin d'être un courant de pensée homogène. On retrouve néanmoins les mêmes *leitmotive* d'un auteur à l'autre. Les plus importants sont sans doute la reconcep-

tualisation de la rationalité en termes d'enquête, la réinscription de celle-ci dans les processus de l'expérience, l'anti-atomisme et l'importance accordée aux conséquences.

C.S. Peirce conçoit le pragmatisme comme une méthode de clarification des « concepts intellectuels » et d'établissement de leur signification. Cette méthode consiste à considérer les effets pratiques et observables produits par les pensées et les croyances : « La signification intellectuelle de toute pensée réside en dernière instance dans ses effets sur nos actions » (cité par Cometti, 2010, p. 59-60). La méthode n'est autre finalement que celle, expérimentale et publique, développée par les sciences, c'est-à-dire celle de l'enquête.

Pour Peirce, l'enquête est une méthode de fixation rationnelle des croyances, dans laquelle l'observation et la communication jouent un rôle décisif. Il y a d'autres méthodes de fixation des croyances – l'obstination, la persécution, l'opinion publique –, mais l'enquête est la seule qui aboutisse à

[...] une conclusion qui sera indépendante de toutes les limitations individuelles, indépendante du caprice, de la tyrannie, des accidents inhérents à la situation, des conditions initiales [...] – une conclusion à laquelle parviendrait tout homme qui suivrait la même méthode et la pousserait assez loin. (Peirce, 2002, p. 171)

Il faut tout de suite préciser que Peirce ne concevait pas la croyance comme un état de l'esprit, ou une « attitude propositionnelle », mais comme « une habitude d'action ». Elle est « ce sur la base de quoi un homme est disposé à agir » : « La marque essentielle de la croyance est l'établissement d'une habitude, et les différentes espèces de croyance se distinguent par les divers modes d'action qu'elles produisent » (Peirce, 2002, p. 245). Dewey, quant à lui, était plus réticent à employer le terme « croyance ». On risque en effet de ne traiter la croyance que comme un état mental ou une assurance subjective, alors que l'aboutissement de l'enquête est d'abord et avant tout « un état de choses objectif et assuré : si assuré que l'on est prêt à agir, en pensée et en acte, en s'appuyant sur lui » (Dewey, 1993, p. 64).

Enfin, si elle est à la source de la connaissance, l'enquête n'est pas d'abord orientée vers l'établissement de vérités ; elle est mue par des intérêts pratiques et elle est la forme que prend la délibéra-

tion pratique. Celle-ci détermine ce qu'il convient de faire pour traiter une situation, quel que soit le domaine, qu'il s'agisse d'activités courantes, de morale ou de politique. Dans *Logique*, Dewey insiste non seulement sur cette orientation pratique de l'enquête, mais aussi sur le caractère pratique de ses opérations : elle exige « un faire et un fabriquer », car on n'aboutit pas à « un état de choses objectif et assuré » simplement en transformant des états mentaux. Il faut modifier les conditions existantes par des opérations concrètes qui créent les interactions causales appropriées.

L'enquête dans le processus de l'expérience

William James disait du pragmatisme qu'il s'agissait d'un « nouveau nom pour d'anciennes manières de penser ». Ce jugement s'applique notamment au concept d'expérience. En replaçant l'enquête au cœur du processus de l'expérience, les pragmatistes ont, en un sens, renoué avec une « ancienne manière de penser ». En effet, comme l'a expliqué Reinhart Koselleck, le concept ancien d'expérience comportait les idées d'exploration et d'enquête :

Dans un de ses plus beaux articles, Jacob Grimm nous éclaire sur le sens et l'évolution de la notion d'expérience (*erfahren, Erfahrung*). Il en souligne la signification primitive active, pour ainsi dire processuelle. Expérience avait avant tout le sens d'exploration, d'enquête, de vérification. [...] Au début des temps modernes le mot « expérience » a [...] été amputé de sa dimension active, axée sur l'idée d'enquête. [...] Une restriction progressive se dessine dans l'usage général qui tend à concentrer la notion d'expérience dans le domaine de la perception visuelle et du vécu. [...] Et Grimm avait raison. Il a cherché à préserver l'unité globalisante du vieux concept d'expérience... (Koselleck, 1997, p. 201-203)

C'est sans doute Dewey qui a retrouvé le plus clairement cette « unité globalisante du vieux concept d'expérience ». Mais il l'a fait en intégrant les leçons de Hegel et Darwin. Pour lui, l'expérience est d'abord et avant tout une affaire de conduite, qui prend forme dans et à travers les transactions entre un organisme et son environnement. Elle n'est donc pas une succession d'états de

conscience ou de « vécus » ; elle n'est pas non plus organisée par le discours ; elle n'est pas cognitive, mais « *behavioral* ».

Cette organisation de la conduite repose sur différentes formes d'exploration. L'enquête n'est que l'une d'elles. Suscitée par l'indétermination de la situation à traiter, elle « intellectualise » des formes d'investigation plus élémentaires inhérentes aux processus vitaux. Car le « schème de l'enquête » développe certains aspects du « schème des activités vitales » de tout organisme vivant.

Un tel organisme ne vit pas seulement dans un environnement, il le fait aussi « par le moyen de » cet environnement auquel il est lié par des « connexions actives ». « Par le moyen de » signifie que l'environnement opère de conserve avec l'organisme pour produire « les choses de l'expérience ». L'intégration des deux est plus fondamentale que leur distinction, qui, elle, n'est qu'analytique. C'est la raison pour laquelle Dewey en est finalement venu à préférer le terme « transaction » à celui d'« interaction ». L'idée d'interaction suppose encore deux entités indépendantes, qui s'influencent réciproquement, agissent l'une sur l'autre, se répondent l'une à l'autre, s'épaulent ou se contrarient, etc. Or, dans les activités vitales, l'organisme et l'environnement forment un système intégré. « Transaction » souligne ce caractère intégré. Parler de transaction permet d'éviter d'attribuer des aspects ou des phases de l'action à des éléments détachables ou indépendants.

Le propre de l'humain est de vivre dans et par un environnement culturel fait de coutumes, d'institutions, de traditions et de croyances. C'est un environnement qui rend possible une détermination des conduites par des opérations intellectuelles. Celles-ci requièrent le langage : quand celui-ci a émergé des formes antérieures de l'activité animale, « il a transformé les formes et les modes antérieurs du comportement associé et donné à l'expérience une nouvelle dimension » (Dewey, 1993, p. 117). Il a notamment permis de « jouer sous forme symbolique » les activités et leurs conséquences avant leur effectuation – bref, de raisonner et de délibérer.

La pensée pragmatiste est profondément anti-atomiste. Rien n'existe de façon isolée ; les choses agissent ensemble et entrent dans des interactions les unes avec les autres. Cependant l'association ne génère pas d'elle-même une communauté humaine. En un sens, la société, en tant qu'elle correspond aux modes institués

d'association, est un fait. Mais elle est aussi un « processus actif » d'élaboration réflexive et communicationnelle de l'association ; elle dépend alors du soin que la vie collective prend d'elle-même, en organisant l'interdépendance, qui est un fait, à travers la communication, la participation conjointe et le partage. Ceux-ci permettent d'atteindre consciemment des biens et d'augmenter l'expérience : « La société est le processus de s'associer de manière telle que les expériences, les idées, les émotions et les valeurs sont transmises et rendues communes » (Dewey, 1920, p. 205). Ce processus, pour Dewey, n'est autre que la démocratie.

Pour une réforme de l'enquête sociale

En tant que philosophie de l'enquête, le pragmatisme offre à l'analyse sociale un autre cadre conceptuel que celui qui a prévalu dans le développement de la sociologie européenne. Je vais en évoquer trois aspects.

Le caractère dérivé des « self-actions »

Dans son introduction à la traduction anglaise de *Soziale Systeme*, Niklas Luhmann évoque

[...] la naïveté stupéfiante avec laquelle les sociologues [...] se sont satisfaits de l'idée que, après tout, il y a des choses telles que des sujets, de l'intersubjectivité, du social, et de l'action sociale dotée de sens, sans qu'aucun ne mette tout cela sérieusement en question.

À la sémantique historique du sujet est associé, dit-il, le « mythologème de l'action », qui fait que « la théorie de l'action privilégiée par les sociologues contemporains est soutenue par le *corps mystique* du sujet ». Mais l'action et le sujet ne sont pas des « donnés ontologiques ultimes » ; ils sont plutôt des artefacts produits par des processus d'appropriation et d'attribution. Pour Luh-

mann, il est urgent d'amender ces cadres conceptuels « superficiels ».

En un sens, c'est ce qu'avaient déjà fait les pragmatistes en s'attaquant aux différents dualismes élaborés par la tradition philosophique occidentale. D'une part, en soulignant l'intégration et la coopération de l'organisme et de l'environnement dans les processus vitaux, ils avaient pointé un processus d'organisation dans lequel les positions d'agent et de patient sont réellement distribuées et partagées. L'action n'est pas le fait du seul sujet agissant selon ses propres pouvoirs (*self-action*). D'autre part, s'ils ont bien élaboré une théorie du *self* ainsi que des conditions et modalités de son émergence en tant que conscience de soi – ce fut une préoccupation centrale de Mead –, ce n'était pas pour assurer un « porteur » au processus de l'expérience, mais pour donner un statut second à la subjectivité. En effet tout comme elle est antérieure à la distinction de l'organisme et de l'environnement, l'expérience précède aussi celle du sujet et de l'objet. Si l'on veut faire figurer le sujet dans le processus de l'expérience, c'est uniquement en tant que « facteur ». C'est ce qu'explique Dewey dans *L'Art comme expérience* : le soi, l'organisme, le sujet ou l'esprit doit « être compris comme un facteur intégré (*absorbed*) dans ce qui est produit, à la manière [...] des gaz qui sont des constituants de l'eau » (Dewey, 2004, p. 294). Ce n'est que dans des circonstances particulières que le sujet émerge comme « porteur » de l'expérience : à savoir lorsqu'il s'agit d'assurer le contrôle d'un procès, ou bien de revendiquer, d'assumer ou d'attribuer une responsabilité, dans le cadre des interactions sociales. La sémantique naturelle de l'action fournit les ressources pour de telles opérations.

Un behaviorisme social

L'expression « behaviorisme social » a été utilisée *a posteriori* pour caractériser l'approche de Mead. Bien qu'il n'ait jamais utilisé cette expression, celui-ci a souvent revendiqué le qualificatif « behavioriste » pour sa psychologie sociale, en prenant cependant bien soin de préciser que son behaviorisme était celui du pragmatisme, pas celui de J. Watson. Ce dernier consiste à s'en tenir, en

psychologie, aux comportements observables et à laisser de côté tout ce qui échappe à une observation externe (la conscience, les images, la pensée, etc.). Mead refuse cet éliminativisme : « Il faut admettre, d'une manière ou d'une autre, l'existence de l'esprit ou de la conscience » (Mead, 2006, p. 103), tout en n'abandonnant pas l'idée de les expliquer en termes behavioristes, c'est-à-dire « en termes de comportement non mental » (*Idem*). Il s'agit, pour cela, de les traiter comme « des objets donnés dans le monde », de les appréhender en termes de processus et d'actes, d'attitudes et de conduites, ainsi que de stimuli et de réponses.

Au sens large, le behaviorisme n'est rien d'autre qu'une tentative d'étudier l'expérience de l'individu du point de vue de sa conduite [*behavior*] : en particulier, mais non exclusivement, de sa conduite telle qu'elle est observable par les autres. (*Ibid.*, p. 96)

Le défi à relever est alors d'expliquer la conscience et la conscience de soi, les concepts et les idées, la réflexion et l'imagination, la pensée et l'intentionnalité, etc., en termes de conduite dans et « par le moyen » d'un environnement social, et de le faire dans un vocabulaire unique qui puisse s'appliquer aussi bien aux comportements les moins élaborés qu'aux conduites les plus contrôlées par la raison.

Il ne s'agit pas de réduire le mental aux comportements. Il s'agit plutôt de considérer la conduite, ainsi que l'organisme, dans leur totalité, et de montrer comment certains processus externes observables sont préparés (voire implantés) dans l'organisme, ou comment ils commencent en lui. « Ce que le behavioriste fait, ou devrait faire, consiste à prendre l'acte complet, le processus entier de la conduite, comme unité dans son étude » (*Ibid.*, p. 188). Or l'« acte complet » a une phase interne et une phase externe ; quoique non observable, la première n'est pas d'une nature différente de la seconde. Mead utilise l'argument pour rendre compte de l'ensemble des capacités dites « mentales ». Ainsi l'intelligence réflexive naît-elle, selon lui, de l'internalisation d'un processus d'organisation de la conduite étayé sur le mécanisme social de la communication, tout comme le fait la capacité de penser, qui se forme à travers « l'internalisation par l'individu des processus sociaux de l'expérience et de la conduite », le principal étant le mécanisme de l'adoption des attitudes des autres dans la coordina-

tion des actes, des gestes et des paroles. Ce sont ces processus, relevant d'un « organisme social externe », qui confèrent sa structure à la pensée humaine.

Le behaviorisme social de Mead est étayé sur le « fonctionnalisme » de Dewey, initialement exposé dans l'article fameux de 1876, « The reflex arc concept in psychology », et réexposé dans plusieurs articles ou chapitres d'ouvrages ultérieurs. La critique de Dewey vise à la fois une conception atomistique du stimulus et de la réponse, le recours à l'introspection comme méthode d'accès aux processus mentaux et le behaviorisme en psychologie expérimentale, qui isole les actes et dépouille le comportement de son caractère holistique. La transaction coopérative entre un organisme et son environnement est une totalité orientée, qui a une extension et une continuité temporelles. Elle est séquentielle et sérielle. C'est pourquoi elle ne se résout jamais en une succession d'actes isolés. Dans une série, les actes antérieurs préparent ceux qui suivent – les seconds procèdent des premiers – et le comportement a une direction, et vise un état final ; il est un procès (au sens de quelque chose qui progresse graduellement vers une fin) et une croissance. Dewey trouve d'ailleurs que le mot « *conduct* » restitue mieux cette sérialité que le mot « *behavior* ».

La rationalité : une affaire de relation entre moyens et conséquences

Aujourd'hui il paraît très étonnant qu'Émile Durkheim ait pu voir dans le pragmatisme américain la promotion d'un irrationalisme. Car celui-ci a plutôt préconisé la soumission de tous les domaines de l'existence, notamment celui de l'éthique, de la morale et de la politique, aux méthodes de l'enquête et de l'observation contrôlées, telles que pratiquées dans les sciences. Certes il a abandonné le concept de raison au profit de celui d'intelligence située, et plus particulièrement d'intelligence sociale, et il a définitivement renoncé à vouloir tout fonder en raison. Mais cela n'a pas abouti à un irrationalisme. Bien au contraire ! On doit à Charles Sanders Peirce, qui était un logicien, l'étude approfondie des différents modes de raisonnement, et il a anticipé sur bien des points

le rationalisme critique de Karl Popper. John Dewey, de son côté, a mis en évidence les défauts et limites des conceptions traditionnelles de la rationalité, et proposé à la place une analyse en termes d'enquête. George Herbert Mead a quant à lui entrevu une nouvelle forme de rationalité, celle que Jürgen Habermas a explicitée en termes de raison communicative. Je ne peux pas développer tous ces points. Je voudrais simplement évoquer brièvement deux aspects de l'approche de Dewey. Le premier concerne le « continuum des fins et des moyens », le second la formation **[rationalité ?]** des valeurs.

Le « continuum des fins et des moyens »

Un point important de l'approche deweyenne de la rationalité est la correction qu'il a proposée de la conception traditionnelle de la relation fins-moyens. La rationalité est « une affaire de relation entre moyens et conséquences », les fins n'étant elles-mêmes que des conséquences réelles de moyens. La rationalité commande donc que les fins ne soient pas fixées en dehors de l'enquête. En effet on ne peut pas déterminer des fins-conséquences sans considération des moyens accessibles pour les atteindre. Dans l'enquête, ces fins ont le statut d'hypothèses à éprouver « en stricte corrélativité avec les conditions existentielles comme moyens » (Dewey, 1993, p. 599). Car ce n'est que dans une fonction d'hypothèse (une anticipation hypothétique de résultats) que les fins peuvent permettre de déterminer des conditions existantes comme moyens :

Les fins doivent être adjugées (évaluées) sur la base des moyens dont on dispose pour les atteindre comme les matériaux existentiels doivent être adjugés par rapport à leur fonction comme moyen matériel de produire une situation résolue, car une fin visée (*end-in-view*) est elle-même un moyen, à savoir un moyen procédural. (*Idem*)

Plus généralement, les fins « ne peuvent être validement déterminées que sur la base des tensions, des obstacles et des potentialités positives dont on découvre par observation contrôlée, qu'elles existent dans la situation réelle » (*Ibid.*, p. 606).

Dans « Théorie de la valuation », Dewey parle d'un « continuum des fins-moyens » : la relation fins-moyens, explique-t-il,

n'est pas à sens unique, comme on l'a souvent pensé. D'une part, les moyens contribuent à déterminer les fins, dès lors que les secondes ne sont que les conséquences de l'usage des premiers ; d'autre part, les fins sont aussi des moyens, plus précisément des moyens de sélection des moyens, et des « moyens de direction » des activités. Dans le *continuum* des fins et des moyens, la valeur n'est plus le privilège des fins, ni l'appréciation celui des moyens : tour à tour, la fin (*end-in-view*) et les conditions à réunir pour l'atteindre sont dotées de valeur et appréciées. Les fins ne peuvent pas être dotées de valeur indépendamment de l'appréciation des moyens permettant de les atteindre. Traiter une fin comme donnée d'avance c'est ne privilégier qu'une partie des conséquences réelles sélectionnée arbitrairement et faire l'impasse sur les autres conséquences produites par les moyens utilisés (cf. Dewey, 2011).

La rationalité des valeurs

Dewey déplore que trop de philosophies acceptent que les affaires de valeur soient laissées à la merci non seulement des préférences et des aversions personnelles, mais aussi des habitudes irrationnelles, des intérêts de classe, des pouvoirs établis et des institutions traditionnelles (notamment la religion). Pour lui, il y a une objectivité des valeurs, qui permet qu'elles fassent l'objet d'enquêtes, de critiques et d'expérimentations, bref de jugements intellectuels et de choix rationnels. L'enjeu est essentiel pour l'éthique et la politique.

La valeur est une composante de toute expérience immédiate : ce qui est, ou ce qui arrive, plaît ou déplaît au regard de sa qualité immédiate. Nous aimons ou n'aimons pas les objets, les événements, les situations, les personnes et leurs comportements. Ces appréciations/dépréciations directes et immédiates s'expriment naturellement dans des comportements ou des attitudes « actives » : si l'on apprécie quelque chose, on en prend soin et on s'en occupe ; si quelque chose nous déplaît, on l'évite, on le rejette, on l'élimine, etc. C'est pourquoi « le champ auquel appartiennent les faits-de-valeur est comportemental » (Dewey, 1949, p. 344). Si Dewey introduit la notion de champ pour parler de la valeur, c'est pour souligner que les choses n'acquièrent une valeur que dans

leurs relations, connexions et interactions, de toutes sortes, avec d'autres choses, et non dans leur relation avec un sujet ou une conscience.

Mais nos « valuations » ne s'arrêtent pas là : nous transformons nos appréciations immédiates en approfondissant l'exploration de leurs objets (dans le domaine esthétique, par exemple), pour aboutir à des jugements appréciatifs authentiques, tout comme nous évaluons réflexivement nos « valuations » spontanées, pour aboutir à des jugements évaluatifs véritables. L'objet que nous avons aimé spontanément vaut-il cette appréciation ? La chose à laquelle nous nous sommes attachés mérite-t-elle vraiment que nous nous y attachions ainsi ? Ce que nous désirons mérite-t-il que nous le désirions à ce point ? Et que se passera-t-il si nous agissons en suivant ce désir ? Ces évaluations s'inscrivent dans des enquêtes qui reconfigurent les valeurs produites par les appréciations immédiates, et modifient leur objet.

Ces types de jugement n'ont rien de spécifique. Les jugements de valeur sont des jugements pratiques comme les autres : ils ont pour fonction de définir la conduite à tenir en transformant des réactions dictées par les impulsions et les habitudes. Un jugement pratique porte sur une réalité à produire par une transformation possible, désirable et contrôlée, d'une situation marquée à la fois par une incertitude « quant à ce qui pourrait et devrait être fait » et par « l'obligation de faire quelque chose ». Il comporte normalement une évaluation réfléchie des appréciations « affectivo-motrices » des traits qualitatifs d'une situation. Et comme tout jugement, il ne peut être formé qu'en recourant à des faits extérieurs à l'appréciation immédiate, puisqu'on ne peut envisager les conditions et les conséquences d'une attribution de valeur qu'en prenant appui sur de tels faits.

Les écrits de Dewey sur la valeur ne cessent de le rappeler : valeurs et « valuations » doivent être considérées comme culturelles, et donc analysées dans leur contexte social et culturel. Les appréciations/dépréciations immédiates sont, pour une bonne part, induites par les dispositions développées par les croyances, coutumes et mœurs en vigueur, ainsi que par les institutions et les pouvoirs en place, portés à imposer et justifier des valeurs ultimes. La formation des valeurs, et à travers elle, celle des fins, désirs et

intérêts, est alors soustraite à l'enquête. Sans compter qu'existent toutes sortes de théories pour rationaliser cette soustraction.

Dewey voit une nécessité politique dans le développement de conditions sociales et culturelles propres à transformer des appréciations immédiates en authentiques jugements appréciatifs ou évaluatifs. Seul le développement de la démocratie lui paraît en mesure de créer ces conditions. Son but est en effet « la participation de tout être humain adulte à la formation des valeurs qui régulent le vivre ensemble » (Dewey, **1937 [?]**). Former une valeur c'est en effet juger de ce qui vaut la peine d'être poursuivi comme bien dans une situation déterminée :

Les jugements concernant les valeurs sont des jugements [...] à propos de ce qui devrait réguler la formation de nos désirs, affections et plaisirs. Car tout ce qui décide de leur formation déterminera le cours principal de notre conduite, personnelle et sociale. (Dewey, **1929 [?]**, p. 265)

Et s'il y a lieu de former des valeurs, c'est non seulement parce que les appréciations immédiates sont « grossières et aveugles », mais aussi parce qu'il n'y a ni valeur en soi, ni fin ultime, ni *summum bonum*. Il faut à chaque fois découvrir « le bien de la situation ». Pour cela, il ne suffit pas de suivre des principes ou des règles (ce ne sont que des aides à l'enquête). Il faut reconstituer le sens des événements réels ou potentiels (en les mettant en relation entre eux), explorer les caractéristiques des situations, leurs relations et leurs potentialités, anticiper leurs conséquences, vérifier que les conséquences effectives correspondent aux conséquences anticipées, etc. Mais une valeur n'est solidement établie qu'en étant communiquée : « La capacité à supporter la publicité et la communication est le test par lequel on décide si un bien supposé est authentique ou sans fondement » (Dewey, 1920, p. 205). C'est ainsi que se fait son universalisation : « Universalisation signifie socialisation, extension du champ et de l'éventail de ceux qui participent à un bien » (*Ibid.*, p. 206). On est loin de l'universalité métaphysique de Platon et de l'universalité logique de Kant !

BIBLIOGRAPHIE

- COMETTI Jean-Pierre, *Qu'est-ce que le pragmatisme ?*, Paris, Gallimard, 2010.
DEWEY John, *Reconstruction in Philosophy*, New York, H. Holt & Company, 1920.

192 *La théorie sociale contemporaine*

- , « The field of “value” », *The Later Works*, 1949, vol. 16, p. 343-357.
- , *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, PUF, 1993.
- , *L'Art comme expérience*, Pau, Farrago-Université de Pau, 2004.
- , *La Formation des valeurs*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 2011, notamment « Théorie de la valuation ».
- DURKHEIM Émile, *Pragmatisme et sociologie*, Paris, Vrin, 1955.
- KOSELLECK Reinhart, *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Seuil, 1997.
- MEAD George Herbert, *L'Esprit, le soi, la société* (1934), Paris, PUF, 2006.
- PEIRCE Charles Sanders, *Pragmatisme et pragmatisme. Œuvres 1*, Paris, Cerf, 2002.

13. Pratique, pouvoir et science : quelques clés pour comprendre Bourdieu

Loïc Wacquant

Science de la pratique et critique de la domination

Avec plus de trente livres et quelque quatre cents articles souvent formulés dans un vocabulaire technique difficile, la pensée de Pierre Bourdieu semble à première vue intimidante, voire impénétrable. Mais sous l'étonnante variété des objets empiriques qu'il a abordés réside un petit nombre de principes théoriques, de mécanismes conceptuels, et d'intentions politico-scientifiques qui donnent à ses écrits une cohérence et une continuité remarquables. L'œuvre tentaculaire de Bourdieu est inséparablement une *science de la pratique humaine* dans ses manifestations les plus diverses et une *critique de la domination*, aux sens kantien et marxien du terme de critique.

La sociologie de Bourdieu est critique, tout d'abord, des catégories héritées, des manières admises de penser, et des formes subtiles d'autorité exercée par les technocrates et les intellectuels au nom de la culture et de la rationalité. Ensuite, elle est critique de toutes les formes de pouvoir et de privilège, ainsi que des politiques qui en sont le support. Sous-tendant cette double critique, une explication rend compte des divers processus à travers lesquels l'ordre social masque son arbitraire et se perpétue en extorquant aux dominés une acceptation pratique des hiérarchies existantes, à défaut de consentement. Porter au jour la *violence symbolique* – l'imposition de systèmes de signification qui légitiment et par là même solidifient les structures d'inégalité, dont le paradigme est

donné par la domination masculine (Bourdieu 1998a) –, c'est révéler dans le même mouvement les conditions sociales dans lesquelles ces hiérarchies peuvent être remises en cause, transformées, voire renversées.

Quatre remarques peuvent nous aider à acquérir une première intuition de ce qui distingue le projet et le style intellectuels de Bourdieu. En premier lieu, sa conception de l'action, de la structure, et de la connaissance sociales est résolument *anti-dualiste*. Elle s'efforce de déjouer ou de dissoudre les oppositions qui ont défini des lignes pérennes de débat dans les sciences sociales : entre les perspectives théoriques subjectiviste et objectiviste, entre les dimensions matérielle et symbolique de la vie sociale, ainsi qu'entre interprétation et explication, synchronie et diachronie, et niveaux d'analyse micro et macro.

Deuxièmement, la pensée et la pratique scientifiques de Bourdieu sont authentiquement *synthétiques* en ce qu'elles traversent simultanément les frontières disciplinaires, théoriques, et méthodologiques. Théoriquement, elles se situent à la confluence de courants intellectuels que les traditions académiques ont habituellement interprétés comme discordants ou incompatibles : Karl Marx et Marcel Mauss, Émile Durkheim et Max Weber, mais aussi les philosophies disparates d'Ernst Cassirer, Gaston Bachelard, et Ludwig Wittgenstein, les phénoménologies de Maurice Merleau-Ponty et Alfred Schütz, et les théories du langage de Ferdinand de Saussure, CNoam homsky, et John Austin. Méthodologiquement, les investigations de Bourdieu combinent couramment les techniques statistiques avec l'observation directe et l'exégèse des interactions, des discours, et des documents¹.

Troisièmement, comme Max Weber, Bourdieu a de la société une vision fondamentalement *agonistique* : pour lui, l'univers social est le lieu d'une concurrence sans fin et sans pitié, dans et à travers laquelle s'engendrent les différences qui forment la matière et les enjeux de l'existence sociale. La rivalité, et non la stabilité, est le

1. Contrairement à la plupart des chercheurs de sa stature, Pierre Bourdieu a longtemps mené en personne une bonne part du travail de production et d'analyse des données de ses travaux. Ce contact constant avec les aspects pratiques et prosaïques de l'investigation empirique l'a sans doute aidé à se protéger contre la réification conceptuelle et la dessiccation qui affectent souvent le travail des théoriciens en science sociale.

trait de la vie collective que ses diverses enquêtes visent à rendre à la fois visible et intelligible. C'est la lutte, et non la « reproduction », qui constitue la métaphore maîtresse au cœur de sa pensée.

Enfin, et en lien avec ce qui précède, l'anthropologie philosophique de Pierre Bourdieu repose non pas sur la notion d'intérêt mais sur celle de *reconnaissance* – et son double ou son négatif, la *méconnaissance*. Contrairement à une (més)interprétation courante de son travail, Bourdieu n'a pas développé une théorie utilitariste de l'action sociale selon laquelle les individus élaborent consciemment des stratégies pour accumuler de la richesse, du statut ou du pouvoir. Dans la lignée de Blaise Pascal, il soutient que c'est la soif de dignité qui est le moteur ultime des comportements, et que seule la société peut satisfaire. Car c'est seulement par l'attribution d'un nom, d'un lieu, d'une fonction, au sein d'un groupe ou d'une institution, que l'individu peut espérer échapper à la contingence, à la finitude et, en fin de compte, à l'absurdité de l'existence. Les êtres humains ne deviennent tels qu'en se soumettant au « jugement des autres, principe majeur d'incertitude et d'insécurité, mais aussi, et sans contradiction, de certitude, d'assurance, de consécration » (Bourdieu 1997a, p. 280). Ainsi l'existence sociale signifie différence, et la différence implique une hiérarchie, qui à son tour déclenche la dialectique sans fin de la distinction et de la prétention, de la reconnaissance et de la méconnaissance, de l'arbitraire et de la nécessité.

Construire l'objet sociologique

L'une des principales difficultés pour comprendre Bourdieu réside dans le fait que la philosophie des sciences dont il s'inspire est également étrangère – et opposée – aux deux traditions épistémologiques qui ont dominé la science sociale anglo-américaine et les *Geisteswissenschaften* allemandes, à savoir le positivisme et l'herméneutique. Cette conception de la science s'appuie sur les travaux de l'école française d'« épistémologie historique » animée par les philosophes Gaston Bachelard et Georges Canguilhem (dont Bour-

dieu a suivi les cours durant ses années de formation), le mathématicien Jean Cavallès et l'historien des idées Alexandre Koyré¹.

Cette école, qui anticipa un grand nombre des idées popularisées plus tard par la théorie des paradigmes scientifiques de Thomas Kuhn, conçoit la vérité comme une « erreur rectifiée », dans un effort continu pour dissoudre les notions nées du sens commun, ordinaire aussi bien que scientifique. Renvoyant dos à dos le formalisme théorique et l'opérationalisme empiriste, elle enseigne que les faits sont nécessairement imbibés de théorie, que les lois ne sont jamais que des « hypothèses provisoirement stabilisées » (selon le mot de Georges Canguilhem), et que la connaissance rationnelle progresse à travers un processus polémique d'argumentation collective et de contrôle mutuel. Et elle insiste sur le fait que les concepts doivent être caractérisés non par des définitions statiques mais par leurs usages effectifs, leurs interrelations, et leurs effets dans l'entreprise de la recherche. Car la science n'a pas pour tâche de refléter le monde : elle est une activité de production d'« objets purifiés » – Bachelard les appelle aussi « objets secondaires », par opposition aux « objets primaires » qui peuplent le royaume de l'expérience quotidienne.

Dans *Le Métier de sociologue*, un manuel d'épistémologie sociologique publié pour la première fois en 1968, Bourdieu adapte ce « rationalisme appliqué » à l'étude de la société². Il pose que, comme tout objet scientifique, les faits sociologiques ne sont pas donnés tels quels dans la réalité sociale : ils doivent être « conquis, construits, constatés » (Bourdieu, Passeron et Chamboredon, 1968, p. 24). Il réaffirme la « hiérarchie épistémologique » qui subordonne l'enregistrement empirique à la construction conceptuelle, et la construction conceptuelle à la rupture avec la perception ordinaire. La mesure statistique, la critique logique et lexicologique, et

1. Le travail de Michel Foucault plonge aussi ses racines dans cette école du « rationalisme historiciste », qu'il étend et renouève. Nombre des affinités théoriques ou des convergences thématiques entre Bourdieu et Foucault trouvent leur principe dans cette matrice épistémologique commune.

2. C'est particulièrement perceptible dans la sélection de textes de philosophie des sciences qui forme la seconde partie de ce livre et en illustre les propositions fondamentales : sur quarante-cinq sélections, cinq sont signées de Bachelard et quatre de Canguilhem (contre six pour Durkheim, trois pour Weber, et deux pour Marx).

la généalogie des concepts et des problématiques sont trois instruments de choix pour accomplir l'indispensable rupture avec la « sociologie spontanée » et pour actualiser le « principe de la non-conscience », selon lequel la cause des phénomènes sociaux doit être recherchée non dans la conscience des individus mais dans le système des rapports objectifs dans lequel ils sont pris.

Pour ce qui est de l'opération la plus décisive – la construction de l'objet –, trois principes interdépendants guident Bourdieu :

- Le premier pourrait être baptisé *polythéisme méthodologique* : déployer les procédures d'observation et de vérification les mieux adaptées à la question posée, quelles qu'elles soient, et confronter continuellement les résultats produits par des méthodes différentes. Par exemple, dans *La Noblesse d'État*, Bourdieu combine les résultats acquis à l'aide d'analyses statistiques de données d'enquêtes par questionnaire, des données d'archives rendant compte de tendances historiques, la nosographie, l'analyse de documents et de discours, des entretiens approfondis et la description ethnographique.
- Un deuxième principe nous invite à accorder une *égale attention épistémique à toutes les opérations*, de la collection des sources et l'établissement des questionnaires à la définition des populations, des échantillons, et des variables, en passant par les instructions de codage et la conduite des entretiens, des observations et des transcriptions. Car tout acte de recherche, jusqu'au plus banal et au plus élémentaire, engage la totalité du cadre théorique qui le guide et le stipule. Ce second principe implique donc un rapport organique, une véritable *fusion* même, entre la théorie et la méthode.
- Le troisième principe suivi par Bourdieu est celui de la *réflexivité méthodologique* : l'autoquestionnement implacable de la méthode elle-même dans le mouvement même par lequel elle est appliquée (voir en particulier Bourdieu, 1984, chapitre 1, « Un livre à brûler ? »). Car, de même qu'on ne saurait dissocier les trois moments fondamentaux de la raison sociologique – la rupture, la construction et la vérification –, de même on n'accomplit pas la construction de l'objet d'un seul coup et en une opération. Elle s'opère par la répétition indéfinie de la dialectique de la théorie et de la vérification à chaque étape du parcours

de recherche. C'est seulement en exerçant une telle « surveillance du troisième degré », comme l'appelait Bachelard, que le sociologue peut ainsi espérer vaincre les divers obstacles qui se dressent sur le chemin d'une science de la société.

Surmonter l'antinomie entre objectivisme et subjectivisme : habitus, capital, champ

Parmi ces obstacles, le principal est l'opposition profondément ancrée entre deux postures théoriques apparemment antithétiques, l'objectivisme et le subjectivisme, dont Bourdieu argue qu'elle peut et doit être surmontée. L'*objectivisme* soutient que la réalité sociale consiste en un ensemble de rapports et de forces qui s'imposent aux agents, « hormis leur conscience et leur volonté » (pour invoquer la fameuse formule de Marx). De ce point de vue, la sociologie doit suivre le précepte durkheimien et « traiter les faits sociaux comme des choses » afin de porter au jour le système des relations qui détermine la conduite et les représentations des individus. Le *subjectivisme*, au contraire, prend comme base et tremplin ces représentations individuelles : avec Herbert Blumer et Harold Garfinkel, il affirme que la réalité sociale n'est rien d'autre que la somme intégrale des innombrables actes d'interprétation par lesquels les gens construisent ensemble des lignes significantes d'(inter)action.

Le monde social est ainsi susceptible de deux lectures apparemment antinomiques : une lecture « structuraliste », qui vise à découvrir la structure des rapports invisibles, et une lecture « constructiviste », qui sonde les perceptions et les actions ordinaires de l'individu. Bourdieu affirme que l'opposition entre ces deux approches est artificielle et mutilante. Car « les deux moments, objectiviste et subjectiviste, sont dans une relation dialectique » (Bourdieu, 1987, p. 150). D'un côté, les *structures sociales* que le sociologue porte au jour dans la phase objectiviste, en écartant les représentations subjectives de l'agent, façonnent ses pratiques en déterminant des contraintes et en prescrivant des voies possibles. Mais, d'un autre côté, ces représentations, et les *structures*

mentales qui les sous-tendent, doivent aussi être prises en compte dans la mesure où elles guident les luttes individuelles et collectives à travers lesquelles les agents s'efforcent de conserver ou de transformer ces structures objectives. Qui plus est, les structures sociales et les structures mentales sont liées par une double relation de constitution mutuelle et de correspondance.

Pour effectuer cette synthèse entre l'objectivisme et le subjectivisme, la physique sociale et la phénoménologie sociale, Bourdieu forge un arsenal conceptuel original ancré sur les notions d'*habitus*, de capital et de champ. L'*habitus* désigne le système de *dispositions* durables et transposables au travers desquelles nous percevons, jugeons, et agissons dans le monde¹. Ces schèmes inconscients sont acquis par l'exposition durable à des conditions et des conditionnements sociaux particuliers, via l'internalisation des contraintes et des possibilités extérieures. Ce qui implique qu'ils sont partagés par les gens soumis à des expériences similaires, même si chaque personne possède une variante individuelle et unique de cette matrice commune (c'est ainsi que les individus de même nationalité, classe, genre, etc., se sentent spontanément « entre soi »). Cela implique aussi que ces systèmes de dispositions sont malléables, puisqu'ils inscrivent dans le corps l'influence dynamique du cadre social, mais dans les limites posées par les expériences primaires (ou antérieures), puisque c'est l'*habitus* lui-même qui, à chaque moment, filtre cette influence. Ainsi la sédimentation des schèmes qui, en se composant, forment l'*habitus*, exhibe des degrés variables d'intégration (les sous-prolétaires ont généralement un *habitus* disjoint reflétant leurs conditions de vie irrégulières alors que les personnes qui font l'expérience d'une grande mobilité sociale possèdent souvent des systèmes de dispositions segmentés ou conflictuels).

En tant que médiation entre les influences passées et les stimuli présents, l'*habitus* est à la fois *structuré*, par les forces sociales organi-

1. L'*habitus* est un vieux concept philosophique, utilisé de façon intermittente par Aristote (sous le terme d'*hexis*), Thomas d'Aquin, Hegel, Weber, Durkheim, Mauss et Husserl, parmi d'autres. Bourdieu se le réapproprie dans une analyse de 1967 sur la pensée de l'historien de l'art Erwin Panofsky et l'a depuis raffiné, à la fois empiriquement et théoriquement, dans chacun de ses travaux majeurs. Son explication la plus sophistiquée du concept se trouve dans les *Méditations pascaliennes* (Bourdieu, 1997a, spéc. p. 158-193 et p. 247-279).

sées qui le produisent, et *structurant* : il donne forme et cohérence aux diverses activités d'un individu par-delà la séparation des différentes sphères de la vie. C'est pourquoi Bourdieu le définit tour à tour comme « le produit de la structure, producteur de la pratique, et reproducteur de la structure », le « principe non choisi de tous les choix » ou « le principe générateur et unificateur des pratiques » qui permet une « improvisation réglée » et « l'orchestration sans chef d'orchestre » des conduites.

Le système de dispositions que les gens acquièrent dépend donc des positions (successives) qu'ils occupent dans la société, c'est-à-dire de leur dotation particulière en *capital*. Pour Bourdieu (1986), un capital est toute ressource effective dans une arène sociale donnée, qui permet de s'approprier les profits spécifiques émergeant de la participation et de la compétition en son sein. Le capital se présente sous trois espèces principales : économique (biens matériels et actifs financiers), culturel (biens symboliques, compétences et titres rares), et social (ressources acquises par le truchement de l'intégration à un groupe). Une quatrième espèce, le capital symbolique, désigne les effets de toute forme de capital quand celui-ci n'est pas perçu comme tel (comme lorsque nous attribuons des qualités morales aux membres de la classe dominante en raison de leurs donations en temps et en argent à des œuvres de bienfaisance). La position de tout individu, groupe ou institution dans l'espace social, peut ainsi être représentée graphiquement à l'aide des deux coordonnées que sont *le volume total et la composition du capital qu'il détient*. Une troisième coordonnée, la variation dans le temps de ce volume et de cette composition, enregistre leur trajectoire à travers l'espace social et fournit des indices inestimables de leur habitus en révélant le cheminement par lesquels ils ont atteint la position qu'ils occupent présentement.

Mais, dans les sociétés avancées, les agents ne sont pas confrontés à un espace social indifférencié. Les diverses sphères de vie, l'art, la science, la religion, l'économie, la politique, etc., tendent à former des microcosmes distincts, dotés chacun de ses propres règles, régularités, et formes d'autorité – ce que Bourdieu appelle des champs. Un champ est, tout d'abord, un espace structuré de positions, *un champ de forces* qui impose ses déterminations spécifiques à tous ceux qui y entrent. Ainsi qui ambitionne de devenir un savant n'a pas d'autre choix que d'acquérir le « capital scienti-

fique » minimal requis et de respecter les mœurs et les règles du milieu scientifique de son temps. Ensuite, un champ est une arène de luttes à travers lesquelles les agents et les institutions cherchent à préserver ou à renverser la distribution existante du capital (qui se manifeste, dans le champ scientifique, par la hiérarchie des institutions, des disciplines, des théories, des méthodes, des sujets, des publications, etc.) : c'est un *champ de luttes* au sein duquel les fondements de la hiérarchie et de l'identité sont sans cesse en dispute.

Il s'ensuit que les champs sont des constellations historiques qui émergent, croissent, changent de forme, et parfois s'évanouissent ou périssent au fil du temps. À cet égard, une troisième propriété fondamentale de tout champ est son *degré d'autonomie*, c'est-à-dire la capacité, acquise au cours de son développement, de s'isoler des influences externes et de faire valoir ses propres critères d'évaluation envers et contre ceux des champs voisins ou des champs qui cherchent à les pénétrer (l'originalité scientifique contre le profit commercial ou la rectitude politique, par exemple). Chaque champ est ainsi le lieu d'une confrontation constante entre ceux qui défendent les principes autonomes de jugement qui lui sont propres, et ceux qui cherchent à y introduire des critères hétéronomes car ils ont besoin du soutien de forces extérieures pour y améliorer leur position.

De même que l'*habitus* informe la pratique de l'intérieur, un champ structure l'action et la représentation de l'extérieur : il offre à l'individu une gamme de prises de positions possibles et de manœuvres qu'il peut adopter, chacune avec ses profits, ses coûts et ses possibilités ultérieures. Leur position dans le champ incline également les agents vers certains types de conduite : ceux qui occupent les positions dominantes tendent à poursuivre des stratégies de conservation (de la distribution existante de capital) alors que ceux qui sont relégués dans les régions dominées sont susceptibles de déployer des stratégies de subversion.

Ainsi, Bourdieu (1980b) remplace la relation naïve entre l'individu et la société par la *relation construite entre l'habitus et le champ*, soit entre « l'histoire incarnée dans les corps » sous forme de dispositions et « l'histoire objectivée dans les choses » sous la forme de systèmes de positions. Le terme crucial de cette équation est l'expression « relation entre », parce que ni l'*habitus* ni le champ n'ont la capacité de déterminer unilatéralement l'action sociale. Il

faut la *rencontre* d'une disposition et d'une position, la correspondance (ou la disjonction) entre des structures mentales et des structures sociales, pour engendrer une pratique¹. Cela signifie que, pour expliquer un événement ou une configuration sociale donnée, on doit inséparablement disséquer à la fois la constitution sociale de l'agent et celle de l'univers social particulier au sein duquel il opère, ainsi que les conditions particulières dans lesquelles ces deux termes viennent à se rencontrer et à s'affecter mutuellement. En effet, pour le structuralisme constructiviste ou « génétique » que Bourdieu défend (1987a, p. 24),

[...] l'analyse des structures objectives – celle des différents champs – est inséparable de l'analyse de la genèse au sein des individus biologiques des structures mentales qui sont pour une part le produit de l'incorporation des structures sociales et de l'analyse de la genèse de ces structures elles-mêmes.

Les concepts d'*habitus*, de *capital*, et de *champ* sont ainsi mutuellement liés et chacun ne réalise pleinement son potentiel analytique qu'en tandem avec les autres. Ensemble, ils permettent d'élucider aussi bien les cas de reproduction – lorsque les structures sociales et les structures mentales s'accordent et se renforcent mutuellement – que les cas de transformation – lorsque des discordances émergent entre l'*habitus* et le *champ* – conduisant à des innovations, des crises, et des changements structuraux, comme en attestent deux des livres majeurs de Bourdieu, *La Distinction* et *Homo Academicus*.

L'impératif de réflexivité

Les représentations collectives remplissent ainsi des fonctions autant politiques que sociales : en plus de permettre l'« intégration

1. Les deux erreurs de lecture les plus courantes de la théorie bourdieusienne de la pratique sont celles qui scotomisent l'un ou l'autre terme de cette équation (et donc leur interrelation dynamique) : l'interprétation « structuraliste » néglige l'*habitus* et déduit mécaniquement les conduites de la structure sociale, tandis que la lecture « utilitariste » oublie le *champ* et se condamne à expliquer l'action par la poursuite de l'intérêt de l'agent.

logique » de la société, comme le proposait Durkheim, les systèmes de classification servent à renforcer et à naturaliser la domination. Ceci met les intellectuels, en tant que producteurs professionnels de visions sur le monde social ayant autorité, à l'épicentre des jeux de pouvoir symbolique, et implique que nous prêtions une attention particulière à leur position, leurs stratégies, et leur mission civique.

Pour Bourdieu, la sociologie des intellectuels n'est pas une spécialité parmi d'autres mais une composante indispensable de la méthode sociologique. Pour forger une science rigoureuse de la société, il faut savoir quelles contraintes pèsent sur les sociologues et comment les intérêts spécifiques qu'ils poursuivent en tant que membres de la « fraction dominée de la classe dominante » et participants au « champ intellectuel » affectent la connaissance qu'ils produisent. Ce qui pointe le trait le plus distinctif de la théorie sociale de Bourdieu, à savoir son insistance obsessionnelle sur la *réflexivité*¹. La réflexivité renvoie au besoin de retourner continuellement les instruments de la science sociale sur le sociologue, afin de mieux contrôler les distorsions que trois facteurs introduisent dans la construction de l'objet. Le premier, et le plus évident, est tout ce qui tient à l'identité personnelle du chercheur : son genre, sa classe, sa nationalité, son appartenance ethnique, son éducation, etc. Sa position dans la structure spécifique du champ intellectuel (et non pas dans l'espace social général) constitue le second facteur : il exige une dissection critique des concepts, des méthodes et des problématiques dont il hérite aussi bien qu'une vigilance permanente à l'égard de la censure découlant des attaches disciplinaires et institutionnelles.

Mais la source la plus insidieuse de biais selon Bourdieu (1994) est le fait que, pour étudier la société, le sociologue adopte nécessairement une perspective contemplative ou scolastique, qui le conduit (à tort) à concevoir le monde social comme un puzzle

1. Cette insistance trouve une illustration paradigmatique (et spectaculaire) dans la leçon inaugurale de Bourdieu au Collège de France. Dans cette *Leçon sur la leçon*, le professeur fraîchement consacré dissèque « l'acte de délégation par lequel le nouveau maître est autorisé à parler avec autorité » pour insister sur cette propriété fondamentale de la sociologie telle qu'il la conçoit : « Toute proposition que cette science formule peut et doit s'appliquer au sujet qui la produit » (Bourdieu, 1982, p. 8).

interprétatif à résoudre, un texte à lire, plutôt que comme une trame de tâches pratiques à accomplir dans un temps et un espace réels – ce qu'il est pour les agents. Ce « paralogisme scolastique » le conduit à défigurer le caractère situationnel, adaptatif, de la « logique floue » de la pratique en la confondant avec la logique abstraite des ratiocinations intellectuelles. Dans les *Méditations pascaliennes*, Bourdieu (1997a) soutient que ce « biais scolastique » est à la racine de sérieuses erreurs non seulement en matière d'épistémologie mais aussi d'esthétique et d'éthique. Adopter le point de vue de « spectateur impartial » qui trône au-dessus du monde au lieu d'y être immergé, d'être pré-occupé par lui (aux deux sens du terme), engendre des distorsions systématiques dans nos conceptions de la connaissance, de la beauté, et de la moralité, qui se renforcent mutuellement et qui ont toutes les chances de passer inaperçues dans la mesure où ceux qui produisent et consomment ces conceptions partagent la même posture scolastique.

Science, politique et la mission civique des intellectuels

Mais il est une autre raison qui motive Bourdieu à placer les intellectuels sous le microscope sociologique. Dans les sociétés avancées, où les écoles d'élites ont remplacé l'Église comme principal instrument de légitimation des hiérarchies sociales, la raison et la science sont sans cesse invoquées par les dirigeants pour justifier leurs décisions et leurs politiques – et ceci est particulièrement vrai de la science sociale et de ses sous-produits marchands, enquêtes d'opinion publique, études de marché, et publicité. Si les intellectuels doivent s'élever contre de tels détournements de la raison, c'est qu'ils ont hérité de l'histoire une mission civique : celle de promouvoir le « corporatisme de l'universel » (Bourdieu, 1989b).

Adossé à une analyse historique de sa genèse sociale de l'émergence des Lumières à l'affaire Dreyfus, Bourdieu soutient que l'intellectuel est un être « paradoxal, bi-dimensionnel » né du *couplage instable mais nécessaire de l'autonomie et de l'engagement* : il est investi d'une autorité spécifique, accordée en vertu de l'indépendance chèrement acquise du champ intellectuel à l'égard des pouvoirs

économique et politique ; et il met cette autorité spécifique au service de la collectivité en l'investissant dans le débat public. À rebours des affirmations contraires du positivisme et de la théorie critique, il s'avère que l'autonomie de la science et l'engagement du savant ne sont pas antithétiques mais complémentaires : la première est la condition nécessaire de la seconde. C'est parce qu'il a acquis de la reconnaissance dans les luttes au sein du champ scientifique ou artistique que l'intellectuel peut prétendre au droit d'intervenir dans la sphère publique et l'exercer sur des sujets pour lesquels il est compétent. Mieux, pour atteindre son efficacité maximale, une telle contribution doit prendre une forme collective : en effet, l'autonomie scientifique ne peut être garantie que par la mobilisation conjointe de tous les scientifiques contre l'intrusion de pouvoirs extérieurs.

Dans ses nombreuses interventions auprès de collègues, de syndicalistes, de militants des divers mouvements progressistes ainsi que par le biais d'articles publiés dans les grands médias (Bourdieu 1998b ; 2001 **[a ?]**), autant que dans ses œuvres proprement scientifiques, Bourdieu poursuit avec obstination un seul et même but : prévenir ou enrayer les abus de pouvoir commis au nom de la raison et disséminer les instruments d'une résistance méthodique à la domination symbolique. Si la science sociale ne peut pas stipuler les buts politiques et les critères moraux qui nous devons poursuivre, comme l'avait espéré jadis Durkheim, elle peut et elle doit contribuer à l'élaboration d'« utopies réalistes » à même de guider l'action collective et de promouvoir l'institutionnalisation de la justice et de la liberté. Le but ultime de la sociologie de Bourdieu n'est autre que de favoriser l'éclosion d'une nouvelle *Aufklärung* adaptée au millénaire qui s'ouvre. En nous enjoignant à explorer les fondations de la connaissance, les structures de l'être social et les possibilités cachées de l'histoire, elle nous donne les instruments d'une appropriation de soi collective et individuelle, et donc des outils de sagesse : elle nous aide, de fait, à remplir la mission originelle de la philosophie.

BIBLIOGRAPHIE

- BOURDIEU Pierre, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, PUF, 1958.
—, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris et La Hague, Mouton, 1963.

- , SAYAD Abdelmalek, *Le Déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964.
- , PASSERON Jean-Claude, *Les Héritiers*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964.
- , PASSERON Jean-Claude et CHAMBOREDON Jean-Claude, *Le Métier de sociologue*, Paris, Mouton/Bordas, 1968.
- , PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970.
- , *Esquisse d'une Théorie de la Pratique* (précédée de *Trois études d'ethnologie kabyle*), Genève, Droz, 1972 ; nouvelle édition : Paris, Seuil, 2000.
- , *Algérie 60*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1977.
- , *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.
- , *Le Sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980a.
- , *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980b.
- , *Leçon sur la leçon*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1982.
- , *Homo Academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984a.
- , « Espace social et genèse des "classes" », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984b, vol. 52, n° 52-53, p. 3-14.
- , « The Forms of Capital », in J.G. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood Press, 1986, p. 241-258.
- , « Fieldwork in philosophy », in *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1987a.
- , « Espace social et pouvoir symbolique », in *Choses dites*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1987b.
- , *La Noblesse d'État. Grandes Écoles et esprit de corps*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1989a.
- , « The Corporatism of the Universal : The Role of Intellectuals in the Modern World », *Telos*, 1989b, vol. 81, Fall, p. 99-110.
- , *Les Règles de l'Art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.
- , *The Field of Cultural Production*, Cambridge, Polity Press ; New York, Columbia University Press, 1993.
- , et al., *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
- , *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, notamment « Le point de vue scholastique ».
- , *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997a.
- , *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir Éditions, 1997b.
- , *La Domination masculine*, Paris, Seuil, 1998a.
- , *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir Éditions, 1998b.
- , *Contre-feux II. Pour un mouvement social européen*. Paris, Raisons d'agir Éditions, 2001a.
- , *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001b.

Index

- Abbott Andrew : 68, 69, 79
Abensour Miguel : 91
Aglietta Michel : 86
Ahmad Aijaz : 108, 109, 110
Allard Laurence : 142
Alquati Romano : 86
Althusser Louis : 45, 46, 47, 82, 90
Altwater Elmar : 92
Amin Samir : 109, 110
Anderson Perry : 82, 83, 84, 85, 86,
87, 94, 104, 110
Andler Daniel : 18
Anscombe Élisabeth : 75, 79, 166, 176
Aquin Thomas d' : 199
Aristote : 14, 199
Arnaud André-Jean : 72, 79
Arnold Matthew : 100
Arrighi Giovanni : 88
Arthur Chris : 88
Artous Antoine : 91
Ashcroft Bill : 105, 111
Assogba Yao : 6, 16
Atran Scott : 5, 14, 16, 60, 64
Aunger Robert : 52, 63
Austin John : 194
- Bachelard Gaston : 194, 195, 196, 198
Badiou Alain : 89
Balibar Étienne : 84, 91, 94
Balme Richard : 163, 176
Baran Paul : 86
Barash David : 55
Baratta Giorgio : 92
Barkow Jerome H. : 17, 57, 63
Bateson Gregory : 13
- Bearman Peter : 22, 32
Beauvoir Simone de : 77, 79, 129,
136, 141
Becker Howard : 169, 176
Bellamy-Foster John : 88
Bellofiore Ricardo : 92
Bensaïd Daniel : 91
Berger Peter : 9, 76, 77, 79, 153
Bernard Paul : 120, 126
Bernard Stéphane : 64
Berns Thomas : 126
Bertaux Daniel : 163, 176
Berthelot Jean-Michel : 164, 176
Bettelheim Charles : 86
Bevort Antoine : 127
Bidet Jacques : 91, 94, 142
Bischoff Joachim : 92
Bloch Marc : 82
Blumer Herbert : 8, 179, 198
Boltanski Luc : 73, 79
Boole George : 13
Boorman Scott C. : 128
Bordo Susan : 136, 141
Borzeix Anni : 17
Bosker Roel : 123, 128
Boucher Guillaume : 120, 126
Boudon Raymond : 6, 16, 26, 31, 150
Bourcier Marie-Hélène : 142
Bourdieu Pierre : 41, 151, 160, 168,
169, 176, 193, 194, 195, 196, 197,
198, 199, 200, 201, 202, 203,
204, 205
Bouvier Alban : 7, 16, 17
Boyd Robert : 52, 63
Boyer Pascal : 5, 14, 16

208 *La théorie sociale contemporaine*

- Boyle Robert : 74, 80
Brandom Robert : 179
Bratman Michael : 153, 160
Braverman Harry : 86
Breiger Ronald : 113, 124, 126, 127, 128
Brekhus Wayne : 9, 16
Brenner Neil : 88
Brenner Robert : 88
Broca Pierre-Paul : 12
Brodmann Korbinian : 12
Bronner Gérald : 1, 5, 7, 14, 15, 16, 57
Brunoff Suzanne de : 86
Bryk Anthony : 123, 126
Bulle Nathalie : 7, 17
Burgio Alberto : 92
Burkett Paul : 88
Butler Judith : 33, 43, 44, 46, 47, 133, 134, 135, 136, 139, 141, 142
Cabral Amilcar : 93
Caillé Alain : 47, 48
Calan Ronan de : 161
Callinicos Alex : 88
Campbell Walter : 12
Canfora Luciano : 92
Canguilhem Georges : 195, 196
Carnap Rudolf : 146, 160
Cassirer Ernst : 194
Castree Noel : 88
Cavallès Jean : 196
Cavalli-Sforza Luigi Luca : 52, 64
Cefaï Daniel : 164, 176
Chamboredon Jean-Claude : 196, 206
Changeux Jean-Pierre : 15, 17
Chaniel Philippe : 42, 47
Chazel François : 16
Chomsky Noam : 78, 79, 194
Cicourel Aaron : 5, 8, 17, 169, 176
Claidière Nicolas : 58, 64
Clark Kenneth : 67, 68, 79
Clément Fabrice : 14, 17, 58, 60, 61, 64
Cohen Gerry : 88, 89
Coleman James S. : 26, 31, 150, 160
Colletti Lucio : 82, 101, 111
Cometti Jean-Pierre : 181, 191
Comte Auguste : 51
Conein Bernard : 9, 10, 16, 17
Coppinger Lorna : 58, 64
Coppinger Raymond : 58, 64
Corcuff Philippe : 163, 176
Cosmides Leda : 11, 14, 17, 63
Coulon Alain : 9
Cox Robert : 88
Crenshaw Kimberlé : 131, 142
Croce Benedetto : 93
Cusset François : 95, 111
Damasio Antonio R. : 15, 17, 59, 64
Darwin Charles : 55, 62, 64, 182
Dauvé Gilles : 111
Dauzat Pierre-Emmanuel : 161
Davis Mike : 88
Dawkins Richard : 52, 64
Della Volpe : 82
Delphy Christine : 131, 142
Demazière Didier : 163, 176
Demeulenaere Pierre : 7, 8, 17, 19, 22, 23, 26, 28, 31, 149
Dennett Daniel : 52, 64
Denning Michael : 91, 94
Deroche-Gurcel Lilyane : 161
Derrida Jacques : 105, 152
Dewey John : 180, 181, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191
DiMaggio Paul : 5, 17, 124, 126
Dobb Maurice : 86
Docquir Pierre-François : 126
Dorlin Elsa : 132, 133, 136, 142
Du Bois William E.B. : 67, 79
Dubar Claude : 163, 176
Dubois Michel : 73, 79
Dujardin Philippe : 163, 176
Dumaître Éric : 7, 17
Duménil Gérard : 92
Dunbar Robin : 61, 64
Dupuy Jean-Pierre : 17
Durham William : 52, 64
Durkheim Émile : 10, 50, 51, 52, 64, 150, 160, 179, 187, 192, 194, 196, 199, 203, 205
Dussel Enrique : 93

- Eagleton Terry : 88
Echevarria Bolivar : 93
Elster Jon : 26, 28, 30, 31
Engels Friedrich : 84
Erner Guillaume : 7, 17
- Fararo Thomas : 22, 31
Feige Edgar : 7, 17
Feldman Marcus W. : 52, 64
Ferrarese Estelle : 33, 180
Ferraris Maurizio : 147, 152, 161
Feyerabend Paul : 1
Fine Ben : 18, 88
Finelli Roberto : 92
Fineschi Roberto : 92
Fodor Jerry : 61, 64
Fornel Michel de : 169, 176
Foster J. Bellamy : 111
Foucault Michel : 40, 75, 77, 79, 98, 107, 196
Fraser Nancy : 33, 34, 35, 47, 138, 139, 140, 141, 142
Frege Gottlob : 13
Frosini Fabio : 92
Frydman Benoît : 122, 126
- Galef Bennett : 58, 64
Gall Franz Joseph : 12
Garcia-Linera Alvaro : 93
Garcias Françoise : 111
Garcias Jean-Claude : 111
Gardey Delphine : 142
Gardiner Patrick : 32
Gardner Howard : 5, 17
Garfinkel Harold : 5, 8, 10, 17, 151, 160, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 198
Garrau Marie : 140, 142
Garry Robins : 128
Garth Taylor : 70, 79
Gautier Claude : 163, 176, 177
Gentile Giovanni : 93
Giddens Anthony : 165
Gilbert Margaret : 152, 160
Glaser Barney : 169, 176
Goffman Erving : 9, 10, 168, 169, 170, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 180
- Golaszewski Mireille : 111
Goldmann Lucien : 82
Gordon Linda : 140, 142
Gould Stephen Jay : 57, 64
Gowan Peter : 88
Gramsci Antonio : 82, 85, 93, 104, 107, 110
Granovetter Mark : 25, 31
Greeley Andrew : 70, 79
Griffiths Gareth : 111
Grignon Claude : 163, 176
Grimm Jacob : 182
Gross Neil : 28, 32
Grossetti Michel : 161
Guha Ranajit : 104
Guillaumin Colette : 131, 142
Guillo Dominique : 12, 49, 51, 54, 64, 78
- Habermas Jürgen : 10, 33, 35, 36, 37, 38, 39, 47, 180, 188
Hacking Ian : 69, 70, 71, 79
Haldon John : 88
Hall Stuart : 17, 88, 96, 98, 99, 100, 103, 104, 107, 111
Hamilton William : 55, 64
Haraway Donna : 135, 142
Hardin Russell : 11, 17
Harding Sandra : 132, 142
Harnecker Marta : 93
Harré Rom : 29, 32
Hartsock Nancy : 132
Harvey David : 88, 89
Harvey O.J. : 176
Haslanger Sally : 69, 71, 79
Haug Wolfgang : 92
Heap James : 169, 176
Hedström Peter : 8, 17, 22, 28, 29, 30, 32
Hegel Georg Wilhelm Friedrich : 33, 40, 47, 108, 182, 199
Heinrich Michael : 92
Hennebel Ludovic : 126
Herpin Nicolas : 9
Hill Christopher : 87
Hill Collins Patricia : 132, 142
Hirsch Joachim : 86

210 *La théorie sociale contemporaine*

- Hirschfeld Lawrence : 60, 64
Hixon : 8, 13
Hobbes Thomas : 47, 74, 80
Hobsbawm Eric : 87, 104
Hoggart Richard : 96, 98, 99, 111
Honneth Axel : 33, 35, 37, 38, 39, 40,
41, 42, 43, 46, 47, 48, 180
Hsung Ray-May : 127
Hume David : 29
Husserl Edmund : 9, 76, 199
Husson Michel : 92
- Ichiishi Tatsuro : 17
Ilouz Eva : 45, 47
Ingarden Roman : 146, 161
Irigaray Luce : 130
- James William : 180, 182
Jameson Frederic : 88, 89
Joas Hans : 38, 47, 180
Jobert Annette : 127
Johsua Isaac : 92
Jourda Marie-Thérèse : 127
- Kafka Franz : 155
Kahneman Daniel : 5
Kaiwar Vasant : 108, 111
Kalai Ehud : 7, 17
Kant Emmanuel : 75, 76, 77, 79, 191
Kaufmann Laurence : 17, 58, 64
Kautsky Karl : 85
Keucheyan Razmig : 1, 62, 67, 76, 79,
82, 90, 94
Kitcher Philip : 23, 32
Kocyba Hermann : 45, 47
Kojève Alexandre : 40, 47
Korsch Karl : 82
Koselleck Reinhart : 182, 192
Kouvelakis Stathis : 81, 82, 94, 97
Koyré Alexandre : 196
Kuhn Thomas : 196
Kukla André : 69, 79
- Labica Georges : 91
Labica Thierry : 95, 111, 133
Labriola Antonio : 85
LaGrassa Gianfranco : 92
- Lahire Bernard : 11, 12, 16, 17, 18
Lallement Michel : 127
Lange Oskar : 86
Lapassade Georges : 9
Lapavistas Costas : 88
Laqueur Thomas : 133, 142
Lashley Karl : 8
Latour Bruno : 73, 79, 145, 153, 158,
161
Laugier Sandra : 163, 176, 177
Lazarsfeld Paul : 13
Lazega Emmanuel : 113, 115, 118,
119, 122, 127
Lazzeri Christian : 47
Le Goff Alice : 129, 140, 142
Leavis Franck Raymond : 96
Lecerclé Jean-Jacques : 103, 111
Lecerf Yves : 9
Lefebvre Henri : 81, 82
Lépinard Éléonore : 131, 142
Lettelier Dominique : 110
Lewin Kurt : 13
Lewkowicz Gregory : 126
Liguori Guido : 92
Lin Nan : 127
Linebaugh Peter : 88
Lipietz Alain : 86
Little Daniel : 26, 30, 32
Livet Pierre : 74, 145, 148, 152, 161,
170, 176
Lombroso Cesar : 53
Losurdo Domenico : 92
Loubière Paul : 9
Löwy Michael : 91
Luckmann Thomas : 9, 76, 77, 79, 153
Luhmann Niklas : 184
Lukács Georg : 77, 79, 82, 85, 147, 161
- MacKinnon Catharine : 135, 142
Macy : 13
Magdoff Harry : 86
Magnan Nathalie : 142
Mandel Ernest : 86
Mao : 93
Marazzi Christian : 92
Mariatégui José-Carlos : 93
Marie Jean-Louis : 163, 176

- Markell Patchen : 45, 47
Marrec Brigitte : 142
Marx Karl : 75, 76, 77, 79, 81, 84, 88,
94, 107, 194, 196, 198
Maspero François : 94, 110
Maury Hervé : 143
Mauss Marcel : 194, 199
Mayr Ernst : 63, 64
Mazumdar Sucheta : 108, 111
McCullogh Warren : 13
McNay Lois : 45, 47
Mead George Herbert : 8, 38, 39, 47,
179, 180, 185, 186, 187, 188, 192
Medin Douglas : 60, 64
Mehring Frantz : 85
Meiksins-Wood Ellen : 88
Mercier-Josa Solange : 91
Merleau-Ponty Maurice : 137, 176,
194
Merton Robert : 29, 68
Mias Arnaud : 127
Miklósi Ádám : 64
Miliband Ralph : 86
Mill John Stuart : 150
Minsky Marvin : 13
Mohanty Chandra Talpade : 133, 142
Moi Toril : 136, 142
Moseley Fred : 88
Mounier Lise : 122, 127
Mulhern Francis : 110, 111
Muller Sibylle : 161
Müller Wolfgang : 86
Murray Patrick : 88

Napoleoni Claudio : 86
Nef Frédéric : 74, 145, 148, 152, 161
Negri Antonio : 86, 89, 92
Neusüss Christel : 86
Neyman Adraham : 17
Nicolas Yann : 146
Niemetz Serge : 110
Nordmann Charlotte : 141
North Douglas : 26, 32
Nour Soraya : 47

O'Connor James : 88
Ogien Albert : 151, 163, 165, 167, 169,
175, 176, 177
Ogien Ruwen : 50, 64
Oldrini Guido : 92

Panitch Leo : 88
Panofsky Erwin : 199
Panzieri Raniero : 86
Paperman Patricia : 163, 177
Parsons Talcott : 8, 22, 145, 161, 169,
171
Pascal Blaise : 195
Passeron Jean-Claude : 111, 163, 176,
196, 206
Pattison Philippa : 124, 128
Pearce Douglas : 7, 17
Peirce Charles Sanders : 180, 181,
187, 192
Perrow Charles : 113, 128
Pharo Patrick : 10, 16, 17, 164, 177
Piaget Jean : 72, 79
Piattelli-Palmarini Massimo : 5
Pickering Andrew : 71, 73, 79
Platon : 191
Pollak Michael : 164, 177
Popper Karl : 188
Portelli Hughes : 111
Postone Moïse : 89
Pouchepadass Jacques : 105, 111
Poulantzas Bruno : 86
Preciado Beatriz : 136, 142
Prestipino Giuseppe : 92
Preve Constanzo : 92
Proust Marcel : 167
Putnam Hilary : 157, 179

Quartz Steven : 72, 80
Quéré Louis : 9, 10, 11, 17, 39, 48,
165, 170, 176, 177, 179
Quijano Anibal : 93

Ramognino Nicole : 176
Rancière Jacques : 89
Raudenbush Stephen : 123, 126
Rawls Anne Warfield : 170, 177
Rawls John : 71, 80

- Redfield Robert : 67, 68, 70
Reichelt Helmut : 92
Reinach Adolf : 146, 161
Reynaud Jean-Daniel : 128
Richerson Peter J. : 52, 63
Ricœur Paul : 33
Robbins Gary : 124
Robelin Jean : 91
Rogers Mary : 169, 177
Rorty Richard : 179
Rosanvallon Pierre : 114, 128
Rosenberg Justin : 88
Rosental Claude : 17
Roth Phillip : 169, 176
Rubin Gayle : 135, 142
Rudé George : 87
- Saad-Filho Alfredo : 88
Sahlins Marshall : 57, 62, 65
Saïd Edward : 104, 105, 110, 111
Salmon Wesley : 23, 30, 32
Sansot Pierre : 163, 177
Sarkar Sumit : 109, 111
Sartre Jean-Paul : 70, 82, 138
Saussure Ferdinand de : 194
Saville John : 87
Schaeffer Simon : 74, 80
Schmidt Conrad : 85
Schmitt Frederick : 79
Schütz Alfred : 8, 9, 76, 194
Scott Joan Wallach : 142
Scott Richard W. : 128
Searle John : 74, 80, 152, 153, 154, 155, 157, 160, 161, 165, 177
Sejnowski Terrence : 72, 80
Selznick Philip : 121, 128
Sève Lucien : 91
Shaikh Anwar : 88
Shannon Claude : 13
Shapin Steven : 74, 80
Sheatsley Paul : 70, 79
Simmel Georg : 145, 150, 161, 165
Simon Herbert : 13
Sismondo Sergio : 69, 80
Smail Daniel Lord : 78, 80
Smith Barry : 152, 155, 157, 160, 161
- Smith Dorothy : 132
Smith Neil : 88
Smith Tony : 88
Snijders Tom : 123, 127, 128
Soboul Albert : 87
Soja Edward : 88
Sorel Georges : 85, 93
Spencer Herbert : 51
Sperber Dan : 5, 14, 18, 53, 57, 58, 61, 64, 65
Spivak Gayatri : 105, 111, 133, 134, 143
Stein Edith : 146, 161
Steiner Philippe : 127
Stinchcombe Arthur : 113, 128
Stofer Rafaël : 127
Strauss Anselm : 169, 176
Strydom Piet : 5, 18
Sweatt Heman : 67
Swedberg Richard : 22, 32
Sweezy Paul : 86
- Tauman Yair : 17
Taylor Charles : 33, 34
Texier Jacques : 91
Therborn Göran : 82, 94
Thévenot Laurent : 10, 18
Thibault Marie-Noëlle : 111
Thomas Peter : 82, 94
Thomas William Isaac : 68, 82
Thompson Edward Palmer : 87, 99, 101, 102, 103, 104, 106, 111
Thorez Maurice : 86
Tiffin Helen : 105, 111
Tilly Charles : 116, 117, 128
Tomasello Michael : 61, 65
Tomba Massimiliano : 92
Tooby John : 11, 14, 17, 63
Tort Patrick : 54, 62, 65
Tosel André : 91, 93, 94
Trivers Robert : 55, 56, 65
Tronti Mario : 86
Tronto Joan : 140, 143
Tubaro Paola : 127
Tully James : 33
Tuomela Raimo : 161

- Turner Stephen : 166, 177
Tversky Amos : 5
Udehn Lars : 29
Vadée Michel : 91
van der Pijl Kees : 88
Vance Carole : 142
Vatin François : 127
Vergès Pierre : 176
Veron Éliséo : 9
Vidal Jérôme : 111, 143
Virno Paolo : 92
Voirol Olivier : 46, 48
von Hayek Friedrich : 72, 79, 147
Von Neumann John : 13
Voswinkel Stefan : 45, 48
Vovelle Michel : 87
Waal Frans de : 58, 64
Wacquant Loïc : 168, 193
Walliser Bernard : 5
Watkins J.W.N. : 25, 32
Watson John B. : 185
Weber Max : 3, 6, 7, 18, 27, 45, 194,
196, 199
Wellman Henry : 59, 65
Wendt Alexander : 72, 80
Wernicke Carl : 12
White Harrison : 116, 124, 128, 151,
161
Whitehead Alfred North : 74, 80
Whiten Andrew : 58, 65
Wickham Chris : 88
Wiener Norbert : 13
Williams Raymond : 96, 98, 99, 103,
104, 111
Wilson Edward : 55, 56, 65
Wilson Thomas P. : 164, 177
Wippler Reinhard : 26, 32
Wittgenstein Ludwig : 10, 50, 166, 167,
177, 194
Wood E. Meiksins : 111
Woolcock Jodie : 128
Woolgar Steeve : 73, 79
Wright Erick Olin : 88
Young Iris Marion : 137, 138, 141, 143
Zerubavel Eviatar : 9, 11, 16, 18
Zizek Slavoj : 89

Cet ouvrage a été mis en page
par Meta-systems
59100 Roubaix

Imprimé en France
par Qualibris France Quercy – Z.A. des Grands Camps
46090 Mercuès



N° d'impression : 11966
Dépôt légal : janvier 2012

Ouvrage imprimé sur papier écologique à base de pâte FSC
Pour plus d'informations, www.fsc.org